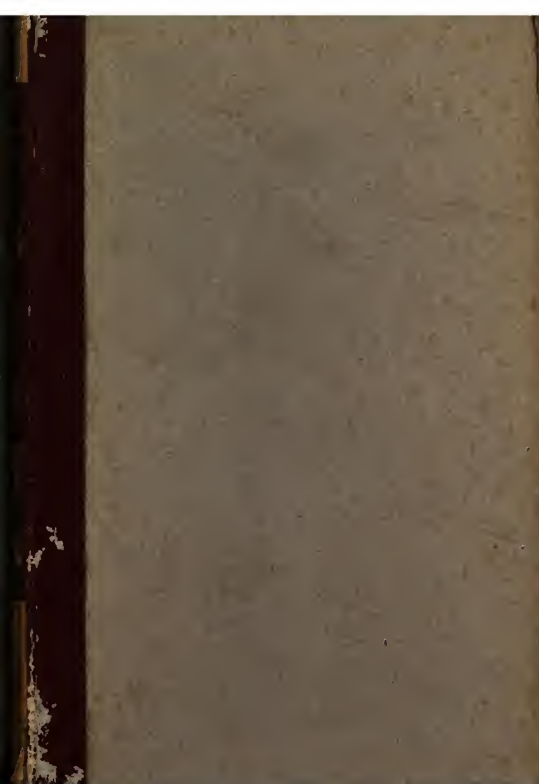
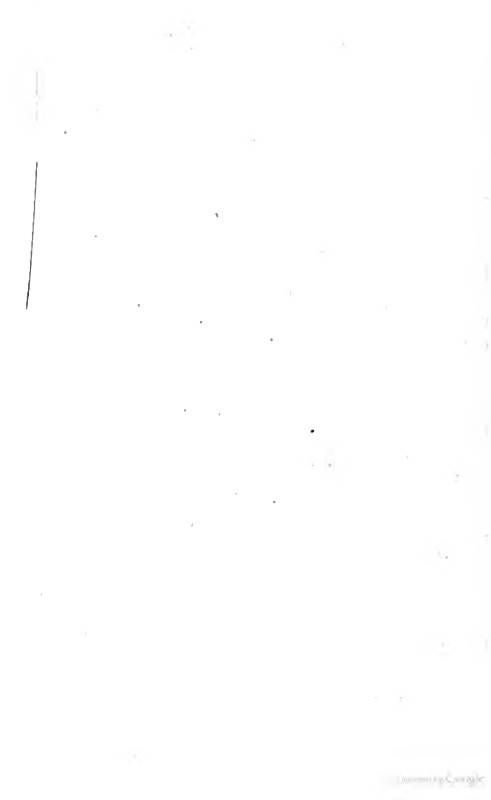




10355



Plant. LV 54 12



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE
DES
RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE.
TOME II.

THE

LIBRARY

OF

THE UNIVERSITY

OF

5479361

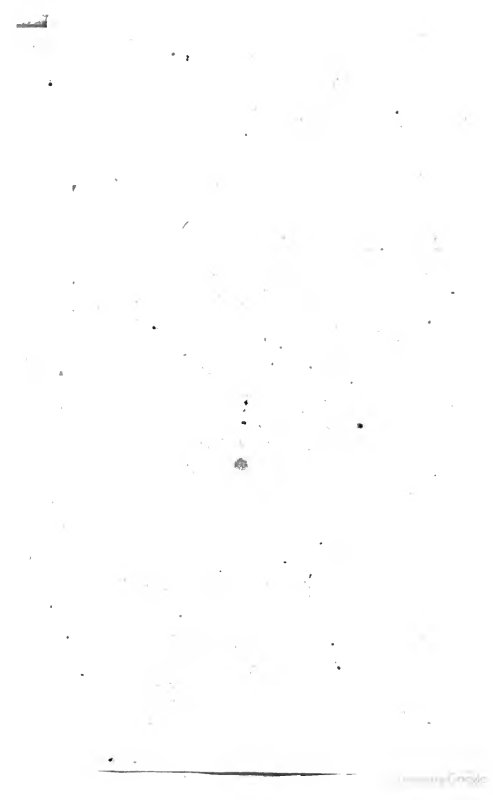
HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE
DES
RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE,

*Depuis la descente de Jules-César jusqu'à la
paix de 1783.*

PAR LE CITOYEN ***. Auteur de plusieurs
Ouvrages connus.

TOME SECOND.

A PARIS,
Chez MOUTARDIER, Imprimeur-Libraire, quai
des Augustins, N°. 28.
AN VII°. DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.



HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

D E S

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE,

DEPUIS LA DESCENTE DE JULES-CÉSAR, JUSQU'À LA PAIX
DE 1783.

LIVRE TROISIÈME.

Avènement de Henri VII à la couronne. — Guerre avec la France. — Perkin Warbeck : son imposture. — Le pape Alexandre VI envoie un nonce en Angleterre. — Mort du roi : son caractère. — Henri VIII. — Scrupules sur son mariage : Anne de Boulen. — Henri sollicite son divorce auprès du pape. — Affaires de la réformation. — Mort de Henri VIII. — Édouard VI. — Progrès de la réformation. — Mouvements populaires. — Maladie du roi. — Règne de Marie. — Exécution de Northumberland. — Elisabeth succède à Marie. — Divers événemens de son règne. — Sagesse de son administration. — Jugement du comte d'Essex. — Mort d'Elisabeth. — Jacques I. — Tableau de son gouvernement. — Sa mort.

HENRI VII.

APRÈS la bataille de Bosworth, et la mort AN. 1485.
de Richard, Henri fut proclamé roi par l'ar-

Tome II.

A

AN. 1485. mée; cette élection militaire suffit pour le moment : ce prince fit son entrée solennelle à Londres, où il fut reçu comme le libérateur de la patrie, qui venoit la délivrer de l'oppression et de l'esclavage où elle gémissoit depuis si long-temps. Henri, au lieu de paroître à cheval, et de recevoir avec reconnaissance et sensibilité les vœux et les hommages de ses nouveaux sujets, se tint renfermé et invisible dans son char : c'est ainsi que ce prince vouloit apprendre à la nation, qu'il alloit monter sur le trône par droit héréditaire, et non par le consentement du peuple : il descendit à l'église de Saint-Paul, et fit suspendre à la voûte du temple les étendards pris à la bataille de Bosworth, pour que le peuple fût perpétuellement témoin du monument de sa victoire. Les droits de Henri à la couronne étoient incertains : la maison de Lancastre étoit, il est vrai, sur le trône depuis soixante ans ; cette possession avoit été confirmée par plusieurs décrets du parlement ; mais dans ce siècle d'anarchie et de fureur, dans ce tems où la force sembloit légitimer l'usurpation et les attentats, les droits de succession étoient violés ou méconnus : Henri représentoit la maison de Sommerset ; mais cette branche ne faisoit pas partie de cette tige, puisqu'elle étoit

bâtarde et adultérine : ce vice qui infectoit An. 1485.

Sommerset et ses descendans , ne pouvoit être détruit par la légitimation faite par le parlement sous le règne de Richard II : d'ailleurs il existoit en Allemagne , en Castille et en Portugal , des princes issus des filles du duc de Lancastre , qui excluoient Henri de la couronne d'Angleterre. Ce prince établit cependant ses droits sur sa filiation : le peuple n'étoit point disposé à contester le trône que Henri venoit de conquérir par la mort d'un tyran féroce. Le parlement confirma cette élection , proscrivit la mémoire de Richard III , et déclara que la couronne impériale de l'Angleterre seroit dévolue à perpétuité à Henri et à ses descendans.

La destinée de Henri , qui devoit tout à la fortune , est une preuve bien frappante que les grandeurs ne suffisent point pour rendre l'homme heureux et content. A peine la victoire l'eut-elle placé et affermi sur le trône , qu'il tomba dans un état d'anxiété et d'inquiétude , dont il sortit rarement pendant le cours de son règne. Obligé par politique et par ses promesses à épouser la princesse Elisabeth , qu'il n'aimoit point , il voyoit avec un dépit secret l'empressement avec lequel la nation demandoit ce mariage : implacable dans ses ressentimens , et cruel par caractère , il détes-

AN. 1485. toît mortellement la faction d'Yorck, et se révoltoit contre la seule idée de s'unir par les nœuds de l'hymen avec l'héritière de cette maison : cependant comme il en sentoit la nécessité, il en renouvela la promesse; mais il voulut que le couronnement précédât le mariage, pour faire voir qu'il ne devoit le trône qu'à ses propres droits et à sa conquête, et non aux droits d'une femme qu'il regardoit comme étrangère et usurpatrice d'une succession qui appartenoit à la maison de Lancastre. Si Henri eut reconnu les droits de la famille d'Yorck, il n'eût été qu'un simple depositaire de la couronne que la nation auroit pu transporter aux héritiers légitimes : Henri ne vouloit point, comme s'explique énergiquement un historien, être roi par emprunt; il fut sacré avec plus de pompe et de solennité que ses prédécesseurs n'en avoient mis dans cette auguste cérémonie. Peu de tems après, ce mariage si désiré par la nation, fut enfin célébré; Henri s'adressa au pape Innocent VII pour demander la confirmation de son élection. Ce prince ne s'aperçut point qu'une pareille conduite avoit anéanti la constitution primitive de l'état, soulevé la nation contre le roi Jean, et préparé cette guerre civile qui donna à un souverain étranger le trône de l'Angleterre.

Il est bien étonnant de voir un prince si jaloux AN. 1485.
des prérogatives de la monarchie, si fier, si
prudent, si politique, se déclarer le vassal de
la cour de Rome, et enhardir cette puissance
à renouveler ses usurpations : peut-être Henri
crut il qu'il avoit besoin de l'alliance et de la
protection du pontife pour épouvanter et con-
tenir dans les bornes de l'obéissance un peu-
ple inquiet et factieux.

Un règne paisible et heureux sembloit de-
voir consoler la nation de ses pertes et de ses
calamités ; mais la longue et violente crise qui
avoit agité l'état, devoit avoir une conva-
lescence longue et pénible : Henri monté sur le
trône, les armes à la main, et pour ainsi dire
en conquérant, avoit des promesses à tenir,
et des vengeances à exercer. Ce prince annula
toutes les proscriptions prononcées contre les
partisans de la maison de Lancastre, et per-
sécuta la maison d'Yorck. Le peuple vit avec
douleur et avec effroi, que le mariage avec la
princesse Élisabeth, dont on avoit espéré la
réconciliation sincère des deux factions oppo-
sées, ne servoit qu'à ulcérer le cœur du prin-
ce, et à donner une nouvelle activité à son
inquiétude, à sa haine et à sa vengeance.

Les défenseurs de la maison d'Yorck for-
moient un parti puissant et dangereux dans

AN. 1485. l'état : Lowel , Homfroi et Thomas Straford , étoient à la tête d'une armée considérable ; le duc de Bedford , oncle du roi , publia une amnistie générale en faveur des rebelles qui viendroient implorer la clémence de Henri : une conspiration devoit lui ôter son trône et sa vie ; elle fut découverte : Lowel se sauva en Flandres , Thomas Straford obtint sa grace , Homfroi périt sur un échafaud. Quoique Henri , par sa prudence , eût dissipé cette révolte presque sans effusion de sang , il se formoit dans le sein de l'état des ligues d'autant plus redoutables , que Henri opprimoit les grands par une administration tyrannique : le peuple avoit d'ailleurs acquis , dans ce long enchaînement de guerres civiles , ce caractère de rebellion , que les lois et le gouvernement ne pouvoient détruire que par des gradations lentes et insensibles.

Henri , au commencement de son règne , avoit fait enfermer Édouard , prince , comte de Warwick : on l'avoit blâmé de cet acte de rigueur , puisque Warwick , étant fils du duc de Clarence , frère d'Édouard IV , les droits de la princesse Élisabeth et de ses deux sœurs étoient plus sacré que ceux de ce prince ; mais Henri , toujours agité par la crainte , sans cesse tourmenté par l'inquié-

tude et les remords , sembloit voir des abîmes entre le trône et lui. On lui annonça que Warwick avoit été proclamé roi, et couronné en Irlande. Warwick étoit enfermé dans la tour de Londres, au moment où l'on prétendoit qu'il régnoit à Dublin. Ce Warwick, que les Irlandais avoient couronné, étoit un nommé Symnel, fils d'un boulanger, que Richard Simon, prêtre hardi et intrigant, avoit formé, par les ordres de la reine mère, à représenter ce prince infortuné. L'Irlande étoit une contrée éloignée du centre des affaires : on crut qu'il seroit facile de tromper un peuple crédule et superstitieux : on attribua ce complot à la reine douairière, parce qu'aussi tôt que le roi eût fait faire les recherches les plus actives sur la source, et les causes de cet événement extraordinaire, il la fit arrêter et enfermer dans un cloître, où elle mourut dans l'indigence et la captivité : cependant il falloit rassurer le peuple. Henri fit paroître Warwick dans les rues de Londres, en prenant toutes les précautions nécessaires, afin qu'il fût reconnu. Les Irlandais persistèrent à soutenir que leur roi étoit le véritable Édouard ; ils placèrent même sur sa tête une couronne, qu'ils avoient enlevé à une statue de la vierge, et le proclamèrent une seconde fois roi, sou

AN. 1485. le nom d'Édouard VI. Le clergé lui prêta serment de fidélité; accorda un subside au pape, pour lui assurer la protection du roi de France. Ces Anglais, mécontents ou factieux, qui n'attendoient qu'une occasion pour se soulever, passèrent en Irlande et joignirent leurs forces à celles de Symnel. La duchesse de Bourgogne, redoutable par sa prudence ses richesses et son crédit, ennemie déclarée de la maison de Lancastre; le comte de Lincoln, fils du duc de suffolk entrèrent dans la confédération. Henri se prépara à combattre et à détruire ce prétendu roi, qui s'étoit avancé à la tête d'une armée considérable: ce prince, qui alloit les vices du cœur aux exercices de la religion, voulut, avant de prendre les armes, faire un pèlerinage à Notre-Dame de Valsingham, et marcha ensuite contre Symnel, le vainquit, le fit prisonnier et l'envoya dans ses cuisines, pour servir en qualité de domestique; il fut ensuite fait fauconnier: cette scène, quoique ridicule, fit répandre des flots de sang; les conjurés furent punis de mort, et leurs biens confisqués. La maxime familière de Henri, étoit de s'emparer des trésors de ses ennemis, pour les faire servir à leur oppression.

La Bretagne venoit d'être réunie à la

France par le mariage d'Anne, héritière de AN. 1485.
 ce duché avec Charles VIII. L'Europe fut
 étonnée* de la profonde politique avec la-
 quelle cette grande et importante négocia-
 tion avoit été commencée et conclue. On
 reprocha à Henri d'avoir lâchement abandonné
 la duchesse de Bretagne, pour satisfaire ses
 vengeances et son avarice : ce prince sen-
 sible à ce reproche, assembla son parlement,
 déclara qu'il vouloit réclamer ses droits sur
 la couronne de France, fit un pompeux éta-
 lage des victoires et des conquêtes d'Édouard
 III, et de Henri V ; demanda des subsides
 qui lui furent accordés ; imposa des taxes ar-
 bitraires, et confisqua les biens de la faction
 d'Yorck pour multiplier ses trésors et forti-
 fier les nerfs du gouvernement.

La France n'étoit plus agitée par des divi-
 sions intestines : les princes du sang n'ébran-
 loient plus les fondemens de l'état, et obéis-
 soient à leur roi ; les grands fiefs étoient
 réunis à la couronne. Les armées françaises
 étoient bien disciplinées, et commandées par
 des guerriers braves et actifs. L'Angleterre
 au contraire, étoit en proie à des troubles in-
 térieurs ; son roi n'étoit pas encore affermi
 sur le trône ; les esprits étoient encore en fer-
 mentation ; des révoltes toujours renaissantes,

forçoient le prince à verser le sang de ses sujets. La maison d'Yorck avoit encore des défenseurs et des amis puissans ; chaque jour pouvoit être témoin d'une révolution. Dans un tems où la guerre civile multiplie les crimes et les calamités, la nature se plaît à former des hommes vigoureux , hardis et féroces , qu'elle destine à bouleverser les empires , et à étonner les nations.

AN. 14. 2. Henri négligea de prévoir ces grands événemens , pour s'occuper à une guerre étrangère ; il leva une armée considérable , passa la mer , arriva à Calais , et médita des conquêtes ; mais la paix fut bientôt conclue. Charles , qui vouloit conquérir l'Italie , s'obligea de payer à Henri une somme d'argent : quelques tems après , les habitans de la province d'Yorck , refusèrent de payer la taxe imposée par le parlement , massacrèrent le comte de Northumberland , qui avoit été chargé de faire payer cet impôt. Jean Égremont et Chamber , chevaliers , chefs des rebelles , publièrent qu'ils alloient à Londres pour détrôner le roi. Le comte de Surrey marcha contre les séditeux , les tailla en pièces : Chamber fut condamné à être pendu ; Égremont se sauva auprès de la duchesse de Bourgogne , dont la cour étoit l'asyle des ennemis de Henri.

DES RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE. II

Cette princesse, irritée des mauvais succès qui AN. 1492.avoient accompagné les armes du prétendu Warwick, se servit de sa haine et de sa politique, pour susciter une guerre civile. Elle tenta de faire paroître sur la scène, un nouveau phantôme de roi, sous un nom bien plus imposant encore; elle annonça, dans toutes les cours de l'Europe, que le jeune duc d'Yorck, fils d'Édouard IV, et frère d'Édouard V, avoit échappé à la rage meurtrière de Richard III. On nommoit les personnes qui avoient soustrait ce prince aux coups de la mort; on expliquoit la manière dont l'artifice et le miracle avoient été exécutés: pour jouer cette nouvelle scène, on choisit un nommé Perkin, fils d'un juif renégat; son âge, sa taille, ses traits, sa démarche, tout étoit bien propre à établir l'imposture. A ces avantages extérieurs, il joignoit un goût et un talent décidés pour le théâtre: dès qu'on le jugea en état de bien remplir son rôle, on le fit voyager en Pologne et en Irlande, sous le nom de Richard Plantagenet; il eut l'art d'éblouir et de séduire les esprits foibles et amoureux de nouveautés.

Perkin écrivit aux seigneurs anglais, de la faction d'Yorck, pour les inviter à former une confédération, et à réunir leurs forces pour chasser l'usurpateur. L'Irlande le reconnut pour

AN. 1492. roi ; il partit ensuite pour Paris : Charles lui accorda une pension considérable. Perkin joua son rôle avec autant de dignité que de sang-froid : il forma une armée ; son parti se fortifioit de ces hommes , dont l'économie et l'avarice de Henri , arrêtoient les prodigalités et les déprédations. Ce prince crut qu'il étoit tems de s'opposer aux entreprises de ce nouvel aventurier : il s'occupa d'abord à désabuser les esprits , en donnant des ordres pour qu'on exhumât les deux princes que Richard III avoit fait périr ; mais il fut impossible de les reconnoître. Henri employa tant d'activité et d'adresse , à s'instruire du nom , de la naissance , et des aventures de ce prétendu Plantagenet , qu'il parvint à découvrir la fraude et l'artifice. Après cet acte de prudence , Henri punit les auteurs de cette conspiration , qui fut découverte par la trahison de Clafford. Parmi ces conjurés , se trouvoit ce lord Stranley , dont l'épée avoit décidé à Berwick , la victoire qui plaça Henri sur le trône ; il fut puni de mort : Stranley étoit sans doute coupable ; mais Henri lui devoit son sceptre , et peut-être sa vie : son crime étoit digne de pardon ; mais la maison de Tudor n'a jamais connu la clémence , cette vertu et ce devoir des rois ; et l'on verra bientôt Henri VIII et ses deux

filles, hériter de la sévérité de leurs pères. *Ax. 1492.*
 Quelques historiens accusent Henri d'avoir fait périr Stranley, pour jouir de ses biens par la voie de la confiscation : Henri pardontoit quelquefois à ceux, qui, par conviction ou par attachement, soutenoient les droits de la maison d'Yorck ; mais il punissoit ceux, qui par inconstance, par caprice, par mécontentement, défendoient tour-à-tour les factions de Lancastre et d'Yorck.

Henri multiplia les espions et les satellites ; des délateurs infâmes dénonçoient leurs parens et leurs amis ; des hommes lâches profitoient de la terreur de leur prince, pour le forcer à immoler des victimes. La jalousie et la cruauté de Henri imprimoient la crainte et l'épouvante ; cependant Perkin partit pour l'Écosse, et eut l'art de persuader à Jacques, qu'il étoit le véritable Plantagenet : ce roi fut d'autant plus facile à séduire, que Perkin lui étoit recommandé par la duchesse de Bourgogne, par le roi de France et l'empereur des romains. Jacques donna à Perkin, en mariage, la fille du comte de Hanley, son parent, et partit avec lui pour faire une invasion en Angleterre. Perkin publia un manifeste où il proscrivit Henri, et demanda à la nation anglaise, des secours pour chasser

l'usurpateur. Henri étoit alors occupé à dissiper une révolte qui s'étoit formée dans les provinces occidentales de son royaume. Les rebelles ayant été vaincus par le comte d'Oxford, Henri prit les armes pour combattre le roi d'Écosse; mais ces deux princes, par la médiation de l'ambassadeur d'Espagne, conclurent un traité de paix. Jacques promit d'épouser Marguerite, fille de Henri. Perkin, abandonné de ses alliés, se réunit aux rebelles de la province de Cornouailles; rassembla une troupe de proscrits, de pirates et de brigands; forma une armée, se fit proclamer roi, sous le nom de Richard; va tenter une descente en Angleterre, pour y fomenter de nouvelles factions, et assiége Exeter. Le lord d'Audley, marche contre Perkin. Les rebelles rentrent dans le devoir, et leur chef se réfugie en Irlande dans une église, où Henri lui fit offrir la vie, qu'il accepta au prix de sa liberté; mais il voulut, dans sa prison, rompre ses fers, et forma une nouvelle conspiration. Perkin fut condamné à mort. Henri plaça sa veuve auprès de la reine, et lui accorda une pension: c'est ainsi que, par la prudence et la sagesse du roi, cette terrible conspiration fut anéantie.

Les nouvelles trahisons dont on accusa le

parti de Perkin, fournirent à Henri l'occasion de porter le dernier coup à la maison d'York : on affecta de publier que cet imposteur avoit eu de fréquens entretiens avec le comte de Warwick, et avoit formé avec lui et avec quelques autres puissances étrangères, une nouvelle conspiration pour détrôner Henri. Ce prince cruel par politique et par caractère, fit verser sur l'échafaud, le dernier sang de la famille Plantagenet. Ce crime le rendit un objet d'horreur et d'exécration. La mort de la reine qui succomba sous le poids de ses malheurs ; la rapacité de Henri, et ses exactions continuelles, soutenues par la terreur du despotisme ; l'oppression exercée par ses deux infâmes ministres Dudley et Empson, ne servirent qu'à augmenter la haine et l'indignation publique : comment concilier ces vices avec cet exercice public de religion que professoit ouver- AN. 1500. tement Henri. Alexandre VI, ce pontife si connu par ses crimes et par sa correspondance intime avec Bajazet, empereur des Turcs, envoya un nonce en Angleterre. Henri lui rendit les mêmes devoirs qu'à un souverain ; le légat donna à ce prince une épée bénite, destinée à combattre les Français, à défendre l'Italie et le saint-siège. Quelques tems après, le pontife exhorta Henri à se liguier avec les

autres puissances de l'Europe pour attaquer les infidèles. Alexandre régla lui-même le plan des opérations militaires : les rois de Hongrie, de Pologne et de Bohême, devoient conquérir la Thrace ; les rois de France et d'Espagne, la Grèce, pendant que le pontife lui-même, devoit arborer la croix sur les murs de Constantinople. Henri applaudit à ce bizarre et ridicule projet, et déclara à Alexandre que le zèle pour les intérêts sacrés de la religion, et la gloire de Dieu, avoit toujours enflammé son ame ; il permit que le nonce levât sur ses sujets des rétributions considérables. La cour de Rome exalta la piété et les vertus du monarque anglais, et l'élut chevalier de Rhodes.

AN. 1509.

Une nouvelle révolution se préparoit dans le silence, lorsque Henri mourut : sa mort fut regardée comme un bienfait du ciel. Ce prince fut cruel et ingrat ; mais prudent, actif et laborieux : il avoit formé le projet d'abolir la loi féodale : la crainte de perdre sa couronne, et le désir de grossir ses trésors, l'occupèrent tout entier : par un contraste assez singulier, il réunit la magnificence à l'avarice ; sa politique sut rendre utiles ces deux passions : par l'une, il sut en imposer à des seigneurs dissipateurs, et à un peuple qui voyoit sa gloire et sa puissance

sance dans le faste de son roi ; par l'autre , il AN. 1509. accumuloit des trésors destinés à soutenir ses droits et à défendre son autorité. Henri sut se concilier l'amitié et l'estime des princes étrangers ; il termina ces guerres civiles qui , depuis long-tems , faisoient répandre des flots de sang ; il ne s'occupa qu'à détruire les conspirations , et n'eut pas l'ambition des conquêtes ; il aima la paix , et se rendit redoutable à son peuple qu'il opprima. Ce prince regardoit la clémence comme une foiblesse , et n'appercevoit la justice qu'entourée des bourreaux : toujours agité par la crainte , et tourmenté par cette inquiétude qui répand sur l'ame une mélancolie cruelle , il croyoit voir par-tout des conspirateurs et des assassins ; il multiplia les enfissaires et les satellites ; favorisa les délations , et allia le culte public de la religion avec la férocité de l'ame : presque toujours le ciel servit de prétexte pour porter la discorde et les crimes sur la terre. Henri éloigna les nobles de l'administration des affaires , et ne composa son conseil que des ecclésiastiques qu'il sut s'attacher par les honneurs et les récompenses ; il affoiblit l'autorité des grands , en leur permettant de vendre et d'aliéner leurs fiefs : les seigneurs , amolis par le luxe , et ruinés par les guerres civiles , applaudirent à une loi si

AN. 1505. bienfaisante ; mais Henri ne s'aperçut point que ces démembrements volontaires augmentoient la puissance des communes, qu'il sut pourtant contenir par la crainte et la terreur : dans un état qui réunit les trois pouvoirs, il est de l'intérêt du roi de défendre et de protéger le parti aristocratique, parce que, dans les divisions qui s'élèvent à raison des limites de l'autorité, les grands soutiennent toujours les droits du monarque : on ne doit jamais étendre les privilèges de la démocratie, parce qu'elle tend toujours à l'affoiblissement, et par des gradations insensibles, à la destruction de la monarchie. Un état républicain est de tous les gouvernemens, le plus exposé aux factions : un citoyen, doué de la force du génie et de la fermeté de l'ame, peut opérer de grandes révolutions en fomentant la haine, les méfiances, les divisions intestines, avant-coureurs certains de la chute des empires. Le peuple, dans la démocratie, n'a aucune idée de sa liberté, et son empire est souvent plus cruel que celui du tyran le plus barbare. Si l'abus du pouvoir introduit le despotisme, un enthousiasme aveugle conduit à l'anarchie : le despotisme immole un grand nombre de victimes ; mais l'anarchie étend l'infortune et la corruption à tous les membres de la société.

Henri sut réprimer une faction fâcheuse , et *Ann. 1509.* l'attacha à une subordination civile ; les arts paisibles commencèrent à étendre leur empire , et le gouvernement , prenant une nouvelle forme , dirigea les mœurs et les opinions générales vers des objets plus utiles et plus agréables : le génie national sortit triomphant des débris de la guerre , de l'ignorance et des préjugés , et vint donner de nouvelles bases à la politique , à la législation , aux sciences : cette heureuse révolution diminua la férocité des mœurs , et prépara le siècle des arts et de la philosophie.

H E N R I V I I I.

Henri étoit âgé de dix-huit ans , lorsqu'il monta sur le trône : comme il réunissoit les titres disputés si long-tems par les deux factions de Lancastre et d'Yorck , la joie qui éclata à son avènement , fut aussi générale que sincère ; la haine et les divisions des deux familles , avoient ébranlé l'état jusques dans ses fondemens , et inondé l'Angleterre de flots de sang : il étoit tems que la nation , épuisée et avilie , sortît de l'esclavage et de l'oppression : fatiguée de combattre pour ses usurpateurs et ses tyrans , elle ne pouvoit plus sup-

AN. 1509. porter le poids des armes, et demandoit sans cesse au ciel de lui donner un roi sage et pacifique, qui pût fermer ces plaies profondes qui affligeoient depuis long-tems un peuple malheureux.

Le mariage du roi fut le premier objet des délibérations du conseil. Pour être instruit de ce détail, qui produisit une étrange révolution, il faut rétrograder un moment dans le règne précédent. Henri VII avoit marié Arthur, son fils aîné, avec Catherine d'Aragon, infante d'Espagne : ce dernier prince étant mort quelque tems après la cérémonie, Henri, pour se dispenser de rendre la dot à l'Espagne, ou pour conserver l'alliance de cette puissance, donna à son second fils, qu'il avoit destiné à l'archevêché de Cantorbéry, la veuve de l'aîné, après avoir consulté Jules II, ce pontife qui vouloit conquérir des royaumes, les armes à la main, et bouleverser l'Europe par ses intrigues. Henri et Catherine étoient donc fiancés; et l'on délibéroit si cet acte civil seroit suivi de la bénédiction nuptiale : cette question fut profondément discutée au conseil : le mariage fut arrêté contre l'avis du primat. Ce fut à ce conseil que le peuple opprimé sous le règne précédent, dénonça Dudley et Empson, ces deux infâmes minis-

tres qui s'étoient rendus odieux par leurs exactions et leur tyrannie ; ils furent jugés et condamnés à mort. Dans le même tems l'alliance fut renouvelée avec l'Écosse et l'empereur Maximilien.

Dans l'histoire de ce règne on n'observera point cet ordre chronologique qui , faisant perdre sans cesse de vue l'objet qui intéresse pour le moment , fatigue l'esprit en partageant l'attention : que les historiens , dans le détail fastueux de batailles , de sièges , de dispositions d'armées , suivent tant qu'ils voudront cette marche , peu nous importe ; nous avons des objets plus nobles et plus instructifs à présenter à nos lecteurs. Le premier mariage de Henri nous conduit naturellement à commencer par cette partie de son règne , qui offre des événemens tragiques , bizarres et ridicules. Il y avoit dix-huit ans que Henri étoit AN. 1527. avec Catherine ; il en avoit eu plusieurs enfans , dont il ne restoit qu'une fille. Cette princesse avoit des mœurs simples , et pratiquoit sur le trône ces vertus privées , d'autant plus précieuses , qu'elles n'étoient ni inspirées par l'ostentation , ni soutenues par l'espoir de la gloire et par le désir des hommages : l'amour et l'estime furent long-tems les liens heureux de l'union des deux époux ; mais le tems

AN. 1527. et la jouissance, qui fortifioient ce doux sentiment dans le cœur de la princesse, l'avoient affoibli dans celui du prince; les charmes de la reine ne flattoient plus les sens du voluptueux monarque : déjà il avoit fait un autre choix, et le crime l'avoit rendu père d'un fils adultérin, lorsque, pour justifier son inconstance, sa perfidie et ses nouvelles intrigues, il commença à élever des doutes et des scrupules sur la légitimité de son mariage : ce rhéologien ridicule commenta sur l'ancien testament, qui prononçoit la malédiction contre ceux qui épouseroient la veuve de leur frère. Henri avoit un goût extravagant pour les controverses; il consulta saint Thomas-d'Aquin dont il respectoit les sentences et les opinions. Ce prince crut voir, dans les ouvrages de ce docteur, la proscription de ces sortes de mariages : Henri demanda l'avis de plusieurs prélats; et tous, à l'exception de Fisher, évêque de Rochester, décidèrent que son mariage étoit nul. Wolsey, qui dut ses succès et sa fortune à la profondeur de sa politique, à la souplesse de son caractère, et qui crut faire oublier la bassesse de son origine et ses déprédations par son faste et ses institutions publiques, vint fixer les incertitudes et les alarmes de son maître, en lui conseillant le divorce.

Tandis que Henri étoit occupé à rompre des nœuds qui répandoient sur ses jours l'amertume et le tourment, il devint épris des charmes d'Anne de Boulen, fille d'honneur de la reine. Anne étoit la plus belle des femmes qui composoient cette cour voluptueuse : la décence de sa coquetterie, la fierté de son caractère, une vertu peut-être hypocrite, tout contribua à allumer dans le cœur de Henri un feu violent et secret : Anne devint sensible, lorsque son amant lui annonça qu'elle seroit son épouse; l'ambition donna à cette femme le ton imposant de la sagesse et de l'orgueil : on s'adressa à Clément VII ; on lui demanda de déclarer incestueux un mariage qu'une bulle de son prédécesseur avoit déclaré légitime. Ce pontife imprudent prononça le divorce, mais il n'osa point rendre son décret public, soit qu'il eût réfléchi que sa décision blessoit essentiellement les lois de la justice, et anéantissoit l'infailibilité des papes; soit qu'il redoutât la vengeance de Charles V, dont il étoit le prisonnier : cet empereur étoit neveu de Catherine, et ennemi de Henri par politique et par ressentiment. Charles sut intimider Clément, dont les infortunes et les persécutions avoient énervé le génie, et enchaîné l'ambition : le pontife n'ignoroit point que Charles, en atta-

AN. 1527. quant les droits et les privilèges du saint-siège, s'occupoit de ce vaste et ridicule projet de se faire déclarer souverain de l'Europe.

Clément VII chargea deux légats d'examiner cette grande et importante affaire. Henri et Catherine comparurent à ce tribunal : la reine tâcha, par ses pleurs et ses gémissemens, d'attendrir le cœur de son farouche époux ; et le prince, dans le tems qu'il s'étoit rendu coupable du crime d'adultère, et qu'il en méditoit un second, protesta que sa conscience et sa religion, le forçoient à solliciter le divorce, Catherine se retira, et attendit sa destinee dans les larmes, l'incertitude et la retraite. Henri attendoit une décision prompte, lorsque Clément admit l'appel de la reine, et évoqua la cause à Rome. Le prince refusa de discuter ses droits devant ce tribunal étranger ; il ne voulut point reconnoître l'autorité du saint-siège, qui devoit décider de la validité de la bulle de Jules II. Le roi consulta les universités. C'est un spectacle curieux, de voir Henri et Charles, ordonner à leurs ambassadeurs d'employer la fraude et la séduction, pour arracher aux docteurs de l'église, une décision favorable à la cause qu'ils défendoient : le roi d'Angleterre récompensoit libéralement ceux qui adoptoient ses principes ;

et l'empereur accordoit des bénéfices à ceux An. 1527.
 qui soutenoient l'indissolubilité du mariage du
 roi, avec Catherine d'Aragon. Enfin, Henri
 l'emporta : les universités d'Italie et de France,
 déclarèrent son mariage contraire aux lois di-
 vines et humaines.

Anne de Boulen et ses partisans, accusèrent
 Wolsey de s'être réuni avec le cardinal Cam-
 pegio, président de la commission, pour re-
 tarder le jugement du divorce : sa perte fut
 résolue ; on parvint à rendre sa fidélité sus-
 pecte au roi ; il perdit son amitié ; les sceaux
 lui furent redemandés ; Henri en disposa en
 faveur de Thomas Morus, homme célèbre
 par l'étendue de ses connoissances, et respec-
 table par ses vertus. Wolsey fut exilé, et ses
 biens confisqués. Les courtisans virent avec
 plaisir la chute d'un prélat sans naissance, qui
 n'avoit jamais cessé de les humilier par son faste
 et son orgueil. Wolsey n'eut pas la force de sup-
 porter sa disgrâce ; il mourut quelque tems
 après dans le désespoir. Ce ministre se rendit
 odieux par son luxe, ses rapines et ses
 cruautés.

Le parlement, qui depuis long-tems re-
 gardoit comme un monopole odieux, ce com-
 merce qui transporte un argent immense à
 Rome, et qui s'occupoit à arrêter les extor-

Ar. 1527. sions exercées sous le nom d'aumônes, de décimes et d'indulgences, seconda l'impatience de son prince; il rendit plusieurs décrets pour restreindre les impositions levées sur le clergé, et commença à juger sur les matières de foi. Ces hommes, la plupart sans naissance, sans talens, sans sciences, consacrèrent également le septicisme; et ce tribunal, sans autorité et sans mission, médita le plan d'une réforme générale, en dépouillant le saint-siège des droits sacrés qui lui ont été transmis par Dieu même, et en renversant la religion nationale. Henri sut profiter de cette fermentation générale des esprits pour braver le souverain pontife, et détruire son pouvoir. Il épousa Anne de Boulon, réservant pour d'autres tems la formalité du divorce : c'est ainsi que ce réformateur parvint, par un double attentat, à satisfaire ses passions et à jouir de la gloire d'être chef de parti.

Cranmer, partisan secret de la doctrine de Luther, ardent comme Henri dans ses passions, marié, quoique prêtre, à la sœur d'Oscandre, ministre fameux par ses vexations et ses fureurs, fut chargé du soin de poursuivre la dissolution du premier mariage de Henri. Ce docteur, qui, pour plaire à son maître, sacrifia la justice, les lois, la religion et sa cons-

science, rendit le décret qui déclara nul l'union ^{AN. 1527} du roi avec Catherine d'Aragon, et confirma celle contractée avec Anne de Boulen. En conséquence elle fut couronnée, et bientôt après elle remplit les vœux du roi, en donnant à la nation la grande Élisabeth. Catherine d'Aragon, princesse sage et vertueuse, vit, sans se plaindre, le triomphe de sa rivale, et se soumit, sans murmurer, à sa destinée.

L'historien qui n'est point l'esclave des préjugés nationaux, qui n'est d'aucune secte, d'aucun parti; qui méprise également les clameurs de la superstition, et le scepticisme de la philosophie moderne; qui réunit les faits, les juge, les compare; qui s'applique à approfondir les causes qui ont produit les révolutions des empires, et à connoître le génie et le caractère des agens qui les ont opérées, ne craint point d'annoncer que les passions, les crimes, les caprices de Henri, ont produit cette réforme qui a détaché un royaume catholique du saint-siège, pour y substituer un mélange bisarre et ridicule d'opinions religieuses; source funeste de ces guerres civiles qui ont inondé de sang l'Angleterre; ensanglanté le trône; livré les grands aux cruautés des tyrans, et le peuple aux fureurs de l'anarchie.

AN. 1527.

Le mariage de Henri avoit été approuvé par le saint-siège ; il étoit cimenté sur le consentement de toutes les parties ; célébré , béni et suivi de la naissance de plusieurs enfans. La loi de prohibition portée par le lévitique , étoit une loi municipale , un règlement d'administration intérieure , et faisant partie de la constitution politique d'une nation qu'il falloit enchaîner par des lois sévères ; mais ce règlement particulier à un peuple , devoit être étranger aux autres nations , et ne pouvoit point être opposé à une princesse qui avoit contracté dans la bonne foi , et vécu avec un époux qui avoit reconnu lui-même la sainteté et l'indissolubilité du contrat civil et religieux qui l'unissoit : la nouvelle loi a détruit les usages , le culte et les cérémonies des Juifs. La prohibition des mariages entre parens , n'est pas de droit divin ; dans cette hypothèse , le pape ne pouvoit ni la changer ni la modifier : c'est donc une institution purement ecclésiastique , qu'une bulle dérogatoire peut détruire. Cranmer n'avoit ni autorité ni mission , pour dissoudre des nœuds contractés à la face des autels ; il ne pouvoit point prononcer sur une question , dont la connoissance appartenoit au pape , ni réformer une bulle donnée par son supérieur : sa décision renversoit les formes , anéantissoit

la justice et les droits sacrés de la nature, AN. 1527
 qui, loin de rejeter les unions contractées entre parens, les confirme et les sanctionne. Catherine ne pouvoit être dépouillée de sa qualité d'épouse et de mère, ni être déclarée adultère et concubine par la bisarrerie et l'inconstance de son époux. Le mariage est un contrat civil et religieux, qui ne peut être détruit après une possession de dix-huit ans, et lorsqu'il a été suivi de la naissance des enfans, dont l'état a été constamment reconnu par le père. Si le pape avoit eu la foiblesse de prononcer le divorce, Charles V auroit pris les armes pour venger l'outrage fait à sa famille : ce prince fier, et méprisant tout ce que la religion a de plus sacré pour satisfaire son ambition et sa haine, auroit peut-être préparé de plus grands et de plus tristes événemens. Clément VII ne peut point être responsable d'une révolution qui étoit inévitable : l'Angleterre, depuis long-tems caressant et défendant les opinions et les erreurs de Lollards, étoit occupée à se détacher du saint-siège : Calvin et Luther auroient opéré la réforme que Henri et Élisabeth ont introduite dans ce royaume : cette nation inquiète et factieuse, soupiroit après un nouveau culte et de nouvelles cérémonies.

AN. 1527. Le pontife fut justement irrité de la conduite et du scandale du monarque : séduit et corrompu , il falloit nécessairement défendre ces privilèges sacrés , qu'aucune puissance humaine ne peut détruire ; privilèges , qu'il ne faut point confondre avec ces droits injustes et oppressifs , que la cour de Rome à usurpés dans des tems de foiblesse et d'erreur ; pour soutenir son faste , sa puissance , son orgueil ; pour étendre sur les peuples et les empires , le despotisme de la domination sacerdotale , et pour justifier les passions et les crimes de ses pontifes. Les décrets de Cranmer furent déclarés nuls , et le roi menacé des foudres de l'excommunication ; mais le parlement l'avoit déjà déclaré pontife dans ses états ; la nation lui confirma cette auguste prérogative ; revêtu de ce caractère , Henri ne mit plus de bornes à son usurpation et à ses fureurs ; il prépara cette révolution dont on parlera bientôt.

Catherine d'Aragon succomba sous le poids de ses infortunes : la mort de cette princesse fut si touchante , que le farouche Henri ne put lui refuser des larmes : cependant sa vengeance s'approchoit ; six ans d'une jouissance continuelle , l'avoient insensiblement jeté dans cet état de satiété incompatible avec son caractère. Une fille - d'honneur de la nouvelle

reine, nommée Jeanne Seymour, avoit fait An. 1527. sur les sens de ce prince, la même impression qu'Anne de Boulen y avoit faite; les suites en furent plus terribles.

Le voluptueux Henri, affectant la pureté des mœurs, regardoit le mariage comme l'unique moyen de satisfaire sans remords, ses désirs et ses passions; il fallut donc épouser Jeanne, et il ne pouvoit le faire que par un crime: il n'avoit point de formes à réclamer, ni de lois à invoquer pour faire prononcer le divorce; il forma l'horrible projet de faire périr sa femme sur un échafaud. Cette princesse avoit des ennemis qui ne tardèrent pas à s'appercevoir de l'inconstance, des dégouts et de la passion naissante de Henri; ils parvinrent à lui rendre la vertu de la reine suspecte: la diffamation fit des progrès rapides; Anne fut accusée d'entretenir un commerce criminel avec plusieurs seigneurs de la cour. Henri écouta avec transport ces infâmes calomnies; fit arrêter la reine avec ses quatre prétendus favoris, et en fit périr trois le même jour: le quatrième étoit le vicomte de Rochefort, frère d'Anne, accusé d'adultère et d'inceste; ils furent jugés et condamnés à mort. Anne mourut, dit un historien, plutôt avec la tranquillité qu'inspire le déses-

AN. 1527. poir, qu'avec le sang-froid que donne le courage : son innocence a rendu sa mémoire un éternel objet de la compassion publique. Henri eut la lâcheté d'épouser le lendemain, Jeanne Seymour : la conduite de ce sombre tyran développa à l'univers, ses crimes et sa vengeance.

Le roi convoqua un parlement pour l'instruire de son nouveau mariage. L'orateur des communes, dans un long discours, compara Henri, pour la justice et la prudence, à Salomon ; pour le courage et la force à Samson ; pour les agrémens et la beauté à Absalon. Le prince répondit, par l'organe de son chancelier, que, s'il étoit vrai qu'il possédât toutes ces vertus ; il en falloit rapporter la gloire à Dieu. Le parlement ratifia son divorce avec Anne de Boulen ; cette princesse et ses complices furent flétris ; les enfans des deux premiers mariages déclarés illégitimes, et quiconque soutiendrait l'opinion contraire, seroit coupable de haute trahison. La succession au trône fut assurée aux enfans de Jeanne Seymour, et il fut statué que, si Henri n'avoit point de postérité, il lui seroit libre de disposer de la couronne par testament, ou par des lettres-patentes : ce décret extravagant détruisoit l'ordre de la succession, et les privilèges du peuple.

Jeanne

Jeanne Seymour mourut quelque tems après. Henri demanda en mariage la princesse de Longueville, qui étoit fiancée au roi d'Écosse : ce prince vouloit que sa femme réunît la beauté à la vigueur : on lui proposa de choisir parmi les deux sœurs : on lui assura que la nature les avoit ornées de ces attraits charmans qu'il recherchoit avec tant d'ardeur. Henri, pour décider une affaire de cette importance, ne voulut point s'en rapporter à des récits et à des portraits ; il pria François I^{er}. de lui trouver l'occasion de voir ces deux princesses, et de permettre qu'il rendit sans affectation ses hommages aux femmes de sa cour. François étoit peu propre à faire ce personnage indécant ; il répondit à Henri, que les femmes qui ornoient sa cour, n'étoient pas des effets de commerce, que l'on exposoit à l'encan.

Cependant le choix d'une femme devenoit AN. 1637.
tous les jours une affaire plus pressante : on montra à Henri, le portrait d'une princesse de Clèves, qui lui parut avoir les proportions désirées : le mariage fut conclu à la hâte ; on mit une diligence incroyable à transporter en Angleterre la beauté allemande. Henri vola sur son passage pour jouir du plaisir de la contempler ; mais à peine eut-elle frappé ses regards, qu'il se plaignit amère-

AN. 1557. ment qu'on l'avoit trompé, et il refusa de s'unir avec la princesse, *on s'écriant : qu'elle étoit une grosse et grasse jument, qu'il ne pouvoit jamais aimer* : il fut alors question de la renvoyer ; mais on craignit le ressentiment et la vengeance du prince de Clèves. Henri se déterminâ à l'épouser le lendemain ; il déclara à son confident, l'aversion et la haine qu'il avoit conçue pour sa femme, et dès-lors on s'occupâ des moyens prompts et faciles, pour parvenir à faire casser ce mariage : on découvrit que la princesse avoit été destinée, dès son enfance, à s'unir avec le duc de Lorraine : cette petite découverte réjouit Henri, impatient de goûter de nouveaux plaisirs dans les bras d'une nouvelle épouse ; il nomma des juges préposés à examiner la validité de son mariage. Ce tribunal, sous prétexte d'un contrat antérieur, déclara le mariage nul. La reine elle-même, qui redoutoit le sort d'Anne de Boulen, consentit à faire prononcer le divorce : contente d'une modique pension, elle se retira dans une maison de campagne, où elle termina, dans un âge avancé, une carrière paisible et heureuse.

Henri épousa Catherine Howard : Thomas Cromwel, qui avoit succédé au crédit et à la faveur du cardinal Wolsey, informa le roi des

désordres et du scandale de la reine : des larmes de rage et d'indignation coulèrent de ses yeux : Henri se seroit plutôt consolé de la perte de sa couronne , que de l'infidélité de ses femmes. Le roi fit arrêter Catherine et deux de ses favoris ; les livra au parlement , son vengeur ordinaire , qui , pour adoucir ses chagrins par des maximes puériles , en attendant le sacrifice plus agréable du sang des criminels , lui dit , par l'organe de son orateur , qu'un grand roi ne devoit point s'affliger d'un accident commun à tous les hommes. Cranmer , instruit de l'aversion de la reine pour la réforme , sollicitoit sa condamnation avec autant de fureur que de scandale. Catherine avoua qu'avant son mariage elle avoit vécu dans le crime ; mais que son union avec le roi , avoit épuré ses mœurs , et qu'elle avoit rempli avec fidélité les devoirs d'épouse. Cette confession , arrachée par la crainte , ne sauva point l'infortunée Catherine , de la mort : elle périt sur un échafaud.

Le parlement publia un décret qui déclaroit traître à l'état , « tous ceux qui , con-
» noissant la mauvaise conduite d'une reine ,
» ne la révéleroient point ; toute fille qui ,
» épousant le roi sous la qualité de vierge ,
» ne le préviendrait point des foiblesses qu'elle

AN. 1537. » auroit eues ; toute reine et princesse de
» Galles, qui se laisseroient corrompre ; tout
» homme qui oseroit abuser de leurs bontés ,
» qui seroit assez téméraire de les séduire ou
» les assister dans leurs intrigues ». Quel
spectacle scandaleux de voir un corps de ma-
gistrats , législateurs et souverains , se dégrader
et s'avilir pour flatter les caprices et les pas-
sions d'un roi voluptueux et cruel : les esclaves
des cours asiatiques , enchaînés aux pieds de
leurs tyrans , n'ont jamais été aussi lâches ,
aussi vils et aussi odieux. Cette loi bisarre et
ridicule ôta à Henri le plaisir et l'espérance
de pouvoir choisir , parmi les vierges , sa nou-
velle conquête ; il épousa une veuve appelée
Catherine Parr. Cette sixième et dernière
reine , que la vertu et la circonspection la
plus austère devoient délivrer des éternelles ja-
lousies du roi , fut un moment dévouée au
supplice du feu. Henri vieillissoit et souffroit ;
l'inconstance naturelle de son caractère , plus
remarquable encore en matière religieuse que
dans la variété de ses femmes , l'avoit jeté ,
sur la fin de sa vie , dans une superstition
sombre , dont l'effet terrible allumoit tous les
jours des bûchers destinés à la conversion de
quelques hérétiques. La reine ne le quittoit
point ; attentive à recueillir tout ce qui pou-

voit causer à ses maux une diversion momentanée, elle s'engageoit, pour lui plaire, dans des questions théologiques, qui faisoient constamment l'objet de ses conversations. Catherine favorisoit la réforme qui commençoit alors à s'introduire en Angleterre : Henri, qui réunissoit la méfiance de l'ame à la pénétration de l'esprit, descendit dans le cœur de son épouse, et y aperçut ce penchant secret, qui la portoit à favoriser les innovations religieuses : ce prince inquisiteur, convaincu de la nécessité de convertir sa femme, ordonna qu'on lui fit son procès, et signa l'ordre destiné à la constituer prisonnière. Catherine en fut instruite ; son génie et son adresse la sauvèrent du bûcher : elle rentra avec précipitation dans l'appartement de son mari, sous prétexte de continuer auprès de lui ses soins officieux. Henri, dissimulant et cherchant à se confirmer dans la résolution de faire brûler son épouse hérétique, lui parla du dogme de la présence réelle : Catherine chercha alors, sans affectation de désabuser le roi, en lui disant : que ces matières étoient trop sublimes pour être discutées par les personnes de son sexe ; qu'elle n'en avoit jamais raisonné avec lui, que pour fournir à la discussion une carrière plus étendue en la variant et en la rendant plus intéressante par

Ax. 1557. la contradiction ; que, loin de vouloir décider sur ces grandes questions, elle ne connoissoit d'autre parti, pour une femme sage et prudente, que celui de se conformer, en matière de foi, à l'opinion de son mari ; qu'en son particulier, elle bénissoit le ciel de lui avoir donné pour ami et pour directeur, le plus aimable et le plus éclairé des hommes. Ce discours artificieux produisit l'effet désiré : lorsque les satellites de l'inquisition, le chancelier à la tête, vinrent pour arrêter la reine, Henri les accabla d'injures, et les chassa avec indignation.

Telle est l'histoire des amours de Henri VIII : ce sentiment tendre, qui devoit adoucir la férocité de son caractère, et imprimer sur ses affections, cette douce aménité qui en est toujours le fruit, le rendit cruel, superstitieux, bizarre, et excita dans son âme, ces inquiétudes, ces agitations, ces tourmens, qui lui firent commettre les crimes les plus atroces.

Ce fut au commencement du règne de Henri, que Luther, plus occupé de l'amour de la célébrité, et du désir d'être chef de parti, que de sa haine contre Léon X, entreprit de détacher du saint-siège, les peuples et les rois : bientôt l'Europe entière retentit des cris séditieux de ce novateur. La cour de Rome pro-

fanoit les choses saintes, et faisoit un trafic AN. 1557.
 infâme de ces privilèges augustes, accordés par
 Dieu même pour la sanctification des fidèles :
 les papes, au lieu d'instruire et d'édifier, com-
 mandoient les armées et portoient l'armure
 des guerriers ; le Vatican ne renfermoit que
 des politiques usurpateurs, et des souverains
 féroces ; les vices et l'ignorance du clergé,
 affligeoient et désoloient l'église : tout étoit
 désordre et scandale dans le sanctuaire de la
 religion. Luther, sous prétexte de réformer
 les abus de la hiérarchie ecclésiastique, vouloit
 ébranler l'autel et le trône, renverser les dog-
 mes sacrés, la puissance, la juridiction et
 l'autorité des pontifes, et se faire déclarer par
 les rois et par les nations, fondateur et apôtre
 d'un nouveau culte et d'une nouvelle religion :
 ce moine apostat, publia qu'il étoit absurde
 de reconnoître l'infailibilité de l'église et la su-
 prématie des papes ; sa doctrine et ses écrits,
 publiés avec véhémence, et dans un tems où
 les souverains vouloient être tyrans, et les
 peuples indépendans, fructifièrent avec rapi-
 dité ; ils passèrent d'Allemagne en Angleterre,
 où ils trouvèrent des partisans et des protec-
 teurs. Luther parvint à établir sa nouvelle
 religion, plus par sa fermeté et sa persévé-
 rance, que par la force du raisonnement, ou

AN. 1537. la beauté des pensées. Henri qui, dès sa plus tendre enfance, avoit conservé une bigoterie toujours inconséquente, étoit alors un zélé catholique; il s'opposa aux progrès du schisme naissant; fit punir quelques séditieux qui avoient pris les armes pour sacager Londres, et écrivit un livre latin, en forme de réfutation, pour combattre les erreurs et les opinions de Luther; il dédia son ouvrage au pape, et lui en fit un hommage solennel: c'est à ce livre, que les rois d'Angleterre doivent le titre qu'ils prennent encore aujourd'hui, de défenseur de la foi; hommage que Léon X déféra à Henri, pour prix de ses travaux apostoliques. Le pontife, ravi de son éloquence et de son érudition, compara cet ouvrage aux écrits de saint Augustin et de saint Jérôme: il ne prévoyoit pas, sans doute, que ce prince deviendrait bientôt le fauteur de l'hérésie, et le plus terrible ennemi de la religion.

Les choses étoient en cet état, lorsque Henri demanda à Clément VII la dissolution de son mariage avec Catherine d'Aragon. Les émissaires de Luther profitèrent de ce tems de trouble et d'erreur pour renouveler une doctrine qui tendoit uniquement à détruire l'autorité spirituelle, et à enlever aux pontifes cette suprématie dont Luther étoit si jaloux. Le

parlement continua à s'ériger en législateur ecclésiastique; il défendit tout appel en la cour de Rome, en matière de mariage et de divorce; et dans chaque assemblée, retranchant quelques droits et quelques prérogatives du saint-siège, il réduisit insensiblement le pontife à sa qualité d'évêque de Rome : les prélats eux-mêmes favorisèrent cette révolution dans l'espoir d'étendre leur pouvoir, et de devenir les pontifes de l'église anglicane; ils reconnurent que toute puissance dériveroit immédiatement de l'autorité civile, et que le saint-siège n'avoit ni inspection, ni juridiction sur la religion de l'état : enfin, par un dernier décret plus décisif encore, le roi fut déclaré une seconde fois pontife et chef suprême de l'église anglicane : Cranmer dissipoit les scrupules des hommes religieux, et Thomas Cromwel, ministre d'état, flattoit les uns et intimidait les autres. Ce fut à cette époque que la principauté de Galles fut réunie à l'Angleterre, et que ses habitans participèrent aux privilèges de la nation anglaise.

Cependant les émissaires de Luther, et les réformés, ne retiroient point de grands avantages de cette révolution subite; ils acquéroient, il est vrai, des prosélytes dans tous les ordres de l'état; mais ils n'avoient pas encore sub-

AN. 1537. jugué les opinions et les consciences , ni établi cette domination orgueilleuse à laquelle leur chef aspirait. Le caractère impérieux de Henri , et ses passions ardentes , l'avoient excité à séparer l'église anglicane de celle de Rome ; mais il en conservoit toujours les dogmes , le culte et les cérémonies : il avoit combattu Luther , et son orgueil étoit flatté des éloges qu'il avoit reçues en discutant sur des matières de controverses : Henri préféroit la réputation de théologien , à la célébrité du conquérant ; et il aimoit mieux combattre par des argumens , que de paroître à la tête de ses armées : il souffroit impatiemment , et voyoit avec mépris tout ce qui contrarioit ses opinions ; et par une contradiction aussi bizarre que ridicule , il vouloit maintenir les dogmes de la religion catholique , en détruisant le pouvoir et la doctrine de l'église et du premier chef des fidèles : il punissoit sévèrement ceux qui contestoient la présence réelle et les autres mystères : tous les jours la vengeance et la superstition immoloient des victimes : les défenseurs de la cour de Rome , et les partisans de Luther étoient également les objets de sa haine et de sa fureur : Henri allumoit des bûchers , où la main sanglante du despote précipitoit également les catholiques , les luthériens , les

prêtres, les magistrats, les femmes et les en- An. 1537.
fants. Ce prince vouloit réunir la puissance du
roi avec la sagesse et le pouvoir du pontife.
Le chancelier Morus et l'illustre cardinal Fis-
cher furent condamnés à mort, parce qu'ils
refusèrent d'adopter et de publier les opinions
religieuses de Henri.

Tandis que ce nouveau chef de l'église af-
fectoit scrupuleusement de protéger la reli-
gion catholique, il en opprimoit les minis-
tres : il commença par supprimer les maisons
religieuses, et s'en appliqua les revenus et les
effets, dont il retira des sommes immenses :
ensuite étendant ses rapines et sa voracité sur
le clergé séculier, il le dépouilla de ses
propriétés; les statues et les reliques, objets
de la vénération des peuples, et que les sou-
verains doivent respecter autant par devoir
que par politique, devinrent la proie des flam-
mes. Thomas Cromwel, qui favorisoit la ré-
forme plus par ambition et par avarice, que
par haine contre l'église romaine, exerçoit,
en qualité de vicaire général, une autorité
odieuse; il supprimoit les fêtes, prohiboit les
pèlerinages, enlevoit les trésors du sanctuaire,
et, sous prétexte de les consacrer au soulage-
ment des pauvres, il les destinoit à récom-
penser les apologistes de ses crimes et les sa-

AN. 1557. tellites de ses fureurs. La nation vit sans murmure ces innovations , parce qu'elle étoit convaincue que les moines s'étoient enrichis des offrandes du pauvre, et de la dépouille des citoyens : les catholiques furent opprimés, et cette tyrannie les força à des émeutes qu'il fut difficile d'apaiser; ils prirent les armes, et marchèrent sous les bannières de la croix. Le duc de Suffock combattit les rebelles, et les dissipa; les villes et les campagnes furent inondées de sang; le glaive immoloit tous les jours de nouvelles victimes : ces actes de cruauté excitèrent la haine et le désespoir; plusieurs grands du royaume entretenoient une étroite correspondance avec le cardinal Pole, issu du sang royal : ce pontife s'étoit retiré dans les Pays - Bas. Marie d'Autriche, à la prière de Henri, le bannit de ses états : le cardinal n'écouta plus que sa vengeance; il forma une confédération pour détrôner Henri. Geoffroi Pole, son frère, révéla le secret de cette conspiration; les conjurés furent punis de mort. Henri étendit ses fureurs sur les femmes et les enfans de ces infortunés; la tyrannie du roi devoit nécessairement multiplier les conjurations : John Newil se mit à la tête des gentilshommes du comté d'Yorck; il fut arrêté et exécuté avec ses complices. La comtesse

de Salisbury périt sur un échafaud : cette femme An. 1537.
soutint jusqu'au dernier moment la majesté
du sang royal dont elle étoit issue.

Paul III, pontife plein de force et de lumière dans le conseil, politique intriguant et hardi, lança les foudres de l'excommunication, délia la nation du serment de fidélité ; ordonna à tous les ecclésiastiques de quitter l'Angleterre, et à la noblesse de prendre les armes ; défendit à tous les chrétiens d'avoir aucune relation avec les Anglais ; déclara le mariage de Henri avec Anne de Boulén, illégitime, et les enfans incapables de succéder à la couronne, et offrit au roi de France le royaume de la Grande-Bretagne : mais la monarchie papale n'étoit plus ce rocher orgueilleux qui luttoit contre les plus fiers aquilons, et qui levoit audacieusement sa tête redoutable contre les orages et les tempêtes, sans craindre la fureur des ondes irritées ; les foudres de l'excommunication avoient perdu leur force et leur vertu, et Henri brava le pontife, en continuant ses réformes et ses innovations. Lambert, homme obscur et ignorant, blasphémoit contre la présence réelle : cité devant l'évêque, il en appela au roi : Henri ordonna la convocation d'une assemblée publique, monta lui-même en chaire, fit la

fonction de théologien et d'inquisiteur , et voulut prouver à l'hérétique obstiné le mystère qu'il ne croit pas , et qu'il combat ; il lui proposa d'abjurer ses erreurs ou de périr par le feu. Lambert ne voulut point se rétracter ; il expira au milieu des flammes. Henri disputoit contre les hérétiques , et se rendoit le juge , le délateur et le bourreau des accusés.

AN. 1538. Le roi convoqua un nouveau parlement : le chancelier déclara que le prince vouloit fixer l'uniformité dans la foi ; en conséquence , il fut passé un bill qui établit la présence réelle , la communion sous les deux espèces , le célibat des ecclésiastiques , et la nécessité de la confession auriculaire ; cette loi porta peine de mort et de confiscation , contre les infracteurs ; elle fut appelée *loi sanguinaire* : c'est un monument que la servitude et l'infamie élevèrent à la grandeur et à la tyrannie. Thomas Cromwel , auteur de cet infâme statut , reçut bientôt le prix de ses forfaits : ce satellite détestable des cruautés de son maître , fut accusé d'hérésie et de trahison ; il périt sur un échafaud.

Henri toujours injuste , toujours inconséquent , favorisoit les protestans : parmi le nombre des malheureux sectaires que l'on avoit récemment poursuivis avec le fer et le feu ,

plusieurs avoient été punis de mort pour réciter leurs prières en langue anglaise. Henri, sans en être même sollicité, fit imprimer une traduction anglaise de la bible, et ordonna à tous ses sujets de prier Dieu en cette seule langue. Cette inconséquence, dont le règne de Henri fournit à chaque instant quelque nouvel exemple, releva le courage et l'espoir des réformés : un concile que le roi convoqua, quelques tems après, les fit participer aux droits et aux privilèges des catholiques. Dans ce concile national, les prélats, le pontife, Henri à leur tête, portèrent le ridicule et l'absurdité, jusqu'à déterminer quels seroient désormais, pour toute la nation les articles de foi absolue. Le nouveau système étoit un mélange des opinions des deux partis que l'on vouloit réunir et concilier : on accordoit aux catholiques les dogmes de la présence réelle que rejetoient expressément les réformés ; on accordoit à ces sectaires, par forme d'indemnité, la suppression de quelques cérémonies et de quelques usages romains, auxquels les catholiques étoient fort attachés. C'est par des opérations aussi absurdes que mal combinées, que Henri crut établir l'uniformité dans sa nouvelle église ; et ce fut dans cet état, que ce nouveau pontife laissa la religion, où ré-

AN. 1538.

gnoient le désordre, le scandale, l'inconséquence et l'erreur. Il est tems de jeter un coup-d'œil rapide sur les expéditions militaires de Henri : on verra le même esprit d'inconstance, de bisarrerie et de contradiction.

Jules II, génie profond et sublime, pontife altier et impérieux, plus jaloux d'être placé dans les fastes des empires et de gouverner despotiquement les nations, que d'être inscrit dans les annales de l'église, comme son chef et son défenseur, avoit formé cette ligue de Cambrai, qui devoit détruire la république de Venise. Jules prit des Turcs à sa solde : armé d'un cimeterre ottoman, il massacra les chrétiens, et médite le projet d'expulser Louis XII de l'Italie, de s'emparer du duché de Ferrare, d'exciter les Suisses à envahir le duché de Milan, et de rompre l'alliance que Ferdinand et Maximilien avoient contracté avec la France. Ce pontife, guerrier et négociateur, sollicita un traité d'union avec Henri, qui reçut une rose parsemée de myrrhe, et arrosée des huiles sacrées. Ce prince, dirigé par son animosité contre la France, déclara la guerre à Louis XII, en lui demandant la restitution des anciennes provinces septentrionales ; il se ligua ensuite avec Ferdinand, son beau-père, pour faire une invasion en France ;
mais

mais le prince espagnol, plus occupé de ses Am. 1538.
 intérêts, que de la gloire de Henri, au lieu
 de conduire ses troupes en Guyenne, suivant
 le plan des opérations militaires, les fit mar-
 cher vers la Navarre qu'il vouloit conquérir.
 Le marquis de Dorset, qui étoit à Fontarabie
 dans le dessein d'investir Bayonne, ayant dé-
 couvert la trahison, remit à la voile, et re-
 passa en Angleterre.

Henri se préparoit à continuer la guerre
 contre Louis; il assembla son parlement pour
 lui annoncer qu'il vouloit défendre le pape
 contre les efforts de ses ennemis, et anéan-
 tir le concile schismatique, qui avoit été trans-
 féré de Pise à Milan : l'Écosse à l'instant se
 déclara pour ses anciens alliés; il fallut s'oc-
 cuper à se défendre lorsqu'on ne songeoit
 plus qu'à attaquer. Henri, après avoir pourvu
 à la défense de ses frontières, passa en France
 à la tête de cinquante mille hommes; sa flotte,
 commandée par Hovard, fut battue par les
 Français; et l'amiral tué. Henri gagna ensuite
 la bataille des éperons, s'empara de Terouanne,
 ravagea avec son armée victorieuse, la Nor-
 mandie, et sembloit menacer le trône de
 Louis; mais ce prince n'étoit ni guerrier, ni
 politique; il perdit bientôt tous ses avantages;
 il se borna à gagner, pour son favori Wolsey,

AN. 1538. l'évêché de Tournai, qui fut la seule ville dont il put s'emparer ; de-là il repassa dans ses états où le comte de Surren avoit porté de plus grands coups : ce général étoit maître de l'Ecosse ; la bataille sanglante de Floddon, avoit dispersé les troupes écossaises ; la fleur de la noblesse, le roi lui-même, avoient péri dans l'action. Henri, par intérêt ou par caprice, donna dans cette occasion des preuves de modération et d'humanité : il pouvoit conquérir l'Ecosse et la réunir au royaume d'Angleterre ; mais, par un traité de paix, il en conserva la possession à Marguerite, reine régente.

Ferdinand ayant donné à Henri de nouveaux sujets de plainte, dont le plus grave étoit d'avoir signé une trêve avec la France, ses projets de conquête s'évanouirent ; et par la médiation du prince de Longueville, ce prince forma avec la France un traité d'alliance. Louis épousa Marie, sœur de Henri ; ce prince mourut quelque tems après. François I^{er}. son successeur, fit des conquêtes rapides en Italie ; tailla en pièces les Suisses à Marignan, et reprit le Milanès ; tant de succès et de gloire, excitèrent la jalousie de Henri ; il se plaignit que François avoit violé le traité conclu avec Louis XII, puisqu'il avoit envoyé

le duc d'Albany en Écosse. pour anéantir le AN. 1538.
 crédit et l'autorité de la reine mère, et qu'il
 avoit réparé les fortifications de Terouanne.
 Henri se prépara à déclarer la guerre; mais
 il abandonna bientôt son projet et sa vengeance,
 parce qu'ils ne trouva ni alliés, ni défenseurs.
 Ferdinand l'avoit souvent trompé. Charles V,
 éloigné de l'Espagne; attaqué dans l'Autriche
 par les Turcs, dans le centre d'Allemagne par
 les luthériens, désiroit la paix. Le pape re-
 doutoit la valeur des Français; Venise étoit
 alliée avec ce prince. Le roi de France com-
 prit combien l'alliance et l'amitié de Henri,
 lui seroient utiles; il envoya à Londres, Bon-
 nivert, grand amiral: cet habile négociateur
 flatta l'ambition et l'avarice de Wolsey, et il
 fut conclu un traité qui donna à la France,
 Louvain. On stipula que le dauphin épouse-
 roit Marie, princesse d'Angleterre; que le
 duc d'Albany seroit rappelé d'Écosse, et que
 François donneroit au cardinal de Wolsey une
 pension de douze mille livres.

Quelques tems après ces différens traités
 d'alliance et de négociation, la mort de l'em-
 pereur Maximilien apporta dans le système de
 l'Europe des changemens qui la bouleversèrent.
 Charles V ayant succédé à Maximilien à l'ex-
 clusion de François 1^{er}, la haine et la jalousie

AN. 1538. divisèrent ces deux potentats, et allumèrent une guerre meurtrière. Henri, par la position de ses états, et par sa puissance, étoit l'unique souverain capable de tenir la balance entre les deux rois qui recherchoient son alliance : la politique, l'intérêt et la justice exigeoient que Henri, en se réunissant à François, s'opposât à l'ambition d'un prince qui vouloit gouverner l'Europe, établir une vaste monarchie héréditaire, et armer les princes catholiques contre les princes protestans, pour asservir les uns et les autres. Comme Henri ne suivoit que son caprice, et étoit dirigé par une suggestion momentanée, il se détermina contre son intérêt et contre son inclination particulière. Charles, plus profond dans l'art insidieux de la politique que François (ce dernier prince eut bien plus d'éclat et les vertus d'un chevalier, que les talens d'un roi), avoit eu l'adresse de flatter l'ambition de Wolsey, et de s'attacher l'ame vénale de ce ministre, en lui promettant la tiare. Wolsey sacrifia à cette chimère la gloire de son maître, la grandeur de la nation et le repos de l'Europe : il traita secrètement avec l'empereur. Le cabinet de Paris qui, en calculant d'après les règles les plus simples de la politique et de la probabilité, comptoit sur l'alliance de

l'Angleterre, fut bien surpris de voir Henri ^{AN. 1532.} faire une irruption subite sur les frontières de la France. Ce prince fut repoussé : confus et humilié, il s'en retourna dans ses états. Il avoit imposé des taxes considérables : le peuple murmuroit contre l'administration tyrannique de Wolsey ; mais la modération avec laquelle les impôts furent levés, calma les inquiétudes et les allarmes de la nation.

La bataille de Pavie, et la captivité de François I^{er}, contribuèrent à détruire les erreurs politiques de Henri ; il sentit l'imprudence de son union avec Charles V, et vit la nécessité de rétablir cet équilibre si essentiel pour arrêter l'ambition et les conquêtes des grandes puissances. Clément VII venoit de monter sur le trône pontifical, par le concours du parti impérial. Wolsey, irrité contre Charles V, et séduit par les promesses et les bienfaits de Louise de Surrey, engagea Henri à s'unir avec la France : en conséquence, les deux rois renouvelèrent un traité d'alliance, qui procura à François des conditions moins dures, et moins humiliantes dans celui qu'il fit avec l'empereur.

L'union régna long-tems entre Henri et François ; elle étoit fondée sur les liens d'une estime et d'une amitié réciproque ; mais cette

AN. 1538. politique froide et cruelle , qui présidoit alors dans les entreprises et les opérations des rois , et qui formoit leur code moral , vint détruire cette aimable paix, et ces rapports précieux qui unissoient les deux princes ; les divisions continues et presque inévitables , entre l'Angleterre et l'Écosse , compromettoient nécessairement la France : une nouvelle rupture s'étant élevée entre ces deux peuples, les Écossais implorèrent les secours de François I^{er}., qui étoit trop juste et trop généreux pour abandonner ses anciens et fidèles alliés. Charles , toujours habile à profiter du moindre événement, pour répandre le trouble et la méfiance parmi les puissances voisines , profita de cette occasion pour faire revivre dans l'esprit de Henri , les anciennes chimères de sa jeunesse : il enflamma son ambition et ses espérances , en lui démontrant les avantages et la nécessité de conquérir ces belles provinces de la France , ancien patrimoine de ses prédécesseurs : il lui promit son alliance et ses secours. Charles sut si bien manier le caractère inconstant de Henri , que ces deux princes formèrent une ligue formidable , qui devoit ébranler le trône de François : dans leur chimérique projet, ils commençoient par la destruction de Paris ; de-là ils étendoient leurs ravages et leurs conquêtes dans toutes les provinces.

Henri et Charles, à la tête d'une armée de cent cinquante mille hommes, font une descente en France; mais l'empereur, sous prétexte que la saison étoit trop avancée, pour continuer les opérations militaires, fait à l'insu de Henri, un traité particulier, et se retire : le prince anglais, que cette désertion exposoit dans un pays étranger et ennemi, fut forcé de repasser dans ses états. L'année suivante, après avoir tenté le sort d'une campagne infructueuse, il renonça enfin à ses chimériques projets, et conclut un traité de paix définitif, dans lequel l'Écosse fut comprise. On a calculé que ces différentes guerres entreprises par caprice, soutenues sans activité, terminées sans utilité et sans gloire, ont coûté à l'Angleterre plus de cent millions.

Henri étoit devenu d'une grosseur si prodigieuse, qu'elle lui ôtoit tout mouvement : ce fut dans cet état d'inquiétude et de souffrance, qu'il devint plus furieux qu'un lion déchaîné, et qu'il se rendit coupable de ces actes de férocité, qui l'ont fait nommer le Néron de l'Angleterre : il mourut enfin dans la trente-huitième année de son règne, âgé de cinquante six ans. Sur le point de mourir, il s'écria, en présence de ses ministres : « Que je suis malheureux, de n'avoir jamais épar-

An. 1547.

AN. 1547. » gné aucun homme dans ma colère, ni aucune femme dans ma passion ». Par son testament, sa succession passoit d'abord à Édouard, d'Édouard à Marie, et de Marie à Élisabeth. Il est important, pour l'intelligence de quelques événemens considérables qui se développeront dans les règnes suivans, de faire une attention sérieuse à ces dispositions. Édouard étoit fils de Jeanne Seymour; rien ne s'opposoit à la validité de ses droits, puisque ce n'est qu'au défaut des mâles, que les femmes, en Angleterre, sont appelées au trône: Marie étoit fille de Catherine d'Aragon; Élisabeth étoit née d'Anne de Boulen. Ces deux princesses, comme on l'a déjà observé, avoient été déclarées bâtarde: Marie, en conséquence du divorce prononcé contre sa mère; Élisabeth, immédiatement après l'exécution d'Anne de Boulen; mais Henri dans la suite les avoit reconnues par un décret du parlement, qui les rétablit dans leurs droits; il confirma ce décret par son testament et déclara Marie et Élisabeth, héritières du trône, dans l'ordre de leur naissances. Ce testament portoit que, si ses trois enfans mourroient sans laisser de successeurs, la couronne appartiendrait à la marquise de Dorset, fille aînée du roi de France, et à la

duchesse de Cumberland sa sœur. Henri ne AN. 1547.
fit aucune mention de la reine d'Écosse : on
ne peut donner une idée juste du caractère
de Henri, sans combattre l'opinion que sa na-
tion s'en est formée : en Angleterre, il est
inscrit parmi les grands rois. Il est difficile à
un étranger qui n'est point esclave des pré-
jugés nationaux, et qui consulte avec impar-
tialité, les faits particuliers et les événemens
généraux, les seuls propres à éclairer et à
instruire, de voir en quoi consiste cette gran-
deur. Henri n'a point étendu les frontières de
ses états ; il n'a point favorisé le commerce,
ni encouragé l'agriculture, ni protégé les arts,
ni perfectionné les lois. Qu'a-t-il donc fait de
grand ? où sont donc les monumens qui at-
testent sa gloire et sa grandeur ? Henri épuisa
les finances de ses états, versa le sang de son
peuple, se rendit le délateur, le juge et le
bourreau de ses femmes et de ses favoris, et
égorgea des victimes pour satisfaire ses inquié-
tudes, ses jalousies, ses vengeances et sa su-
perstition : il fut un théologien vain et ridi-
cule, un voluptueux hypocrite, un débauché
effréné, un athée inconstant ; il ne posséda ni
les talens du guerrier, ni les lumières du po-
litique ; la libéralité, qui est presque toujours
un vice dans les rois, parce que ce n'est pas

AN. 1547. leur bien , mais celui de l'état qu'ils prodiguent, fut poussée à l'excès : Henri écrasa ses sujets par des profusions scandaleuses et extravagantes ; il régna dans des circonstances qui, comme on a pu l'observer, le rendirent important dans la balance de l'Europe : voilà cette gloire et cette puissance, ouvrage du hasard et des événemens particuliers dont les Anglais sont merveilleusement éblouis ; sa tête de fer écrasant indistinctement tout ce qu'elle rencontra, brisa celle de son peuple ; la tyrannie se présenta sous un aspect si effrayant, qu'on n'osa point la combattre, parce qu'on préféra l'esclavage à la mort, et l'infamie à la conservation de la liberté publique. La terreur que Henri inspira au commencement de son règne, contint les grands que son père avoit déjà asservis sous le joug ; et les parlemens, lâches et tremblans, ne furent jamais que les instrumens et les satellites de ses cruautés et de ses caprices tyranniques. Sous ce règne de sang, tout conspiroit à armer le peuple contre son roi : cependant on ne vit ni guerre civile, ni révolution intérieure : le despote étoit tranquille sur son trône. La nation, épuisée et presque anéantie par des guerres et des massacres, goûtoit un profond repos : accoutumée aux insurrections, et familiarisée,

pour ainsi dire, avec les révoltés, elle perdoit, AN. 1547. dans l'indolence et l'insensibilité, cette force et ce fanatisme qui agitent et tourmentent l'ame : dans son sommeil profond elle se laissoit enchaîner, et à son réveil, ne pouvant plus rompre ses fers, elle se plaisoit dans la servitude

On prodigue à Henri des éloges, de ce qu'il a introduit la réforme en Angleterre ; mais a-t-on oublié que ses passions, ses caprices, ses débauches, ont détruit la religion sainte et antique de ses pères, pour y substituer un mélange bizarre de doctrine, de culte, et de principes que le génie méprise, que la philosophie dédaigne, et que la raison réprouve : les réformes et les innovations religieuses de Henri, ont produit ces grandes et terribles révolutions qui ont répandu tant de sang, ont conduit un roi sur l'échafaud, ont transporté sur la tête d'un étranger usurpateur les droits légitimes, ont déchiré les entrailles de la patrie, par des factions et des guerres, ont livré le peuple aux fureurs de l'anarchie, et qui ont préparé cette administration scandaleuse, qui force les rois pour affermir leur autorité et la défendre contre les entreprises de la démocratie, à ériger la corruption en système politique : voilà ces crimes

AN. 1547. et ces calamités, qui doivent rendre la mémoire de Henri un objet d'horreur, et qui lui méritent l'indignation et la haine des siècles et des nations.

ÉDOUARD VI.

Les dernières dispositions de Henri, concernant l'administration du royaume pendant la minorité d'Édouard, ne furent point suivies : ce prince, en mourant, avoit créé un conseil, dont il avoit désigné les membres qui devoient le composer : on crut qu'il étoit de l'intérêt et de la gloire de la nation de nommer un protecteur ; en conséquence Édouard Seymour, duc de Sommerset, oncle du roi, fut revêtu de cette dignité, malgré l'opposition et les intrigues du chancelier Wriothesley qui ambitionnoit le titre de régent. Les historiens protestans représentent le duc de Sommerset, comme un ministre humble dans son élévation, doux, bienfaisant, ennemi du faste et de la tyrannie, habile et sage dans l'art de la politique et des négociations, vertueux au milieu d'une cour agitée et corrompue ; les écrivains catholiques nous l'ont transmis sous des couleurs bien différentes ; présomptueux, vain, ambitieux, cruel, sans génie et

sans connoissances : tant il est vrai que la AN. 1545
mémoire des rois et des administrateurs des
empires, devient respectable ou odieuse sui-
vant les passions, les préjugés, les préventions
et le caractère particulier des écrivains.

Le duc de Sommerset avoit, comme Henri,
un goût extravagant pour la controverse et
pour les innovations religieuses. Les réformés
le virent avec transport à la tête de l'admini-
stration publique. Le protecteur, qui s'oc-
cupoit déjà à introduire dans la religion une
nouvelle forme hiérarchique, ne pouvoit point
exécuter ses grands projets de réforme, tant
que le chancelier Wriothesley, ardent défen-
seur de la religion catholique, autant par am-
bition que par zèle, conserveroit les sceaux
et sa place dans le conseil. Ce ministre fut
accusé d'avoir nommé, sans ordre ni mission,
des officiers subalternes, pour l'aider dans ses
fonctions : sur cette légère et frivole accusa-
tion, le conseil le priva des sceaux, et le
condamna à une amende ; sa propre maison
lui fut donnée pour prison.

Le duc de Sommerset, infecté des erreurs de
Zuingle, et Cranmer, attaché à la secte de
Luther, travaillèrent de concert à détruire
les mystères, le culte et les cérémonies de
l'église catholique. Henri VIII les avoit res-

Ann. 1547. pectés; il n'avoit considéré dans sa réforme, que la conservation de la souveraineté temporelle, et la création d'une nouvelle suprématie; mais les nouveaux réformateurs furent plus ardens et plus hardis : le protecteur étoit puissant; Cranmer jouissoit de la considération publique, le docteur Coke, précepteur d'Édouard, étoit chéri de son maître : il fût facile de faire adopter à un jeune roi, les erreurs, les passions et les vices de ces sectaires. La nation désiroit cependant la réforme des abus qu'elle croyoit voir dans la doctrine et les cérémonies de la nouvelle religion : Le curé et les marguilliers d'une paroisse de Londres, renversèrent les images de leur église, et y substituèrent des inscriptions prises dans les livres sacrés. Les habitans de Portsmouth, brisèrent les statues des saints; et renouvelèrent les fureurs des Iconoclastes : les nouveaux réformateurs envoyèrent dans tout le royaume, des commissaires ecclésiastiques, chargés de publier de nouvelles lois et de nouveaux articles de foi : on défendit aux évêques d'exercer aucune juridiction pendant la visite; et dans la vue de suplérer à l'ignorance du clergé, on composa un livre d'homelies pour instruire le peuple; on renouvela les ordonnances, concernant l'abolition de

la puissance du pape ; on confirma la supré- An. 1547.
matie du roi dans l'administration religieuse ,
et les lois qui avoient établi l'utilité des pré-
dications , et la régularité des mœurs dans les
ecclésiastiques ; on abolit les pèlerinages et
quelques autres cérémonies pieuses.

Le parlement déclara Édouard , chef et pon-
tife de l'église anglicane ; révoqua les réglemens
qui avoient permis de poursuivre les hérétiques
avec le fer et la flamme ; ratifia les pri-
vilèges des asyles ; ordonna le rétablissement
de la communion sous les deux espèces ; sup-
prima l'eau bénite , les images , les messes
privées , les processions , les troncs destinés à
recevoir les aumônes publiques ; soumit les
tribunaux ecclésiastiques à l'autorité civile ;
fixa la nature , la forme et les jours des sa-
crifices et des prières ; permit aux prêtres
de se marier ; augmenta les prérogatives de
la couronne , en ordonnant que toute procla-
mation , émanée du roi , avoit la même force
qu'un décret du parlement. L'évêque de
Londres et Gardiner , évêque de Winchester ,
protestèrent contre les réglemens et les sta-
tuts des nouveaux réformateurs : ce dernier pré-
lat fut envoyé à la tour ; il obtint quelque
tems après sa liberté , et se retira dans son
diocèse. Marie , sœur du roi , refusa de re-

AN. 1547. connoître les nouvelles ordonnances ecclésiastiques : cette princesse étoit soutenue par l'empereur, que l'Angleterre avoit intérêt de ménager, à la veille d'une rupture avec la France. Cranmer fut choisi pour faire exécuter les lois réformatives : en conséquence, il fit dépouiller les églises des images et des statues qui les décoroient, et transporter au trésor royal, l'or, l'argenterie, et tous les précieux ornemens consacrés par la piété des fidèles; il détruisit ces cérémonies consacrées par l'antiquité des tems, à rendre le service divin plus auguste et plus majestueux, et nécessaires pour attacher les peuples au culte de la religion.

Le protecteur étoit dévoré par l'ambition : ne pouvant conquérir le trône, il voulut exercer les droits de la souveraineté, en arrachant à la foiblesse du jeune roi, des lettres-patentes qui le déclaroient régent du royaume, avec l'exercice de la puissance royale : cet usurpateur s'érigea ensuite en despote, en s'abrogeant le droit de violer impunément la loi, puisqu'elle ne pouvoit ni attaquer, ni éclairer son administration. La nation, accoutumée à l'esclavage, voyoit avec indifférence le pouvoir arbitraire renverser la constitution; elle ne murmura point contre un acte surpris

à la jeunesse du roi, et qui renversoit formel-
 lement les libertés nationales ; dans ce tems
 de trouble et de faction, l'intérêt et le salut
 de l'état exigeoient sans doute qu'on confiât à
 un seul ministre l'autorité ; mais il falloit éta-
 blir un tribunal supérieur, qui eût le pou-
 voir et le droit de le forcer à obéir aux lois
 et à rendre compte de son administration.

Henri VIII avoit désiré ardemment d'unir
 l'Ecosse et l'Angleterre par le mariage de son
 fils Édouard avec Marie Stuart. Avant de mou-
 rir, ce prince avoit recommandé aux minis-
 tres, qui devoient composer le conseil de ré-
 gence, d'exécuter ce grand et utile projet ;
 mais le cabinet de Paris dirigeoit les opéra-
 tions du cabinet d'Édimbourg ; la reine ré-
 gente, par les conseils du cardinal de Guise
 et du comte d'Aumale, son frère, refusoit de
 s'allier avec un prince hérétique. Les Écos-
 sais étoient toujours en guerre avec les An-
 glais : ce peuple ravageoit les provinces de la
 Grande-Bretagne, et ruinoit son commerce
 par ses déprédations et ses pirateries. Le ré-
 gent, soit pour exécuter les dernières volon-
 tés de Henri, soit pour affermir son autorité,
 leva une armée, pénétra en Ecosse, et publia
 un manifeste pour prouver les avantages que
 les deux nations retireroient par la réunion des

AN. 1547. deux couronnes , et par le mariage d'Édouard avec Marie. Mais déjà le roi de France s'occupoit à marier le dauphin avec la jeune reine d'Écosse : la négociation du régent n'ayant pas réussi ; il attaqua les Écossais , s'empara de plusieurs villes , et dispersa leurs armées : ces succès et ces conquêtes augmentèrent le crédit et la puissance de Sommerset. Lord Seymour , son frère , en devint jaloux : ce seigneur avoit épousé Catherine Parr , veuve de Henri VIII ; il se crut digne par sa naissance , par son alliance et par ses talens , d'être placé à la tête de l'administration : Seymour s'éleva ouvertement contre les réformes civiles et religieuses du régent , et le représenta au roi comme un novateur dangereux qu'il falloit éloigner du conseil pour le salut de l'état et l'intérêt du peuple. Sommerset , instruit des intrigues de son frère , fit tous ses efforts pour le ramener au sentiment de la nature et aux principes de modération ; mais il n'en reçut que des réponses fières et insultantes. Seymour , séduit par de perfides conseils , dirigé par cette haine que le comte de Warwick entretenoit sous le masque de la confiance et de l'amitié , continuoît ses complots , calomnioit publiquement l'administration du régent , et se rendoit son ennemi et son délateur. Sommer-

set crut devoir arrêter les entreprises d'un An. 1547.
frère ambitieux et ingrat; il le dénonça au
parlement. Seymour fut accusé de trahison;
son procès fut rapidement fait; les juges le
condamnèrent à mort. Le régent auroit dû
implorer la clémence du roi, et se servir de
son autorité pour soustraire son frère au sup-
plice; mais l'ambition ne connoît aucune ver-
tu, et excite l'ame à l'injustice et à la fé-
rocité.

La suppression des moines et des monas-
tères causa dans le gouvernement, une ré-
volution étonnante : le peuple de la cam-
pagne n'étoit plus secouru par les aumônes
et les libéralités; l'église étoit appauvrie par
l'aliénation des dîmes; les courtisans et les fa-
voris avoient usurpé les revenus des obits, des
fondations et des confrairies : ces dépréda-
teurs avides s'étoient emparés des biens ecclé-
siastiques, et les avoient affermé à des con-
ditions pénibles et rigoureuses; les richesses
dissipées dans la capitale, ne retournoient
plus à leur source primitive; les pauvres ha-
bitans de la campagne, ne travailloient que
pour les propriétaires, qui, semblables à des
vampires, leur dispuoient encore ces foibles
alimens destinés à prolonger une existence
douloureuse et plus propre à leur rappeler la

tyrannie continuelle de leurs maîtres qu'à soulager leurs maux. Le salaire des ouvriers avoit prodigieusement augmenté. Le bled étoit porté à un prix excessif, et le commerce de laine faisoit négliger la culture des terres; le mariage des prêtres augmentoit le nombre des malheureux; l'oisiveté accrue par la suppression des cérémonies, des pèlerinages, des processions, produisoit la misère et les désordres; le désespoir et la servitude du peuple, excitèrent des murmures et des révoltes; plusieurs provinces se soulevèrent; dix mille habitans armés demandèrent la suppression des abus et de la tyrannie : cette multitude, conduite par des prêtres, et animée par la vue de l'hostie, qu'on lui présentoit continuellement placée sur un chariot au centre de l'armée, étoit résolue à verser son sang pour la défense et la conservation de sa religion. Le lord Wasseb et le comte de Warwick, qui fut créé duc de Northumberland, marchèrent contre les rebelles, et les mirent en fuite; les chefs de la rebellion périrent dans le combat. Le régent, soit par haine contre la noblesse, soit commisération pour les maux du peuple, sollicita le roi d'accorder aux révoltés un pardon général.

AN. 1550. L'Écosse et la France surent profiter de

ces divisions intestines , pour attaquer l'Angle-
 terre. Thermes , général des Écossais , leva
 une armée , s'empara du château de Bra-
 vogh , et vainquit le comte de Rutland. Henri
 II , sans déclaration de guerre , et au mépris
 du traité fait entre François I^{er}. et Henri
 VIII , prit plusieurs villes , et assiégea Bou-
 logne. Sommerset démontra au conseil , que
 l'entretien de cette place coutoit des sommes
 immenses à l'état , et proposa de la céder aux
 Français : cette proposition fut rejetée ; le
 conseil délibéra de demander l'alliance et des
 secours à Charles V ; mais l'empereur déclara
 qu'il vouloit conserver la paix avec la France ,
 et qu'il ne pourroit point secourir l'Angle-
 terre , tant que la religion catholique y se-
 roit persécutée ; cependant la noblesse désiroit
 la guerre , pour opprimer le peuple et s'op-
 poser aux vues économiques du régent : cet
 administrateur s'occupoit à affermir la paix ,
 à diminuer les impôts , à anéantir les restes
 de la tyrannie féodale , à rétablir le com-
 merce , l'industrie , et vivifier l'agriculture ;
 et à seconder toutes les branches de l'admini-
 stration , par de sages et utiles réformes ;
 mais Sommerset étoit incapable d'opérer cette
 heureuse révolution : trop foible et trop in-
 discret , il ne méditoit pas assez ses projets ,

AN. 1559. et rendoit ses ennemis confidens de ses secrètes opérations. Le duc de Northumberland, qui désignoit déjà cette victime pour l'immoler, forma une confédération, traita de lâcheté la prudence du régent, et promit de rétablir la splendeur du trône et la gloire de la nation.

Le conseil ordonna qu'on poursuivît les novateurs d'une doctrine ennemie des dogmes fondamentaux de la religion : l'Angleterre avoit reçu dans son sein, les protestans chassés de l'Allemagne ; la secte des anabaptistes se réunit à ces étrangers ; elle fit des progrès rapides ; ses prédications, faites avec autant de succès que d'audace, formèrent de nombreux prosélytes. Cranmer et plusieurs docteurs furent chargés de faire des recherches sévères, et d'employer l'autorité, la séduction et la force, pour ramener les sectaires dans le sein de l'église, et punir leur obstination, par l'excommunication et les supplices. Jeanne Bocher, plus connue sous le nom de Jeanne Kent, ne voulut jamais se rétracter. Cette femme, qui réunissoit la grandeur de l'ame aux fureurs du fanatisme, fut condamnée au feu. Édouard, qu'on nommoit alors le Titus des Anglais, refusa de signer l'arrêt de mort ; mais le sanguinaire Cranmer représenta à ce jeune prince,

que les rois devoient punir sans miséricorde AN. 1550.
 les impies et les blasphémateurs de la loi.
 Édouard signa la sentence en versant des larmes, et en s'écriant : *Que le primate seroit seul responsable, devant Dieu, du mal qu'il lui faisoit commettre.* Cranmer fit venir dans son palais Jeanne Kent, et combattit ses erreurs : cette femme ne répondit que par des railleries et des blasphèmes : elle expira au milieu des flammes, en chantant des hymnes et des cantiques. Jeanne Kent étoit sans doute coupable ; mais elle ne méritoit point la mort : elle pouvoit réclamer ces lois douces et bienfaisantes, qu'avoient abolies les édits sanguinaires de Henri. Les chefs des sectes ont été toujours intolérans : ce n'est que par les menaces et la terreur qu'ils croient faire trembler les consciences, et forcer les hommes à embrasser leur nouvelle doctrine. La religion catholique a d'autres principes et une autre morale : elle éclaire l'esprit, pénètre l'âme de son onction divine, et unit les hommes par les liens de la charité et de la bienfaisance.

Sommerset étoit sans cesse occupé à éloigner du conseil les seigneurs qui pouvoient, par leur crédit et leurs richesses, combattre ou partager son autorité : il obtint du jeune roi de nouvelles lettres-patentes, qui étendoient

AN. 1550. ses prérogatives et son pouvoir ; mais son orgueil et son despotisme irritèrent ces grands , que Henri VIII avoit nommés pour former le conseil de régence. On accusa Sommerset d'avoir fait périr son frère , entretenu et fomenté des révoltes , dissipé les biens ecclésiastiques , usurpé les droits de la souveraineté , trahi les intérêts de l'état , falsifié les monnoies , et médité d'enlever le roi. Le duc de Northumberland , à qui nous allons voir jouer un rôle aussi insensé que hardi ; cet homme corrompu dans ses mœurs , le scandale de son siècle et l'opprobre de la nation , fut l'agent et le satellite de cette infâme calomnie. Dans un état agité par des factions intestines , il faut que l'autorité soit partagée ; autrement la chute du ministre favori n'est pas éloignée. Le duc de Northumberland , uni par le crime avec le comte de Southampton , qu'il empoisonna ensuite , força le conseil à demander à Édouard l'exil de Sommerset ; il ordonna au maire et aldermans de Londres , de ne plus reconnoître l'autorité du régent. Bientôt Sommerset fut déclaré indigne d'exercer la régence , privé de ses dignités et dépouillé de ses biens : le duc de Northumberland se réconcilia ensuite avec son ennemi , pour l'immoler avec plus de sûreté à sa haine et à son ambition ; il l'accusa

de trahison et de félonie : Sommerset fut jugé AN. 1550.
et condamné à périr sur un échafaud : le peuple pleura sa mort, et le regarda comme un martyr. Édouard fut accusé de tyrannie pour avoir signé l'arrêt qui condamnoit son oncle au supplice.

Northumberland devint puissant et redoutable. On l'avoit cru d'abord un zélé défenseur de l'église romaine ; son élévation avoit consterné les réformes et relevé l'espoir des catholiques ; mais bientôt il se développa tout entier ; il s'érigea , à l'exemple du régent , en théologien et en réformateur ; assembla le parlement , où les statuts précédens furent confirmés ; les évêques et les théologiens reçurent ordre de convoquer les officiers des ordinations ; on reprit l'ancien projet négligé par Henri VIII , de faire un code entier des constitutions ecclésiastiques ; on supprima plusieurs cérémonies conservées sous le ministère précédent ; on les déclara indignes de la majestueuse simplicité de l'évangile , et propres à entretenir la superstition. Cranmer fut chargé de dresser une confession de foi , composée de quarante-deux articles. Il est essentiel d'entrer dans cette partie de la révolution ecclésiastique ; on y établit le mystère de la Trinité et de l'incarnation , la descente de Jésus-

AN. 1550. Christ aux enfers, sa résurrection, la nécessité de rejeter toute doctrine qui ne seroit point fondée sur les écritures, l'authenticité des trois symboles des apôtres, de Nicée et de saint Athanase; le péché originel fut défini; la dépravation de la nature des descendans d'Adam, par laquelle nous naissons enclins au mal; on soutint la nécessité de la grace prévenante et efficace, l'opération de cette même grace, sans détruire le libre arbitre; la justification par la foi seulement; on décida que les œuvres faites avant la grace ne sont point exemptes de péchés; que les œuvres de subrogation sont condamnables; que de tous les hommes, Jésus-Christ seul n'a pas été sous la puissance du péché; qu'on peut pécher après la grâce, qu'en ce cas le repentir efface nos fautes; que le blasphème contre le Saint-Esprit est d'élever contre la parole de Dieu, dans le tems que l'on reconnoît intérieurement la divinité des écritures; que par la prédestination, on doit entendre le choix libre que Dieu fait de ceux qu'il justifie ensuite; que l'homme, obligé d'accomplir la loi morale, n'avoit d'autre moyen de salut que le nom de Jésus-Christ; que l'église est définie, toute assemblée des fidèles où l'on prêche purement la doctrine des livres saints; qu'elle est dépositaire de cet oracle

revêtu du pouvoir d'en certifier la vérité sans AN. 1550.
prescrire les articles de foi qu'elle ne remon-
tre point : on décida que les conciles généraux
ne pouvoient point être convoqués sans la
permission du souverain ; qu'ils ne sont point
infaillibles , et que leurs décrets ne sauroient
recevoir la soumission des fidèles , qu'autant
qu'ils seroient fondés sur les principes de l'é-
criture.

On proscrivit le purgatoire , les indulgences ,
le culte des images , l'invocation des saints ; les
sacremens , réduits au baptême et à l'eucharis-
tie étoient représentés comme des témoigna-
ges de l'amour de Dieu ; on enseigna que le
baptême nous rend enfans de Dieu par adop-
tion , et que l'eucharistie n'est pas seulement
un signe de l'union des chrétiens , mais encore
une communion au corps et au sang de Jésus-
Christ ; la transubstantiation fut déclarée con-
traire à l'écriture , et on décida que le sacri-
fice du sauveur est l'unique sacrifice propitia-
toire ; on permit le mariage aux ecclésiasti-
ques , et on établit les dogmes de la résur-
rection des corps et de l'éternité des peines.
Tous les articles fondamentaux de la religion
anglicane furent renfermés dans cette confes-
sion de foi. C'est dans cet état qu'elle subsiste
aujourd'hui en Angleterre , à l'exception de

AN. 1550. quelques changemens faits sous le règne d'Élisabeth. Cette religion est un mélange de catholicisme, de luthérianisme, de zuinglisme et de protestantisme ; elle ne présente qu'obscurités, inconséquence et contradiction ; elle enseigne et détruit en même tems la révélation ; elle combat et adopte les dogmes établis sur les écritures saintes ; et en prouvant l'authenticité et l'infailibilité de l'évangile, elle donne à tout homme le droit de l'expliquer au gré de ses lumières, de sa raison, de ses caprices ou de ses passions.

Plusieurs prélats étoient attachés à la religion romaine ; ce fut, pour arrêter leur zèle et prévenir leurs intrigues, que le duc de Northumberland rendit les évêchés amovibles. Tandis que les hérétiques étoient accueillis et récompensés par le gouvernement, il en opprimoit les catholiques : plusieurs prélats furent dépouillés de leurs bénéfices, et on renouvela les lois sanguinaires de Henri VIII. Northumberland méditoit de plus grands projets ; il jouissoit de la confiance du roi, dont la constitution languissante annonçoit une destruction prochaine ; il persuada à ce jeune prince que Marie et Élisabeth avoient été déclarées illégitimes par un décret du parlement, et que, malgré le testament de Henri, la na-

tion ne souffriroit jamais d'être gouvernée par *AN. 1550.*
 deux princesses bâtardes : il lui représenta
 qu'il seroit dangereux de laisser le sceptre à
 Marie, frénétique romaine, qui détruiroit la
 réforme si utile à l'état et à la religion; qu'elle
 sacrifieroit son peuple à la bisarrerie et à la
 superstition de ses opinions, et qu'on verroit
 renouveler les horreurs de la guerre civile;
 qu'Élisabeth ne pouvoit point lui succéder,
 puisque le mariage de sa mère avoit été pros-
 crit; qu'il étoit donc de son intérêt, et en
 son pouvoir, de prévenir à-la-fois la honte
 de la nation et l'anéantissement de la religion,
 en désignant, pour lui succéder, une prin-
 cesse dont le sang fut sans tache; que cette
 princesse étoit Jeanne Gray, respectable par
 ses vertus, recommandable par ses talens, et
 héritière de la marquise de Dorset, que le
 testament de Henri appeloit au trône. Jeanne
 Gray avoit récemment épousé un fils de Nor-
 thumberland. Ce fait explique la conduite de
 ce ministre, et développe ses projets ambi-
 tieux.

Édouard écouloit sans soupçon ces conseils
 perfides, et recevoit sans efforts toutes les
 impressions qu'on vouloit lui donner : mais,
 ce qui le frappoit le plus, étoit l'obstination
 de Marie, et sa persévérance dans l'exercice

de la religion romaine. On n'avoit pu ébranler sa foi ; malgré les prières , les exhortations et les menaces , elle avoit souvent bravé l'autorité du roi , et déclaré qu'elle étoit préparée à la gloire et à l'honneur du martyr. Le jeune roi , enthousiaste de la réforme , parut disposé à suivre les avis perfides de son ministre , qui sut pénétrer dans les sentimens secrets de son maître : dès-lors , Northumberland se hâta d'exécuter ses infâmes projets. Comme la santé d'Édouard s'affoiblissoit tous les jours , il éloigna de la cour tout ce qui lui parut suspect , et fit signer au roi un testament qui excluait du trône , Marie et Élisabeth , et donnoit la couronne à Jeanne Gray. Édouard

AN. 1553. mourut quelques jours après ; on crut généralement qu'il fut empoisonné : le complot de Northumberland , son ambition et ses crimes , ne justifient que trop ces soupçons et ces conjectures : ainsi mourut Édouard , prince qui promettoit un règne glorieux et fortuné. Il étoit doux , aimable et savant ; connoissoit cette politique , qui dirigeoit les opérations secrètes des puissances étrangères , et réunissoit aux charmes du caractère , les dons de l'esprit et le goût des sciences.

M A R I E.

Quatre princesses prétendoient au trône de AN. 1555.
l'Angleterre; Marie, Élisabeth, Marie, reine
d'Écosse, et Jeanne Gray. Les caprices et les
passions de Henri VIII, les décrets injustes
et bizarres du parlement, avoient jeté le dés-
ordre et la confusion dans la famille royale,
altéré les droits héréditaires et l'ordre de suc-
cession. Marie invoquoit sa naissance et le tes-
tament de Henri. Élisabeth opposoit à Marie,
la sentence qui avoit prononcé le divorce de
Catherine d'Aragon, sa mère, et contestoit à
Henri, le pouvoir de transférer la couronne
à une princesse née d'un mariage incestueux.
La reine d'Écosse prétendoit que Marie et
Élisabeth étoient bâtardes et adultérines, et
par conséquent inhabiles à succéder; qu'elle
seule avoit le droit de monter sur le trône,
en qualité d'héritière de Henri. Jeanne Gray,
ou plutôt ses ambitieux parens, fondoient leurs
droits sur le testament d'Édouard VI. Éli-
sabeth et la reine d'Écosse, abandonnèrent bien-
tôt leurs prétentions, et reconnurent les droits
de Marie.

Northumberland eut à peine consommé son
crime, qu'il se hâta d'en recueillir les fruits.

AN. 1555. Avant de publier la mort d'Édouard, il voulut se rendre maître de Marie et d'Élisabeth : il leur ordonna, au nom du conseil, de venir voir leur frère mourant ; mais le comte d'Arundel, instruit de la mort d'Édouard et de la conspiration de Northumberland, engagea Marie à se retirer dans la province de Suffolk : cette princesse envoya une lettre circulaire, aux grands du royaume, pour les inviter à la reconnoître pour souveraine. Northumberland, qui gouvernoit le royaume, sous l'autorité et au nom du conseil, crut qu'il étoit tems d'agir. Il développa toute l'activité de son génie, pour prévenir les desseins de Marie ; accompagné de quelques seigneurs de son parti, il se rendit chez Jeanne Gray, et la salua reine. La princesse, interdite et troublée, refusa d'accepter une couronne qui appartenoit aux héritiers légitimes : elle représenta à Northumberland, et au lord Dudley, son mari, la supériorité des droits de Marie et d'Élisabeth, le danger et les crimes de cette usurpation : elle tâcha de les attendrir par ses exhortations et ses larmes ; mais rien n'ébranla la constance de Northumberland et du lord Dudley. Enfin, elle se soumit moins à l'autorité de son beau-père, qu'aux tendres sollicitations de son époux qu'elle aimoit passionnément.

nément. *Eh bien*, leur dit-elle, en pleurant, *Ann. 1553.*
prenez votre victime.

Northumberland étoit détesté de la nation ; son despotisme et ses attentats l'avoient rendu un objet d'horreur et d'exécration. Parmi les membres qui composoient le conseil, les uns étoient attachés à la religion romaine, les autres suivoient, par caprice ou par intérêt, la religion dominante ; mais, tous étoient les ennemis de Northumberland, et déjà se formoit une confédération générale pour demander la punition de ses crimes : ce ministre voulut faire proclamer reine, Jeanne Gray ; mais il ne vit par-tout qu'un morne silence, et n'aperçut que des marques d'indifférence, de mépris et d'indignation. Il apprit bientôt que plusieurs provinces du royaume s'étoient déclarées pour Marie. Northumberland, pour la première fois, fut frappé de terreur : cependant il partit de Londres avec une armée qu'il avoit rassemblée à la hâte ; mais à peine en eut-il passé les barrières, que ses troupes l'abandonnèrent. Le comte d'Arundel, dans un discours public, invita le peuple à briser les fers de l'esclavage, et à délivrer la nation d'un tyran qui l'oppressoit. Marie fut proclamée reine : le conseil ordonna à Northumberland de licencier les troupes qui lui res-

AN. 1553. toient, et de reconnoître Marie pour souveraine. Il crut éviter la mort qui l'attendoit, en s'écriant : *Vive la reine Marie*. Il fut arrêté ; il avoua son crime, abjura ses erreurs religieuses, implora la clémence de la reine ; mais il expia sur l'échafaud ses injustices et ses forfaits. La nation maudit sa mémoire, et lui imprima le titre flétrissant de traître. L'insolence et le despotisme d'un ministre enchaîne la voix publique, tant qu'il jouit de la faveur de son maître : la crainte glace les esprits, et les bouches sont muettes ; mais, après sa chute, le cri du peuple demande justice et insulte à sa dégradation. La génération présente doit graver sur l'airain ou sur le marbre, les attentats d'un tyran ; et l'histoire doit apprendre à la postérité, qu'il a existé un homme qui a été le fléau et l'opprobre de sa patrie et de l'humanité, et doit le dévouer à la haine des siècles.

La joie de voir étouffer dans leur naissance les flammes d'une guerre civile qu'on avoit crue inévitable, fût, pendant quelques jours, un objet de distraction générale pour les esprits, et suspendit ces scènes sanglantes qui alloient déchirer l'Angleterre. Les protestans ne tardèrent point de se livrer aux inquiétudes inséparables de leur nouvelle situation : ces in-

quiétudes se changèrent en allarmes , et bien-
 tôt en désespoir , lorsqu'ils virent que Marie ,
 malgré la promesse qu'elle avoit faite de ne
 rien innover dans la religion , persécutoit ou-
 vertement ceux qui n'adoptoient point ses
 opinions particulières ; elle annonça , par un
 manifeste , sa résolution de professer la foi
 qu'elle avoit reçue dès son berceau , et ses
 désirs de voir rentrer son peuple dans le sein
 de la véritable église. Marie promettoit dans
 cette proclamation de ne point forcer les cons-
 ciences , jusqu'à ce que le parlement eut sta-
 tué sur cet objet si intéressant ; elle défendit
 les termes injurieux de papiste et d'hérétique ,
 toute assemblée illicite , la liberté de prêcher ,
 vendre et imprimer des livres de religion ,
 sans une permission expresse ; elle ordonna
 ensuite de magnifiques funérailles , moins pour
 honorer la mémoire d'Édouard , que pour
 manifester son projet d'établir avec éclat les
 cérémonies romaines. Les évêques déposés
 sous le règne précédent , furent rétablis ; plu-
 sieurs prélats protestans furent poursuivis et
 exilés. Gardiner , zélé défenseur de la religion
 catholique , mais despote sanguinaire , fut
 nommé chancelier. Marie convoqua un nou-
 veau parlement ; ce tribunal cassa les lois
 d'Édouard , et la sentence qui avoit prononcé

AN. 1553. le divorce de Henri VIII avec Catherine d'Aragon : c'est ainsi qu'on annulla ce fameux divorce que Henri avoit poursuivi pendant sept ans ; divorce que la nation avoit souhaité avec tant d'ardeur ; que les grands avoient soutenu par leur crédit et leurs suffrages ; que le clergé avoit consommé par un jugement solennel : il falloit bien nécessairement rendre à Marie tous les droits de sa naissance légitime , et effacer la dégradation imprimée sur son nom.

Cependant la politique du conseil suspendoit les persécutions contre les réformés. L'empereur Charles-Quint qui crut voir dans l'union de l'Angleterre avec l'Espagne , sa chimère de la monarchie universelle , éternel objet de ses desirs insensés , avoit demandé la reine en mariage pour son fils Philippe , prince qui réunissoit à la férocité de l'ame , l'inquiétude d'une sombre politique. La nation qui redoutoit que la Grande-Bretagne ne devint une province de l'Espagne , s'opposa à cette alliance. Les murinures du peuple , qui sont presque toujours le signal de la rebellion , commençoient à éclater. On représenta à Marie le danger d'une révolution qui se préparoit dans le silence ; on l'exhorta de remettre à des tems plus heureux ou plus tranquilles

l'exécution de ce grand projet. La reine , par An. 1553.
 crainte ou peut-être par prudence , parut
 suivre ce conseil dicté par la sagesse ; elle ré-
 prima pendant quelque tems l'activité de ce
 feu dévorant qui la consumoit ; mais cette
 épreuve étoit trop pénible. Incapable de ré-
 sister aux tendres mouvemens de son cœur ,
 Marie conclut avec l'empereur le traité de
 son mariage. A peine le peuple en fut instruit ,
 que le mécontentement devint général : les
 protestans qui redoutoient l'inquisition Espa-
 gnole , arborèrent l'étendard de la révolte :
 un nommé Vial se mit à leur tête. La po-
 pulace de Londres se joignit à ce chef , qui
 se rendit au palais , et fit sommer la reine ,
 au nom de la nation , d'épouser à l'instant un
 seigneur anglais. On ignore comment Marie
 échappa à ce danger qui menaçoit et son
 trône et sa vie. Les mémoires du tems ne
 rendent pas un compte satisfaisant d'un événe-
 ment aussi extraordinaire. Vial se rendit
 maître de cette partie de Londres , qui , dis-
 tinguée de la cité , s'appèle Westminster ;
 mais tout manqua aux conjurés dans l'exé-
 cution de leurs projets : le chef des rebelles fut
 arrêté et condamné à mort. Marie prétendit
 qu'Élisabeth étoit complice de cette conspira-
 tion : cette princesse fut enfermée à la tour.

AN. 1553. La reine trouva des moyens plus plausibles pour satisfaire cette inquiétude et cette haine qui tourmentoit son ame. Le duc de Suffolk, père de Jeanne Gray, étoit véritablement complice de la révolte. Marie, confondant le crime et l'innocence, fit périr sur l'échafaud le père, la fille et l'époux. Jeanne Gray reçut la mort avec une fermeté héroïque. Les ames sensibles versent encore des larmes au récit de ses malheurs : la nature sembloit l'avoir destinée à embélir et à éclairer son siècle. Jeanne Gray avoit acquis, dans l'étude des ouvrages de Platon, cette sage philosophie qui répand sur les affections de l'ame, une douce et innocente aménité : elle réunissoit les graces de la nature, aux dons les plus rares et les plus précieux de l'esprit.

Le cardinal Polus, proscrit sous le règne de Henri VIII, arriva à Londres en qualité de légat : il annonça que le pape lui avoit donné la mission et le pouvoir de réconcilier l'Angleterre avec le saint-siège. Polus donna l'absolution aux membres du parlement, qui la reçurent à genoux ; et des ambassadeurs furent envoyés à Rome pour demander au pontife la confirmation des graces que le légat avoit accordées à la nation anglaise. Marie avoit éloigné et exclu du parle-

ment les évêques et les principaux défenseurs AN. 1553.
 de la réforme; elle chassa du royaume tous
 ces étrangers qu'Édouard avoit reçu dans ses
 états en leur donnant les droits des citoyens.
 La société des Allemands fut abolie; plusieurs
 Polonais et protestans français quittèrent la
 Grande-Bretagne; il n'y avoit point d'ob-
 stacle au rétablissement de la religion catho-
 lique. Le parlement s'assembla, et révoqua
 les lois de Henri VIII et d'Édouard VI; il
 rétablit le pontife dans tous ses droits et ses
 prérogatives, avec quelques restrictions, et
 renouvela les anciens statuts contre les catho-
 liques. Cette révolution fut annoncée par des
 réjouissances: un jour qu'on appela la fête
 de la réconciliation, fut consacré à la rappeler.
 Ce grand événement fut solennisé par des
 processions et par les cérémonies augustes et
 imposantes de l'église catholique. Marie s'oc-
 cupa ensuite à rendre au clergé la jouissance
 de ses anciens domaines. Malgré les différentes
 aliénations faites par Henri VIII et son suc-
 cesseur, la couronne en possédoit une partie
 considérable: cette usurpation troublait la
 conscience de la reine. Les ministres furent
 chargés de dresser un état des biens confis-
 qués sur les communautés religieuses pendant
 le schisme, et de remettre au légat la cession.

AN. 1553. qu'elle en faisoit à Paul IV, pontife cruel, ambitieux, et ennemi irréconciliable de la maison d'Autriche. Le pape, instruit de la superstition de Marie, sut en profiter; il demanda le rétablissement du denier de Saint Pierre; menaça d'excommunier les ennemis de son autorité, et promit d'ériger l'Irlande en royaume. Tout réussit au gré de ce pontife usurpateur.

Marie assembla son conseil, pour profiter de ses lumières et de ses avis dans la direction de sa conduite et de ses opérations; le cardinal Polus exhorta la reine à éclairer, à instruire et à convertir les réformés, par la persuasion et la douceur; Gardiner, homme cruel et féroce, médiocre théologien, savant dans les langues grecque et latine, politique habile, courtisan souple et rampant, combattit l'opinion du cardinal, et voulut prouver qu'il falloit persécuter les réformés: ce prélat prétendoit justifier l'atrocité de ses conseils, sur les écritures saintes: suivant ce ministre de sang, l'ancien et nouveau testament ordonnoient d'exterminer les hérétiques, par le fer et le feu. Chez les Juifs, disoit-il, le blasphème étoit puni de mort; à plus forte raison l'impiété des sacramentaires devoit-elle être expiée par les plus rigoureux supplices.

Les payens avoient inventés des tourmens terribles, par un zèle religieux pour leurs saintes divinités. La vraie religion n'est pas moins en droit de déployer le glaive des magistrats contre l'opiniâtreté de ses ennemis ; droit fondé sur la rigueur de Saint Pierre à l'égard d'Ananias et de Saphir, moins criminels que les destructeurs des dogmes du christianisme ; droit reconnu par Saint Augustin, au sujet de la punition des donatistes séparés de l'église pour des opinions peu importantes ; droit incontestablement établi par l'ordre de Jésus-Christ, qui autorise la force et la violence par ces paroles : *Contraignez-les d'entrer.* Voilà cette doctrine infernale qui a produit les fureurs du fanatisme, et les calamités du genre humain.

Marie écouta et adopta les principes, la doctrine et le sentiment du prélat sanguinaire. Cette princesse avoit sans doute le droit de rétablir dans ses états l'ancienne religion ; mais au lieu de dresser des échafauds, et d'immoler des victimes, elle devoit ramener son peuple à la vérité, en suivant l'esprit de l'évangile et la morale du divin législateur. Les ordres de Marie furent exécutés : on établit une chambre ardente, composée de prélats fanatiques. Ces jugés redoutables et cruels

AN. 1553. faisoient les fonctions d'accusateurs, de magistrats et de bourreaux: les évêques de la réforme gémissent sous le poids de l'oppression; les uns furent expulsés de leurs bénéfices et dégradés; les autres furent condamnés à mort: on poursuivit les protestans avec le glaive. L'infâme Bonner, ce monstre de férocité, altéré de sang humain, va chercher lui-même les victimes, pour les immoler et les précipiter dans les flammes. Cranmer périt sur un échafaud. Cet apôtre infatigable de la réforme, fut revêtu d'habits pontificaux, construits de grosse toile; on lui mit une mitre sur la tête, et une crosse en main; et, dans cette parure grotesque, il fut conduit au supplice. Cranmer abjura ses erreurs; mais bientôt il rétracta cette abjuration; il plongea dans les flammes, la main qui l'avoit signée, et ne se précipita dans le bûcher, que lorsque sa main fut séparée de son corps. Marie devoit à ce prélat, sa liberté et sa vie. Henri vouloit immoler sa fille à sa fureur: Cranmer lui sauva ce nouveau crime: cependant la mort de Cranmer étoit juste. Cet instituteur forcené de la réformation, cet auteur de ce divorce, source de tant de crimes et de calamités, ce lâche ministre des passions de son maître, devoit expier dans les supplices, ses

attentats ; puisqu'il n'y a que la justice divine qui puisse punir les forfaits des rois : le glaive de la loi doit frapper impitoyablement ces conseillers pervers, ces ministres perfides, qui, par leur doctrine et leurs conseils, corrompent les cœurs des souverains, ou qui, par leurs complaisances et leurs bassesses, forment leurs passions, et les invitent à la tyrannie et à la cruauté.

Marie cherchoit depuis long-tems à faire périr Élisabeth : elle voulut d'abord l'exclure du trône, en la faisant déclarer une seconde fois bâtarde et adultérine ; elle proposa une loi qui lui donna le droit de régler à son gré l'ordre de la succession. Le parlement qui comptoit encore parmi ses membres, quelques hommes patriotes et vertueux, refusa de donner une sanction légale à cet acte de despotisme ; mais il n'eut pas assez de fermeté, pour s'opposer également au mariage de la reine avec Philippe : ce prince étoit prêt d'arriver en Angleterre ; Marie l'attendoit avec une vive et tendre impatience.

AN. 1555.

On trouve dans une collection des lettres familières, dont la source n'est pas suspecte aux Anglais ; des détails frivoles, mais amusans, concernant les amours de Marie, pour le bel inconnu, que pour dédommager le

AN. 1555. lecteur de l'horreur qu'il ressent : en lisant l'histoire du règne de Marie , on se permettra de citer quelques fragmens de cette risible comédie. Marie étoit dans sa trente-huitième année , lorsqu'elle monta sur le trône : elle avoit été élevée , et depuis , elle avoit continué de vivre dans une contrainte , qui mettoit sa réputation à l'abri de tout soupçon , et justifioit presque l'empressement extrême qu'elle témoigna pour le mariage. A peine fut-elle couronnée , qu'elle fit du choix d'un époux , l'objet le plus important. Marie aima le comte de Courtenay qui étoit allié au sang royal , et qui réunissoit à cet avantage , les qualités les plus brillantes de l'esprit et du corps ; mais Courtenay avoit d'autres projets et d'autres intrigues ; il étoit amoureux d'Élisabeth , et il en étoit chéri. Marie , forcée de renoncer au beau Courtenay , accepta la proposition de l'empereur ; elle s'informa avec inquiétude , des qualités extérieures du prince , qu'on lui destinoit pour époux. Philippe n'avoit que vingt-six ans : on assura à Marie , qu'il étoit aimable : ce portrait séduisant , enflamma ses desirs. Le traité fut conclu ; et au moment où nous avons commencé cette espèce de digression , elle attendoit avec sollicitude celui qu'elle appelloit déjà dans ses conversa-

tions privées : son ame , sa vie , son doux AN. 1558.
cœur.

Cependant Philippe n'arrivoit point ; Marie soupироit , accusoit son amant d'indifférence , donnoit des soufflets au portrait de l'ingrat : passant bientôt du ridicule à la féroçité , elle menaçoit de répandre dans toutes les provinces le carnage et la mort ; son ame souffroit de cette agitation violente ; ses traits défigurés offroient le tableau de la difformité. Comment se présenter dans cet état effrayant ! quel art pourra pallier ce désordre ! Enfin Philippe arriva en conquérant et en triomphateur : la vue de Marie lui inspira l'indifférence et le dégoût ; mais ce prince sacrifia le penchant de son cœur à l'ambition de son ame ; le mariage fut béni et consommé ; les époux furent proclamés roi et reine d'Angleterre , de France , d'Irlande , de Naples et de Jérusalem : Philippe oublie les devoirs de l'hymen ; Marie gémit et se désespère. Pour comble d'infortune , l'insupportable Étiquette soumettoit la reine à un cérémonial importun : la cour étoit empressée à offrir ses hommages au roi et à sa compagne. Dans cette cour il y avoit des femmes ; parmi ces femmes il s'en trouvoit de belles : Philippe les voit ; et Philippe devint ingrat : il trouva Élisabeth aimable , demanda

AN. 1555. et obtint sa liberté. Marie pleure dans l'ombre du silence : cet état enflamme ses sens et excite son ame à la tyrannie. On a calculé que le deuil, dont toutes ces circonstances agiterent la dévote Marie, fit périr trois cents malheureux, qu'elle immola à sa jalousie frénétique. Cependant une lueur de consolation adoucit pendant quelque tems l'état violent de son ame : elle se crut enceinte : Marie prétendit en reconnoître tous les symptômes : en conséquence on expédia des courriers dans toutes les cours de l'Europe, pour les informer de ce grand événement. On rendit des actions de grâces au ciel ; un prédicateur hasarda de décrire les traits de l'héritier présomptif de la couronne : cette grossesse étoit le commencement de cette hydropisie, dont Marie mourut quelque tems après.

Philippe, excédé des jalousies éternelles de Marie, quitta l'Angleterre, sous prétexte de quelques affaires importantes ; envain les soupirs, les pleurs, le désespoir, les lettres passionnées rappeloient un mari infidèle à ses devoirs. Philippe ne parloit que des moyens pour réparer ses finances épuisées ; Marie, pour satisfaire l'insatiable avidité de son mari, accabloit son peuple d'impôts et de vexations odieuses. Après avoir dévoré en détail les tré-

sors du royaume, Philippe vint en Angleterre demander de l'argent et des troupes, pour déclarer la guerre à la France.

Il faut observer que, dans le tems où nous parlons, l'animosité des Anglais contre la France, paroissoit éteinte; elle avoit changé d'objet, et s'étoit tournée contre l'Espagne. Il fut donc difficile d'engager le parlement d'accorder des subsides, et le conseil à se prêter aux projets de Philippe: mais ce prince jura que s'il éprouvoit un refus, il quitteroit l'Angleterre pour aller se fixer dans ses états. La reine, tremblante et désespérée, déclara qu'elle exigeoit l'obéissance et la soumission: ses menaces intimidèrent le parlement et le conseil, et imprimèrent dans les esprits de ces lâches esclaves, l'épouvante et l'effroi: la guerre fut déclarée à la France; et, pour la soutenir, Marie opprima son peuple. Calais, AN. 1558. qui, pendant près de deux siècles, avoit ouvert aux Anglais les portes de la France; cette ville, dont la possession étoit si précieuse à la Grande-Bretagne; cette forteresse, au siège de laquelle Édouard, à la tête d'une armée formidable et victorieuse, avoit employé près d'une année, fut conquise en une semaine par le duc de Guise. Cette perte fut vivement sentie par les Anglais: ils n'ont jamais par-

AN. 1558. donné à Marie de les avoir ainsi humilié. Cette conquête, qui a excité leur rage en blessant leur orgueil, a servi plus que ses cruautés énormes à rendre la mémoire de Marie détestable. Elle mourut quelque tems après d'une hydropisie dont elle portoit le germe. Cette princesse avoit tous les vices de son père : dans le sein de la religion catholique, elle exerça une autorité tyrannique, écrasa son peuple sous le poids des impôts, le dégrada en lui imposant le joug de l'esclavage, et versa des flots de sang. Son règne ne présente que des actes de férocité, et un journal bizarre et ridicule de ses amours : la postérité doit à Marie cette haine et cette exécution réservées aux tyrans. Le fanatisme change la nature de l'homme ; il en fait un mélange monstrueux de crime, de bassesse, d'impiété et d'horreur. Marie mourut sans remords, parce qu'elle crût que son zèle sanguinaire étoit une offrande pure, et un sacrifice agréable à l'Être suprême.

É L I S A B E T H.

Élisabeth, sous le règne de Marie, avoit été l'objet de l'affection publique ; sa prudence et son génie l'avoient sauvée de la haine
et

et des fureurs de Marie; ses malheurs et ses persécutions l'avoient rendue chère et intéressante : la nation regarda cette princesse comme un bienfait du ciel, destiné pour la consoler des maux qu'elle avoit soufferts ; elle vit dans sa nouvelle souveraine une libératrice qui alloit briser ce joug de tyrannie qui avoit imprimé sur elle un caractère de honte et d'humiliation.

Élisabeth fut proclamée reine par le parlement; elle partit d'Halfield, accompagnée d'une foule innombrable de peuple, qui témoignoit sa joie par des cris d'allégresse. Élisabeth fut sensible à ces témoignages publics d'amour et de confiance; elle accueillit avec bonté les catholiques, les protestans et ses persécuteurs même ; elle fut ensuite couronnée, et promit avec serment de maintenir la religion catholique, et de conserver à l'église ses privilèges et ses libertés. Le catholicisme paroissoit affermi; le peuple sembloit avoir repris l'ancien culte et la croyance de l'église romaine ; la noblesse le professoit publiquement ; et les magistrats, choisis par Marie, en pratiquoient et en soutenoient l'exercice dans les provinces.

Élisabeth notifia aux cours étrangères la mort de Marie, et son élévation au trône ;

AN. 1558. députa le lord Cobham à Philippe II, pour lui demander son amitié, et chargea son ambassadeur à Rome d'instruire le pape de son avènement au trône. Paul IV, qui ne connoissoit, ni le peuple qu'il gouvernoit, ni les nations qui l'environnoient, répondit à l'ambassadeur : qu'Élisabeth n'avoit aucun droit au royaume d'Angleterre, parce qu'elle étoit bâtarde, et qu'il falloit qu'elle se soumît à l'autorité du saint-siège. Cette réponse imprudente irrita Élisabeth ; elle ordonna à son ambassadeur de quitter Rome.

Philippe II, que la crainte et la tyrannie tourmentoient tour-à-tour, fut instruit que le roi de France cherchoit à aggrandir ses états par la conquête de l'Irlande et de l'Écosse. Ce prince chargea le duc de Ferin de faire des propositions de mariage à la reine. Élisabeth n'ignoroit point que la nation détestoit et méprisoit les Espagnols ; elle redoutoit sur-tout de s'unir avec un prince sombre, capricieux, intolérant, qui pourroit peut-être imiter la conduite de Henri VIII, en demandant un divorce fondé sur un mariage contracté contre la loi qui défend à une femme d'épouser le mari de sa sœur : en conséquence elle rejeta la proposition de Philippe.

Élisabeth étoit attachée, par sentiment et

par conviction, à la religion catholique; mais AN. 1558.
 elle vit que son intérêt et le salut de l'état exigeoient qu'elle rétablît la réforme. La religion chez les princes, tantôt triomphante, tantôt humiliée, n'est souvent qu'un ressort politique que l'ambition fait mouvoir à son gré. Elisabeth s'occupa d'abord à fixer des droits incertains, à affermir un trône chancelant, et à déconcerter les projets de la cour de France. Le cardinal de Lorraine, ennemi des hérétiques qu'il poursuivoit avec la flamme et le feu, et le duc de Guise, habile guerrier, homme consommé dans l'art de l'intrigue, avoient formé le projet de placer sur le trône de l'Angleterre, Marie Stuart, leur mère : en conséquence ils avoient engagé Henri II, ce prince qui employa plusieurs années à faire de grandes choses, et qui, dans un instant, en perdit la gloire et les avantages, à faire proclamer Marie reine de la Grande-Bretagne, et à déclarer Elisabeth bâtarde et usurpatrice. Philippe et Paul IV entrèrent dans cette confédération. La mort de Henri II laissa les princes lorrains maîtres absolus du royaume de France. Il étoit donc de l'intérêt d'Elisabeth de protéger et d'adopter la religion protestante : il falloit fortifier le parti des réformés en France, et affoiblir celui de Philippe

AN. 1558. dans les Pays-Bas. Élisabeth, par sa soumission à la suprématie et au pouvoir du pape, auroit reconnu l'injustice du décret qui-avoit prononcé le divorce de Henri avec Catherine d'Aragon, et l'illégitimité de son mariage avec Anne de Boulén.

Élisabeth appela dans le conseil quelques seigneurs protestans. Nicolas Bacon, recommandable par sa science et sa piété, humble au milieu des grandeurs, juste et vertueux au centre même du fanatisme et de la corruption, fut nommé garde des-sceaux. Guillaume Cécil, qui réunissoit les talens d'un grand administrateur à la ruse du courtisan, fut créé secrétaire d'état. A peine Élisabeth fut-elle montée sur un trône qu'elle alloit illustrer par une heureuse et brillante administration, qu'elle s'occupa à réprimer l'audace et le scandale de ces prédicateurs fanatiques qui, dans le temple d'un Dieu de paix, excitoient le peuple à la révolte: elle permit de faire chanter l'office divin en langue vulgaire, défendit de traiter en chaire aucun article de controverse, et prohiba les innovations jusqu'à ce que le parlement eût statué sur tous ces objets d'administration religieuse. En effet ce parlement fut assemblé; le garde-des-sceaux exposa la déplorable situation du royaume, privé de son ancienne opu-

lence par l'interruption du commerce, et déchiré par des divisions intestines : il s'étendit sur l'épuisement des finances, sur la foiblesse des forces de terre et de mer, sur les dettes de la couronne, sur la crainte d'une guerre prochaine, sur le mauvais état des ports et des frontières, désordres irréparables qui entraîneroient la ruine de l'état, si le parlement ne s'occupoit à prévenir les entreprises des ennemis, et à arrêter les suites funestes de la haine des factions. Le parlement déclara Élisabeth chef suprême de l'église anglicanne, avec les prérogatives sans bornes accordées à Henri VIII et à Édouard VI : les monastères, nouvellement établis, furent réformés; les décimes, les annates et les dîmes furent réunies à la couronne; la messe fut ensuite abolie, et la liturgie d'Édouard VI, rétablie dans toute son intégrité : cette révolution s'opéra sans aucune effusion de sang. Élisabeth, moins intolérante, mais plus despote que Henri, son père, vouloir dominer et enchaîner les consciences, non par le fer et le feu, mais par la persuasion et l'autorité de la raison et de la politique : Henri ne condamnoit que les actions extérieures contre la croyance; Élisabeth vouloit forcer l'intelligence et la volonté à professer ouvertement les maximes de foi et de

AN. 1558. discipline , reçues dans l'église gallicane.

On créa ensuite un tribunal composé de juges laïcs et ecclésiastiques, destinés à juger les affaires civiles et religieuses. Sous le règne de Henri VIII, l'autorité en avoit été confiée à un vice-régent ; mais on pensa qu'il étoit dangereux de donner ce pouvoir à un seul ministre. Le mélange des officiers de deux états se fit par un motif de politique ; on fermoit cette source féconde qui avoit produit les factions, les méfiances, les haines et les crimes; les séculiers, confondus dans le même tribunal que les ecclésiastiques, ne pouvoient plus se venger de ces ennemis redoutables par la tyrannie qu'ils exerçoient depuis tant de siècles; le clergé, délivré de la haine des magistrats civils, ne pouvoit plus reprendre cet ancien despotisme excité par l'opposition de ces hommes intéressés à réprimer la domination sacerdotale. Le parlement déclara ensuite qu'Élisabeth descendoit en ligne directe et d'une manière légitime, des rois d'Angleterre : ce décret étoit bien propre à prévenir de nouveaux troubles au sujet de la naissance de la reine.

Il faut considérer Élisabeth sous deux points de vue bien différens , comme femme, et comme souveraine : sous le premier rapport ,

elle eut tous les défauts et tous les ridicules An. 1558.
de son sexe, sous le second, elle égala les plus
grands rois par sa sagesse, sa prudence, son
génie, son intrépidité, et sur-tout par sa pro-
fonde politique.

On ne pouvoit point contester à Marie sa
légitimité, parce que Catherine d'Aragon, sa
mère, ayant été mariée en vertu d'une bulle éma-
née du saint-siège, ce mariage avoit été contracté
suivant les formes prescrites par les canons ;
mais il n'en étoit pas ainsi d'Élisabeth ; le ma-
riage de sa mère, Anne de Boulen, avoit été
contracté pendant la vie de Catherine d'Ara-
gon ; le pape l'avoit déclaré illégitime. La
reine ne pouvoit donc être regardée par les
catholiques que comme le fruit de la débau-
che et de l'adultère : sous ce point de vue,
Élisabeth étoit nécessairement inhabile à suc-
céder ; la couronne d'Angleterre appartenoit
à Marie Stuart, reine d'Écosse et de France.
Il étoit naturel que François II étendît ses vues
sur la Grande-Bretagne : en conséquence ce
prince écarteloit ses armes, et prenoit les ti-
tres de roi de France, d'Angleterre et d'Écosse.
Le duc de Guise, le connétable de Montmo-
rency et le maréchal de Saint-André, sollici-
toient des alliances dans toutes les cours de
l'Europe pour placer Marie Stuart sur le trône

AN. 1558. britannique : ces triumvirs avoient fortifié leur parti de l'alliance du roi de Navarre à qui on avoit promis le royaume de Sardaigne. Les princes lorrains sacrifièrent la foi des traités, la paix de l'Europe, l'intérêt de la patrie, la justice des lois, l'honneur de leur souverain pour détruire la nouvelle réforme, et placer Marie sur un trône qui ne lui appartenoit point. Élisabeth, s'occupa d'abord à s'opposer à tous ces projets en fomentant des divisions intestines parmi ses ennemis, et en affermissant sa couronne sur l'amour de son peuple.

L'Écosse en proie, comme le reste de l'Europe, aux fureurs du fanatisme, étoit divisée en deux factions également puissantes : la reine douairière abandonnoit les protestans à la haine du clergé; les catholiques, soutenus par la France, commençoient à prendre une supériorité si obstinément disputée : les protestans s'adressèrent à Élisabeth qui promit de les protéger et de les défendre : en conséquence elle fit passer en Écosse une armée commandée par le duc de Norfolk ; les alliés furent forcés de demander la paix. Par le traité qui fut conclu, les Français s'obligèrent d'évacuer l'Écosse, et il fut stipulé que François et Marie ne prendroient plus le titre de roi et de reine de l'Angleterre : l'Écosse embrassa la réforme;

l'autorité du pape, et les lois établissant les dogmes de l'église romaine, furent abolies. Ce traité d'Édimbourg fut l'ouvrage d'une profonde politique; Élisabeth déconcerta les projets de la reine régente d'Écosse par son alliance avec les confédérés de ce royaume : l'établissement de la religion réformée assurait la tranquillité de l'Angleterre; les protestans, en abattant la faction française, garantissoient les provinces de la Grande-Bretagne.

François II mourut; Catherine de Médicis fut déclarée régente du royaume de France. Marie, éternel objet de sa haine et de sa jalousie, fut forcée de retourner en Écosse. Cette princesse demanda à Élisabeth la permission de passer dans ses états; la reine lui répondit qu'elle lui accorderoit cette grâce, à condition qu'elle confirmeroit le traité d'Édimbourg. Marie refusa de consentir à cette ratification. Élisabeth, contre les droits de la justice, envoya une flotte pour combattre et enlever Marie; mais elle arriva heureusement dans ses états. Cette princesse opéra une révolution subite, quoique la réforme fût établie en Écosse. A peine eut-elle paru à Édimbourg, que sa jeunesse, ses charmes, les grâces de ses manières et ses malheurs, lui con-

AN. 1558. cilièrent l'affection de son peuple. Marie n'étoit point ambitieuse ; contente de régner sur une nation chérie , elle vouloit la rendre heureuse par la sagesse et la douceur de son administration ; mais les catholiques , tourmentés par une inquiétude religieuse , et égarés par les conseils de la cour de Rome , forcèrent Marie de demander à Élisabeth de la reconnoître pour son héritière. Cette demande fut rejetée ; Élisabeth sut adoucir ce refus , par les expressions les plus délicates de la politesse et de la modération. Marie , plus occupée de ses plaisirs que de l'ambition , regardoit avec indifférence le trône d'Angleterre : tandis qu'elle cherchoit l'estime et l'amitié d'Élisabeth , cette dernière princesse s'occupoit à étudier les sentimens de son cœur , et à pénétrer dans ses pensées les plus secrètes.

Cependant les Guises voyoient la nécessité où se trouvoit Marie , de chercher quelque appui dans une alliance étrangère. On multiplioit les négociations dans toutes les cours de l'Europe. L'habile Élisabeth sut prévenir le nouveau danger auquel pouvoit l'exposer le mariage de Marie avec un souverain. La reine n'avoit point d'allié pour détruire cette ligue qui menaçoit son trône. Philippe , offensé du refus qu'il venoit d'éprouver , lui avoit rendu

le collier de l'ordre de la jarretière. C'est ici qu'Élisabeth commença à développer une politique perfide qui a flétri sa mémoire : elle proposa à Marie d'épouser un seigneur anglais, offrant à cette condition de la reconnoître pour son héritière ; elle l'invita d'épouser le lord Dudley, comte de Leycester, le seigneur le plus beau de la cour : cependant Élisabeth n'étoit pas disposée à céder son amant. Marie ne vit pas le piège ; elle refusa, malgré les pressantes sollicitations du cardinal de Lorraine, d'épouser Charles, second fils de l'empereur Ferdinand, et accepta la proposition d'Élisabeth. Cette princesse, jalouse jusqu'à la fureur ; crut qu'une décision aussi prompte ne pouvoit être que l'effet d'une amoureuse passion : pour punir et déconcerter Marie, elle rétracta sa promesse relativement à la succession ; mais la reine d'Écosse, qui aimoit sa liberté, dans le sein même du plaisir, ne s'occupa plus de la négociation. Le conseil d'Édimbourg sollicitoit Marie de prendre un époux : on choisit le lord Darnley, fils de Stuart, AN. 1565. comte de Lenox. Ce seigneur paroissoit le moins propre à donner de l'inquiétude et de l'ombre à Élisabeth ; elle comprit combien il seroit difficile de s'opposer à cette alliance : elle consentit à ce mariage ; mais cette femme, dont

AN. 1565. la conduite privée présente un mélange bizarre de ridicules , de contradictions et de bassesse , ayant appris par hasard que le comte de Lenox aimoit passionément la reine d'Écosse , se livra à des mouvemens de rage et de fureur ; ordonna au comte de se rendre à l'instant à Londres , sous peine de désobéissance ; fit arrêter son frère , et confisqua tous les biens de la famille. Le comte de Lenox n'obéit point , et épousa Marie. Ce mariage ne fut pas heureux ; Lenox se rendit odieux par ses vices ; Marie devint inconstante et dédaigna son mari : il s'en aperçut ; s'en plaignit amèrement , et s'en vengea par le meurtre d'un nommé Rizzo , qu'il soupçonna être le séducteur : et l'amant de sa femme. Marie jura la perte de son mari , se ligua avec le comte de Bothwel , et concerta avec lui sa vengeance. Le lit où reposoit le comte de Lenox , fut enlevé par l'explosion d'un baril de poudre ; il fut enseveli sous des ruines de feu. Toute l'Écosse accusa Bothwel de ce meurtre : la reine le justifia en l'épousant. La nation , indignée , prit les armes ; Bothwel s'enfuit dans les îles Orcades ; y rassembla quelques navires ; fit pendant quelque tems le métier de pirate , et périt misérablement. Marie est poursuivie et faite prisonnière ; le peuple en fureur deman-

de sa mort. Élisabeth, conséquente dans ses AN. 1565.
principes despotiques, pensa qu'une nation
n'avoit pas le droit de juger ses maitres : elle
interposa sa médiation, et envoya un ambas-
sadeur en Écosse, pour appaiser la révolte ;
fit signer à Marie un traité qui la condamnoit
à une prison perpétuelle, et la força de re-
mettre la couronne à son fils. Le comte de
Murray fut nommé régent du royaume.

Marie avoit des partisans et des défenseurs :
le jeune Douglas à qui l'accès auprès de sa
personne étoit permis, en devint amoureux ;
il la fit évader dans un vaisseau, dont il diri-
gea seul la manœuvre. A peine Marie fut-elle
débarquée à Hamilton, que la fleur de la no-
blesse vola au devant d'elle : jamais elle n'a-
voit vu une cour aussi brillante ; jamais elle
n'avoit commandé à une armée aussi nom-
breuse. Marie protesta contre son acte de ré-
signation, et les lords assemblés anéantirent
ce traité scandaleux. Murray, rassemblant ses
troupes à la hâte, marcha contr'elle ; lui li-
vra bataille ; la vainquit, et ne lui laissa
d'autre ressource que dans la fuite : ce fut
dans cet état, qu'après avoir erré au gré des
hasards, sa funeste destinée la conduisit en
Angleterre. C'est ici que la conduite d'Élisa-
beth devient par degrés un objet d'étonne-

ment et d'indignation : cette femme, dans le délire de sa haine et de sa jalousie, va se rendre coupable d'un crime, que la postérité ne cessera de lui reprocher : ce n'est point ici une foiblesse de l'ame, un égarement de la raison, un désespoir de la conscience ; c'est un forfait médité avec art, et exécuté avec la tranquillité de la réflexion.

AN. 1568. Marie jusqu'à présent coupable, mais désormais intéressante par ses malheurs et ses persécutions, s'empressa d'instruire Elisabeth de sa déplorable situation ; elle lui demanda son amitié et son alliance, pour remonter sur son trône. La reine lui répondit qu'elle étoit disposée à la défendre contre ses ennemis ; mais qu'il falloit qu'elle se justifiât de l'accusation du meurtre de son mari. Marie eut l'imprudence de soumettre cet éclaircissement à la décision de sa mortelle ennemie. Elisabeth se hâtant de saisir une occasion qui la rendoit arbitre de la destinée de Marie, nomma des juges pour examiner et juger les meurtriers du comte de Lenox, et ordonna à Murray de venir rendre compte de sa conduite envers sa souveraine. Murray comparut ; il rapporta des preuves multipliées, qui constatoient le crime de Marie : on lui proposa de céder le trône à son fils ; elle refusa de consentir à ce

traité, et demanda la liberté de passer dans une cour étrangère. Cette demande fut éludée sans aucun refus positif; cependant Elisabeth ne pouvoit point retenir une reine, qui avoit cherché un asyle dans ses états : une princesse détrônée, accablée sous le poids de l'infortune, devoit exciter la compassion et la vengeance des souverains, intéressés à défendre leurs droits et leur autorité contre les attentats des peuples; mais la politique n'est pas comme la morale; cette science incertaine n'a point de principes fixes et constans; elle varie au gré des événemens, des passions et des intérêts des rois. Elisabeth ne consultoit que sa haine et sa jalousie; elle voyoit une rivale ornée des graces de la nature, redoutable par ses prétentions, et alliée aux princes catholiques: elle médita alors un crime, en calcula la possibilité et les avantages.

Marie reconnut, mais trop tard, son imprudence, en demandant l'alliance d'Elisabeth qui étoit son ennemie, autant par jalousie que par politique; elle comprit que rien ne pourroit la soustraire au sort qui la menaçoit, que l'heureux don qu'elle avoit reçu de la nature, d'intéresser par ses charmes et ses malheurs : les ames sensibles qui n'avoient aucun intérêt direct à lui nuire; et ses amis

AN. 1568. crurent que , pour l'arracher au danger de sa situation , il seroit peut-être possible de lui choisir pour époux , le duc de Norfolk , le plus noble , le plus riche et le plus vertueux seigneur de la cour : on communiqua ce projet au duc et à Marie ; ils y consentirent , et , quoique d'abord on eut convenu de demander l'agrément d'Élisabeth , Norfolk y trouva tant d'obstacles qu'il y renonça : il fit approuver son mariage par la partie la plus considérable de la noblesse ; il cherchoit des conseils et des défenseurs parmi ces seigneurs riches et puissans , propres à balancer et à combattre l'autorité d'Élisabeth. Ce projet conçu secrètement , n'échappa pas à la prudence de la reine. Norfolk fut arrêté et ensuite remis en liberté , sous le serment qu'il fit de rompre son mariage avec Marie. L'évêque de Ross , ambassadeur de la reine d'Écosse , demanda à Élisabeth la liberté de sa souveraine. Cette princesse lui répondit de ne point persister dans cette demande , à moins qu'il ne voulût voir voler les têtes des chefs de la conjuration : peu de tems après , Élisabeth découvrit une conspiration. Les agens du pape offroient les foudres du vatican ; le roi d'Espagne promettoit une armée ; le duc d'Albe offroit d'attaquer l'Angleterre ; le gouverneur de

de Dunkerque étoit venu déguisé en matelot, *AN. 1568.* pour examiner les ports de la Grande-Bretagne. Aciapen Wetelly, un des plus fameux capitaines de son siècle, devoit exhorter le peuple à prendre les armes, presser l'exécution du complot, annoncer le départ des troupes auxiliaires, et commander l'armée; mais l'activité et la précipitation dissipèrent cette terrible confédération.

Élisabeth vit le danger de retenir Marie dans ses états; elle lui proposa de la placer sur le trône de ses pères; mais à des conditions, qui, quoique rigoureuses, furent cependant acceptées. Le traité portoit que la reine d'Écosse confirmeroit le traité d'Édimbourg; renonceroit à ses droits sur le trône d'Angleterre; n'auroit aucune correspondance avec les Anglais et les Irlandais rebelles; ne se marieroit que de son consentement; livreroit en otage son fils et six seigneurs; puniroit les assassins de son mari; remettroit certaines places pour la sûreté de l'Irlande, et feroit ratifier ce traité par les états de son royaume.

Élisabeth se repentit d'avoir fait ces offres: elle fit jouer des scènes ridicules pour prouver qu'il n'étoit pas en son pouvoir de remplir ses promesses. Cet artifice odieux indigna

AN. 1568. Marie et ses défenseurs ; ils concertèrent les moyens d'arracher la reine à la haine de sa persécutrice : on choisit une seconde fois Norfolk ; il fut facile de séduire ce seigneur qui aimoit Marie : on traça le plan d'une conspiration qui fut bientôt découverte ; Norfolk fut arrêté et condamné à mort. On suggéra à Élisabeth de livrer Marie à la rigueur des lois. Les communes demandèrent sa mort ; mais le conseil se contenta de resserrer encore plus étroitement la reine captive , et de multiplier les émissaires et les satellites : cette précaution prudente sauva Élisabeth ; ses ministres découvrirent une nouvelle conspiration , dont les effets devoient être terribles. Le moment étoit fixé , où deux assassins devoient poignarder Élisabeth et briser les fers de Marie ; des forces étrangères étoient prêtes à la défendre contre les protestans , et à la placer sur le trône d'Angleterre. Le comte de Leycester fut chargé de former dans le royaume une association générale , pour détruire les ennemis de la religion protestante. On établit un tribunal , composé de vingt-quatre magistrats , pour poursuivre les auteurs et les complices de la révolte ; on ordonna aux jésuites , aux prêtres catholiques de sortir du royaume ; on publia quelques lois aussi injustes qu'oppres-

sives ; plusieurs seigneurs anglais furent ren- An. 1568a
fermés dans la tour.

Le conseil, avant de punir les conspirateurs, voulut s'instruire si la reine d'Écosse en étoit complice : on facilita aux conjurés les moyens d'entretenir avec Marie un commerce de lettres : on sait par ses réponses qu'elle autorisoit les entreprises qu'on concertoit pour rompre ses fers ; mais il est certain qu'elle ignoroit le projet des conjurés d'assassiner Élisabeth. La persécution, la crainte força Marie à favoriser cette conspiration ; elle pouvoit le faire et par droit de justice, et par droit de nature.

Élisabeth comprit qu'il falloit consommer le crime qu'elle avoit médité ; elle crut pouvoir justifier son attentat, sous prétexte de pourvoir à sa propre sûreté : elle se trompoit sans doute ; mais elle ne marcha pas moins avec assurance au dénouement de cette scène sanglante ; elle nomma des commissaires qu'elle revêtit du pouvoir de faire le procès à Marie. Cette princesse refusa de reconnoître ce tribunal et d'y comparoître ; mais elle y fut engagée par les conseils perfides de Hatton, vice-chambellan. Marie fut jugée et condamnée à mort.

AN. 1568. Elisabeth fit alors de profondes réflexions : tourmentée par les remords , et jalouse de transmettre à la postérité un grand nom , elle parut hésiter quelque tems à confirmer ce jugement inique ; mais sa haine et sa jalousie étoient trop profondes pour lui inspirer un sentiment de justice et de clémence. Elisabeth vouloit satisfaire cette haine terrible qui tourmentoit son ame , et conserver en même tems un nom sans tache et une gloire pure. Pour y parvenir , elle ajouta le ridicule au crime , et de l'hypocrisie à la férocité ; elle croyoit pouvoir tromper son siècle et l'univers , en rejetant l'atrocité de son forfait sur le parlement. La reine l'engagea à lui demander l'exécution de la sentence de mort , comme un acte de justice qu'elle ne pouvoit refuser au salut de son peuple : elle affecta de gémir et de verser des torrens de larmes sur cette nécessité qui l'empêchoit de manifester sa douceur et sa clémence ; elle ordonna à ses satellites de publier que l'état étoit dans un péril éminent ; qu'une nouvelle conspiration alloit lui ôter son trône et sa vie ; qu'une exécution sévère et prompte , pouvoit seule prévenir les révoltes et les conspirations : tantôt c'étoit une flotte qu'on avoit vu paroître dans le canal ; tantôt c'étoit une armée française déjà débar-

quée à Douvres ; ici c'étoit une conjuration AN. 1568.
formée par des catholiques romains qui , ne
composant pas un vingtième des habitans ,
devoient égorger la nation. Élisabeth , cruelle
par principe , jalouse par sentiment , politique
par intérêt , signa l'arrêt de mort ; elle cher-
cha à tromper la foi publique , en désavouant
l'ordre sanguinaire qu'elle avoit déjà donné
pour l'exécution de la sentence ; elle le livra
d'une manière équivoque ; défendit à haute
voix qu'on l'exécutât , et ordonna secrètement
les apprêts du supplice ; elle fit passer cet or-
dre par les mains d'un homme factieux et
obscur , qu'elle savoit punir sans se compro-
mettre. Marie reçut la mort avec une fermeté
héroïque. Élisabeth joua par gradation la sur-
prise , le courroux , le désespoir ; elle menaça
de punir les traîtres qui avoient osé transgres-
ser ses ordres ; fit arrêter cet homme dont
elle s'étoit servi pour tromper la nation. Il
fallut donner de l'appareil à une affliction si
profonde : Élisabeth fit mettre dans son ap-
partement les marques de deuil , s'y enferma
et en défendit l'entrée aux courtisans : cette
parade grossière n'en imposa point ; on décou-
vrit sa détestable hypocrisie.

Telle fut la conduite d'Élisabeth. Les histo-
riens qui ont voulu la justifier , sont des écri-

AN. 1562. vains coupables , qui méritent la haine de la postérité. A considérer la nature des choses par la différence des forces et de l'autorité , il est certain qu'une jalousie frénétique dirigea les projets et les actions d'Élisabeth ; que cette passion , qui tourmentoit cruellement son ame , l'excita à la tyrannie et à la cruauté. Marie étoit embellie des graces de la nature ; elle enchaînoit les cœurs en leur inspirant un sentiment d'amour et d'intérêt. Élisabeth n'étoit pas telle ; elle captivoit les esprits et imprimoit dans les ames un sentiment de crainte et de respect ; elle voyoit avec un dépit mortel le pouvoir et l'empire qu'exerçoient la beauté et les graces. Pour justifier tous ces faits , continuons à examiner rapidement la conduite privée d'Élisabeth : l'éclat de son règne , sa vie publique et le respect général qu'on porte à sa mémoire , ont rendu les écrivains très-circonspects sur ses galanteries. L'histoire est destinée pour instruire le genre humain ; elle doit montrer les foiblesses et les crimes des rois , ainsi que leurs vertus et leurs talens , pour épouvanter les princes méchans , et consoler les bons.

Il est difficile de trouver un intervalle pendant la vie d'Élisabeth , où elle n'ait pas été engagée par quelque intrigue galante. Sous

le règne de sa sœur, elle aima ce beau An. 1568.
Courtenay, qui refusa d'épouser Marie, pour
ne point se rendre coupable d'ingratitude.
Quelques fragmens de vers, parvenus jusqu'à
nos jours, nous apprennent que ce premier
amant fut heureux : à ce premier objet d'une
passion satisfaite, succéda le comte de Ley-
cester, cet homme charmant, mais deshono-
ré et souillé de tous les vices : cette intrigue
dura long-tems, et il semble qu'elle se sou-
tînt même avec l'habitude des infidélités réci-
proques.

Le duc d'Anjou, qui régna en France,
sous le nom de Henri III, s'étant placé sur
le rang des concurrens qui aspiraient au trône
plus qu'au lit d'Élisabeth, fut plus adroit que
les autres ; il affecta plus d'amour dans son
choix, que d'ambition dans ses vues. Éliisa-
beth, flattée d'un sentiment si vif et si tendre,
donna à l'amant passionné des témoignages de
son amour et de sa reconnoissance ; il obtint
même une heure d'entretien particulier, et
partit content et heureux. Le prince paroît
encore : Élisabeth, pour anticiper l'instant
de son bonheur, tira de son doigt l'anneau
précieux, et le donna au duc en présence des
seigneurs de sa cour. La nation commença
à se plaindre et à murmurer : Walsingham,

AN. 1568. Hatton, les plus intimes confidens d'Élisabeth, annoncèrent publiquement la perte de la liberté, et la ruine de la religion de l'état. Leycester, par ambition ou par jalousie, devint furieux; il menace et gémit: la reine lui sacrifie le prince français. On prétend que son cœur sensible, mais inconstant, partagea ses affections et ses faveurs entre le duc et Leycester son agent, homme aimable et adroit séducteur. Il paroît évident que, depuis cette époque jusqu'à l'exécution du comte d'Essex, elle eut pour amant Hatton, Montjoye, Tornlen, Seymour et plusieurs autres seigneurs, dont le nom d'Essex, écrit en caractère de sang, termine le tableau.

Il étoit naturel qu'une femme, qui joignoit la sensibilité du cœur au despotisme de l'ame, fut terrible dans sa jalousie. Cette passion étoit si active et si redoutable, que, se croyant embellie des graces de la nature, la seule idée de préférence la rendoit frénétique: elle auroit vu avec fermeté la chute de son trône, et n'auroit pu résister au dédain et à l'indifférence de ses amans. Elle sacrifioit tout à cette passion, jusqu'à la frugalité, vertu qui lui étoit naturelle: jamais femme ne fut si somptueuse ni recherchée dans sa parure; elle laissa plus de trois mille habits qu'elle n'avoit

porté qu'une fois ; elle varioit tous les jours, AN. 1568.
 ce qu'on appelloit ses déguisemens : hier,
 fière Amazône ; la veille , simple bergère ;
 aujourd'hui , belle Grecque ; demain , minau-
 dière française : elle aimoit sur-tout l'habit
 Italien , qui donnoit un jeu merveilleux à ses
 longues tresses de cheveux ; et dans cet état
 qui ajoutoit encore à sa laideur , elle deman-
 doit à l'ambassadeur de Marie , laquelle des
 deux reines il croyoit la plus belle. Raleigh ,
 cet homme extraordinaire , doué de cette force
 de génie , qui enfante des prodiges , aimoit
 tendrement lady Trogmarton , fille-d'honneur
 de la reine. Cette jeune personne étoit dans
 cet âge heureux , où la jeunesse a tous les at-
 traits de l'innocence et de la beauté : les cœurs
 sensibles des deux amans se cherchoient , s'at-
 tiroient , se captivoient. Élisabeth bannit de
 sa présence la jeune lady , et fit conduire
 Raleigh en prison : elle pousoit le ridicule
 et la frénésie si loin , qu'elle avoit fait à ses
 courtisans et à ses ministres , une espèce de
 devoir de ce qui , avec tout autre souveraine ,
 eût été de la dernière indécence. Ils feignoient
 tous de l'amour pour elle , et le mieux ac-
 cueilli étoit celui qui marquoit des desirs plus
 pressans. La princesse entretenoit un com-
 merce de lettres où l'on voyoit le style de la

AN. 1568. passion, de la galanterie et du ridicule : « J'é-
 » tois accoutumé, écrivoit Raleigh à Cécil,
 » à la voir conduire un coursier comme Ale-
 » xandre, chasser comme Diane, et se pro-
 » mener comme Vénus : tantôt elle paroissoit
 » semblable à une nymphe dont le zéphir
 » agite les beaux cheveux flottans sur un
 » col d'albâtre ; tantôt, négligemment assise
 » sous un ombrage frais, on l'eut prise pour
 » une déesse ; quelquefois elle chantoit comme
 » un ange ; quelquefois les accords mélodieux
 » de son clavessin surpassoit les prodiges
 » d'Orphée ». Un voile énigmatique couvroit
 les détails les plus obscènes ; par de petites
 ruses on piquoit sa curiosité, et l'on se trou-
 voit forcé à lui donner l'explication de ces
 voluptés mystérieuses,

Pendant un règne de vingt-cinq ans, Éli-
 sabeth refusa constamment de donner à son peu-
 ple la satisfaction de se marier, et de régler
 sa succession : elle répondoit que, par la cé-
 rémonie de son sacre, elle s'étoit mariée avec
 son peuple ; qu'elle regardoit ses sujets comme
 ses enfans, et qu'elle désiroit de transmettre
 son nom à la postérité avec cette inscription :
Ci-gît Élisabeth, qui mourut reine et vierge.
 Mais si, en considérant la vie privée de cette
 princesse, il est difficile de croire à cette vir-

ginité , il faut conclure que ce n'étoit point AN. 1568.

la crainte de périr en devenant mère , comme le rapportent les historiens de sa vie , qui lui fit former la résolution de ne point s'unir par les nœuds du mariage : Élisabeth , reine impérieuse et hautaine , redoutoit d'être forcée de partager avec un époux les droits de la souveraineté ; elle trembloit de voir un maître dans son mari : femme inconstante et sensible , les devoirs du mariage auroient peut-être enchaîné sa liberté , ses penchans et ses inclinations volages ; cependant cette femme inconcevable , ayant appris la naissance de Jacques I^{er} , tomba dans une profonde mélancolie , et prononça ces paroles remarquables : *La reine d'Écosse est mère ! et je suis un arbre stérile et un tronc inutile !* Mais il est tems de terminer le tableau des foiblesses , des caprices et des vices d'Élisabeth , et de nous occuper de ces grands objets , que va nous présenter son administration.

Élisabeth , comme souveraine , présente un spectacle d'étonnement et d'admiration : sa vie publique nous offre des actions extraordinaires et des prodiges surprenans ; son règne , aussi heureux que brillant , nous montre le génie du législateur , les talens du politique , et les vertus d'un roi. Cette princesse fut rigide en-

AN. 1558. vers elle-même; elle fit supporter sans murmure, et même goûter à ses sujets, cette rigidité des principes, qui fut la base de son administration. Si quelquefois ils crurent voir avec inquiétude un penchant visible au despotisme, elle les consola si bien par l'exercice même de son autorité, qu'ils regardèrent cet abus de son gouvernement, comme un ressort nécessaire à la gloire de ce gouvernement même. La domination absolue d'Élisabeth a imprimé sur la nation anglaise, un caractère de dignité et d'énergie, qu'elle perdra nécessairement sous un prince foible. Il faut à cette nation inquiète et factieuse, des rois fermes, qui défendent l'autorité du trône contre les usurpations de la démocratie; ils éviteront, par leur courage, ces troubles et ces guerres, qui ont agité et ébranlé l'état sous ces souverains foibles, qui ont méconnu, ou qui n'ont pas eu la force de soutenir, leurs droits et leurs prérogatives.

Élisabeth, placée par la constitution actuelle à la tête d'une église protestante, devenoit l'appui naturel de tous les réformés, et devoit regarder comme ennemis, tous les princes catholiques. Cette considération l'engagea dans des guerres, auxquelles elle étoit peu portée par inclination, mais qu'elle soutint

avec gloire. Élisabeth profita d'abord des dis-
 sentions qui déchiroient la France , pour s'em-
 parer du Havre - de - Grace , que le prince de
 Condé lui offrit , pour prix d'un secours de
 troupes et d'argent qu'il en obtint : elle espé-
 roit faire un échange de cette place pour celle
 de Calais , dont elle savoit que la perte étoit si
 sensible à la nation ; mais cette spéculation poli-
 tique ne réussit pas : le prince de Condé vaincu
 à Dreux , fit la paix , négligea les intérêts d'É-
 lisabeth , et le Havre resta à la France. Ce
 revers rendit , dans la suite , la reine plus cir-
 conspecte dans ses négociations ; cependant elle
 fut encore trompée par Charles IX qui , la
 regardant comme un obstacle à ses projets
 sanguinaires , s'unit avec Élisabeth , par une po-
 litique aussi hardie que perfide. Ce prince fé-
 roce exécuta le massacre de la Saint - Barthele-
 my , dans un tems où la reine d'Angleterre ne
 pouvoit donner aucun secours aux malheu-
 reuses victimes de cette atrocité.

Il sembloit qu'Élisabeth étoit encore chan-
 celante sur son trône : la cour de France , in-
 téressée à venger l'outrage fait à un prince du
 sang , pouvoit faire une invasion en Angle-
 terre ; le duc de Guise s'occupoit à favoriser
 la révolution d'Écosse , et à se réunir avec
 Jacques ; le roi d'Espagne , devenu formida-

Av. 1568. ble par ses conquêtes, pouvoit se réunir aux Flamands et aux Anglais rebelles; les Irlandais étoient disposés à la révolte; les catholiques, impatiens d'exécuter la bulle d'excommunication, étoient prêts à former une confédération dangereuse; une faction protestante reconnoissoit les droits de la reine d'Écosse. Elisabeth brava cette ligue terrible : elle voyoit que la France alloit devenir le théâtre de nouvelles factions intestines; que Henri III, occupé à prévenir les projets ambitieux du duc de Guise, avoit intérêt à maintenir la paix et l'alliance de la Grande-Bretagne; que le duc de Guise étoit trop foible et trop attaché à son association particulière, pour se réunir aux partisans de la reine d'Écosse; que Philippe, mal affermi dans ses conquêtes, obligé de défendre ses domaines des Pays-Bas, avoit besoin de ses forces et de ses trésors pour combattre les puissances voisines. Cette science profonde de la politique, cet art si difficile de connoître les intrigues, de pénétrer dans les secrets des rois, épargna à Elisabeth des alarmes, et servit, plus que la force des armes, à l'affermir sur son trône.

Philippe se rendoit dans les Pays-Bas l'horreur et le scandale de l'Europe. Elisabeth vit que la confédération des rois de France et d'Es-

pagne menaçoit également tous les membres An. 1568, épars de l'église protestante ; elle fit une alliance avec les princes allemands qui avoient embrassé cette communion , et fit tous les préparatifs nécessaires pour arrêter la tyrannie et la férocité de Charles et de Philippe. Elle fit passer aux princes allemands , de l'argent pour lever des troupes ; envoya une armée et des sommes immenses aux Provinces-Unies et en Écosse. Ainsi , contrebalançant par tous ces moyens la ligue des catholiques , Élisabeth faisoit jouir son peuple des douceurs de la paix. Elle employoit ces momens précieux à amasser par son économie , des sommes suffisantes pour éteindre les dettes immenses qu'avoient contractées Henri VIII , Édouard VI et Marie.

Philippe venoit de conquérir le Portugal , et s'étoit emparé du commerce des Indes : ce prince se déclaroit le défenseur de la foi et le destructeur de l'hérésie , moins par zèle pour la religion , que pour satisfaire son ambition effrénée. Élisabeth lui déclara la guerre : le fameux Drake fut envoyé dans les Indes occidentales avec une flotte : cet amiral , aussi habile qu'heureux , prit l'île Saint-Vincent , le fort Philippe , détruisit les barques et les bâtimens qui étoient le long de la côte jusqu'à Cuscoès , et rappor-

AN. 1568. ra dans sa patrie les dépouilles et les trésors de l'Espagne. Cependant Philippe méditoit sa vengeance ; il équipa , avec tout le secret possible , une flotte destinée à conquérir l'Angleterre. Drake , qui avoit porté la terreur de son nom dans le nouveau monde , instruit qu'une partie de cette flotte étoit devant Cadix , l'attaqua dans le port , en brûla plus de cent vaisseaux ; et avant d'entrer dans le canal , en intercepta un riche convoi que Philippe attendoit des Indes. Ce prince redoubla la célérité de ses préparatifs , acheva d'équiper la flotte la plus considérable qui ait jamais paru sur l'Océan ; elle fut nommée l'invincible *Arminda*. Sixte-Quint fulmina une nouvelle bulle d'excommunication contre Élisabeth , et accorda des indulgences à ceux qui se réuniroient à Philippe. Élisabeth n'avoit à opposer à la flotte espagnole que vingt-six vaisseaux ; mais la marine anglaise jouissoit déjà de l'avantage , qu'aura toujours la Grande-Bretagne sur tous les autres peuples du monde : elle avoit d'excellens matelots ; et Drake servoit sous l'amiral Titulaire. L'approche de l'ennemi ne déconcerta point Élisabeth : elle donna ses ordres avec une présence d'esprit , une affabilité qui étonnèrent et enchantèrent ses troupes , monta à cheval , harangua elle-même son armée

mée à Bambury, et enflamma son zèle et son courage. Enfin, l'invincible *Arminda* portant à bord vingt mille hommes de troupes d'élite, entra dans le canal; mais la moitié des vaisseaux furent pris ou coulés à fonds; le reste, dispersé par la tempête, périt, ou s'en retourna en Espagne.

Élisabeth ayant ainsi déconcerté les projets Ann. 1586. du conseil d'Espagne, et humilié Philippe, tourna ses regards sur la France; elle vit dans Henri IV le bras qui lui étoit nécessaire pour détruire la ligue; elle l'aida de troupes et d'argent, et contribua à placer ce héros sur le trône, où sa naissance et ses vertus l'appeloient. Élisabeth attaqua ensuite Philippe; Cadix fut pris d'assaut; l'amiral espagnol fut forcé à mettre lui-même le feu aux vaisseaux qui se trouvoient dans le port, pour en dérober la prise aux Anglais.

Philippe excita une révolte en Irlande. Grégoire XIII méditoit la conquête de ce royaume, pour placer la couronne sur la tête de Jacques Bacon Compagno, son fils naturel; mais la bataille d'Aleuzan, et la mort de Sébastien et de Stuekley, vinrent détruire les projets et l'espoir du pontife: le comte de Tyrone se mit à la tête d'une armée de dix mille rebelles, et ravagea les côtes de l'An-

AN. 1586. gleterre. Elisabeth envoya Jean Norwège pour combattre Tyrone : Norwège est vaincu , et Tyrone continue ses dévastations. Le comte d'Essex taille en pièces les Irlandais qui sont forcés de demander la paix. Le général anglais se rend en Espagne, brûle et coule à fonds plusieurs vaisseaux ; et s'empare d'un convoi qui apportoit des richesses immenses. Telles furent les dernières expéditions, qui portèrent la gloire d'Élisabeth à ce degré de prodige qui étonna l'Europe. Cette princesse qui, par son intrépidité, étoit propre à braver les hasards et les dangers de la guerre, même dans le tumulte des camps, plus propre encore par sa prudence à en diriger les opérations, n'en entreprit jamais , dans la vue de faire des conquêtes, et ne s'y engagea que par la nécessité où elle se trouvoit d'affermir son trône, de soutenir la cause de la réforme, et d'arrêter l'ambition de la maison d'Autriche, qui menaçoit toutes les puissances de l'Europe : elle déconcerta les projets de ses ennemis, en opposant aux entreprises lentes de quelques-uns une activité infatigable, et arrêtant par sa modération les démarches précipitées de quelques autres.

Élisabeth, occupée de l'administration intérieure du royaume, est encore plus digne de

notre admiration. Prévoyante , au sein même AN. 1506. de la paix , elle construisit des arsenaux , les garnit d'armes et de munitions ; éleva , pour la première fois dans ses états , des fonderies , des moulins à poudre ; encouragea l'agriculture , le commerce , les arts et toutes les branches d'industrie , négligées et même inconnues avant elle ; fonda des colonies , créa des établissemens dans le Nouveau-Monde ; remédia à l'altération des monnoies , et conçut ce plan vaste et sublime , d'établir un nouveau système de politique , propre à mettre un frein à l'ambition et aux conquêtes des rois. Pour la première fois , l'Angleterre vit une flotte régulière dans ses ports. Élisabeth est la première qui , dirigeant le génie de son peuple vers la navigation , lui donna l'audace et le courage de prétendre à la domination des mers , dont il a joui si long-tems ; punit les rapines des orfèvres de provinces ; réprima le monopole , l'usure ; purgea ses états de ces hommes qui établissent leur fortune sur les dépouilles du peuple ; confia les charges , les gouvernemens civils , militaires et religieux à des hommes recommandables par leur intégrité , leur science et leur patriotisme ; fit des réglemens sévères contre la simonie des ecclésiastiques et l'avidité des patrons ; délivra son

AN. 1586. peuple de la tyrannie des subalternes. Pour ne point multiplier les impôts, elle aliénoit ses domaines, réformoit le luxe de la cour, et éloignoit les favoris et les déprédateurs. Son économie, qui la portoit à prendre connoissance des détails les plus minutieux des finances, ne provenoit point du désir d'amasser des trésors : elle n'étoit point esclave de l'avarice, comme le lui ont reproché quelques historiens. Un roi avare et calculateur devient le tyran de son peuple, et imprime sur son règne un caractère d'opprobre et de scandale, qu'aucune vertu ne peut effacer. Deux motifs engageoient Elisabeth à être entièrement réservée dans ses dépenses : elle savoit que rien n'opère si efficacement sur l'affection et l'amour des peuples, que la circonspection de leurs souverains dans la levée des impôts ; elle étoit si jalouse de son autorité, qu'elle évita toujours avec soin de donner à ses parlemens, le seul ascendant qu'ils pouvoient prendre, celui des remontrances ; elle refusa même des subsides que les communes lui offroient ; elle leur répondit ces paroles, qui devoient être gravées dans le cœur de tous les rois : *L'argent est aussi-bien dans la bourse de mon peuple, que dans mon trésor.* Communicative et affable avec ses ministres,

elle étoit d'une gravité constante avec ses parlemens; elle leur parloit avec une dignité imposante, ou une sévérité glacée; elle connoissoit l'ambition de ce corps et la nécessité de réprimer cet esprit de faction qui l'animoit. Ce fut vers la dixième année de son règne, que la secte des puritains commença à prendre quelque consistance en Angleterre, et que leur système d'indépendance et d'égalité primitive, se faisoit déjà remarquer dans ses assemblées nationales. Comme ces puritains furent les instrumens et les satellites de ces grandes révolutions, qui rendent les règnes suivans si mémorables; afin de préparer les lecteurs à l'intelligence de ces scènes horribles qui vont se présenter, on s'arrêtera un moment pour considérer l'origine et l'esprit de cette secte formidable.

Marie ayant poursuivi avec le fer et le feu, ceux qui refusoient d'adopter ses opinions religieuses, plusieurs Anglais quittèrent la Grande-Bretagne, pour chercher dans une terre étrangère la paix et la liberté; ils se réfugièrent en Suisse, où l'épiscopat étoit aboli, et les cérémonies de l'église romaine, bannies du service divin; institution, disoient les sectateurs de cette discipline, plus conforme à la simplicité de Jésus-Christ, des apôtres et

AN. 1586. des premiers chrétiens. Les Anglais, de retour dans leur patrie, à l'avènement d'Élisabeth au trône, conservèrent cette forme de gouvernement ecclésiastique, publièrent leur doctrine, et firent des prosélytes puissans : les nobles, dans l'espoir de réunir à leurs domaines les dépouilles des évêques, favorisèrent cette innovation : on appela cette secte les Puritains parce qu'ils portoient plus loin que les autres sectaires, la pureté du culte religieux. Ces Puritains commencèrent d'abord par rejeter l'usage des ornemens sacerdotaux, de l'anneau dans les mariages, de la gémulation ; ensuite ils demandèrent qu'on supprimât la confirmation et le signe de la croix. Élisabeth réprima sévèrement l'audace de ces novateurs ; ils furent forcés à reconnoître les décisions du synode tenu à Londres en 1562, et à se soumettre à la juridiction épiscopale : alors ils se divisèrent en deux classes ; les rigides voulurent conserver leur doctrine dans sa pureté ; dévouèrent au mépris la liturgie anglicane ; formèrent un corps, et tinrent des assemblées, qu'on nomma des *conventicules* : les modérés, sans renoncer à leurs opinions, bornoient leur zèle à des remontrances ; il parut des ouvrages injurieux à la gloire d'Élisabeth, et contraire à la police intérieure

des églises du royaume ; on publia le statut Am. 1686.
 de l'uniformité des prières publiques ; on défendit la lecture des libelles, et on imposa des peines contre les sectaires : la même hardiesse qui portoit ces mêmes enthousiastes à déterminer ainsi, de leur propre autorité, la nature du culte religieux, influoit également sur leurs spéculations politiques ; ils furent les premiers qui annoncèrent et développèrent ce système de la liberté civile, si contraire à sa constitution primitive, et au bonheur de la nation. Ce grand système du nouveau pacte social, qui flatte aujourd'hui si agréablement la vanité nationale, fut moins l'ouvrage de la sagesse et de la raison, que le résultat d'heureux hasards, d'heureuses folies et d'heureux crimes. Le puritanisme étant contraire à toutes les formes du gouvernement, puisqu'il vouloit introduire dans la société, l'égalité primitive, ses principes détruisant les droits de la nation, la force du pacte social et les lois fondamentales de l'état, devoient nécessairement l'ébranler et produire de grandes et terribles révolutions. Il étoit naturel que, sous ce point de vue, Elisabeth s'opposât au progrès d'une secte si dangereuse, et qu'elle s'occupât à humilier des sectaires qui vouloient établir sur les débris de la monarchie, un

AN. 1586. gouvernement bisarré et informe : cet esprit de puritanisme étoit déjà répandu, et dominoit visiblement dans les assemblées du parlement; malgré sa prudence et sa fermeté, Élisabeth parvint difficilement à contenir cette secte factieuse, dans les bornes de l'obéissance et du devoir.

Iverton, homme séditieux et fanatique, se plaignit dans la chambre des communes, que la reine, par un abus de son autorité, affectoit de ne point donner connoissance des affaires qui intéressoient la nation; que c'étoit au parlement, et non à quelques favoris qui composoient le conseil d'Élisabeth, qu'appartenoit le droit de discuter et de régler l'administration publique : dans une autre assemblée, Wentworth, plus audacieux encore, reprocha aux membres des communes, leur indifférence aux progrès du despotisme; se plaignit qu'Élisabeth violoit les lois fondamentales de la constitution, en dédaignant les représentans du peuple, destinés à réformer les abus et les vices du gouvernement : la chambre des pairs, attachée au souverain, parce que chacun de ses membres en tire son éclat, et souvent son existence, défendoit au contraire l'autorité royale.

Élisabeth opposa sa hauteur et sa fermeté

à ces vaines déclamations; elle fit emprisonner les orateurs séditieux, dégrada quelques membres, et annonça aux autres qu'elle n'attenteroit jamais à leur liberté; mais qu'il falloit respecter et exécuter ses ordres, et qu'elle les écouterait lorsqu'il s'agiroit d'examiner des objets dont la loi leur permettoit de prendre connoissance : sa prudence, son ascendant prodigieux sur l'affection du peuple, lui donnèrent le droit et le courage d'humilier ses parlemens, qu'on ne peut considérer alors que comme un corps souverain en apparence, soumis à l'autorité royale, et destiné seulement à régler et fixer les subsides; mais le frein que la rigueur d'Élisabeth opposoit, déjà à ce corps mutilé, suspendoit les effets sans détruire la cause. Pour la première fois Élisabeth manqua de cette politique profonde, qui, s'étendant dans l'avenir, prévoit et s'oppose à des systèmes et à des entreprises qui, quoi qu'indifférentes dans leurs principes, peuvent un jour précipiter la ruine des états, et causer les malheurs des peuples. Un souverain qui gouverne par la justice, qui obéit aux lois, qui s'occupe du bonheur de son peuple, qui éloigne de son conseil des ministres intrigans et déprédateurs, ne doit point craindre ces corps intermédiaires qui, sous prétexte

AN. 1556. de veiller à la conservation des droits de la nation , et de s'opposer à l'abus du pouvoir , cherchent à affaiblir l'autorité royale et à substituer insensiblement un gouvernement républicain à la domination monarchique , la foiblesse des rois , et l'usurpation des droits du trône , doivent nécessairement conduire l'état aux factions et à l'anarchie.

Élisabeth auroit pu , en conservant les privilèges et les droits de ses parlemens , prévenir et détruire les intrigues et les usurpations de ce corps , et affermir pour jamais la nature de la constitution et la tranquillité publique ; mais le feu couvoit sous la cendre ; nous le verrons bientôt éclater et répandre par-tout les horreurs de la dévastation : cette époque est infiniment précieuse aux Anglais , qui , méprisant ces sectaires insensés , dont il reste encore un parti considérable , se croient liés par la reconnoissance à ceux dont les pères prononcèrent les premiers dans le sénat de la nation , le nom de liberté civile.

La monarchie anglaise va perdre son éclat et sa grandeur ; Élisabeth n'aura pour successeurs que des rois foibles , sans énergie , sans vertus , sans talens , et incapables de soutenir la majesté du trône. Cette princesse jouissoit d'une santé qui répondoit à la vigueur de son

ame, lorsque tout-à-coup, sans que l'on pût pour le moment en conjecturer la cause, elle tomba dans un état de langueur et de dépérissement, qui fit bientôt craindre et désespérer pour ses jours : on découvrit dans la suite la nature du poison qui la précipitoit au tombeau.

Il y avoit environ deux ans que le comte d'Essex, seigneur vain et ambitieux, mais sa-
 AN. 1599.
 vant et protecteur des gens de lettres, fut accusé de trahir l'état. Il fut jugé et condamné à mort : la reine qui l'avoit toujours tendrement aimé, en conservoit un souvenir qui déchiroit son ame. L'image ensanglantée de son amant la poursuivait par-tout; la comtesse de Nottingham tomba dangereusement malade, au tems dont nous parlons. Tourmentée par les remords trop lents de sa conscience, elle demanda un entretien particulier avec la reine : l'ayant obtenu, elle lui révéla le complot qui avoit fait périr le malheureux Essex. On connoit l'anecdote de la bague qu'il avoit reçue d'Élisabeth, comme un gage de sa tendresse, dont l'effet devoit être pour lui de désarmer à la première vue le courroux de la reine, si jamais il le provoquoit. Le comte d'Essex, après son arrêt de mort, avoit chargé la comtesse de Nottingham de présenter à Élisabeth ce si-

AN. 1599. gne salutaire de pardon ; et le secret qu'elle venoit de révéler, étoit le coupable abus qu'elle avoit fait de ce dépôt en ne le présentant point. Élisabeth , dans son désespoir , s'écria : *Malheureuse , que Dieu te pardonne ; je n'en ai pas le pouvoir.* A l'instant , sans connoissance et sans mouvement , on la porta dans son appartement ; se jeta sur des carreaux étendus sur le parquet ; et refusa tout secours et toute consolation. Élisabeth vécut dix jours sans cesser de pleurer et de gémir ; elle tomba enfin dans une courte léthargie , qui lui adoucit le passage à la mort. Destinée touchante , remords salutaires qui doivent sans doute servir à expier les égaremens , les foiblesses et les vices de son cœur. Quelques momens avant qu'elle eût perdu l'usage de ses sens , le conseil la supplia de déclarer ses intentions relativement à la succession au trône. Ce fut avec une peine infinie qu'on l'engagea à nommer pour son héritier , Jacques , roi d'Écosse , fils de l'infortunée Marie Stuart : elle ne voulut point le désigner par son nom ; elle dit seulement : *Je suis reine ; je veux un roi pour successeur.* Et il la pressa de s'expliquer : *Un roi me succédera ,* répondit-elle ; *et ce ne peut être que mon parent , le roi d'Écosse.* Ainsi mourut , après un règne de quarante - cinq ans Élisabeth , dont le gé-

nie et les talens l'ont placée au rang de Trajan AN. 1603. Elle éclaira son siècle , suspendit les fureurs du fanatisme ; opéra une révolution salubre dans les opinions et les principes ; humilia ses ennemis ; soutint la majesté du trône et la force du pouvoir ; rendit son peuple heureux , florissant et redoutable par la sagesse de sa législation , par la justice de son administration , par ses triomphes et ses conquêtes : heureuse , si tant de gloire et de grandeur n'eussent point été obscurcies par les artifices de la dissimulation , les détours de l'hypocrisie , la violence de sa jalousie , et par le meurtre de Marie Stuart , reine d'Écosse.

J A C Q U E S I^{er}.

Jacques étoit appelé au royaume d'Angleterre par la loi héréditaire , par un décret du parlement , et par le testament d'Élisabeth. Cette princesse avoit porté la gloire et le nom du peuple anglais à un degré qui étonna l'Europe ; elle avoit créé , pour ainsi dire , un nouvel empire en donnant aux bases politiques de l'état , une forme brillante et solide , et en imprimant sur le caractère anglais cette grandeur et cet orgueil qui préparèrent sa

AN. 1603. puissance et ses conquêtes. Il étoit donc difficile de réparer la perte que venoit de faire la nation par la mort d'Élisabeth : Jacques, qui avoit vu périr sans effroi la reine d'Écosse sur l'échafaud, et qui n'avoit pas pris les armes pour venger et punir la meurtrière de sa mère, paroissoit bien peu propre à obtenir l'estime et la confiance de la nation; mais il étoit tems que la paix vînt fermer l'abîme des calamités publiques : un peuple long-tems tourmenté par sa fureur et sa férocité, est fatigué de combattre sans cesse; il se repose, et ne sort de son inaction que lorsqu'il entend encore le bruit des fers destinés à l'asservir. Jacques fut proclamé roi avec les transports de l'enthousiasme : il jouit quelque tems du tribut que les peuples accordent aux princes qui montent sur le trône. A peine Jacques fut-il reconnu roi, que l'on découvrit une conspiration d'une nature si extraordinaire, qu'il ne fut pas possible dans le tems d'en découvrir les véritables causes : les conjurés étoient un mélange inconcevable de gens de toutes les conditions, rapprochés, on ne sait par quel hasard; liés, on ne sait par quel intérêt : on y trouve des prêtres romains, des puritains, des lords, des artisans. A la tête de ce bizarre assemblage étoit un seigneur d'un rare mérite,

le fameux Gautier Raleigh : il s'agissoit de AN. 1603. renvoyer Jacques en Écosse, et de placer sur le trône d'Angleterre Isabelle Stuart. La conjuration fut découverte, et quelques conjurés punis de mort. Jacques, en héritant de la couronne, avoit hérité du goût bizarre et extravagant de Henri VIII, pour cette doctrine de sciences spéculatives, qu'on nomme controverse. Il étoit grand théologien, et sublime argumentateur ; mais Jacques ne persécuta point par le fer et le feu ceux qui refusoient d'adopter ses opinions religieuses ; il vouloit les convaincre par son éloquence : la vanité cherchoit à combattre l'erreur, et l'orgueil à établir l'empire de la vérité. Il parut plus fier, dit un historien, d'avoir écrit contre les cardinaux Bellarmin et Duperron, que n'auroit été un conquérant de ses victoires. Jacques s'engagea d'abord dans des conférences avec les puritains qu'il prétendoit ramener à l'esprit de conformité ; mais qu'il désiroit de pouvoir détruire, parce qu'il en avoit reçu en Écosse des humiliations personnelles. Cette secte vouloit abolir le culte public et les cérémonies de la religion, et introduire dans l'état le système absurde de l'égalité primitive. Le fanatisme de la religion et l'amour de l'indépendance, doivent produire des hommes

AN. 1603. dangereux et féroces. Jacques auroit illustré son règne, honoré l'humanité, transmis à ses descendans la couronne d'Angleterre, s'il eut pu exterminer cette secte du milieu de son peuple. Ces sectaires, tourmentés tour-à-tour par la superstition et la vengeance, ne s'occupoient que de meurtres, d'assassinats, d'amendes : ils renversèrent la liberté publique ; et, après avoir rendu la nation esclave, la rendirent cruelle et factieuse.

Jacques ne pouvoit point réussir dans l'exécution d'un projet si utile et si honorable : il abandonna les règles de la politique pour ne consulter que la bisarrie de ses goûts et les caprices de ses désirs. Entrer en lice avec ces sectaires, c'étoit leur donner une nouvelle vie, et leur inspirer une nouvelle audace : il falloit prendre la foudre, les combattre et les exterminer. La prudence, la justice, l'intérêt de l'état, le salut du peuple, la conservation de la chose publique, les droits de l'humanité, les prérogatives de la souveraineté, tout exigeoit ce sacrifice. Jacques ne prévint rien : cet esprit foible et superficiel n'étoit guère propre à découvrir les causes et à prévoir les effets d'une révolution qui devenoit inévitable par sa foiblesse : il apporta dans ses conférences la gravité d'un docteur ; opposa des prélats de
grand

grand mérite à quelques ignobles prédicans , AN. 1603. et dégrada la majesté du trône , en discutant sur des questions théologiques. Que des théologiens oisifs s'occupent de leurs absurdes hypothèses ; que des docteurs disputent en liberté sur des questions subtiles qu'ils n'entendent point eux-mêmes ; ces querelles puériles et profondes ne sont point faites pour intéresser le repos des nations , ni pour détourner les regards d'un gouvernement des objets importants dont il doit s'occuper. Jacques triompha ; mais ses ennemis , qu'il avoit humiliés , l'attendoient au parlement : c'est-là , désormais , que les monarques viendront déposer les marques imposantes de leurs dignités , pour recevoir les ordres émanés de ce tribunal qui va usurper les droits de la souveraineté et commander à ses rois ; c'est-là que Jacques va paroître pour demander des subsides , que les communes lui accorderont ou refuseront , au gré de leurs caprices.

Les sciences , en aggrandissant les idées , avoient opéré en Angleterre une révolution dans les mœurs , les opinions et les principes ; les arts faisoient des progrès rapides ; la navigation multiplioit les plaisirs et les richesses ; le système de la politique , en étendant ses différentes ramifications , avoit de nouvelles

AN. 1603. bâses, et dirigeoit les spéculations et les connoissances vers la liberté : sa flamme active échauffa les esprits et éclaira l'homme sur les droits de sa dignité. Tandis que les principes du despotisme étoient annoncés du haut du trône, l'imprimerie, cette sauve-garde de la liberté, instruisoit la nation. On comprit alors que le peuple n'étoit point fait pour obéir aux ordres impérieux et tyranniques d'un despote, et qu'il étoit tems que l'humanité dégradée reprît ses droits, et sortît de cet état d'esclavage et d'oppression où l'avoient ensévelie la barbarie des siècles, l'extravagance des opinions, les erreurs de la politique, les attentats du despotisme et l'insolence des grands. Jacques ne vit point ce travail de l'esprit humain ; incapable de pénétrer dans ces causes secrètes qui préparent, par des opérations lentes et mystérieuses, les événemens et les révolutions, il n'en prévint point les effets ; il s'étoit formé lui-même un système de gouvernement absolu, et s'étoit flatté que la nation se présenteroit elle-même pour recevoir le joug de la servitude. Ce prince n'avoit ni le génie, ni la force militaire, ni les talens de la politique, ni la valeur du héros pour changer et intervertir ces grands desseins que la nature préparoit dans le silence.

Les commencemens de ce règne remarqua. AN. 1693.
 ble en si peu de tems par la révolution subite
 qui se fit dans les idées, relativement au gou-
 vernement, le furent bien plus encore par
 une seconde conspiration plus extraordinaire
 que la première, et dont le récit, malgré
 l'attestation de plusieurs historiens, paroît
 presque incroyable.

Les évêques, les partisans de l'épiscopat,
 connoissoient le génie et le caractère de Jac-
 ques; ils voyoient un prince jaloux de son
 autorité, et par conséquent intéressé à main-
 tenir le gouvernement ecclésiastique fixé par
 les anciennes constitutions du royaume. Ce-
 pendant Jacques, quoique tolérant par prin-
 cipe, crut devoir sacrifier les catholiques à sa
 politique et à ses intérêts; il annonça qu'il
 ne prétendoit rien innover dans les lois établies
 sur la religion, et fit publier une confession
 de foi, où le pontife, la messe, la prééminence
 du saint-siège et les décrets du concile de
 Trente furent proscrits sous les qualifications
 les plus atroces et les plus puériles. Cepen-
 dant les catholiques s'étoient flattés, qu'en
 qualité de fils de Marie Stuart, qu'ils regar-
 doient comme un martyr de la foi, Jacques,
 qui avoit toujours paru les protéger, leur ac-
 corderoit au moins la tolérance de leur culte.

AN. 1603. Lorsqu'ils virent détruire, par sa conduite, leurs plus douces espérances, le mécontentement fut général; le fanatisme inspira à deux scélérats le crime le plus atroce dont les annales fassent mention. Percy et Catesby, hommes de condition, unis par les rapports de la religion et les nœuds de l'amitié, s'entretenant un jour sur l'état déplorable auquel les catholiques étoient réduits, après s'être enflammés l'un et l'autre par l'énumération de leurs maux, ils concertèrent de miner la place sur laquelle s'élève l'édifice où se tiennent les assemblées nationales, et de saisir le moment où le roi viendrait au parlement, pour faire jouer la mine, et ensevelir sous des ruines de feu, le prince, la noblesse et les communes. Ce complot infernal demandoit peu de confidens; deux jésuites furent chargés d'encourager les conspirateurs par l'espoir des récompenses éternelles; quatre domestiques ou artisans furent chargés des détails de l'exécution; on afferma une cave contigüe au palais; on s'y enferma avec des provisions, pour n'être pas interrompu dans les travaux; on perça les fondemens de l'édifice, et on arriva dans une autre cave, précisément située au-dessous de la salle où se tiennent les assemblées nationales; on y mit la quantité de poudre suffisante, et l'on cou-

vrit les barils de morceaux de bois. Ce n'étoit AN. 1603.
 pas assez de faire périr tant de familles ; on
 avoit formé le plan de mettre à profit le dés-
 ordre et la consternation qu'auroit entraîné un
 événement aussi triste ; on devoit demander
 des secours aux puissances catholiques, tandis
 que les émissaires de la cour de Rome, rép-
 andus dans les provinces, prépareroient le
 peuple à renverser l'empire et la religion. Tout
 étoit prêt ; le jour de l'assemblée approchoit,
 lorsque lord Montegle, seigneur catholique,
 reçut un billet anonyme conçu en ces termes :

« Éloignez-vous de ce parlement ; Dieu et
 » l'homme ont résolu de punir la méchanceté
 » des tems. Ne prenez pas légèrement cet
 » avis ; car , quoique le danger ne paroisse
 » pas , cependant ils recevront un terrible
 » coup , sans savoir d'où il vient : le danger
 » sera passé aussi - tôt que vous aurez brûlé
 » cette lettre ; et ce conseil peut vous être
 » fort utile , et ne peut vous faire aucun mal ».

Cette lettre mystérieuse alarma le lord Mon-
 teugle ; il la communiqua au roi , qui ordonna
 que l'on visitât les souterrains : les officiers ,
 chargés de cet ordre , pénétrèrent dans la ca-
 ve louée au nom de Percy , et trouvèrent sous
 les morceaux de bois trente-six barils de pou-
 dres. Un des domestiques mineurs étoit pré-

sent; on l'arrêta, et on trouva sur lui les mèches destinées à faire jouer la mine. Les tourmens des tortures le forcèrent à nommer les conspirateurs. Percy et Catesby firent une défense si désespérée, qu'ils périrent percés de coups mortels. Plusieurs conjurés furent condamnés à mort : les jésuites Garnet et Oldcorne furent pendus.

Jacques se conduisit, dans cette occasion, avec une humanité digne d'éloges. Les puritains intolérans et féroces, firent leurs efforts pour exciter le courroux et la vengeance du roi contre tous les catholiques; ils les représentèrent comme complices nécessaires de cette conspiration; mais ce prince juste et clément déclara avec fermeté qu'il ne confondroit jamais l'innocence avec le crime. La douceur et la magnanimité dans un prince échappé par miracle à un danger si éminent, ne furent point approuvées par la partie la plus considérable de la nation : déjà l'esprit d'indépendance animoit la multitude; déjà la fermentation annonçoit la révolte et les factions.

AN. 1606. Le conseil exigea de tous les sujets du roi un nouveau serment, connu sous le nom de serment d'*allégeance*. On déclaroit que le roi étoit seigneur indépendant des états qu'il possédoit; que le pape n'avoit aucun droit sur

lui, sur son royaume, sur son peuple; que AN. 1606.
 l'on garderoit inviolablement la fidélité due à sa majesté, à ses successeurs, nonobstant toute bulle contraire, sur quelque prétexte qu'elle pût être fondée; que la doctrine de la déposition et du meurtre des souverains excômmuniés étoit impie, hérétique, abominable; que Rome n'avoit pas le droit de délier du présent serment exigé par une autorité légitime, et qu'on juroit d'observer dans toute son étendue, renonçant aux équivoques, subterfuges ou restrictions mentales. Jacques, conséquent dans ses principes de despotisme, ne condamnoit dans les pontifes, que cette suprématie qu'ils vouloient usurper sur les princes de l'Europe. Paul V publia un bref qui défendoit de prêter le nouveau serment *d'allégeance*. Le cardinal Bellarmin tâcha de rendre le roi d'Angleterre odieux à toute la chrétienté. Jacques combattit, dans un ouvrage, le cardinal, et l'accusa de calomnie.

Jacques, occupé de ses idées chimériques de souveraineté, n'avoit pas le génie militaire. Il donna des preuves de son amour pour la paix : ce fut le système qu'il suivit pendant tout le cours de son règne; il renouvela avec la France le traité d'alliance fait par Élisabeth, et refusa de s'unir avec les Provinces-Unies,

AN. 1606. la république de Venise et la France, pour abattre le pouvoir de l'ambitieuse maison d'Autriche. Ces principes pacifiques énervèrent le peuple anglais, et diminuèrent le commerce national : Jacques pouvoit s'opposer à l'augmentation de la puissance et au progrès du commerce des Hollandais. Cette nation ambitieuse s'étoit emparée de la pêche des harengs : les accroissemens en furent si rapides, et les profits tellement multipliés, qu'on la regarda comme la première source de la richesse de la Hollande; elle devint le berceau de sa marine, et la pépinière de ses matelots. Jacques, sur le trône d'Écosse, n'avoit rien négligé pour ôter aux Hollandais cette branche précieuse d'industrie : parvenu au trône d'Angleterre, il déclara qu'il étoit maître de toutes les mers britanniques, et interdit aux étrangers la pêche du hareng; mais les Hollandais, moyennant une somme d'argent, reprirent l'exercice de ce commerce lucratif, et s'enrichirent des dépouilles des Anglais. Jacques exigea pour article principal du traité, que les états généraux poursuivissent comme hérétique, un livre du célèbre Vorthius, l'oracle des arminiens. Quel contraste bizarre, s'écrient les historiens, embarrassés de rendre raison de la conduite du roi : il protège les

catholiques dans son royaume, sur le principe AN. 1606. qu'un prince peut tolérer les ennemis de sa religion, pourvu qu'ils ne conspirent pas contre l'état; il exige d'une puissance étrangère la proscription d'un homme dont la doctrine n'intéresse ni la sûreté de son trône, ni la religion de son peuple. On a vu ce prince qualifier de pures questions d'école le dogme de la transsubstantiation, et sourire dédaigneusement aux mystères de la religion catholique; et à présent il veut disputer sur la grace avec autant de zèle que s'il s'agissoit de prévenir la ruine de la foi chrétienne. C'est la vanité de ce prince qui a produit tant d'inconséquence et tant de bisarrerie : il vouloit étaler sa science, et régler les opinions et la croyance du monde entier sur ses sentimens : en qualité de protecteur des états, il croyoit pouvoir imposer des lois; et comme souverain, il vouloit protéger le prince Maurice qui aspirait à gouverner les Provinces-Unies, et à détruire Barneveld, défenseur intrépide de l'indépendance de la république. La nation murmura contre le traité qu'il venoit de conclure avec la Hollande; Jacques fut outragé dans des libelles; on le représentoit comme un prince qui ne s'occupoit qu'à dégrader son peuple pour établir son despotisme. La foiblesse de ce prince augmenta

l'orgueil et l'ambition des Hollandais ; ils s'emparèrent de la pêche de la baleine ; ouvrage de l'industrie courageuse des Basques et des Biscayens. L'Angleterre n'a pas encore pu parvenir à leur enlever ce commerce , malgré l'encouragement qu'elle a donné aux armateurs par des gratifications considérables , et quoiqu'elle ait accordé aux équipages plusieurs privilèges , comme l'exemption de la presse , et le droit de naturalité pour tous les matelots étrangers.

AN. 1616. Jacques forma un projet vraiment utile à la nation ; il voulut réunir l'Écosse et l'Angleterre sous les mêmes lois comme sous les mêmes princes ; rendre le gouvernement uniforme et commun aux deux peuples , et éteindre cette haine nationale qui subsistoit depuis tant de siècles , et qui avoit fait répandre tant de sang. La nation craignit que Jacques ne conférât toutes les places et tous les honneurs aux seigneurs écossais qu'elle regardoit comme des étrangers et des ennemis. Les communes affectèrent de méconnoître les avantages de cette réunion si précieuse. Bacon , philosophe et courtisan , moraliste et ambitieux , ce prodige de génie , qui n'eut pas la force de sacrifier l'éclat des dignités à l'étude de la philosophie ; et qui , pour soutenir la grandeur et la

magnificence de la place qu'il occupoit, se AN. 1616. rendit coupable de prévarication, prononça un discours éloquent pour prouver combien il seroit utile dans la morale et dans la politique, que l'Angleterre et l'Écosse fussent régies par une même législation. Mais le parlement, dirigé par cette antipathie nationale toujours injuste, persista à s'opposer aux bienfaits de cette réunion. Jacques, naturellement impérieux, s'indignoit de trouver tant de résistance dans des sujets soumis à son autorité; il ne concevoit pas comment un successeur de Henri VIII et d'Élisabeth pouvoit craindre un corps qui s'humilioit et trembloit aux ordres de ses prédécesseurs. Jacques considéroit les monarchies voisines : les rois d'Europe commandoient en maîtres ; pourquoi un roi d'Angleterre ne devoit-il pas exercer la même autorité, et pourquoi être soumis à un parlement factieux ; mais cela devoit être ainsi, tant que ce corps conserveroit ce privilège usurpé d'accorder ou de refuser les subsides destinés à maintenir les prérogatives royales.

La découverte de l'Amérique avoit multiplié le numéraire, et porté les denrées à un prix excessif ; il fallut augmenter les gages des officiers de la couronne. Cependant les revenus du roi ne participoient point à cette

AN. 1616. augmentation progressive ; Jacques n'avoit pas cette heureuse frugalité avec laquelle Elisabeth avoit bravé avant lui jusqu'à l'avarice de ses parlemens ; il étoit prodigue et continuellement pressé par des besoins nouveaux et toujours renaissans : les communes se servirent habilement de ce ressort pour affaiblir l'autorité et usurper de nouveaux privilèges : alors se formèrent ce système d'opposition, cette lutte scandaleuse, qui agitèrent si violemment le gouvernement et la magistrature souveraine : Jacques demandoit des subsides, et ils lui étoient refusés ; vouloit-il augmenter la ferme d'un impôt par quelque droit additionnel, on se récrioit contre la violation des privilèges et des libertés du commerce ; demandoit-il un don gratuit, on lui répondoit que c'étoit un abus, une exaction contraire aux lois fondamentales du royaume : Jacques, pressé par l'épuisement de ses finances, demandoit, menaçoit, conjuroit ; alors les communes composèrent : vous avez besoin d'argent, dirent-elles au roi ; nous avons besoin de liberté : vendez-nous quelques-unes de vos prérogatives, et vous aurez des subsides. Jacques eut la foiblesse et l'imprudence d'accepter ce traité ; et par cette lâche soumission il donna une nouvelle activité à l'audace

et à l'ambition du parlement, avilit la majesté AN. 1616.
du trône, et prépara ses désastres, ses humiliations et ses malheurs.

Cependant les finances de l'état étoient épuisées; il falloit acquitter les dettes contractées par Élisabeth, entretenir une armée en Irlande, et subvenir aux autres dépenses du gouvernement. Jacques demande des subsides en étalant les privilèges de la royauté; il annonça dans son discours une doctrine que les princes asiatiques publient dans leurs états au milieu des bourreaux qui les environnent : il prétendit que les souverains avoient sur la terre un pouvoir semblable à celui de la divinité, et que c'étoit un blasphème et une impiété de révoquer en doute l'autorité absolue des princes. Les communes firent éclater leurs murmures et leur indignation, refusèrent les subsides, et s'occupèrent d'anéantir l'autorité d'un roi qu'ils regardoient comme l'oppresseur de la liberté publique; elles concertèrent un plan fixe d'administration, en faisant quelques réglemens utiles et agréables au peuple; elles délivrèrent le commerce de ces monopoles odieux qui gênoient l'industrie et détruisoient l'émulation; travaillèrent à faire disparaître ces débris de servitude féodale, qui accabloient la nation, et demandè-

AN. 1616. rent à grands cris qu'on arrêtât les déprédations espagnoles. Les communes voulurent ensuite prendre connoissance des affaires étrangères, en prescrivant aux ministres les règles de leur conduite dans les divisions qui agitoient alors les puissances du continent; se plaignirent de la dissipation des revenus, causée par les dons excessifs faits aux Écossais qu'on accusoit d'avoir transporté en Écosse tout l'argent de l'Angleterre, et demandèrent impérieusement que le roi déclarât la guerre à l'Espagne. Ce prince se proposoit alors de former avec cette cour une alliance cimentée par le mariage de son fils avec l'infante.

Jacques fut si indigné des prétentions séditieuses de cette chambre jusqu'alors obscure et servile, que dans son premier mouvement de rage, il écrivit à l'orateur une lettre menaçante et ridicule par l'étalage pompeux qu'il y faisoit de sa puissance suprême; mais Jacques devoit se rappeler qu'il avoit vendu à prix d'argent ses droits de souveraineté; que ses menaces étoient l'effet de son impuissance à rentrer dans l'exercice de son autorité, et que le tems avoit introduit un nouvel ordre de choses dans les opinions et les principes. Jacques déclara qu'il n'existoit aucune loi qui donnât au parlement le droit de connoître de

l'administration. Les communes protestèrent AN. 1616. contre cette déclaration. Le roi se fit apporter les registres, annula la protestation, prononça la dissolution du parlement, et fit arrêter les membres qui avoient été les plus violens dans les délibérations parlementaires. Jacques forma le projet de ne plus convoquer le parlement; mais, pour opérer cette révolution, il falloit renverser la constitution de l'état, et changer le génie de la nation. Le trésor fut bientôt épuisé; les monopoles, les emprunts multipliés, la vénalité des charges, la vente des dignités suppléèrent aux subsides: on institua les chevaliers baronets; c'étoit une espèce de milice obligée d'entretenir pendant trois ans des soldats pour la défense de l'Irlande contre les rebelles de ce royaume; mais ces voies forcées et contradictoires avec la constitution, ne pouvoient point réparer les désordres des finances: il falloit un terme à ces innovations; la nation, fatiguée de voir attaquer, par des voies indirectes, ses libertés, renouveloit ses plaintes et ses menaces.

Les différentes sectes qui s'étoient introduites dans le royaume, se divisèrent; les unes réclamèrent les privilèges du peuple, les autres défendirent les prérogatives royales. Les pu-

AN. 1616. ritains se déclarèrent les ennemis du trône, les arminiens et les catholiques exaltèrent les avantages et les bienfaits du gouvernement monarchique. Cependant Jacques avoit combattu la doctrine d'Arminius; mais lorsqu'il vit qu'elle tendoit à affermir sa puissance, il la protégea malgré la proscription qui avoit été prononcée par le synode de Dordrecht. Ces différentes sectes ne cessoient de se calomnier dans des libelles diffamatoires, les ouvrages qui paroissent, au lieu d'éclairer et d'instruire, ne servoient qu'à obscurcir les questions les plus simples, à nourrir la curiosité publique, à fomentier et à donner plus d'activité à cette haine qui tourmentoit les deux partis.

Jacques forma le projet d'introduire en Écosse la discipline et le gouvernement ecclésiastique de l'église anglicane. Cette contrée, le centre du fanatisme et de l'indépendance, étoit un théâtre sanglant de meurtres et de carnage. L'autorité étoit partagée entre les princes et les grands; cette aristocratie multiplioit les désordres et les crimes de la féodalité; le peuple étoit tour-à-tour esclave du souverain et de la noblesse. Le protestantisme si contraire à l'autorité des rois et si favorable à l'indépendance des peuples, renversa
la

la forme du gouvernement et les lois de la AN. 1616. religion. L'épiscopat fut presque anéanti, et les consistoires s'emparèrent de la juridiction et du pouvoir ecclésiastique. Jacques, sur le trône d'Écosse, n'eut ni la force, ni le talent, ni la politique d'arrêter l'audace de ces novateurs; mais, assis sur le trône d'Angleterre, il résolut d'abattre le schisme et de rétablir l'épiscopat. L'enthousiasme excité par la nouveauté, enflammé par les obstacles, irrita les réformateurs écossais; la lithurgie fut regardée comme un génie malfaisant, et déclarée impie; enfin par force, séduction, menaces, promesses, le roi parvint à faire adopter en Écosse la lithurgie anglicane. On verra bientôt les terribles effets de cette révolution qui prépara l'usurpation tyrannique de Cromwel et l'assassinat de Charles I^{er}.

L'Irlande, ce royaume si souvent conquis et perdu, gémissait depuis quatre siècles dans une indigence égale à sa profonde barbarie, sans commerce, sans arts, sans lois : livrée à des coutumes superstitieuses, ce peuple malheureux cherchoit dans les bois et les marais un asyle contre la tyrannie de ses maîtres : tandis que les lumières éclairaient les autres contrées, l'Irlande, ce pays si fertile, restoit dans les ténèbres de l'ignorance; et ce sol si

AN. 1616. riche des biens de la nature, résistoit aux bienfaits de la législation et de la philosophie. L'Irlande soumise par les Anglais, conserva ses mœurs antiques; les conquérans, qui ne parloient que de liberté aux peuples qu'ils vouloient réduire en esclavage, regardoient les Irlandais comme une nation rebelle et factieuse qu'il falloit enchaîner pour empêcher les révoltes et les conjurations. Répandre dans une contrée barbare cette lumière salutaire qui, en éclairant un peuple féroce, doit le réconcilier avec l'humanité; lui donner des lois et des institutions; briser ces liens honteux qui le dégradoient; lui faire connoître sa dignité, sa noblesse et sa liberté; l'associer au pacte et aux privilèges nationaux; renverser ses usages sanguinaires; affermir la félicité publique par une sage législation; voilà ce grand et sublime projet que Jacques forma et exécuta. Ce roi, au milieu de ses travaux précieux, est digne de respect et d'admiration; c'est alors qu'on oublie ses erreurs et ses faiblesses pour ne s'occuper que du bienfaiteur de l'humanité. Édouard III dévastant infructueusement les plus fertiles plaines de la France, et portant par-tout le carnage et la mort, est placé dans les annales anglaises comme un grand roi; et Jacques, arrachant un peu-

ple aux ténèbres de l'ignorance et de la barbarie, est regardé comme un prince lâche et imbécille qui mérite le mépris et l'indignation des siècles et des générations. Quelle est la cause de cette grande injustice, et d'où vient cette confédération universelle pour flétrir la mémoire d'un souverain qui a fait servir son pouvoir et sa justice au bien de l'humanité : la nation anglaise déteste la maison de Stuart ; cette famille est proscrite par l'opinion publique, les lois du gouvernement et les décrets de la législation. Il n'est pas étonnant que dans un état puissamment agité par des secousses violentes, qui tendent toujours à affaiblir l'autorité des rois, on ne regardât comme un attentat les efforts qu'ont faits les princes de cette malheureuse race pour conserver les prérogatives du trône, et rétablir ces anciennes lois constitutives qui formoient de l'Angleterre un état véritablement monarchique. Une nation associée au pouvoir souverain, doit nécessairement mépriser et haïr des princes qui ont voulu la dépouiller de ces privilèges augustes, qu'elle regarde comme le boulevard de sa liberté et le monument de sa grandeur. Le peuple anglais consent bien à être esclave ; mais il veut que la loi le déclare libre : sa soumission est profonde, dès qu'elle semble

AN. 1616. volontaire ; elle s'irrite dès qu'elle apperçoit l'ombre de la violence.

Jacques, après avoir opéré cette révolution en Irlande, donna en mariage sa fille Élisabeth , à Frédéric , électeur palatin. Cette alliance fut funeste à ce prince ; il perdit son électorat pour avoir ambitionné le titre de roi de Bohême : les cours protestantes et son peuple même , accusèrent Jacques de lâcheté , parce qu'il ne prit point les armes pour défendre et soutenir son gendre dans la grande cause des protestans , et pour humilier la puissance énorme de la maison d'Autriche. Jacques étoit trop juste pour favoriser la révolte des sujets contre leur roi ; d'ailleurs il n'avoit ni soldats ni argent ; et le parlement n'étoit point disposé à lui en donner. Il eût été extravagant de lever une armée qu'il ne pouvoit soudoyer pour tenter une entreprise inutile ; il préféra donc le parti de la négociation. Comme la restitution du Palatinat dépendoit de la maison d'Autriche, il ne vit d'autre moyen de le prouver à Frédéric , que dans le mariage qu'il s'étoit proposé de conclure pour son fils avec l'infante d'Espagne.

La gloire de rétablir Frédéric dans son électorat , releva les avantages que Jacques attendoit de l'alliance d'Espagne. Il fallut assem-

bler un parlement : le roi divisa son discours AN. 1616. sur la véritable constitution des parlemens , sur les causes de la convocation , sur les griefs du peuple. Il attribua l'origine des parlemens à la volonté libre et indépendante des rois , sur ce principe que les monarchies sont plus anciennes , et que les rois ont établi les assemblées de leurs peuples , dans la vue d'en tirer des lumières pour le gouvernement de leurs états. Jacques démontra que les communes n'avoient place dans les assemblées nationales , qu'à cause de la connoissance plus précise qu'ont les députés du peuple , de l'état intérieur du royaume ; et que leur ministère se bornoit à adresser leurs respectueuses remontrances pour éclairer le roi : il témoigna sa douleur , des bruits qu'on répandoit sur sa tolérance pour les catholiques , et des fausses alarmes que causoit le mariage de son fils avec l'infante d'Espagne : il protesta de son attachement inviolable à la réformation , et déclara qu'il prétendoit sacrifier sa couronne , le sang même de son fils , au rétablissement de son gendre dans ses états héréditaires ; entreprise qu'il avouoit être nécessaire à la sûreté de la religion , et demanda ensuite quelques subsides qui furent accordés , mais bornés dans leur étendue.

AN. 1616. Jacques se laissoit subjuguer par ses favoris ; il n'étoit point sensible au mérite , à l'esprit , aux qualités du cœur et de l'ame : pour obtenir son estime et son amitié , il falloit l'éblouir par les charmes de la figure , la magnificence des habits , le goût des plaisirs et l'adresse aux exercices. Jacques avoit donné sa confiance et ses affections à Robert Carré ; il l'avoit comblé d'honneur et de richesses , et honoré du nom de Sommerset : cet homme déprédateur et assassin , mérita la mort. Son maître fut obligé de l'éloigner , pour le soustraire à la rigueur des lois. L'expérience ne corrigea point ce prince ; il créa premier ministre , un autre favori aussi méchant que le premier , et lui accorda le titre de Buckingham. Georges Villiers faisoit un trafic infâme des premières charges de l'état , en les vendant au plus offrant : ce héros de roman conduisoit à son gré , le roi que son pédantisme devoit rendre taciturne et sérieux ,

Jacques avoit déjà envoyé à Madrid , le comte de Bristol , pour demander en mariage l'infante d'Espagne. Cet ambassadeur avoit réussi dans cette négociation ; mais Buckingham priva la nation et Charles des avantages de cette alliance : il engagea ce prince d'aller lui-même chercher l'infante , de la voir et de lui

plaire avant de l'épouser. Il appuya ce projet AN. 1616.
 romanesque , d'autres notions chimériques tirées de l'école de chevalerie espagnole , d'autant plus séduisantes pour la jeunesse de Charles , qu'elles lui offroient l'espérance de varier ses goûts et ses plaisirs : cette alliance allarma quelques puissances de l'Europe. La France craignit quelque projet concerté contr'elle , par la maison d'Autriche ; l'empereur redouta une invasion dans le Palatinat ; les Provinces-Unies tremblèrent pour la perte de leur liberté , achetée et cimentée sur des ruines de sang ; les protestans furent consternés ; Charles et Buckingham partirent et arrivèrent à l'Escorial ; jamais prince ne reçut tant d'honneurs que Philippe n'en prodigua à l'héritier du trône d'Angleterre ; mais Buckingham fut reçu avec froideur , et même avec dédain. Ce favori hautain s'en apperçut , s'en indigna et concerta sa vengeance. Il parvint à dégoûter Charles , de l'infante , et le ramena en Angleterre , où , par des calomnies atroces , il chercha à rejeter sur le conseil de Madrid , la cause de cette rupture : c'est ainsi que , par l'orgueil et la perfidie de ce négociateur , au lieu d'une alliance utile et honorable à Jacques , ce prince se trouva engagé dans une guerre inévitable.

Heureusement il étoit de l'intérêt de la France,

AN. 1616. de ne pas laisser le Palatinat sous la domination de la maison d'Autriche ; l'intérêt et la crainte produisirent entre la cour de France et celle d'Angleterre, un traité cimenté par le mariage de Charles et de Henriette, fille de Henri IV ; mais, lorsqu'on considère sans partialité la différence des situations et des dispositions dans lesquelles se trouvèrent ensuite la France et l'Espagne, on comprend combien l'alliance de cette dernière puissance eût été plus utile à Charles ; elle l'eût infailliblement soustrait aux attentats de ce tyran usurpateur, que la France complimenta sur le trône sanglant de son allié. Richelieu, occupé à humilier la maison d'Autriche, sacrifia la gloire et la justice de son roi, pour satisfaire son ambition et ses vengeances : il auroit laissé à la postérité un nom plus chéri, s'il eût forcé son maître de combattre, pour affermir sur son trône un roi opprimé : la politique, l'intérêt, la justice, les droits des souverains et des nations, tout obligeoit Louis XIII à réunir ses forces pour défendre son beau-frère ; mais Richelieu, aussi ambitieux, aussi féroce que Cromwel, approuvoit en secret les crimes de cet usurpateur ; et, s'il fut né en Angleterre, il auroit opéré par audace une révolution que Cromwel opéra par fanatisme. La France, après

la mort de Louis XIII, déchirée par des An. 1616.
 factions intestines, et gouvernée par un ministre imprudent et capricieux, abandonna par crainte, par foiblesse ou par politique, la cause sacrée d'un souverain assassiné par ses sujets; au lieu de prendre les armes, pour poursuivre un usurpateur tout dégoûtant encore du sang de son roi, elle rechercha son amitié et son alliance.

Il fallut s'occuper à rétablir Frédéric dans ses états héréditaires, et s'opposer à l'investiture que Ferdinand demandoit pour Maximilien, duc de Bavière. Les électeurs de Saxe, de Brandebourg, et les princes protestans, s'élevoient hautement contre la dégradation du Palatin. Le corps germanique paroissoit décidé à soutenir les droits de Frédéric. Jacques, au lieu de se réunir à cette confédération, négocioit; mais, pendant qu'on parloit de fixer le lieu où devoit se tenir le congrès, Maximilien fut solennellement investi du Palatinat électoral. Enfin, des opérations mal concertées, vinrent détruire les espérances des princes confédérés: bientôt on vit paroître une armée considérable; mais il sembloit que l'esprit de vertige s'étoit emparé des chefs; cette armée erra à l'aventure, une partie périt: et le reste,

insuffisante pour l'entreprise, rentra dans les ports d'Angleterre.

AN. 1625. Les communes combinoient leurs factions ; elles contestèrent à Jacques ce pouvoir ecclésiastique usurpé par Henri VIII, Édouard VI et Élisabeth : elles passèrent un bill contre l'établissement d'aucune loi ecclésiastique, sans le consentement des deux chambres. Les pairs défendirent les prérogatives royales, en rejetant ce bill ; les communes demandèrent l'abolition de la cour de la haute commission, et la chambre étoilée, créée par Élisabeth : tribunal dont les jugemens arbitraires et iniques, confondoient souvent l'innocence et le crime. Il falloit nécessairement une révolution, pour fixer les bornes incertaines du gouvernement et de la législation. Lorsqu'il s'agit de régler les droits respectifs des nations et des souverains, l'état doit être violemment agité : les uns ne parlent que de liberté, les autres que d'obéissance ; le peuple veut étendre ses privilèges, et les rois leur autorité. Ce n'est qu'après des factions, des tumultes, des rebellions, des injustices et des combats, qu'on peut parvenir à fixer ces limites sacrées, destinées à affermir les fondemens des empires, et la tranquillité des nations. De grands événemens étoient près d'arriver, lorsque Jacques mourut.

Quelques historiens anglais, enthousiastes, Ann. 1625. fanatiques de la constitution de leur patrie, dirigés par l'orgueil national, et par cette philosophie insensée, qui ne veut ni maîtres ni autorité, ont flétri la mémoire de Jacques par des outrages sanglans et des calomnies atroces. Ce n'est point dans les annales diffamatoires, qu'il faut aller chercher l'instruction et la vérité. Jacques fut, il est vrai, foible, imprudent, capricieux, frivole et pédant dans les disputes de religion; il ne connut ni le génie ni les mœurs de la nation qu'il gouvernoit, et eut des idées fausses sur l'origine et l'autorité des rois. Sans politique et sans fermeté, il donna du mouvement et de l'activité à l'audace et à la rebellion des communes, qu'il pouvoit réprimer par la force ou corrompre par la séduction. Il affoiblit la liberté publique, sans affermir sa propre autorité: il n'avoit ni courage, ni force, ni adresse; ses ennemis le dédaignoient, et ses courtisans même sourioient de sa foiblesse, en acceptant ses bienfaits; mais Jacques fut bon, sensible, généreux; il vouloit changer la constitution de l'état, et établir une monarchie pour assurer la félicité nationale, et fermer à jamais ces sources fécondes qui produisoient les factions et l'anarchie: ce n'étoit point le despo-

AN. 1625. tisme qu'il vouloit introduire. Un roi, éclairé et juste, qui chérit son peuple, ne songe point à lui forger des fers : il n'y a qu'un prince méchant qui soit l'oppresseur de ses sujets. Mais Jacques vouloit détruire ces barrières funestes, qui, en s'opposant à l'exercice de la souveraineté, entretenoit cette lutte scandaleuse qui agitoit tout le corps politique, en répandant la division entre les membres et les chefs; il vouloit affoiblir le pouvoir de ces communes, qui, sous prétexte de défendre les droits du peuple, fomentoient les haines et les factions, pour usurper l'autorité souveraine et opprimer la liberté du peuple. Jacques s'appliqua aux soins intérieurs de l'administration, où il développa la sagesse du législateur; il fit des additions considérables aux forces maritimes, qu'Élisabeth avoit, pour ainsi dire, créées; augmenta non-seulement le nombre, mais le volume et l'artillerie des vaisseaux; mit le royaume dans un état de défense par la création d'une milice considérable. Sous son règne, le commerce fleurit jusques dans les Indes-Occidentales, et des colonies naissantes vinrent préparer les richesses de l'Empire et la grandeur nationale. Tant de bienfaits et de travaux d'un roi bon et sensible, doivent nous faire oublier ses erreurs et

ses foiblesses. Ouvrage de cette science théo-
logique, qui n'est propre qu'à faire des en-
thousiastes dangereux, ou des hommes vains
et imbécilles. Tandis que l'on préconise les
dévastateurs de la terre, ne doit-il pas être
permis de contempler quelquefois avec plaisir
un prince, qui, au milieu même de ses sub-
tilités, de son orgueil et de ses disputes pué-
riles de religion, s'occupoit de la félicité de son
peuple, et du bonheur de l'humanité.

LIVRE QUATRIÈME.

Maison de Stuart. — Charles I monte sur le trône. — Commencement de la guerre civile. — Armeement des Écossais. — Olivier Cromwel se fait remarquer. — Fuite du roi. — L'armée se saisit de sa personne. — Procès et jugement du roi. — Son exécution. — La monarchie est abolie en Angleterre. — Conquêtes de Cromwel. — Il est déclaré protecteur. — Il dissout le parlement. — Son administration. — Maladie du protecteur. — Sa mort. — Richard son fils lui succède. — Il se démet du protectorat. — Charles II monte sur le trône. — Guerre avec les Hollandais. — Convocation d'un nouveau parlement. — Affaires d'Écosse et d'Irlande. — Événemens remarquables. — État de la nation anglaise. — Mort et caractère de Charles II. — Règne de Jacques II. — Discussion sur le pouvoir dispensatif. — Conduite du prince d'Orange. — Sa déclaration. — Sa descente en Angleterre. — La révolution. — Affaires du parlement. — Consternation du roi. — Il se retire en France. — Mort de Guillaume.

CHARLES I^{er}.

AN. 1625. CHARLES monta sur le trône de ses pères, dans un tems où ces grandes idées d'indépendance échauffoient et tourmentoient les esprits. La nation ne voyoit dans ses chefs et ses maîtres, que des tyrans et des oppresseurs.

Ce fanatisme civil confondit toutes les nations, AN. 1625. dénatura tous les principes, corrompit la constitution, enfanta l'anarchie, les crimes et les calamités. La liberté est sans doute un bienfait précieux de la nature ; une nation a le droit incontestable de réclamer l'exercice de ses privilèges, et de s'opposer à l'abus du pouvoir ; mais, lorsqu'elle franchit ces limites fixées par les lois et par la justice, cette usurpation est un fléau public, qui devient le principe de la chute des empires, et de la dégradation des peuples.

L'état avoit besoin dans ce moment d'un prince sage, prudent et politique, pour prévenir et détruire une révolution désastreuse, qui se préparoit dans le silence. Charles ne possédoit point les talens d'un grand roi ; ses foiblesses et ses imprudences donnèrent une nouvelle activité à l'inquiétude et à l'ambition de ces républicains farouches, qui, par fanatisme et par haine, s'occupoient à usurper les droits de la souveraineté et à établir un gouvernement militaire sur les débris d'une heureuse et sage constitution.

Les finances de l'état étoient épuisées ; cependant il falloit soutenir cette guerre du Palatinat, que la nation avoit demandée à grands cris. Charles convoqua le parlement,

AN. 1625. et lui demanda des subsides , qu'il n'osa point refuser , parce que cette guerre intéressoit la gloire et l'honneur de l'état ; mais les sommes qu'il accorda ne suffirent point pour équiper une flotte et lever une armée. Les communes se plaignirent ensuite de l'administration du comte de Buckingham : ce ministre qui , par son faste et la profusion de ses dépenses , insultoit aux calamités publiques , fut solennellement dénoncé comme l'ennemi de la nation ; il fut accusé de protéger les catholiques : déjà le parlement s'occupoit à les persécuter , lorsque Charles prononça sa dissolution ; voie que l'humanité et la justice autorisoient ; mais inutile et insuffisante , pour réprimer ces républicains hardis , qui , sous prétexte de maintenir la liberté publique , vouloient renverser la monarchie et le trône. Charles , en vertu des lettres du sceau privé , emprunta quelque argent , et parvint à équiper une flotte qui fut destinée à agir contre l'Espagne ; mais la peste vint ravager cette armée navale. Le parlement eut la bassesse d'accuser Charles d'avoir contribué au malheur de cette expédition.

Cependant le besoin des finances devenoit plus pressant. Charles crut que l'intérêt de l'état , la gloire de la nation , viendroient détruire

truire cet esprit de faction qui répandoit les troubles et les méfiances : il convoqua un nouveau parlement ; mais , dirigé par les mêmes principes et les mêmes passions , il s'occupa à humilier le roi et à le dépouiller par artifice et par séduction , de son autorité : il accorda des subsides ; mais il délibéra que le produit n'en seroit remis dans le trésor royal qu'à la fin des séances : cette coupable ruse et cette audacieuse composition avoient été concertées , pour forcer le prince à sacrifier quelques droits de la souveraineté , par l'anticipation du paiement des subsides.

Buckingham continuoit à diriger l'administration des affaires publiques , et les opérations secrètes du cabinet ; il falloit perdre ce confident , ce défenseur des droits de l'autorité royale ; les communes le dénoncèrent une seconde fois , comme traître à la patrie , et coupable de prévarication : cette compagnie , si jalouse de maintenir les formes de la liberté civile , décida que le procès de ce ministre , pourroit être instruit et jugé sur les rapports publics. Charles ordonna au parlement de suspendre les poursuites ; et en cas de désobéissance , il lui déclara qu'il avoit le droit et le pouvoir de changer la forme du gouvernement : il fit mettre en prison les

AN. 1625. deux membres qui avoient dirigé les articles de l'accusation. Charles , pour justifier un ministre odieux à la nation , ne devoit point la menacer d'intervertir la constitution de l'état. Quand un roi veut réprimer les factions des grands et des magistrats , c'est dans un conseil qu'il doit préparer ses opérations , afin d'ôter à ses ennemis le tems et les ressources de soulever la multitude ; il doit réunir ses forces militaires , pour prévenir les séditions , et assurer la tranquillité publique.

Les subsides accordés n'avoient pas été perçus. Charles fut encore forcé de recourir à la voie des emprunts ; il rendit un édit de tolérance en faveur des catholiques , et imposa des taxes arbitraires : les communes protestèrent contre ces emprunts. Tandis que le roi punissoit ceux qui lui contestoient ce droit , le parlement condamnoit à des amendes et à des interdictions ces écrivains , qui , dans leurs ouvrages , prouvoient par des faits et sur des monumens historiques , que le prince avoit le pouvoir incontestable de faire des emprunts , sans consulter la nation. Cette lutte perpétuelle entre le parlement et le roi , donna plus d'énergie à l'esprit national , et contribua à aggrandir les idées sur l'étendue de

la liberté publique. Charles, indigné de ren- Ax. 1625.
contrer éternellement cet esprit d'opposition
et d'audace, fit emprisonner quelques particu-
liers qui déclamoient, avec autant d'injus-
tice que d'indécence, contre son administra-
tion; mais ces séditeux appelèrent du prince
à la loi. Dans un tems d'anarchie, les dé-
magogues, pour justifier leurs usurpations et
leurs attentats, invoquent ces mêmes lois,
dont ils sont les ennemis et les infracteurs.
Les chartres furent consultées; les droits des
souverains, ainsi discutés par ceux-mêmes qui
avoient intérêt à les combattre et à les affoi-
blir, on jugea que le roi en avoit franchi
les bornes : les prisonniers obtinrent leur li-
berté. Il arrive presque toujours que, lors-
qu'un peuple discute les droits du souverain
et les siens, la prérogative royale est bien
prête à être limitée.

On ne peut point se dissimuler que Charles
porta quelquefois l'autorité jusqu'à cette bar-
rière dangereuse, que le bon roi regarde de
loin, où s'arrête le roi prudent, et que le
despote franchit : ce prince ne devoit point
ignorer qu'il existoit des chartres destinées à
arrêter le pouvoir absolu : l'emprisonnement
d'un citoyen, sans consulter les formalités et
l'esprit de la loi, étoit contraire à la consti-

tution : tout ce qu'un prince fait contre la volonté des lois constitutives de l'état, est une tyrannie et une oppression. Si Charles pensoit pouvoir justifier sa conduite, sur l'exemple de ses prédécesseurs, il falloit avoir leur génie, leur fermeté et leur ressource : pour affermir l'autorité royale sur des fondemens innébranlables ; pour forcer les communes à rentrer dans leur obscurité primitive ; pour faire trembler les rebelles et les factieux, il falloit un trésor, des soldats, des alliances puissantes, des ministres éclairés et vertueux. Charles eût laissé alors le titre d'un grand roi, et la patrie reconnoissante lui eût décerné le titre glorieux de protecteur du peuple.

AN. 1628. Ce fut dans cet état d'inquiétude et de fermentation, que Charles s'occupoit des moyens pour rompre le traité qu'il avoit fait avec Louis XIII, et attaquer la France. Richelieu alors méditoit de vastes projets ; il vouloit arrêter les factions de la noblesse, et humilier la puissance redoutable de la maison d'Autriche : c'étoit par de grandes entreprises et de grandes révolutions ; que ce ministre s'occupoit à établir sa renommée, et à affermir l'autorité de son roi. Buckingham, qui n'avoit ni la force du génie, ni les talens politiques de

Richelieu, devint jaloux de ses succès et de sa gloire; comme lui, il vouloit occuper l'Europe de son nom et de ses exploits. Plusieurs historiens ont donné un autre motif à la conduite de Buckingham; ils l'attribuent à une intrigue de galanterie, dont les détails frivoles et injurieux à une souveraine, sont indignes de la gravité et de la décence, qui doivent caractériser l'historien. Le duc de Soubise et le duc de Rohan, son frère, chefs des protestans, sollicitèrent l'alliance de Charles pour secourir et protéger les religionnaires opprimés. L'intérêt et la politique s'opposaient à une alliance, qui ne pouvoit avoir d'autre objet, que de donner une nouvelle activité à ce fanatisme civil et religieux, qui agitoit des sectaires ennemis, par système, de l'autorité des rois: cependant la guerre contre la France fut résolue. Buckingham en étoit le directeur et le général; il partit à la tête d'une armée, pour assiéger le fort Saint-Martin; mais le comte de Schombert le força de lever le siège, et le vainquit. La nation blâma Charles d'avoir confié le commandement de l'armée à un général sans expérience et sans valeur. Charles voulut continuer cette guerre injuste; mais il avoit besoin de subsides; et pour en obtenir, il fut forcé de convoquer un

AN. 1628. troisième parlement. La ressource des emprunts étoit épuisée : cette voie, que l'intérêt public réprouvoit, devoit nécessairement entraîner la perte de la confiance publique.

Cette assemblée nationale apporta, dans ses délibérations, cette prudence tranquille et ces combinaisons réfléchies, qui assurent aux entreprises difficiles leur exécution et leur succès. Lorsque Charles, à l'ouverture de la séance, déclara au parlement qu'il avoit besoin de subsides, et qu'il sauroit punir ces hommes séditeux qui ne faisoient entendre leur voix, que pour exciter le peuple à la révolte, les communes écoutèrent ces menaces, sans laisser échapper aucun signe de mécontentement ni de murmure : elles déposèrent dans leurs annales, leurs principes et leurs droits ; protestèrent qu'elles ne prétendoient point usurper l'autorité royale ; demandèrent la conservation des privilèges de la nation, contenus dans les articles les plus essentiels de la grande chartre, et exigèrent la suppression des prêts forcés, des taxes faites sans l'aveu du parlement, des emprisonnements arbitraires, et de la loi martiale. On demanda à Charles la confirmation de la grande chartre. Ce prince, instruit que les

communes se disposoient à reprendre les pour-^{AN. 1628.} suites du procès contre Buckingham, et craignant de perdre son ministre chéri, défenseur ardent de son autorité, approuva et promit d'observer cette grande chartre si précieuse à la nation, source éternelle de faction et de guerre : cette promesse de conserver les droits de la liberté publique, et de maintenir l'exécution de cette loi constitutive, produisit une révolution momentanée dans les opinions. Le peuple ne parla que de l'excellence du gouvernement monarchique, et se dispoisoit à défendre les droits de la souveraineté, que les communes vouloient contester et détruire ; il falloit s'occuper des moyens d'arrêter les effets que pouvoient produire ce grand événement : en conséquence elles résolurent de séduire la nation, et d'exciter sa méfiance, en lui persuadant qu'il existoit encore de nouveaux privilèges qu'il falloit conserver. Elles dressèrent un nouveau mémoire, dont l'objet étoit de priver le roi, du droit de *tonneau et de poids*, qui, suivant un usage antique et solennel, formoit une partie des revenus de la couronne. Charles, prévoyant de nouveaux troubles et de nouvelles factions, prorogea ce parlement ; ce fut à cette époque, qu'un nommé Felton, citoyen dangereux et

AN. 1628. patriote fanatique, assassina Buckingham. Ce ministre eut quelques talens; il étoit généreux, attaché à son prince par devoir, par reconnoissance et par sentiment; mais il étoit vindicatif, déprédateur et ennemi de la liberté publique. Il fallut, à la rentrée du parlement, renoncer à cette méprisable source de plaintes; mais les communes toujours inquiètes dans leurs factions, toujours actives dans leur haine, s'élevèrent avec force contre les abus multipliés, qui se commettoient dans l'administration civile et religieuse.

La secte d'Arminius faisoit des progrès rapides: ces sectaires rejetoient les principes de la prédestination et des décrets absolus; questions aussi inutiles dans leur examen, que dangereuses dans leur pratique. Le roi les protégeoit, parce que leur doctrine tendoit à maintenir l'autorité royale. Cette secte devoit donc être opposée au puritanisme, qui annonçoit avec autant de fanatisme que de scandale l'égalité primitive des hommes. Cette tige, dont les rameaux étoient immenses, fixoit déjà les regards de l'admiration des peuples. Parmi les sectaires, on distinguoit ces puritains politiques, qui publioient les principes de la liberté publique; ces puritains de discipline, qui re-etoient l'épiscopat, les fêtes et les cérémonies

de l'église; et ces puritains de doctrine, qui AN. 1628. défendoient le système spéculatif des premiers réformateurs.

Les communes, infectées de ces différens esprits de puritanisme, déclarèrent les catholiques et les arminiens, ennemis de la nation; accusèrent leur évêque de Londres d'hérésie et de superstition; défendirent à tous les marchands de payer le droit de *poids* et de *mesure*, dont le produit étoit destiné en partie à l'entretien de la marine. Jacques fut donc forcé de mettre un terme à cette séditieuse obstination; il prononça la dissolution de ce troisième parlement déterminé à rendre les revenus de la couronne, précaires et passagers, et à mettre le prince dans une perpétuelle servitude et dans de nouveaux besoins pour le forcer, par des gradations lentes, à se dépouiller des droits de la souveraineté. Ce fut dans ce tems que la Rochelle, défendue par les protestans et secourue par les Anglais, fut conquise par Louis XIII.

Cette dernière rupture fit plus d'éclat que les précédentes : Charles fut regardé comme un tyran oppresseur qui, pour établir son autorité, vouloit détruire les lois fondamentales de l'état : voilà le cri de ralliement qu'on entend dans un état agité par des con-

AN. 1628. vulsions intestines , lorsque le prince veut arrêter la licence et l'audace des républicains. Aussitôt on ne parle que d'esclavage et de servitude ; le mot de liberté est dans toutes les bouches : c'est ainsi qu'à la voix de quelques séditieux , le fanatisme civil égare les esprits , éteint le patriotisme en croyant l'étendre et le fortifier , et force les lois même à être les complices de ses attentats. Charles avoit cependant promis d'exécuter la grande chartre ; il ne pouvoit donc point , en vertu de cette loi constitutive , faire arrêter , sans recourir aux formes légales , les membres des communes qui avoient apporté , dans leurs délibérations , cette audace qu'inspiroient l'orgueil et la superstition ; par cette imprudence il s'exposa au reproche d'infidélité dans ses engagements , et suscita contre lui des ennemis puissans et furieux que la persécution rendoit intéressans au peuple , et qui réclamoient des privilèges consacrés dans une loi ancienne. Charles ne fut ni prudent ni politique ; il ne sentit pas la foiblesse des ressources qu'il opposoit à ces redoutables communes , dont les membres surpassoient en richesses et celles de la couronne et celles des pairs ; il eut été plus sage de sacrifier quelques droits de la souveraineté , et s'occuper ensuite à obtenir l'amour et la

confiance de la nation , pour pouvoir humilier les communes , et rentrer dans l'exercice de la plénitude du pouvoir. Ce n'étoit point dans un tems où les idées d'indépendance tourmentoit les esprits ; ce n'étoit point au milieu des factions et des haines , qu'il falloit renverser la constitution de l'état , en forçant le peuple à payer des impôts en vertu des états bursaux , et à établir une monarchie illimitée , aussi contraire au génie de la nation , qu'attentatoire à la liberté naturelle et aux droits des peuples.

Laud s'occupoit à détruire le puritanisme AN. 1631. et à rétablir l'épiscopat. La chambre étoilée , instituée dans son origine pour juger les affaires ecclésiastiques , voulut usurper le droit de connoître des affaires civiles. Le tribunal de la haute-commission et les évêques persécutoient les presbytériens. Le peuple commença à murmurer : les murmures , en matière de religion , produisent ordinairement le fanatisme et la révolte ; il fallut punir les séditieux : cependant les clameurs excitées par la faction parlementaire , n'eussent point vraisemblablement porté atteinte à l'autorité du roi , qu'affermissoit tous les jours la fermeté de son administration ; il paroît même que la partie la plus éclairée de la nation ,

AN. 1651. s'accoutumoit insensiblement à la simplicité du gouvernement monarchique , et regrétoit peu ses parlemens.

Charles , depuis huit ans sans parlement , mais dirigé par le zèle , les lumières et le patriotisme de quelques citoyens qui composoient son conseil , soutenoit avec éclat la dignité du trône , lorsqu'en Écosse il se préparoit cette triste révolution qui anéantit la monarchie , et donna à la terre étonnée , le spectacle d'un roi assassiné par ses sujets. La réforme avoit fait des progrès rapides en Écosse ; l'épiscopat , au lieu d'instruire et d'édifier , allumoit des bûchers , et dressoit des échafauds destinés à faire périr les sectaires dans les tortures et les supplices ; mais ces sectaires se multiplioient au milieu des fers et des flammes ; la persécution ne servoit qu'à exciter leur zèle ou à augmenter leur haine contre les catholiques. La nation écossaise , séduite par une doctrine agréable et commode , adopta le gouvernement de l'église protestante ; la juridiction épiscopale fut abolie , et les prérogatives de la prélature passèrent aux consistoires et aux synodes nationaux : cependant la puissance excessive des sectaires , et l'abus qu'ils faisoient de l'empire qu'ils avoient usurpé , contribuèrent à leur destruction : bientôt l'é-

piscopat reprit l'exercice de ses droits , de An. 1631.

ses prérogatives , de sa juridiction. Charles , intéressé à protéger l'épiscopat , confia aux évêques les premières dignités de l'état : ces prélats , par devoir et par reconnaissance , contenoient la licence de ces prédicateurs , qui , animés et dirigés par l'esprit factieux des puritains , prêchoient dans les temples la révolte et l'indépendance : les évêques se réunirent pour défendre l'autorité royale ; mais cette confédération donna plus de force à la méfiance et à la haine des sectaires , et accéléra la révolution. On commença à dédaigner un clergé qui annonçoit au peuple , qu'une chartre apostolique étoit supérieure à une loi constitutive , à un décret légal et parlementaire ; et que l'autorité spirituelle devoit diriger les opérations du gouvernement ; c'étoit ici la doctrine et les dogmes de la théocratie : « Demeurez ferme , disoit le clergé à » Charles , et soyez désormais inébranlable » dans la place dont vous avez hérité par la » succession de vos ancêtres , et qui vous est » aujourd'hui remise par l'autorité de Dieu » et par nos mains ; rappelez-vous que le » clergé approchant de l'autel plus près que » les autres , vous devez lui accorder le plus » grand honneur , afin que le médiateur de

AN. 1651. » Dieu et de l'homme, vous établisse sur le
 » trône royal pour être un médiateur entre
 » le clergé et les laïques, et que vous puis-
 » siez régner à jamais avec Jésus-Christ, le
 » roi des rois, et le seigneur des sei-
 » gneurs ».

Ce langage perfide séduisit Charles; il devint injuste et inconséquent : ce prince multiplia les taxes, favorisa les déprédations et les monopoles; les tribunaux composoient des magistrats prévaricateurs, prononçoient des amendes et des confiscations contre ceux qui refusoient de payer les tributs imposés par la seule autorité du roi : plusieurs familles quittèrent l'Angleterre pour chercher un asyle dans les colonies de l'Amérique. Les lois étoient sans force et sans vigueur; mais au milieu de ce désordre l'esprit républicain étendoit ses maximes dangereuses, et ne voyoit dans le pouvoir du roi, qu'une autorité usurpée qu'il falloit anéantir. La nation murmura contre la violation de ses privilèges, et accusa la tyrannie ecclésiastique de se réunir au despotisme civil pour opprimer la liberté publique. Les écrivains de la nation annonçoient, dans leurs ouvrages, que l'autorité confiée aux prélats étoit l'effet d'un pacte tacite entre la couronne et la mitre, tendant au rétablis-

sement du culte romain ; et voilà pourquoi AN. 1651.
on appelloit les évêques *papistes*. Dans un
siècle d'agitation et d'ignorance ; dans une
contrée livrée à la superstition , cette dénomi-
nation étoit une injure , et flétrissoit la ré-
putation d'un citoyen.

Ce fut dans cet état d'inquiétude religieuse ,
que Laud , cet ennemi ardent des puritains ,
fut élevé à la dignité d'archevêque de Can-
torbéry. Charles , accompagné de ce prélat ,
se rendit en Écosse pour introduire dans ce
royaume la lithurgie anglicane : Jacques avoit
déjà tenté cette entreprise , mais il n'eut pas
le tems de la consommer. Les calvinistes avoient
formé une ligue terrible pour détruire cette
fatale lithurgie ; Charles ordonna aux évêques
de la publier dans les églises de leurs diocèses ;
la nation demanda que le roi y fit quelques
modifications. Les évêques d'Écosse furent
chargés de travailler à un nouveau code reli-
gieux ; mais on conserva les principaux arti-
cles qui étoient favorables à l'épiscopat , et
contraires au presbytéranisme : cette lithur-
gie fut reçue avec des clameurs et des impré-
cations ; le doyen de la cathédrale d'Édim-
bourg l'annonça au peuple assemblé ; aussitôt
on s'écria : *Voilà le pape , lapidons-le*. On le
poursuivit avec le fer ; ce prêtre chercha son

AN. 1631. salut dans la fuite ; la multitude se porta à des excès qui sembloient menacer la ville entière d'une destruction totale. Croiroit-on que Charles portât l'imprudence et l'aveuglement à vouloir établir son rituel sur les menaces et la violence. Jacques avoit défendu cette lithurgie par des argumens ; Charles voulut la soutenir par les armes : cette première étincelle, qui se fut éteinte d'elle-même, devint rapidement un incendie général : ce ne fut plus la rebellion momentanée de la multitude ; ce fut la confédération délibérée d'une nation entière , qui jura de conserver ses privilèges religieux, et de poursuivre avec le fer et le feu tous les ennemis de sa liberté. Elle établit d'abord un conseil particulier, et provisoirement destiné à concerter les moyens propres à rompre les nœuds qui l'unissoient à son souverain, et à renverser le pouvoir épiscopal. Charles envoya Hamilton pour détruire cette confédération, et faire entrer les rebelles dans le devoir de l'obéissance. Les Écossais convoquèrent une assemblée générale ; bientôt la discorde et le fanatisme égarèrent les esprits : Hamilton annula cette assemblée ; mais, malgré cette dissolution légale, elle se prorogea d'elle-même. Le conseil cassa par un acte solennel, appelé le *convenant*, l'épiscopat la haute-

haute-commission, les articles de Perth et les *Ar.* 1651, canons ecclésiastiques, excommunia quatorze évêques, et révoqua le serment de ceux qui avoient juré d'observer les articles de foi prescrits par la lithurgie anglicane. Charles craignit une révolution, et demanda la paix; mais les Écossais, soutenus par les puritains d'Angleterre, ne virent dans cette démarche de pacification qu'un acte de foiblesse et d'impuissance; ils levèrent une armée dont le commandement fut confié au général Lesley.

Charles, par son économie et par la sagesse de son administration, avoit rétabli ses finances; il auroit pu employer ses trésors à affermir son autorité, à détruire la puissance des communes et à enchaîner le peuple par des bienfaits; mais il fut obligé de les sacrifier pour soutenir une guerre civile, et détruire une vaine et bizarre lithurgie, plus propre à entretenir le fanatisme qu'à éclairer les consciences. Charles équipa une flotte et leva une armée dont il donna le commandement au comte d'Hamilton. Ce général marcha vers les frontières de l'Écosse; les rebelles, intimidés à son approche, proposèrent alors des conditions de paix: elles furent acceptées; Charles congédia ses troupes. Les Écossais reprirent les armes: pour soutenir cette guerre,

AN. 1631. Charles avoit épuisé ses trésors ; il eut besoin de subsides : pour les obtenir , il fut forcé de convoquer un parlement. Le peuple , dans son élection , le composa des membres dont il connoissoit l'esprit d'intrigue et d'ambition ; les redoutables communes furent dirigées par ces républicains que Charles avoit persécutés : ce fut à cette assemblée séditieuse que le roi s'adressa , pour obtenir des subsides destinés à soumettre des rebelles qui veulent combattre l'autorité royale et renverser la monarchie. Les communes écoutèrent Charles sans lui répondre ; elles se hâtèrent de passer à l'examen de son administration pendant les onze années qu'il avoit exercées sans partager les droits de la souveraineté ; elles se récrièrent à chaque article contre les abus du pouvoir. Le roi s'adressa à la chambre des pairs ; les grands du royaume , intéressés à s'opposer à l'usurpation des communes , décidèrent que les subsides demandés devoient être accordés. Les communes déclarèrent ce jugement contraire à cette loi ancienne et respectable , qui leur donnoit le droit d'accorder ou de refuser les subsides. Charles prononça la dissolution du parlement : cette dissolution , violente et précipitée , augmenta les murmures du peuple ; les émeutes se renouvelèrent ; on com-

mença à entendre crier à Londres ; comme à Édimbourg : *Point d'évêques , point des sup-
pôts du pape , point d'ante-christ*. Le clergé
supérieur donna des preuves de son attache-
ment , de sa fidélité et de sa reconnoissance
pour son roi ; il lui prodigua ses dons et ses
trésors ; les ministres , les seigneurs de la cour
lui offrirent des contributions considérables.
Ce prince chéri des hommes vertueux et des
citoyens patriotes , accepta les dons offerts par
l'amour et la générosité. Ce zèle excita la
haine des puritains , et suscita à Charles des
ennemis redoutables , qui renversèrent la cons-
titution de l'état , et ensanglantèrent le trône.

Cependant il falloit soumettre les rebelles : AN. 1638.
Charles leva une armée ; déjà les Écossais
s'avançoient vers les frontières de l'Angleterre ;
ils s'emparèrent de quelques places , et livrè-
rent un combat où les royalistes furent vain-
cus. La nation demanda alors à grands cris
l'élection d'un nouveau parlement ; il fallut
céder au vœu général : ce fameux parlement ,
connu sous le nom de *long parlement* , fut
convocé , sous ce règne , pour la cinquième
et dernière fois.

Les communes , composées de membres
plus factieux que tous ceux qui avoient déjà
paru ; toujours dirigées par les mêmes chefs

AN. 1634 et par les mêmes principes, ne consacrerent point leur tems à entrer dans le détail des abus de l'administration; elles déclarèrent que tout avoit été abus, et établirent un comité pour examiner les mœurs et la doctrine du clergé. Ces magistrats ambitieux et hypocrites s'érigèrent en prophètes et en réformateurs, et ne parlèrent plus qu'un jargon métaphorique et spirituel; ils vouloient fonder un gouvernement théocratique; mais, pour exécuter ce projet bizarre, il falloit aveugler et corrompre la nation, renverser par gradation l'autorité royale et les lois de l'état: ce n'étoient plus ces représentans du peuple, qui cherchoient à maintenir la liberté publique contre les attentats du despotisme; c'étoient des fanatiques qui annonçoient qu'ils étoient chargés, par le ciel même, de changer l'administration civile et religieuse. Le peuple séduit les écouta avec respect, et regarda ces nouveaux législateurs comme les organes de la divinité et les interprètes de la patrie.

Il est inconcevable avec quelle rapidité la balance du pouvoir passa du monarque au parlement; cette démocratie tyrannique épouvantoit par la terreur des supplices les défenseurs des droits du souverain. Les communes déclarèrent l'autorité des gouverneurs et des

DES RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE. 197

lieutenans des comtés, abusive; les officiers An. 1638. et les fermiers des douanes furent destitués de leurs emplois; les jugemens rendus par la chambre étoilée et par la haute-commission furent cassés, et les membres convaincus de monopole furent condamnés à l'exil ou à des amendes. Ces différentes lois tendoient à affaiblir le parti que Charles auroit pu former dans le parlement pour la défense de son autorité; l'approbation des pairs et des communes fut déclarée nécessaire pour l'authenticité des canons ecclésiastiques : outre les comités généraux établis pour les affaires de religion, de commerce, des privilèges et des lois, on créa des assemblées particulières où l'on examina chaque abus du gouvernement. Ce tribunal forcené et inquisitorial, jugea que chaque droit de la souveraineté étoit une usurpation; chaque privilège de la couronne une violation du pacte social; chaque décret du conseil un acte d'oppression, et délibéra que les opérations ministérielles seroient regardées comme un projet funeste de renverser la constitution du royaume, pour établir sur ses ruines le despotisme oriental.

Les communes formèrent un comité pour régler les affaires ecclésiastiques : les jugemens de cette cour furent ridicules et cruels; on

AN. 1638. persécuta le clergé ; on lui reprocha comme un crime de baisser la tête au nom de Jésus, de placer la table de communion à l'est ; de faire lire l'ordonnance du roi , qui permettoit au peuple quelque divertissement le jour de dimanche ; on proscrivit les catholiques, parce qu'ils avoient soutenu Charles dans la guerre contre les convenantaires d'Écosse ; on affecta de publier que les catholiques avoient formé une conspiration contre l'état ; on força la reine mère de sortir de l'Angleterre, où elle avoit cherché un asyle contre la persécution de Richelieu ; on passa ensuite un bill qui rendoit le parlement triennal. Il est certain que cette dernière loi , en affoiblissant l'autorité royale , perfectionnoit le système de la législation et de la liberté. Charles eut la foiblesse de donner la sanction à ce bill.

Les communes s'occupèrent à fortifier leur parti en protégeant et en défendant ces hommes qui avoient été justement punis , pour avoir outragé l'autorité royale , et calomnié le prince et ses ministres ; elles déclarèrent leur exil illégal et injuste. Ces républicains exilés rentrèrent à Londres aux cris de l'allégresse publique ; le peuple , des palmes à la main , les reçut comme des dieux tutélaires ; les rues furent parsemées de fleurs ; et pour

prix de leur audace et de leur rebellion , ils An. 1638. reçurent des éloges , des récompenses et des bienfaits. Charles , anéanti et écrasé sous le poids du malheur , n'eut pas la force de combattre et de poursuivre ses ennemis : il voyoit avec effroi les progrès rapides du pouvoir et du crédit des communes : ce tableau effrayant le consterna ; et dans son abattement et son désespoir , ce prince infortuné ne vit point les moyens qu'il falloit employer pour arrêter cette révolution qui alloit bientôt le priver du trône et de la vie. Déjà on médite la chute et le supplice des défenseurs de l'autorité du roi ; Laud et Strafford furent accusés de trahison et constitués prisonniers ; le lord garde-des-sceaux fut forcé de se retirer en Hollande après avoir été déclaré traître ; les évêques auroient été exclus du parlement sans l'opposition des pairs , qui rejetèrent le bill qui avoit prononcé cette exclusion.

Des hommes factieux , des républicains hardis se présentoient pour être les fondateurs de la nouvelle constitution : on distinguoit Pym , que son âge et son expérience rendoient vénérable ; Hambden , dont l'ambition étoit soutenue par l'hypocrisie , le courage et la prudence ; Saint-Jean , citoyen ardent , sombre et dangereux ; Hollis , impétueux , vio-

lent, sincère dans ses amitiés comme dans ses haines ; Vanne, dirigé par cet enthousiasme qui, dans ses excès et ses fureurs, enfante des prodiges : ces tribuns du peuple s'occupèrent, par un système suivi, à renverser la monarchie, et à donner à la nation de nouvelles lois, de nouvelles opinions, de nouvelles mœurs et de nouveaux principes. Pour opérer cette étrange révolution, les chefs de cette législation réunissoient la force du caractère, la rudesse du génie avec l'audace et la perfidie de l'ame : bientôt l'incendie fit des progrès rapides ; les assemblées séditieuses se multiplièrent, et on ne parla que de liberté, de république, de vengeance, de religion ; les prédicans puritains montèrent en chaire, et firent retentir les voûtes du sanctuaire d'imprécations contre le roi, et de blasphèmes contre les ministres ; on répandoit dans les places publiques des libelles diffamatoires, et l'éloquence prostituoit sa voix pour outrager la dignité du trône et la sainteté des lois. Au milieu de cette anarchie et de ce scandale, tout étoit passion, injustice, attentat, rébellion.

AN. 1641. Charles, abandonné des uns par trahison, des autres par crainte ou par foiblesse, de plusieurs par ingratitude, ne peut point sous-

traire le vertueux Straford à la rage de ses ^{An. 1641.} persécuteurs. La cour redoutant ses talens et son éloquence, l'avoit enlevé au parti de l'opposition en lui donnant une place dans le ministère : il devint le plus intrépide défenseur des prérogatives royales qu'il avoit combattues. Ce ministre, ami de son roi, fut regardé comme un apostat de la patrie, qu'il falloit immoler à la haine publique : l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse se réunirent pour demander sa mort ; son procès fut rapidement fait ; il fut accusé d'avoir allumé la guerre d'Écosse, d'avoir opprimé le peuple irlandais, et d'avoir conseillé au roi d'établir le despotisme sur les débris de la constitution. Straford fut attaqué, dit un historien, avec tout le poids de l'autorité, toute la véhémence de la rhétorique, et toute l'exactitude d'une longue préparation. Ce ministre, fort de sa vertu et de sa conscience, se justifia avec autant de noblesse que de vérité ; mais il fut condamné à périr sur l'échafaud. Charles versa des larmes sur le malheur de son ami, et refusa de confirmer le jugement de ce tribunal féroce ; mais le peuple se révolta, et demanda à grands cris que le sang de l'innocent fût versé. Charles n'eut pas la force de résister aux fureurs d'une populace séditieuse ; il confirma la sen-

AN. 1641. tence de mort, et prépara par cette lâcheté ses désastres et ses infortunes. Straford marcha à la mort avec cette dignité de courage qu'inspirent l'innocence et la vertu : il étoit privé de cette consolation qui est le soutien ordinaire de ceux qui périssent par l'oppression ; mais son ame invincible trouva des ressources dans elle-même, et se défendit dans toute sa fermeté contre la terreur de la mort et le triomphe insultant de ses ennemis. Ainsi périt Straford, le plus grand ministre qu'ait jamais eu l'Angleterre. Comme Sulli, il aimoit son roi et sa patrie ; comme lui, il réunissoit au génie de l'administrateur, les vertus douces et paisibles du citoyen.

Charles partit pour l'Écosse, où il se dépouilla volontairement de l'autorité qui lui restoit, par des concessions et des sacrifices. Le parlement sut profiter de cette absence pour exciter de nouveaux troubles ; des libelles affreux se répandoient avec profusion ; l'audace et les usurpations de ces magistrats produisirent la rebellion et les crimes du peuple.

Les catholiques d'Irlande étoient persécutés par les puritains : l'oppression inspire la fureur du désespoir ; les catholiques prirent les armes, massacrèrent quarante mille Anglais protestans, et s'emparèrent de plusieurs villes.

Charles, sans autorité et sans armées, fut AN. 1641. forcé de charger le parlement du soin de punir les coupables et de rétablir l'ordre dans l'Irlande : mais ce prince toujours malheureux ne pouvoit faire un pas qui ne lui fut funeste. Les chefs de la conspiration publièrent que les catholiques étoient soutenus par la cour d'Angleterre, et qu'ils agissoient par les conseils et les ordres de Charles et de ses ministres, pour faire régner ce prince sur les os brisés des impiés puritains. Les communes accréditèrent ce discours injurieux ; mais elles affectèrent de n'en point parler à Charles, et offrirent de pacifier l'Irlande : elles permirent la levée des impôts, et en gardèrent le produit qu'elles destinoient à d'autres objets ; elles s'emparèrent des armes et des munitions qui étoient dans les arsenaux, et nommèrent les généraux et les officiers qui devoient commander les armées. C'est ainsi que, sans aucune opposition, ce sénat civil fut changé en un sénat militaire ; il concerta les moyens d'engager Charles dans quelque acte d'imprudence qui pût justifier sa trahison et sa perfidie : il n'avoit pas peut-être alors médité l'horrible projet de faire périr le roi ; mais il travailloit à introduire une nouvelle forme de gouvernement républicain.

AN. 1641. Charles étoit de retour d'Écosse; il s'étoit retiré à Hamptancourt: les communes lui envoyèrent une députation chargée de lui présenter des remontrances, monument éternel d'audace et de rebellion d'un corps qui vouloit anéantir la constitution: c'étoit un libelle rempli de faussetés, d'outrages et de dissimulation; on reprochoit à Charles, avec une malignité incroyable, ses erreurs et ses infortunes; on regardoit ses efforts pour établir son autorité et détruire l'oppression démocratique, comme un acte de despotisme, et ses réformes ecclésiastiques, comme des innovations superstitieuses; on l'accusoit de favoriser l'impiété, et d'exciter des guerres civiles; on exaltoit le patriotisme et le courage des communes; et, mêlant l'indécente raillerie à l'audace, on soutenoit qu'on avoit secouru libéralement Charles, tandis qu'on l'avoit dépouillé de ses revenus. Cet écrit séditieux excita cependant les plaintes de la nation; on y vit la haine et la vengeance déguisées sous le nom de patriotisme, méditant l'extinction de la monarchie. Les pairs regardant l'abaissement de la noblesse comme une conséquence nécessaire des usurpations sur la couronne, voulurent défendre l'autorité royale; mais les communes leur déclarèrent: « qu'elles re-

» présentoient le corps de la nation , et qu'ils An. 1641.
 » n'étoient que des particuliers qui tenoient
 » leur siège avec des pouvoirs bornés ; que
 » par conséquent , s'ils refusoient leur appro-
 » bation aux actes nécessaires pour la con-
 » servation du peuple , les communes , avec
 » ceux qui étoient capables d'ouvrir les yeux
 » sur le danger , devoient se joindre et faire
 » des représentations à sa majesté ». Cet es-
 prit d'indépendance et de démocratie avoit
 infecté quelques membres de la chambre
 haute : le comte de Northumberland , grand
 amiral , homme fier et dangereux ; le comte
 d'Essex , qui réunissoit la valeur du guerrier
 à la rigidité d'un stoïcien ; le comte de Man-
 chester , puissant par ses alliances et ses ri-
 chesses , favorisoient la rebellion des commu-
 nes , dans l'espoir d'en régler on d'en arrêter
 le cours. D'un autre côté les communes , sous
 prétexte de conjuration , de soulèvement , de
 despotisme , d'invasions étrangères et d'atten-
 tats domestiques , excitoient la multitude à
 outrager les évêques attachés au parti du roi.
 Ces prélats attaqués dans les rues et dans
 leurs maisons , déclarèrent qu'ils ne pouvoient
 plus occuper leurs sièges , ni exercer leurs
 fonctions ; ils protestèrent contre tout ce qui
 seroit fait en leur absence ; ils furent accusés

AN. 1641. de haute trahison : les communes les firent emprisonner.

Charles, indigné de ce dernier attentat, commit une dernière imprudence qui décida ses destinées : il se rendit à la chambre des pairs, et accusa de révolte et de trahison cinq membres des communes, auxquels il imputa des crimes dont toute cette chambre étoit complice. Le lendemain il envoya demander les cinq proscrits ; mais ils s'étoient réfugiés dans la cité, où déjà ils avoient jeté l'alarme : le peuple prit les armes ; Charles offrit d'accorder un pardon général. Le parlement ne vit plus dans Charles, qu'un prince foible, tremblant et sans énergie ; il demanda à son roi qu'il livrât à la vengeance des lois ces conseillers pervers qui l'avoient trompé, et proscrivit Édouard Herlert, procureur-général, accusé d'avoir violé les privilèges des communes : Dinby, qui avoit succédé à la faveur et au crédit de Straford, fut forcé de prendre la fuite. Le parlement comprit qu'il falloit enfin que la terreur et la force vinssent légitimer ses attentats ; il nomma un major-général de la milice bourgeoise, et fit disposer du canon sur la Tamise. Ces préparatifs et les cris séditieux de la multitude consternèrent le roi, il quitta Londres, et se retira

dans un de ses châteaux. Cette fuite précipitée et imprudente , donna plus d'activité aux usurpations des communes ; elles s'emparèrent de tous les magasins royaux ; envoyèrent un gouverneur de leur choix dans Halk ; confièrent à sa garde un arsenal immense d'armes , qu'elles mirent en sûreté dans cette place forte ; ordonnèrent au gouverneur de Portsmouth de ne reconnoître d'autre autorité que celle du parlement ; forcèrent le roi à donner le gouvernement important de la tour de Londres à un membre des plus factieux ; demandèrent à ce prince une déclaration portant que l'armée obéiroit aux ordres seuls des communes ; enfin , elles exigèrent que Charles exilât les catholiques , et renvoyât ses ministres.

Le roi , outragé par son peuple , opprimé AN. 1646. par son parlement , se retira à Yorck : il eut la consolation de voir une partie de la noblesse accourir , pour lui témoigner son zèle et son amour ; mais ce prince , au lieu de fortifier son parti , et implorer le secours des puissances étrangères , perdoit son tems à gémir sur la rigueur de ses destinées , et préparoit , par cette inaction , à l'activité de ses ennemis les moyens de consommer ses entreprises , en formant des associations redouta-

AN. 1646. bles. Cependant Charles publia quelques manifestes qui, répandus avec profusion dans toutes les parties du royaume, déterminoient les esprits à se déclarer pour l'un ou l'autre parti. Le roi se présenta devant Halk, et demanda à entrer dans cette place : le gouverneur Holham refusa de lui en ouvrir les portes. Charles demanda au parlement la punition de cet outrage : les communes lui répondirent que Holham avoit rempli son devoir, en exécutant les ordres qui lui avoient été donnés. Cinq pairs se rendirent auprès du roi : la malheureuse Henriette s'étoit réfugiée en Hollande, où elle avoit vendu, à prix d'argent, ses bijoux et ceux de la couronne. La plus grande partie de la noblesse et des anciennes familles du royaume, attachées à la constitution de l'état et à la religion nationale, s'unirent pour défendre la cause de leur roi. Charles rendit un édit, pour transférer la cour de justice à Yorck : le parlement s'y opposa, et publia un manifeste pour demander que le roi congédiât son armée, abolît la monarchie, et l'épiscopat.

Il n'étoit pas au pouvoir de Charles, de souffrir ces outrages et ces attentats : il déploya l'étendard royal, et annonça qu'il prenoit les armes pour défendre son autorité, maintenir la constitution de l'état, et combattre les rebelles.

les. Il publia une loi , qui déclara le parlement AN. 1646.
coupable de trahison , et défendit à ses sujets
d'y obéir. Le parlement fit un arrêté, portant
« que le roi , séduit par de mauvais conseils ,
» se proposoit de faire la guerre au parlement
» qui , dans ses délibérations et ses actions ,
» n'avoit d'autre objet , que de veiller à la
» sûreté de ses royaumes , et de remplir tous
» les devoirs de respect et de fidélité pour sa
» personne ; que cette entreprise étoit une vio-
» lation de la confiance que son peuple avoit
» en lui , contraire au serment royal , tendante
» à la dissolution du gouvernement ; et déclara
» traîtres à la patrie , tous ceux qui l'assiste-
» roient dans une telle guerre ».

L'armée de Charles étoit si foible et si inférieure aux troupes parlementaires , commandées par le comte d'Essex , qu'il se vit forcé à demander la paix à ses ennemis ; mais ses députés furent reçus avec mépris. Cet état d'opprobre et d'humiliation parut donner à l'ame de Charles une nouvelle énergie : bientôt il se vit à la tête de dix mille hommes ; il poursuivit Essex et l'attaqua : ce combat n'eut rien de décisif ; cette première campagne et passa presque en négociations et en préparatifs. Charles s'empara ensuite de Bambury et de Réading , et s'avança vers Londres. Ces suc-

AN. 1646. ces et cette marche rapide alarmèrent le parlement : il envoya au roi les comtes de Northumberland et de Penbroke pour demander la paix. Cependant Charles continua ses opérations militaires ; le prince de Rupert attaqua Brenford , place forte , et l'emporta d'assaut. Le roi , dans un manifeste , déclara qu'il ne vouloit point répandre le sang de son peuple ; qu'il étoit prêt à écouter les propositions du parlement. Il fixa à Oxford , le lieu de la négociation ; écouta avec douceur les députés ; discuta les articles proposés , avec une habileté profonde , et prouva l'impossibilité où il étoit de les accepter. L'article que ce prince rejetoit avec indignation , étoit l'abolition de l'épiscopat , sur lequel les puritains insistoient avec force. Il paroît que , si , en attendant des circonstances plus heureuses , ou des tems plus tranquilles , le roi eût voulu consentir à cette suppression , il auroit peut-être évité une guerre civile , et le trône n'auroit pas été ensanglanté. Rien de plus honorable pour un prince , que l'aveu généreux d'une erreur politique : Charles oublia la sagesse de cette maxime , pendant le cours de ces négociations. Fairfax , pour le parlement , et Newcastle , pour le roi , soulevoient les provinces du Nord. Toutes les parties du royaume étoient ébran-

lées par les plus violentes commotions : les An. 1646.
 déclamations des prédicateurs donnoient plus
 d'activité à la haine des deux partis, et répand-
 oient par-tout le vertige et la sédition ; la
 guerre civile étendoit par-tout ses fureurs et
 ses calamités ; chaque province, chaque ville,
 divisées par des intérêts divers et des inclina-
 tions différentes, combattoient dans leur en-
 ceinte même. Le succès des royalistes com-
 mençoient à imprimer la terreur dans le par-
 lement : ils avoient remporté trois victoires ;
 le prince Rupert faisoit par-tout triompher la
 cause de son roi ; il forma le siège de Bris-
 tol, et la prit d'assaut. La perte de cette se-
 conde ville du royaume, jeta dans Londres
 une consternation si profonde, que, si Char-
 les eût marché vers cette capitale, la guerre
 étoit terminée ; mais il s'occupa à assiéger
 Gloucester, dont la conquête le rendoit maître
 de toute la Saverne. Cette ville étoit remplie
 de puritains ; ils firent une défense si déses-
 pérée, qu'ils donnèrent à Essex le tems de
 venir à leur secours, avec une armée consi-
 dérable. Charles fut obligé de lever le siège :
 il partit pour Londres.

Les communes délibérèrent d'exterminer
 par le fer les catholiques du royaume ; accu-
 sèrent la reine de haute-trahison, et présen-

AN. 1646. tèrent cette accusation à la chambre des pairs. Le roi, indigné de cet excès d'audace, publia un second édit, qui défendoit à son peuple de reconnoître l'autorité des communes, et de leur obéir. Quelques membres du parlement, irrités de cet outrage fait à une princesse sage et malheureuse, donnèrent leur démission. C'est précisément à cette époque, que l'on entendit parler, pour la première fois, de Cromwel : il se distingua contre les royalistes, dans une action où sa valeur et sa prudence fixèrent sur lui les regards du peuple et l'attention du parlement. Ce fut aussi dans ce même tems, que les communes firent un traité avec les Écossais, qui promirent de fournir une armée de vingt mille hommes, commandés par le comte de Leves. Il fut stipulé, dans ce traité, que le comité des Écossais auroit toujours séance dans celui de Westminster. Ces rebelles ne consultèrent que leur avidité et leur fanatisme : ils se flattèrent de partager les dépouilles des royalistes ; de persécuter et de détruire la religion nationale, pour y substituer les erreurs et les vices des puritains. Charles, pour contrebalancer ce surcroît de forces ennemies, traita avec les Irlandais, qui promirent de lui fournir quelques troupes.

Quoique les forces fussent égales de part et d'autre, Charles devoit nécessairement succomber ; parce qu'il n'avoit pas , comme le parlement, la ressource inépuisable des finances, et que ses ennemis étoient conduits et dirigés par cette superstition qui, plus forte que le patriotisme, opère des prodiges : celui qui croit combattre pour la liberté et la religion, brave les dangers et la mort, et croit, en expirant, recevoir les éloges de la postérité et les bénédictions du ciel. Les membres des deux chambres, qui avoient pris la défense du roi, s'étoient retirés auprès de lui, et formèrent à Oxford un anti-parlement, dont la chambre des pairs étoit deux fois plus nombreuse que celle de Londres : la chambre des communes se trouvoit dans une proportion contraire. Lorsque la démocratie veut usurper les droits de la souveraineté, il est de l'intérêt de la noblesse de s'opposer à cette usurpation, et de défendre l'autorité du monarque ; parce que, dans un état démocratique, les grands n'ont aucun pouvoir et aucune influence dans l'administration publique. Tel étoit l'état des choses, lorsque les hostilités recommencèrent. Les troupes irlandaises, commandées par Biron, furent taillées en pièces par Fairfax, qui s'empara de quelques places

AN. 1646. importantes. Les Écossais, réunis aux troupes parlementaires, donnèrent aux républicains trois armées considérables. Cromwel commandoit l'élite de ces troupes : il livra la bataille à Rupert qui fut vaincu. Newcastle, plus occupé de ses plaisirs que de la gloire de son roi, abandonna Charles, et se retira dans une contrée étrangère. Les rebelles prirent Yorck, et assiégèrent Oxford, où étoit le roi : ce prince malheureux se sauva à la faveur des ténèbres, et arriva avec le prince de Galles à Rochester ; la reine chercha un asyle dans le pays de Cornouailles, et s'embarqua pour la France. Charles marcha contre le comte d'Essex, l'attaqua, remporta la victoire, et s'empara des armes, de l'artillerie et des munitions. Malgré cette défaite et cette perte immense, les communes délibérèrent de rendre des actions de grâces au comte d'Essex. Ce fut à cette époque que le parlement reprit le procès de Laud, archevêque de Cantorbéry : ce vieillard vénérable fut condamné à mort ; il porta sur l'échafaud cette intrépidité que donne le témoignage de la conscience, et cette sérénité qu'inspire la vertu. Les communes passèrent ensuite un bill, pour abolir la lithurgie presbytérienne, qui avoit été composée par l'assemblée ecclésiastique.

L'histoire de ce règne présente tant d'événemens bizarres , que l'écrivain est obligé souvent d'interrompre le récit historique , pour expliquer des circonstances et des mots qui , sans cette précaution , seroient inintelligibles , et répandroient de l'obscurité sur les détails les plus curieux et les plus intéressans.

Quoique cette guerre civile fût excitée et fomentée par le parlement contre l'autorité royale , elle étoit cependant regardée comme une guerre de religion. D'un côté les réformés , tels qu'ils avoient été sous le règne d'Élisabeth , formoient le parti du roi ; les puritains , ou les presbytériens rigides , formoient celui du parlement : cette dernière secte vouloit supprimer les cérémonies religieuses , abolir l'épiscopat et les juridictions ecclésiastiques. Mais , parmi ces puritains même , il se trouvoit une classe de fanatiques qui , portant bien plus loin la rage de la réforme , vouloient anéantir l'autorité civile et le pouvoir ecclésiastique , détruire les richesses et les prérogatives du pouvoir sacerdotal , les formules et les articles de foi : ils furent désignés sous la dénomination des indépendans , et prirent les noms d'élus et de saints. Ils surent séduire et égarer la multitude , en lui persuadant qu'ils étoient les envoyés et les interprètes

AN. 1646. tes de la divinité , pour établir la foi et le culte théocratiques. Le peuple , qui aime et qui se plaît dans les changemens et les révolutions , écouta avec respect et avec admiration ces apôtres imposteurs. Bientôt cette secte forma un corps puissant et redoutable , sous la direction de Cromwel qui , semblable à Mahomet , tenoit la bible d'une main , et le poignard dans l'autre. Cette dernière confédération , bien plus dangereuse que la première , et portée à des extrémités plus terribles , par l'activité du fanatisme de son chef , rendit bientôt son parti dominant dans le parlement , et força les membres des deux chambres à abdiquer tout emploi civil et militaire , sous prétexte de la honte dont ils se couvroient , en exerçant des emplois lucratifs : ainsi tous les généraux et officiers-commandans ayant été rappelés , Fairfax et Cromwel se trouvèrent à la tête des armées. Fairfax unissoit le courage à la sensibilité du cœur ; mais , esclave des erreurs et des préjugés de la nation , il régloit ses principes politiques sur l'opinion publique ; et , en combattant contre son prince , et en contribuant à renverser la monarchie , il croyoit défendre la liberté nationale , et obéir à la voix du ciel.

. Tandis que les étranges innovations de Crom-

wel étonnoient l'Europe , le parti presbytérien et le parti royaliste ne cessoient de négocier ; des commissaires respectifs étoient continuellement occupés à trouver des moyens de conciliation , pour affermir l'autorité royale et conserver les libertés nationales ; mais la faction des indépendans , toujours active , faisoit ses efforts pour rompre les négociations , et employoit l'imposture et l'artifice pour séduire le peuple : il fallut donc continuer la guerre. Après quelques sièges , entrepris de part et d'autre avec différens succès , les armées en vinrent à un combat général. L'histoire offre peu de batailles , où la victoire ait été disputée avec un courage plus égal : Charles fit des prodiges de valeur , et développa tout l'art d'un général consommé ; mais Cromwel fut vainqueur. Le roi perdit son artillerie , ses bagages et ses papiers secrets ; l'armée victorieuse parcourut les villes et les provinces , et les força à reconnoître l'autorité du parlement. Pendant que la guerre civile déchiroit l'Angleterre , une troisième faction , nommée l'association du *club* , ravageoit les provinces d'occident : ces rebelles vouloient conserver leur indépendance , et n'obéir ni au roi , ni au parlement , ni à la nation : Cromwel les combattit et les dispersa. Il retourna

AN. 1646. ensuite à Londres déplorer, sous un masque hypocrite, les calamités qui désoloient sa patrie.

Charles, après avoir erré long-tems au gré des hasards, pénétra dans Oxford : là, il recevoit, à chaque moment, la nouvelle ou d'une ville ou d'une bataille perdue. Qu'il est triste pour l'historien, de représenter, sans cesse, Charles luttant, sans espoir et sans succès, contre les malheurs et contre les rigueurs de cette destinée, qui le conduira bientôt sur l'échafaud. Le brave Montrose, qui avoit, au nom du roi, subjugué toute l'Écosse, venoit d'être vaincu. Fairfax, à la tête d'une puissante armée, après avoir taillé en pièces les troupes commandées par Hopton, s'approchoit d'Oxford. Charles frémit, en pensant qu'il alloit devenir prisonnier. Il voyoit ses armées détruites, sa famille dispersée, ses amis expirans sur des échafauds ou dans les combats : cependant ce prince supportoit ses disgraces et ses malheurs, avec autant de courage que de dignité. Il prit le parti de se mettre sous la sauve-garde des Écossais : en conséquence, il sortit d'Oxford, accompagné de deux confidens, et se rendit dans le camp de ces perfides protecteurs qui, sous prétexte de lui donner des gardes pour sa propre sûreté, le



firent prisonnier, et se hâtèrent d'en instruire AN. 1646. le parlement. Les communes rendirent un décret, qui déclaroit coupable quiconque protégeroit Charles, en lui donnant un asyle. Ce prince envoya des députés pour renouveler les négociations. Le parlement insista à exiger l'abolition de la monarchie et de l'épiscopat : le roi préféra la perte de son trône et la mort à la dégradation : les négociations furent rompues. Ici s'éleva une contestation bien odieuse, entre l'Écosse et l'Angleterre : il faut observer que les troupes écossaises étoient purement auxiliaires, et à la solde du parlement ; il leur étoit dû des arrérages considérables, dont elles désespéroient d'être jamais payées. Lorsque la malheureuse destinée de Charles le mit volontairement en leur pouvoir, elles le regardèrent comme un gage, comme une sûreté de ces mêmes arrérages. Les Anglais réclamèrent le prince captif, parce qu'il avoit été fait prisonnier en Angleterre ; les Écossais refusèrent de le livrer, en disant que Charles étoit leur roi, et qu'il avoit le droit de disposer de son sort : lâche et infâme combat, qui attestera à tous les siècles les crimes des deux nations. Les Écossais vendirent le sang de leur roi, aux bourreaux qui devoient bientôt le verser ; leurs arrérages fu-

rent payés, et la malheureuse victime fut livrée à la hache qui l'attendoit.

AN. 1649. Charles fut remis à des commissaires nommés par le parlement; le peuple couroit en foule, pour voir son souverain dans les fers: il exprimoit sa sensibilité par ses larmes, et adressoit au ciel des vœux sincères, pour le maintien de son autorité, et la conservation de ses jours. Plusieurs le regardoient comme un martyr et un saint, et se prosternoient, dans l'espoir de lui voir opérer des miracles. Cromwel fit conduire le roi dans un fort, où il fut étroitement resserré. Charles n'étoit encore prisonnier que du parlement; et, comme on l'a déjà observé, quelque séditieux, quelque féroce qu'ait été ce corps, à réduire son roi dans cet état d'opprobre et d'humiliation, il ne l'avoit pas encore dévoué à la mort; mais ce parlement étoit bien près de sa destruction; sa dissolution devait préparer de grands et terribles événemens.

Il y avoit dans ce parlement plusieurs citoyens, qui réunissoient les talens du génie à l'art de la politique; cependant personne n'avoit découvert les projets ambitieux, la dissimulation et le fanatisme de Cromwel. Cet infâme scélérat couvroit ses vues d'un voile impenétrable à l'œil le plus perçant; il sut se

rendre maître de l'armée, dont il étoit à-la-fois le général, le magistrat et le directeur spirituel ; il connoissoit le caractère et les mœurs de la nation ; il sentit qu'il étoit fait pour la séduire et la subjuguier. Il lui fut facile de tromper Fairfax, le général de l'armée : ce guerrier avoit la férocity du courage, sans avoir le génie du politique, l'artifice de l'intrigant et les méfiances du courtisan ambitieux.

Les communes commencèrent à redouter le despotisme et la férocity des officiers qui tenoient déjà d'introduire dans l'état le gouvernement militaire : elles délibérèrent de congédier l'armée. Cromwel vit, dans cette délibération, la chute de sa puissance : il dissimula sa vengeance et son dépit, en paroissant approuver ce projet ; mais, par des détours artificieux, il excitoit secrètement l'armée à se révolter sous prétexte de quelques arrérages qui lui étoient dus. Cette armée devint bientôt une république militaire, où chaque soldat avoit le droit de commander : cette milice, le fer à la main, déclara qu'elle avoit le pouvoir de régler le gouvernement du royaume, et de donner une forme nouvelle à l'administration. Les communes députèrent Cromwel, Skippon, Ircton et Flewood auprès

AN. 1647. des officiers , pour les engager à faire cesser ces divisions , capables de rompre cette heureuse harmonie , qui devoit régner entre la magistrature et l'armée , pour conserver et défendre la liberté publique. Ces députés étoient des puritains forcénés , qui préparoient en silence une révolution propre à satisfaire leur inquiétude et leur fanatisme. Cette démarche des communes enhardit l'armée : elle nomma des commissaires pour établir une nouvelle constitution. Cromwel dirigeoit toutes ces opérations ; et ce républicain féroce abandonna l'étude des lois , pour se livrer à l'exercice militaire. Il pensoit déjà à fonder sa puissance sur la force et la terreur des armes. Cependant les communes persistèrent à demander que l'armée fût congédiée , et nommèrent des commissaires , pour choisir les régimens qui devoient partir pour l'Irlande.

L'armée demanda la dissolution du parlement : ces esclaves tremblent et obéissent ; aussitôt un nouveau sénat s'élève sur les débris de l'ancien. Voilà donc les indépendans qui veulent poursuivre et détruire les puritains ! Plût au ciel que le glaive eût égorgé tous ces brigands , et que le salut de l'état et l'autorité royale eussent pu s'affermir sur les ruines de ces deux sectes sanguinaires ! Les

presbytériens se joignirent au conseil commun AN. 1647.
de la ville de Londres , et formèrent une association pour défendre le roi , les privilèges du parlement et la liberté nationale. Cromwel fit enlever ensuite le roi , et le confia à l'armée.

Le parlement , cette idole du peuple , étoit devenu l'objet de la haine publique. Ce corps , qui reprochoit au roi de faire des emprunts , et d'établir des taxes pour opprimer ses sujets , étoit devenu le tyran et l'ennemi de la nation , qu'il avoit accablée d'impôts. Il s'étoit emparé des biens des royalistes , avoit dépouillé les ecclésiastiques de leurs bénéfices , et vendoit , à prix d'argent , son crédit et sa protection. Cependant , comme dans les grandes villes , la multitude ne se conduit que par les impressions qu'elle reçoit de ses chefs , le peuple de Londres prit les armes , en croyant combattre contre son roi. La milice , commandée par le général Mussey , se joignit aux rebelles ; mais ces forces ne suffisoient point : les troupes aux ordres du parlement , étoient dispersées , et Cromwel étoit aux portes de Londres. Il annonça qu'il venoit pour protéger les membres du parlement , opprimés , et punir les auteurs de la révolte. On entra en négociations : l'armée joua exactement avec le parlement , le rôle que ce dernier corps avoit

AN. 1647. joué avec le roi. Plus les indépendans obtenoient des concessions, plus ils exigeoient de nouveaux privilèges : cependant, par une déférence momentanée pour le parlement, les indépendans s'éloignèrent de la ville, conduisant Charles en captivité. Cromwel, qui n'avoit pas encore peut-être médité l'horrible projet de faire périr son roi, étoit attentif à lui rendre ses respects et ses hommages, et laissoit à sa famille et à ses amis la liberté et la consolation de le voir. Ce farouche brigand parut même s'attendrir, en voyant cet infortuné monarque caresser ses enfans, et les exhorter à supporter les disgraces du sort, avec cette fermeté stoïque, qui annonce l'innocence et la sérénité de l'ame. Cromwel entra même en négociation avec ce prince, qui lui offrit de partager l'autorité souveraine. On ne connoît point les causes qui firent rompre cette négociation : les historiens ne donnent, à cet égard, que des conjectures vagues ; nous allons exposer notre opinion sur cette partie intéressante de l'histoire.

Cromwel, avant l'époque dont il s'agit, n'avoit formé d'autre projet, que celui d'établir sa renommée, sa grandeur et sa puissance, sur les débris de l'autorité royale. Les facultés humaines ont des bornes ; et il existe, dans la nature,

nature, les sociétés et les empires, des barrières que la force du génie, la fureur de l'ambition, les talens du politique et l'ardeur du fanatisme ne sauroient franchir. Il étoit impossible à Cromwel de prévoir cette chaîne de hasards et d'événemens heureux, qui lui assurèrent, dans toutes ses entreprises, un succès qui surpassa ses espérances. Il ne pouvoit se flatter de monter sur un trône héréditaire, qu'il falloit affermir par la force, la tyrannie et les meurtres. Ce fut au moment où Charles devint son captif, que son audace et son ambition se développèrent, et qu'il s'occupa de franchir cet espace qu'il y avoit entre le trône et lui. Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est la certitude où l'on est, que le projet de faire périr Charles, lui fut suggéré par son gendre Ireton, dans un moment où, embarrassé de sa propre puissance, il délibéra, pour la première fois, sur l'usage qu'il en feroit. Pourquoi donc, dira-t-on, si Cromwel n'aspiroit qu'à des grandeurs subordonnées, n'accepta-t-il pas les offres que lui faisoit son roi? Il falloit d'abord rétablir Charles dans la plénitude des droits de la souveraineté, concilier des sectes ennemies par principe et par haine, et détruire l'autorité du parlement, pour la partager avec le roi. Mais,

AN. 1647. en devenant l'égal de son prince, Cromwel pouvoit perdre la confiance du peuple et de l'armée ; une nouvelle révolution pouvoit le dépouiller de cette autorité usurpée , et devenir ensuite l'objet de la vengeance du roi , et peut-être sa victime.

Cromwel conduisit son armée à Londres : le parlement n'opposa aucune résistance , et se livra à sa discrétion. Le roi fut conduit à Homptoncourt , où il fut étroitement gardé. Les négociations recommencèrent ; le parlement renouvela ses propositions. Charles , qui vouloit traiter directement avec l'armée , rejeta les ordres suspects de ce corps. Il s'échapa ensuite secrètement , accompagné de deux gentilshommes , et se réfugia dans l'île de Wighth , sous la sauve-garde de Hermond , qu'il croyoit royaliste , mais qui étoit un favori de Cromwel. Hermond informa le parlement de la retraite de Charles ; les négociations recommencèrent encore : les conditions préliminaires consistoient : 1°. en l'établissement de la milice ; 2°. que les pairs , créés depuis la guerre civile , fussent privés du droit de séance au parlement ; 3°. que les deux chambres auroient le droit de s'ajourner , suivant leur bon plaisir ; 4°. que Charles accorderoit une amnistie générale. Les cabales et les factions des indé-

pendans firent encore rompre cette négociation. AN. 1647.

Les Écossais , rougissant trop tard de leur basse infidélité envers leur souverain , prirent les armes pour le défendre. Le duc d'Hamilton et le duc d'Osmond s'occupaient d'un traité , qui obligeoit les Écossais de lever une armée pour combattre les indépendans. Le roi s'engagea solennellement à confirmer le gouvernement presbytérien , pendant trois années ; et il fut stipulé que les affaires de religion seroient réglées dans une assemblée de théologiens et d'ecclésiastiques des deux royaumes. Lorsque le parlement fut instruit de ce traité , il ordonna à Hermond de resserrer le roi dans sa prison , et il délibéra qu'à l'avenir , il ne lui seroit envoyé ni adresse , ni message : cependant ce traité ranima l'espoir des royalistes. Les souffrances du roi , ses vertus , l'ambition , l'audace et la férocité de Cromwel , excitèrent la pitié et la vengeance de la nation : toutes les provinces se soulevèrent ; mais , faute de se réunir , et de concerter avec prudence un projet réglé d'opérations générales , toutes ces petites armées furent dispersées par la valeur et l'activité de Cromwel. Il triompha par-tout ; et , après avoir tout subjugué en Angleterre , il tourna ses armes victorieuses contre les Écossais. Son absence donna

AN. 1647. lieu à de nouvelles propositions de paix ; et, si les communes eussent voulu relâcher quelque chose de la rigueur de leurs prétentions, peut-être que leur réunion et leur intelligence avec le souverain, auroient opéré la destruction de Cromwel et le salut de l'état ; mais elles furent si fermes dans leurs prétentions, et le roi si inflexible dans son refus à supprimer l'épiscopat, qu'il regardoit d'institution divine ; les conférences traînèrent si long-tems en longueur, que l'armée triomphante reparut avant la confection du traité.

Cromwel, toujours victorieux et toujours heureux, ne mit plus de bornes à son audace et à son ambition. Un attentat de plus ne l'effraya point : il demanda au parlement que l'on fit le procès au roi, comme l'oppresseur et le meurtrier de son peuple. Cette demande atroce inspira l'effroi et répandit la terreur. Les communes refusèrent d'être complices de cet affreux régicide ; mais le tyran farouche ne se déconcerta point, et entra dans Londres, à la tête de son armée ; fit arrêter les membres qui avoient refusé d'obéir à ses ordres ; les déclara traîtres à la patrie, et perturbateurs du repos public ; dénonça leur parti, comme une ligue pernicieuse, propre à perpétuer les divisions et l'anarchie ; et, réduisant le parle-

ment à un petit nombre de lâches satellites, qui avoient vendu leur voix au despote, il ne fut pas difficile de faire accepter à ces hommes sanguinaires, le rôle d'accusateurs, de juges et de bourreaux. Cromwel réunissoit la férocité d'un tyran, à toute la bassesse d'un infâme hypocrite ; il s'écria dans la chambre des communes : « Hélas ! si quelqu'un m'eût » communiqué le dessein de punir le roi, je » l'aurois regardé comme un insigne traître ; » mais , depuis que la providence et la nécessité vous obligent à cette rigueur , je prie » Dieu qu'il vous éclaire : quant à moi , » je ne me sens pas assez inspiré , pour vous » conseiller dans cette importante affaire ; je » la crois juste , et pense que le ciel veut la » punition du prince : car , l'autre jour , offrant des vœux ardens pour lui, tout-à-coup » ma langue s'attacha à mon palais ; ce qui » prouve qu'il est maudit du Seigneur ».

Il n'étoit pas au pouvoir de ce tribunal AN. 1649. mercenaire de trouver un exemple, ou une loi qui autorisa une procédure aussi infâme ; il commença d'en créer une portant : qu'un roi d'Angleterre, qui avoit pris les armes contre son parlement, devoit être convaincu de crime de haute-trahison. On établit une cour de justice, revêtue de la commission expresse

AN. 1649. de faire le procès au roi. Ce nouveau tribunal, composé de soixante-douze brigands, accusa Charles Stuart : « d'avoir formé le dé-
 » testable projet de renverser les lois fonda-
 » mentales, et de détruire la liberté de la
 » nation pour y substituer un gouvernement
 » arbitraire et tyrannique ; d'avoir entrepris
 » contre son parlement une guerre sanglante ;
 » d'avoir épuisé le trésor public, et ruiné
 » entièrement le commerce ; enfin, d'avoir
 » fait périr plusieurs milliers de ses sujets,
 » et d'avoir produit une multitude innombrable de maux de toute espèce ».

Charles comparut devant ses juges, avec la dignité d'un souverain et l'innocence de l'homme juste : jamais monarque ne parut plus grand, au moment même où on le dépouilla de son trône ; le Tout-Puissant, dit un historien, avoit empreint le sceau de sa divinité sur le front de ce malheureux prince ; son air calme et serein annonçoit la paix de son ame ; et, quoique l'adversité eût épuisé ses traits, il avoit cette noble assurance qui distingue l'auguste caractère d'un souverain : enfin, ce tribunal atroce, sur la déposition de quelques témoins, déclara le roi convaincu de haute trahison, et le condamna à périr sur un échafaud. La nation frémit à cet arrêt de

mort; mais trop lâche pour défendre son sou-
 verain, et pour punir ses meurtriers, elle se
 contenta de pousser des cris et d'invoquer le
 ciel. Les presbytériens, dit un écrivain célè-
 bre, fournirent la hache qui coupa la tête
 au roi, et livrèrent la victime toute liée aux
 indépendans qui l'égorgerent.

Charles reçut la mort sans foiblesse, comme
 sans ostentation; jamais l'héroïsme ne parut
 avec autant d'éclat sur l'échafaud. On vit un
 prince vertueux assassiné par ses sujets, par-
 donner à ses meurtriers et à ses bourreaux.
 Voilà le prodige sublime et le spectacle con-
 solant que la terre étonnée présenta aux cieux.
 Cette nation corrompue par ses chefs, égarée
 par le fanatisme, fondit en larmes, et se li-
 vra à l'affliction et au désespoir, au moment
 où la tête sanglante de ce prince malheureux
 lui fut présentée. Ainsi périt Charles, digne
 des larmes, des regrets et des hommages de
 la postérité. La superstition du peuple, la haine,
 l'ambition et les crimes du parlement, la fu-
 reur et la vengeance des sectaires, l'hypocri-
 sie et la férocité de Cromwel, le zèle indis-
 cret des ministres, les caprices des favoris,
 opérèrent cette sanglante révolution. Charles,
 au milieu des secousses violentes qui ébran-
 loient l'état, oublia qu'il étoit roi : sans pru-

AN. 1649. dence , sans énergie , sans politique , il ne prévint point les effets que devoient produire les nouvelles opinions et les nouveaux principes que la nation avoit adoptés dans ce tems où les idées de privilége , de liberté , d'indépendance , égardoient les esprits et corrompoient les cœurs : Charles regardoit les droits dont ses prédécesseurs avoient joui , comme une partie de la constitution ; il crut qu'il y auroit de la lâcheté d'en céder aucun ; il ne considéroit pas que cette même constitution et ces mêmes droits , ayant une origine humaine , étoient sujets aux mêmes changemens que toutes les institutions humaines. Si ce prince , au commencement de la guerre civile , eut pris le glaive pour répandre le sang de quelques républicains factieux ; si , par un système suivi et médité , il eut su réunir l'intérêt général à son intérêt particulier ; s'il eut voulu sacrifier quelques droits de la souveraineté , abandonner sa liturgie religieuse , et détruire l'épiscopat ; s'il n'eut point signé l'arrêt de mort prononcé contre le vertueux Strafford ; s'il eut employé la force , la ruse ou la séduction pour faire périr Cromwel , Charles auroit régné paisiblement , et la nation ne se seroit point rendue coupable d'un crime qui attestera à tous iès siècles et à toutes les

nations, sa lâcheté et son infamie. Mais, ^{AN. 1649.} ce qui doit nous frapper d'étonnement et d'indignation, c'est de voir les puissances de l'Europe, et sur-tout la France, rejeter les prières, les larmes, les supplications du jeune prince de Galles; regarder avec indifférence, et peut-être avec un secret plaisir, un prince méconnu, outragé et assassiné par ses sujets. Les ambassadeurs hollandais et français firent bien quelques démarches en faveur du monarque anglais; mais il ne s'agissoit point de négociations dont la lenteur faisoit soupçonner la sincérité; il falloit prendre les armes, attaquer, combattre et détruire le meurtrier sacrilège et le tyran usurpateur: il est de la justice, du devoir, de l'intérêt des rois, de réunir leurs forces pour défendre leur autorité, et affermir les droits sacrés de succession contre les efforts de la révolte et les crimes de l'usurpation.

R É P U B L I Q U E.

La dissolution de la monarchie suivit de près la mort du monarque: le parlement s'empara de l'autorité souveraine, se déclara le défenseur et le gardien de la liberté publique, publia un décret qui condamnoit à mort, qui-

AN. 1649. conque contribueroit directement ou indirectement à faire proclamer roi Charles, prince de Galles, et dénonça comme ennemis de l'état et traîtres à la patrie, le duc d'Hamilton, le comte de Holland et le lord Capel : ces intrépides défenseurs de l'autorité royale périrent sur l'échafaud. Pour ôter aux deux fils de Charles, qui étoient à Londres, toute idée de grandeur, on les destina à l'apprentissage d'un métier ; pour ne laisser aucun vestige de la royauté, le parlement fit abattre la statue équestre de Charles, et graver sur le piédestal, cette inscription : *Exiit tyrannus, regum ultimus* : *Le tyran a disparu, c'est le dernier de nos rois*. Les communes décidèrent que la chambre des pairs étoit inutile et dangereuse, et en conséquence elle fut abolie.

Les communes vouloient établir sur les ruines de l'ancienne constitution, une république dont elles formeroient le sénat ; mais la nation étoit divisée en une infinité de sectes livrées à l'extravagance des systèmes. La secte des presbytériens étoit composée, comme on l'a déjà observé, des puritains et des indépendans : cette dernière faction étoit partagée entre les millenaires et les déïstes. Les premiers soutenoient qu'il falloit accorder le pouvoir souverain à la sainteté ; ils attendoient le

second événement de Jésus-Christ, et croyoient AN. 1649. que tous les saints gouverneroient la terre; les autres vouloient une égale distribution d'autorité, de fortune et de propriété. Le parti des royalistes, affranchi de cette épidémie spéculative qui égardoit la nation; ceux qui donnoient des larmes secrètes à la mort du dernier de leur roi, et qui formoient des vœux pour la restauration du prince de Galles, s'opposoient aux projets du parlement: il n'y avoit donc que l'armée qui pût créer ce prétendu sénat. Cromwel vit bien que son intérêt exigeoit qu'il défendît et soutînt ce corps aussi redoutable par le courage et la discipline, que par le nombre; il se flattoit de parvenir par ses chimères politiques et ses extrases religieuses, à séduire cette armée qui, par intérêt ou par reconnoissance, ne manqueroit point de lui confier les droits de la souveraineté. Le parlement forma ensuite un conseil d'état destiné à veiller à l'exécution des lois, et à donner des ordres aux officiers de l'armée. Cromwel parut favoriser l'établissement de ce nouveau sénat; il obtint le titre de lieutenant en Irlande, qu'il subjuga avec une rapidité inconcevable.

Charles, prince de Galles, étoit à la Haye auprès du prince d'Orange son beau-frère;

AN. 1649. il se fit proclamer roi d'Angleterre ; les seigneurs qui étoient auprès du prince lui prêtèrent serment de fidélité. Les états-généraux, redoutant ces communes si formidables par leur pouvoir, et si heureuses dans toutes leurs entreprises, délibérèrent de livrer Charles au parlement : ces nouveaux républicains devoient détester le gouvernement monarchique ; ils furent conséquens dans leurs principes, en refusant de secourir un prince ennemi par intérêt et par politique des états républicains. Charles auroit bien désiré de passer en France ; mais cette cour avoit déjà envoyé à Cromwel un ambassadeur pour féliciter ce meurtrier usurpateur : enfin, Charles vouloit partir pour l'Irlande ; mais les troubles qui agitoient ce royaume le forcèrent à changer ses résolutions.

Le duc d'Argyle, attaché à la secte des presbytériens, gouvernoit l'Écosse : ce chef regardoit l'établissement d'une république comme contraire à l'intérêt national ; il pensoit que, pour mettre un terme aux factions et à la guerre civile, il falloit un magistrat suprême, revêtu de l'autorité suprême ; en conséquence, le parlement d'Écosse publia une proclamation où il reconnut Charles II, pour son souverain légitime, à condition qu'il ap-

prouveroit le fameux *convenant*. Des députés AN. 1649. furent envoyés pour féliciter ce prince, et lui communiquer les vœux de la nation. Charles refusa d'accepter les conditions qui lui étoient imposées ; il connoissoit l'esprit d'inquiétude et d'inconstance qui dirigeoit la faction presbytérienne ; il se rappeloit que cette secte avoit vendu le sang de son père ; il résolut d'exécuter son premier projet d'aller chercher en Irlande des soutiens et des défenseurs. Les royalistes et les catholiques de ce royaume, se réunirent pour rétablir Charles sur son trône ; déjà le marquis d'Osmond, à la tête d'une armée, s'étoit emparé de plusieurs villes, et se préparoit à faire le siège de Dublin ; le prince Rupert, avec une flotte considérable, s'étoit réuni au général Irlandais ; mais le colonel Jones, qui commandoit dans la capitale, attaqua d'Osmond et le vainquit ; Charles Crotte, gouverneur de Londondéri, dispersa l'armée des royalistes. Ces pertes et ces revers forcèrent le roi de se retirer avec le duc d'York, son frère, dans l'île de Jersey. Carteret, sujet fidèle à son prince et à sa patrie, en étoit le gouverneur ; ce fut dans cette île que Charles fut instruit des succès et des triomphes de Cromwel : ce féroce guerrier avoit subjugué l'Irlande, et porté la terreur

AN. 1649. de son nom dans toutes les provinces. Après avoir donné le gouvernement à son gendre Ircton , Cromwel partit pour Londres , où Fairfax , dégoûté du personnage qu'on lui avoit fait jouer dans le meurtre de Charles , résigna en ses mains la commission du général de l'armée.

Le brave Montrose continuoit à parcourir les villes et les provinces pour défendre et fortifier la cause de son roi : il leva une armée ; mais il fut vaincu et fait prisonnier par le général Lesley , qui le fit conduire à Édimbourg , comme un malfaiteur ; le parlement lui fit son procès : ce seigneur d'une illustre naissance , ce guerrier qui avoit fait si souvent trembler les rebelles , ce patriote vertueux fut condamné à une mort ignominieuse. Charles perdit son plus zélé défenseur ; il se vit alors forcé d'accepter les conditions que les Écossais vouloient lui imposer : ce prince partit pour l'Écosse , où il fut proclamé roi. Cependant Charles étoit traité comme un citoyen dangereux ; on composa sa cour de ces rigides presbytériens , qui ne lui parloient jamais que pour outrager la mémoire de son père , et avilir l'autorité royale : ces fortetés et ridicules déclamateurs faisoient sans cesse intervenir le ciel pour justifier leurs principes

sanguinaires. Charles qui avoit les vertus d'un citoyen et les lumières d'un philosophe, dédaignoit et sourioit souvent à ces farces religieuses; aussitôt ces fanatiques le dévouoient à la damnation éternelle.

Cromwel, instruit du traité de Breda, se mit à la tête de son armée pour combattre les Écossais : il s'avança vers Dumber, ordonna à ses soldats de chanter les louanges de Dieu, rencontra les ennemis et les tailla en pièces : Charles profita de l'obscurité de la nuit pour se retirer à Dundee. Les malheurs du jeune monarque attendrirent le comte d'Argyle, chef des presbytériens; il se déclara le défenseur de Charles, leva une armée dont il confia le gouvernement à Lesley. Cromwel marcha contre ce général et le mit en fuite : le jeune roi échappa au carnage : sa fuite présente un concours d'événemens dont le détail intéresse et attendrit. Charles se déguise en paysan; poursuivi par les satellites de Cromwel, il se tint caché sur un chêne pendant deux jours : dans cette situation terrible, il entend la proclamation qui met sa tête à prix; il est conduit, au milieu des forêts et des précipices, dans la chaumière d'un pauvre paysan, où il fut nourri pendant quelque tems des mets les plus gros-

An. 1651.

AN. 1651. siers : enfin , il fut confié à la générosité d'un gentilhomme du comté de Strafford ; sa fille se chargea de le conduire sur les bords de la mer. Après bien des dangers et des obstacles , Charles trouva un vaisseau sur lequel il s'embarqua pour la France.

Les succès et les conquêtes de Cromwel le rendirent trop puissant et trop vain , pour qu'il pût s'abaisser long-tems à obéir aux ordres d'un sénat qu'il avoit fait créer par l'armée : ces mains farouches qui venoient de renverser et d'ensanglanter le trône , étoient assez vigoureuses pour le relever ; son ambition assez active pour le presser d'y monter , et son génie assez vaste pour lui promettre de s'y maintenir. Ce fut alors qu'il communiqua , pour la première fois , ses projets à ses satellites , qui excitèrent son audace et son ambition. Tout sembloit inviter Cromwel à franchir cette dernière barrière : la tyrannie et la bassesse des membres qui composoient le parlement , avoient attiré sur eux l'indignation publique ; et quelques puissent être désormais les destinées de l'Angleterre , on ne voyoit rien de si terrible que l'existence de ce sénat vénal et prévaricateur.

La république venoit de remporter quelques avantages sur les Hollandais ; leur flotte avoit
été

été dispersée ; ces succès avoient rendu les magistrats si vains, qu'ils commençoient à regarder les troupes de terre avec mépris, et affecter pour la marine une préférence humiliante pour l'armée. Ce Cromwel ne manqua point d'observer ces imprudences, et d'en profiter ; il les fit remarquer à ses principaux officiers, assembla un conseil général de guerre où il prouva la nécessité et les avantages d'arrêter les entreprises d'un parlement intéressé à combattre cette autorité, qui devoit maintenir les lois de la république. Cromwel échauffa tous les esprits, et la perte des communes fut résolue ; il se rendit au parlement, suivi de quelques troupes, lui annonça que Dieu voulant établir le règne des saints, avoit résolu dans les décrets de sa divine providence de le dissoudre ; et le livrant ensuite à la fureur des soldats, il le fit entraîner loin du palais, dont il ferma les portes. Telle fut la fin de ce parlement odieux, qui, sous prétexte de défendre la constitution de l'état, se rendit coupable de trahison et de régicide.

Cromwel, en détruisant la monarchie et le parlement, ne vouloit point sans doute livrer la nation à l'anarchie ; il s'occupoit à usurper l'autorité souveraine : incertain de la dénomination qu'il donneroit pour quelque tems à

AN. 1654.

AN. 1654. Cet exercice réel du suprême pouvoir, et n'osant prendre le titre de roi, sans consulter et étudier les mouvemens et les dispositions de l'armée, il imagina une de ces folies qui paroîtroit incroyable, si elle n'étoit pas si récente et si authentiquement prouvée. Cet hardi imposteur publia que, dans une révélation, Dieu lui avoit apparu dans la personne du père, et lui avoit confié, en son nom, l'administration du gouvernement céleste. Cromwel assembla quelques députés d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et leur annonça que la providence divine les avoit choisis pour former son saint parlement. Tous ces personnages élus immédiatement, sanctifiés par la parole seule du nouveau prophète, prirent gravement leurs sièges et commencèrent la réforme : 1^o. par l'abolition de toute fonction sacerdotale ; 2^o. par la destruction de toute loi, comme émanant de la tyrannie des rois damnés ; 3^o. par la suppression des universités ; et de tous autres établissemens dangereux où les sciences sont enseignées comme étant le séminaire de l'athéisme. Après cette scène aussi risible qu'odieuse, il parut à Cromwel que ces saints réformateurs avoient fini leur mission, relativement à l'administration publique ; il se hâta de les faire servir d'instrumens pour le

succès de ses entreprises. Comme parmi cette multitude d'imbécilles fanatiques, il avoit eu soin de récompenser ceux qu'il crut propres à devenir les coopérateurs et les confidens de ses secrets, il les pressa d'exécuter le traité conclu entre le prophète et les apôtres : en conséquence ils vinrent le trouver en corps ; lui déclarèrent solennellement que Dieu leur avoit ordonné de remettre entre ses mains l'autorité qu'ils avoient reçue de la providence divine : alors le conseil militaire se réunit à des magistrats civils, l'armée et le sénat prièrent Cromwel de recevoir le titre modeste de protecteur ; on régla ensuite l'étendue et les droits de son pouvoir : il fut déclaré le chef suprême de trois royaumes.

PROTECTORAT DE CROMWEL.

A peine Cromwel fut il nommé protecteur, AN. 1655. que la nation le regarda comme l'oppressur de la patrie et le meurtrier de son roi ; mais comme sa férocité, son fanatisme et le pouvoir militaire dont il étoit armé, imprimoient dans tous les esprits la crainte et la terreur, on obéissoit au tyran usurpateur dans l'espoir d'en être bientôt délivré. Cromwel convoqua un nouveau parlement : ce fut dans cette

AN. 1655. assemblée nationale qu'on examina la nature et l'origine de la constitution de l'état, des droits de la souveraineté, et des privilèges du peuple. On demanda au protecteur de quel droit il se trouvoit à la tête d'une république libre; on lui reprocha la férocité de ses mœurs, et la tyrannie de son administration; on affecta de ne lui rien communiquer des délibérations de l'assemblée; il fut même instruit d'une conspiration formée contre lui, entre ce corps et quelques officiers-généraux. Il fit punir de mort Vowel et le colonel Gérard le même jour et sur le même échafaud, périt dom Pantaleon Spa, chevalier de Makhe, et frère de l'ambassadeur du Portugal, meurtrier d'un citoyen de Londres.

Cromwel n'ignoroit point que ses ennemis les plus actifs et les plus ardens, étoient membres du parlement; tout lui annonça une nouvelle révolution: il se trouva donc forcé à le dissoudre. Les suites de cette dissolution furent des émeutes, des complots; les suites de ces rebellions furent l'érection des gibets et des échafauds. Cromwel crut qu'il falloit cimenter et affermir sa puissance sur la tyrannie et la terreur; il chercha à enchaîner indistinctement tous les ordres de l'état; il divisa l'Angleterre en différens districts; éleva, dans chacun de

ses districts, des tribunaux militaires, chargés AN. 1655.
 de lever les impôts, d'emprisonner et de confisquer les biens de ceux qu'il appeloit les *delinquans*. Bientôt cette nation insensée, qui se glorifioit d'avoir fait périr son roi, immolé tant de victimes, répandu tant de sang à l'acquisition de ses privilèges, se vit écrasée sous le joug d'une oppression inconnue même à l'Asie. C'est ainsi que, dans les horreurs de la guerre civile, le peuple reçoit les fers de l'esclavage, en croyant combattre pour sa liberté ou pour sa religion.

Cromwel ayant affermi son autorité sur ce despotisme exécrable, demeura deux ans sans convoquer un nouveau parlement; il employa ce tems à des opérations militaires qui, quoiqu'injustes et imprudentes, lui donnèrent le titre de héros et de politique. La nation qui, sous le règne de ses deux derniers rois, avoit laissé presque ignorer son nom au-delà des mers, fut flattée de le revoir revivre avec éclat. Le protecteur, à l'exemple d'Élisabeth, s'occupa à former des alliances, à déclarer des guerres, à étendre le commerce national, à protéger les colonies, à tromper les puissances étrangères, et à se rendre l'arbitre des destinées de l'Europe. Après avoir parlé en maître et en vainqueur, à la Hollande, Cromwel conclut

AN. 1655. un traité de paix avec cette puissance, la France et la Suède; fit trembler le duc de Savoie et la cour de Rome; dirigea les opérations du cabinet de Versailles, en ordonnant à Mazarin de ne point persécuter les protestans; déclara la guerre à l'Espagne, et châtia les corsaires algériens: l'amiral Pen fut envoyé avec une flotte aux Indes-Occidentales, pour attaquer l'île Saint-Domingue. Pen ne fut pas heureux dans cette expédition; mais il fit la conquête de la Jamaïque. Le capitaine Stagner s'empara d'un riche convoi qui venoit des Indes; Blacke fit voile vers les Canaries, où étoit la flotte du Pérou: après une vigoureuse défense l'amiral espagnol fut forcé d'abandonner ses vaisseaux qui furent brûlés par les Anglais. Toutes ces guerres ne furent entreprises que pour suspendre la haine publique, et faire oublier à la nation la tyrannie et l'usurpation de Cromwel, et l'accoutumer au joug qu'on vouloit lui imposer. En Angleterre, un roi conquérant peut être impunément un despote. Le peuple est plus fier de ses succès que sensible à l'oppression; il est plus attaché à la gloire qu'à la constitution de l'état; il sacrifieroit sa liberté et ses privilèges, pourvu que son souverain humiliât ses ennemis et multipliât ses conquêtes. Cet orgueil national a produit

cette énergie et ce patriotisme que l'Anglais An. 1654
doit nécessairement perdre dans un siècle de
lumière et de spéculations financières.

Le protecteur comprit qu'il falloit assembler
un nouveau parlement. Après avoir pris les
précautions que la prudence lui suggéra, pour
s'assurer de la pluralité des suffrages, il créa,
sous cette dénomination, un nouveau sénat.
Cromwel regarda alors le trône, qu'il ambi-
tionnoit avec fureur, quoiqu'il affectât de ne
parler que de liberté, de république et d'éga-
lité : sa religion même paroissoit s'opposer à
ses audacieux projets. Cependant un usurpateur
meurtrier de son roi, songe enfin à recueillir
le prix de son forfait. On ne se livre au crime
que par intérêt. Cromwel veut être roi ; il
assemble ses satellites, et leur découvre ce
secret que depuis long-tems il renfermoit dans
son cœur. Un jour que l'on délibéroit sur quel-
que manière concernant les moyens de concil-
lier le gouvernement militaire tel qu'il existoit
alors avec les lois fondamentales de la consti-
tution, un de ces satellites voulut prouver
qu'il étoit facile de réunir les avantages du
gouvernement monarchique avec les privilè-
ges du peuple ; comme si une administration
militaire pouvoit subsister dans une monarchie
ou dans un état républicain. Il proposa de

AN. 1655. changer seulement un mot dans la définition du gouvernement actuel, et de substituer roi à la place de protecteur. Cette proposition fut reçue avec transport par ces magistrats qui avoient vendu leur voix au tyran; mais les officiers-généraux, ceux qui, après Cromwel, occupoient les premières dignités de l'état, s'opposèrent avec fermeté à cette nouvelle usurpation; ils objectèrent au protecteur toutes les raisons qu'il avoit autrefois employées pour les engager à établir la liberté publique sur les ruines de la monarchie: l'un d'eux fit l'éloge du malheureux Charles, en peu de mots bien énergiques. « Si nous avions voulu » un roi, dit-il à Cromwel, nous en avions » un qui valoit mieux que tout autre ». Ses intimes amis, ses plus proches parens joignirent leur opposition à celle de l'armée; des conjurés étoient armés au moment même où il accepteroit l'offre que lui faisoit le parlement. La nation aimoit et respectoit la famille de ses rois; et il lui falloit un prince issu du sang royal. Cette majorité de suffrages, que le protecteur ne peut jamais ni épouvanter ni corrompre, le déconcerta, et il abandonna en frémissant un trône qu'il auroit peut-être illustré par ses vertus guerrières. La cassation des officiers qui avoient voté contre lui, ayant

suivi de près son refus, fut une preuve sensible de la violence qu'il s'étoit faite en cette occasion, et manifesta sa vengeance et sa férocité. Ce qu'il reçut de l'affection du parlement, fut le droit de nommer son successeur au protectorat; et dans ce moment, on regarda son fils Richard comme la personne qui devoit recueillir le fruit de cette disposition. Cromwel, qui, contre toutes les règles de la prudence et de la politique, avoit rétabli la chambre des pairs, fut alarmé de l'union qui régnoit entre le parlement et l'armée. Dans la crainte de quelque nouvelle conspiration, il s'empressa de le dissoudre, malgré les conseils et les prières de ses amis.

Cromwel, redoutable aux puissances étrangères, étoit malheureux dans son administration intérieure : depuis la dissolution du parlement, il ne lui étoit point possible d'établir une forme fixe du gouvernement; il ne pouvoit le faire qu'à la tête de son armée, ou du consentement des représentans de la nation; mais l'armée et la nation s'étoient réunies par un heureux accord. La puissance législative et le pouvoir exécutif, s'occupoient de concert à détruire l'autorité du protecteur, et à former un état démocratique. Tous les partis, toutes les sectes, divisés de principes, d'intérêts et

AN. 1655. d'opinions, travailloient à hâter la chute de l'usurpateur. Les royalistes le regardoient comme le meurtrier de leur roi ; les épiscopaux comme l'oppresseur de leur religion ; les presbytériens comme l'ennemi de leur doctrine ; l'armée comme un ambitieux et un despote ; les indépendans comme le destructeur de leur système d'égalité primitive , et l'usurpateur des droits de la divinité ; la nation entière comme le tyran de la patrie. Cette confédération générale annonçoit un grand événement ; chaque jour Cromwel' découvroit une conspiration ; il trouvoit dans sa famille même , cet esprit républicain et religieux , si incompatible avec la tyrannie. Sa chute devenoit inévitable ; il ne survécut que quelques mois aux alarmes , aux remords et aux tourmens qui déchiroient son ame : il imagina n'entendre parler que d'insurrections projetées , de révoltes dans l'armée , de complots , d'officiers qu'il avoit persécutés , de trahisons , de combats et de défaites. Cromwel tomba insensiblement dans cet état de terreur , qui semble être la punition des grandeurs acquises par de grands crimes : plus de paix , plus de sommeil ; son imagination phantastique ne lui présentoit plus que des coupes empoisonnées , des poignards , des échafauds , des victimes et des bourreaux ;

il frémissait à l'approche de ceux que la nécessité obligeoit de recevoir; se déroboit-il dans la solitude, aux soins du gouvernement, des phantômes effrayans l'accompagnoient, armés d'un glaive teint de sang; à chaque pas qu'il faisoit, il pensoit voir l'abîme s'entrouvrir; à chaque instant il croyoit entendre le bruit de la foudre qui devoit l'écraser : l'image ensanglantée de Charles le suivoit par-tout; il n'habitoit jamais deux nuits le même appartement; l'état de son ame produisoit sur sa santé, l'effet ordinaire de cette terrible situation. Il avoit presque déjà perdu l'usage de ses sens; on en arracha cependant un signe d'approbation, à la demande qu'on lui fit, de nommer son fils Richard pour son successeur; et ce signe AN. 1658. suffit au conseil. C'est ainsi que mourut cet homme extraordinaire, dont on a si diversement parlé : l'esprit de faction et d'indépendance, qui subsiste encore en Angleterre, dans une heureuse impuissance, en fit toujours son héros; et quelques écrivains n'ont pas rougi de l'élever au-dessus de ce que Rome et la Grèce ont produit de plus grand. Il n'y a pas long-tems qu'un membre des communes, homme vil et odieux, qui, par inquiétude, par envie ou par férocité, ne cesse d'insulter et d'outrager son roi, osa faire, dans une as-

AN. 1658. semblée nationale, le panégyrique de ce tyran usurpateur.

Les historiens qui ont examiné le génie et le caractère de Cromwel, se sont laissé égarer et séduire par ce merveilleux, qui étonne et asservit l'imagination, et par ces succès rapides et constans qui ont suivi et couronné ses entreprises. Un simple particulier qui a pu créer un parlement souverain, dont il s'est servi pour renverser et ensanglanter le trône de son roi; qui a pu susciter une armée pour disperser ce parlement, pour briser, quand il a voulu, ce vil instrument si nécessaire pour sa grandeur, et dont il n'a plus besoin; qui a pu contenir cette armée frénétique par le respect et la terreur; qui, après avoir dispersé la famille royale, violé les lois, trompé, séduit et subjugué une nation inquiète et factieuse, est mort souverain absolu de trois royaumes, respecté et redouté des puissances étrangères: un pareil homme, au premier coup-d'œil, ne peut avoir été qu'un être surnaturel, un génie vaste et profond. Il eût été tout cela sans doute, si toutes ces entreprises, ces conquêtes, ces révolutions eussent été l'effet d'un plan suivi, médité, approfondi; mais, outre qu'il n'est pas vraisemblable qu'un projet si compliqué dans sa nature et son exécution, dont

le succès étoit subordonné à tant d'événemens An. 1658.
 et de circonstances impossibles à prévoir, ait
 pu se développer tout entier à l'intelligence
 humaine ; il est parfaitement prouvé que Crom-
 wel marcha toujours au hasard, sans règle,
 sans politique, sans prudence ; il couroit dans
 la carrière, sans voir le terme où il vouloit
 atteindre : ce n'étoit point les lumières d'un esprit
 froid et calculateur qui le dirigeoient ; il ne
 consultoit que l'impétuosité de ses passions et
 les agitations du fanatisme. La prudence mé-
 dite, raisonne et agit avec réflexion ; elle pré-
 voit les obstacles, connoît les moyens pour les
 surmonter, et sa profonde politique prédit et
 enchaîne les événemens. La superstition, dans
 ses excès de fureur, ne connoît point de bor-
 nes, marche sans méthode et sans principe ;
 le bonheur et l'audace lui tiennent lieu dans
 ses succès de calcul et de sagesse ; c'est l'ou-
 vrage du hasard. Une seule entreprise mal-
 heureuse, eût conduit infailliblement Cromwel
 sur l'échafaud ; ses lettres, ses négociations
 secrètes, tout annonce en lui un fanatique qui
 vouloit établir le gouvernement théocratique,
 sur les ruines de la religion nationale ; un hom-
 me, dévoré par une ambition effrenée, qui
 s'acrut par l'éclat de sa gloire et de son crédit,
 mais qui se trouva étonné lorsqu'il fut sur le

Ann. 658. marche-pied du trône qu'il désira, lorsqu'il vit qu'il n'y avoit qu'un pas à franchir pour y monter, et qui se consola ensuite de sa perte, par l'exercice de la souveraineté et du despotisme.

Cromwel étoit issu d'une maison ancienne, alliée à celle de Stuart; la médiocrité de sa fortune, ses premières débauches, l'austérité de ses mœurs qui le jeta dans l'obscur secte des prédicans et des puritains; toutes ces circonstances le rendirent lui-même obscur. Ce furent cependant ces puritains qui, après avoir infecté son esprit de visions, de révélation et d'illuminations, le firent élire, par leurs intrigues secrètes, membre du parlement. Une fois introduit dans cette assemblée nationale, il y trouva un parti puissant formé contre son prince; il se déclara royaliste, parce que l'opposition étoit son caractère, et que son génie, toujours enflammé, s'irritoit et prenoit une nouvelle audace et une nouvelle énergie, à la vue des obstacles et des contradictions. Si la puissance ou le droit héréditaire l'eussent placé sur le trône, il auroit donné à la constitution de l'état, une forme fixe et irrévocable par la fermeté de son administration; il auroit détruit ces causes déplorables, qui ont produit cette lutte perpétuelle, entre le peuple et le

roi ; enfanté ces factions intestines et ces An. 1658.
guerres meurtrières qui ont ravagé un royaume célèbre par le courage, le patriotisme et la politique de ses habitans. Mais Cromwel devint un usurpateur et un tyran, parce qu'il crut que le ciel le destinoit à être le vengeur de la liberté, le législateur de la nation, le pontife et le prophète d'une nouvelle doctrine et d'une nouvelle religion. Alors on le remarqua ; non par son éloquence, mais par sa violence et son obstination : il étoit plus soldat qu'orateur ; et plus propre à commander une armée, qu'à défendre ou expliquer des lois. Il sut se rendre agréable aux soldats, qui, déjà infectés du puritanisme, marquèrent un attachement particulier au plus forcené des puritains. Ces dispositions n'échappèrent pas à Cromwel, qui, forcé de sentir son incapacité pour devenir l'interprète et le dépositaire des lois, prit volontiers l'épée pour les anéantir ou en créer de nouvelles, conformes à son génie et à ses opinions. Sa vocation militaire lui ouvrit une carrière plus vaste et plus brillante : ainsi porté par la faveur de l'armée, de grade en grade, il parvint rapidement au commandement de quelques divisions, où il se distingua par sa valeur. Alors son bras devint nécessaire au parlement, qui s'occupoit

AN. 1658. d'introduire dans l'état une nouvelle forme de gouvernement. La fortune seconda son courage; il se rendit maître des destinées de Charles : une infinité de hasards, de circonstances imprévues, entr'ouvrirent pour lui la barrière que son audace osa franchir : armé de la puissance civile et militaire, il étonna les esprits, par un jargon prophétique et un langage mystérieux; les enchaîna par la terreur et la superstition, et sut en profiter pour détruire les lois constitutives de l'état, et usurper les droits de la souveraineté. Ferme dans son administration, il rendit le nom anglais redoutable aux étrangers, et opprima le peuple pour affermir son autorité : il fut cruel et religieux; allia l'austérité des mœurs avec la férocité de l'ame; réunit les vertus domestiques du citoyen, et la valeur du guerrier, aux vices du despote et à la méchanceté du tyran. Fier et redoutable aux grands qu'il détestoit; il caressoit la multitude qu'il aimoit, et s'humilioit devant les soldats qu'il redoutoit. En rendant la nation esclave, il lui donna une nouvelle vie, de nouvelles lumières; et son protectorat a été plus utile et plus glorieux à l'Angleterre, que les conquêtes et les lois de ses guerriers et de ses législateurs. Cromwel avoit sans doute du génie; mais c'étoit cette espèce

espèce particulière de génie , qui devoit réussir dans la seule patrie , et à la seule époque où il en fit usage. Il paroît douteux qu'il ait été si profond politique , qu'on le croit ; la certitude de ce doute est la certitude où l'on est qu'il fût enthousiaste et fanatique de bonne foi : il l'étoit avant de paroître sur la scène ; lorsque , réduit à la profession de fermier , il s'enivroit avec les puritains , ses voisins , commentant sur le texte dangereux de l'histoire de Jéroboam et de Jésabel : en sorte que ce qui a paru être l'ouvrage d'une profonde politique , étoit pur fanatisme. Cette découverte importante explique sa conduite , ses actions , et fait connoître par quels ressorts Cromwel s'est porté à un si haut degré d'élévation. Un général fanatique , à la tête de quatre-vingt mille fanatiques , fera une révolution dans sa patrie , ensanglantera le trône , et usurpera le pouvoir civil , militaire et religieux : son règne ne sera pas long ; parce que l'empire du fanatisme n'est pas durable , et que la vérité , en éclairant les hommes , brise bientôt son culte et ses autels.

Il étoit tems qu'une mort naturelle vînt soustraire Cromwel aux humiliations et aux supplices que lui destinoient son usurpation et ses crimes. A peine l'Angleterre fut elle

AN. 1658. délivrée de ce tyran , que le conseil , les officiers-généraux et particuliers , les soldats , les matelots , tous les ordres des citoyens de trois royaumes , s'empressèrent de reconnoître Richard pour protecteur : il reçut les hommages de la noblesse , du tiers-état , des députés des provinces , des ambassadeurs étrangers et du parlement. L'histoire des nations , et particulièrement celle d'Angleterre , est intéressante et instructive , en ce qu'elle offre sans cesse un tableau varié de l'inquiétude et de l'inconséquence humaine. A peine Richard fut-il revêtu du protectorat , qu'il se forma une confédération générale pour lui ôter le pouvoir qu'on venoit de lui confier ; comme si Richard , qui réunissoit l'aménité des mœurs à l'amour de la liberté , eut forcé la nation , les armes à la main , de lui donner un titre qui l'importunoit. Les officiers de l'armée demandèrent que Flewood fût nommé général ; les communes délibérèrent que les officiers ne pourroient tenir aucun conseil pendant la session du parlement. Richard n'eut ni la force de réprimer l'ambition et l'audace du parlement et de l'armée , ni le talent de concilier ces deux corps ; on ne le regarda plus que comme un homme foible , incapable de maintenir la constitution de l'état ; on le força de

dissoudre le parlement, et Lambert fut nommé An. 1658. général de l'armée. Richard donna sa démission, et se retira, plus content de vivre dans la solitude, libre et heureux, que de régner sur une nation factieuse : il n'avoit point cette énergie de l'ame, cette fierté de caractère, cette violence des passions nécessaires pour affermir un pouvoir usurpé. Henri, son frère, résigna son commandement d'Irlande. Ainsi dans un instant la famille de l'usurpateur, retourna dans son obscurité primitive ; la disgrâce et la chute précipitées des enfans, prouvent combien la tyrannie du père étoit odieuse : triste et salutaire leçon que l'histoire offre sans cesse pour instruire les rois, et consoler les peuples.

Voilà donc le gouvernement et l'autorité confiés à l'armée. Lambert et Flewood sollicitèrent le protectorat, et renouvelèrent les factions. Cependant il falloit donner à l'état une constitution fixe ; créer de nouvelles lois, et mettre un terme à cette anarchie, qui menaçoit la république d'une destruction prochaine. Ici les troubles et les cabales renaissent ; chaque parti ne consulte que son intérêt ; chaque secte ne suit que ses passions : les uns prétendoient que la souveraineté devoit résider dans le conseil de guerre ; delà l'établis-

AN. 1658. sement du pouvoir militaire. Les autres vou-
 loient confier l'autorité au parlement ; delà le
 gouvernement démocratique. Les royalistes
 demandoient à grands cris le rétablissement
 de la monarchie : il falloit commencer à don-
 ner de la vigueur aux lois anciennes, ou en
 créer de nouvelles , parce qu'une société ne
 peut point subsister sans législation : les obs-
 tacles se multiplioient, et l'état étoit comme
 un vaisseau battu par la tempête, errant au
 gré des vents ou du hasard : enfin l'ordre suc-
 céda pour quelque tems à la confusion ; et
 du sein du cahos, sortit une lumière qui vint
 frapper et éclairer les esprits, sur la forme
 d'administration qu'il falloit établir pour la
 tranquillité publique. Ce long parlement, cassé
 sous le protectorat de Cromwel, avoit été
 déclaré indissoluble, sous le règne de Charles
 I^{er}. On démontra que la violence n'avoit pu
 lui ôter son existence politique, et qu'il n'a-
 voit pas été au pouvoir du despote usurpa-
 teur, de dépouiller ces magistrats de leurs
 fonctions : en conséquence, les membres de
 ce parlement furent invités, par l'organe de
 Lenthal leur ancien orateur, de venir re-
 prendre leurs sièges et continuer leurs fonc-
 tions. Cet ancien parlement, qui fut appelé le
 rampt ou le *croupion*, exerça l'autorité sou-

veraine, et forma un conseil d'état, dont il AN. 1658.
exclut les officiers-généraux de l'armée ; donna pour une année le commandement des troupes à Flewood , et délibéra que toutes les commissions seroient signées par les communes. L'armée réclama contre cette usurpation. Les royalistes surent profiter de cette division qui régnoit entre la puissance civile et militaire , pour s'occuper des moyens propres à rétablir la monarchie. Les presbytériens modérés se réunirent aux royalistes ; ils ne virent dans l'armée que des tyrans qui vouloient gouverner le peuple, le fer à la main, et dans le parlement, que des hommes inquiets et dangereux, intéressés à perpétuer dans l'état, l'anarchie et l'indépendance. Cet heureux concert hâta la révolution ; les presbytériens et les royalistes prirent les armes ; soulevèrent les provinces ; exhortèrent le peuple à rappeler et à défendre l'héritier légitime du trône. Charles étoit arrivé secrètement à Calais, où il attendoit des troupes que Louis lui avoit promises.

Cette confédération fut découverte. Lambert combattit les royalistes commandés par Boolh ; ils furent vaincus et dispersés. L'armée triomphante s'occupa à détruire le pouvoir civil, pour conserver et augmenter la

AN. 1658. puissance militaire. Lambert se rendit au parlement, et en fit fermer les portes : tout étoit dans le désordre ; il n'y avoit ni roi ni parlement pour régler l'administration de l'état : enfin on créa un espèce de tribunal civil et militaire, composé de vingt-quatre membres vendus et payés d'avance ; ils furent déclarés les représentans des trois royaumes, et revêtus de l'autorité souveraine : on donna à ce tribunal mercenaire, le nom de *comité de sûreté* ; il publia un décret qui cassoit les lois du parlement. Lambert, instituteur de ce conseil, en dirigeoit les opérations, et gouvernoit l'état ; mais Monk, son rival et son ennemi, étoit plus puissant que lui, plus adroit, et certainement plus sage et plus attaché à sa patrie et à ses rois. Monk se déclara pour le parlement et protesta contre les actes de violence et d'usurpation militaires. Ce grand politique, ce restaurateur de la monarchie anglaise ; cet homme religieux sans fanatisme, cachoit des vues profondes : dirigé par la sagesse et le patriotisme, il méditoit dans le silence une grande révolution. Monk n'avoit ni confidens, ni favoris ; il enveloppoit ses projets du voile du mystère ; toutes ses démarches, toutes ses actions, tendoient même à persuader qu'il vouloit défendre et affer-

mir le gouvernement républicain, en sa qua- An. 1658.
lité de lieutenant en Écosse. Monk comman-
doit une armée considérable ; il annonça qu'il
étoit prêt à venir dans la capitale pour ré-
tablir l'ordre public : au bruit de son arrivée
il se forma une confédération puissante. La
plus grande partie de la nation prit la défense
du parlement, qui, désormais assuré d'une
protection supérieure, s'assembla de sa propre
autorité, et, bravant à son tour le général
Lambert, donna à l'armée des ordres qui
furent exécutés. Cependant Monk s'appro-
choit de Londres ; la noblesse et le peuple
vinrent au devant de ce libérateur ; le conju-
rèrent de fermer ces sources de calamités, qui
depuis long-tems désoloient la patrie, et d'é-
lire un parlement libre et patriote. Monk pa-
rut écouter avec froideur ces prières et ces
supplications ; mais il étoit secrètement satis-
fait de voir que la nation, également fatiguée
de la tyrannie et de l'anarchie, regrétoit le
gouvernement de ses princes, et formoit des
vœux sincères pour le rétablissement de la
monarchie. Monk se présenta au parlement,
et lui déclara que le peuple désiroit qu'on
rappelât ces anciens membres que Cromwel
avoit supprimés, lorsqu'il fut question de faire
le procès au roi. Le parlement rejeta cette

AN. 1658. demande, et ordonna à Monk d'enlever les chaînes et les poteaux des rues, et de briser les herses et les portes de la ville. Monk, en obéissant à cette ordre, fut regardé comme le défenseur et l'esclave du parlement : on soupçonna qu'il aspirait au protectorat. Les royalistes consternés perdirent tout espoir : Monk, voyant que sa conduite politique pourroit perpétuer les soupçons et décourager les royalistes, commença à lever ce voile mystérieux qui cachait ses projets; il déclara une seconde fois au parlement, qu'il falloit, pour le bonheur du peuple et la restauration des lois, rappeler l'ancien parlement; il parla en maître et en ami, il fallut obéir. Le parlement prononça sa dissolution, et donna des ordres pour la convocation d'un nouveau. Monk, dirigé par un conseil d'état composé de ministres sages et patriotes, disposoit tout pour le rétablissement de la monarchie, et cependant il affectoit encore de maintenir les principes républicains, et de garder même le secret avec le roi qui l'avoit sollicité à réunir ses forces pour le rétablir sur le trône. Dans tous les comtés, on procédoit à l'élection des représentans qui devoient former le nouveau parlement; la nation fatiguée de se voir sans maîtres et sans lois, s'appliqua dans

son élection à choisir des royalistes connus AN. 1658.

• par leur fermeté et leur patriotisme. A peine ce nouveau sénat fut-il assemblé, que Monk lui envoya un agent de Charles, avec des lettres et un édit, où il promettoit une amnistie générale, et la liberté de conscience : la joie fut universelle; le parlement et le peuple se livrèrent aux transports de l'âlégresse et de l'enthousiasme. Les pairs du royaume reprirent leurs fonctions, et les deux chambres se réunirent pour ordonner la publication du décret, portant que Charles alloit monter sur le trône de ses pères. C'est ainsi que le brave et généreux Monk, par sa prudence et sa fidélité pour ses anciens maîtres, rendit à son souverain un sceptre, à la patrie ses lois et sa constitution, et vint établir la monarchie et la paix, sur les ruines de l'anarchie et de l'oppression. Le nom de ce sauveur de la patrie, de ce bienfaiteur de l'humanité; doit être inscrit dans les annales de l'univers, et toutes les générations doivent bénir sa mémoire et célébrer ses vertus.

. Ce fut pendant le cours de la guerre civile et sous le gouvernement anarchique, que la Grande-Bretagne commença à étendre son commerce, et à usurper la domination des mers. Ce fut alors que parut ce fameux acte de na-

vigation qui devoit établir cette puissance colossale, qui fit pendant quelque tems l'admiration et l'épouvante des autres peuples de l'Europe. En vertu de cette loi célèbre, l'Angleterre concentra dans sa métropole, les richesses et le commerce des deux Indes, et voulut opprimer les autres nations; mais ce commerce, qui devoit être un lien de paix et de médiation, devint une source féconde de calamités et de guerres. Le commerce en multipliant les trésors et les jouissances de la nation anglaise, a produit ses disgrâces et ses humiliations, a affoibli sa puissance, a détruit ses anciennes vertus, a corrompu ses mœurs et a préparé son esclavage. Cette dernière révolution sera inévitable, parce que ce peuple a voulu apporter dans ses spéculations commerciales, des vues despotiques, des opérations mercantiles, et une politique orgueilleuse.

CHARLES II.

AN. 1630. Charles joignoit aux grâces de la figure, les vertus douces et aimables du cœur et les talens précieux de l'esprit. Lorsqu'il fut proclamé roi, la nation se livra à des transports si vifs, qu'ils dégénérèrent en délire : l'âlégresse,

les fêtes et les plaisirs, succédèrent à la même An. 1660.
 lancolie sombre des fanatiques, aux passions
 et à la haine des sectes, et à l'hypocrisie de
 la religion. Charles, éloigné par caractère et
 par principe, de l'intolérance religieuse, com-
 posa son conseil de royalistes et de presby-
 tériens. Milord Clarendon, patriote vertueux,
 habile politique, historien profond, fut créé
 chancelier et premier ministre. Monk reçut
 le prix de son zèle et de sa fidélité. Charles
 le combla de biens et de dignités, et jouit
 constamment de la confiance et de l'estime
 de son maître. Le roi convoqua ensuite son
 parlement, et de concert avec lui, s'occupa
 à rétablir la paix et l'ordre dans toutes les
 parties de l'administration. Malgré la déclara-
 tion de Breda où il avoit promis d'accorder
 le pardon à tous les coupables, il crut qu'il
 étoit de la justice, de sacrifier aux mânes de
 son père, les principaux satellites qui avoient
 versé son sang. Charles étoit doux et hu-
 main; il obtint avec peine du parlement, qu'on
 ne puniroit que ceux de ces régicides, qui
 avoient été les plus actifs dans cette scène
 sanglante; en sorte que le glaive ne frappa
 que dix de ces fanatiques qui portèrent sur
 l'échafaud la noble assurance et la sainte obs-
 tination des martyrs. Mais les tems étoient

AN. 1660. bien changés : heureusement il s'étoit opéré une nouvelle révolution dans les esprits ; ces martyrs ne firent point de miracles ; les biens de Cromwel, d'Ircton et de quelques autres scélérats , furent confisqués. Le parlement fixa ensuite les revenus du roi ; accorda quelques subsides , et augmenta les revenus de la couronne.

Cet esprit d'indépendance et de faction , qui est immortel et qui se perpétue dans les corps , malgré les grands objets qui s'offrent à l'attention publique , et qui peuvent causer une diversion momentanée , vint reprendre son activité et ses fureurs. Le parlement élevoit déjà une voix séditieuse : attaché aux principes républicains et aux maximes du presbytéranisme , il parloit déjà de privilèges et de libertés : le conseil délibéra de le dissoudre. L'armée étoit composée de ces saints vétérans qui , depuis tant d'années , opprimoient la nation , et ébranloient les fondemens de l'état ; il falloit disperser des élus si redoutables ; cette armée fut congédiée. Charles fut redevable de toutes les mesures sages et prudentes qu'il prit au commencement de son règne , aux lumières et à la sagesse de Clarendon. Le presbytéranisme étoit incompatible avec la monarchie ; le rétablissement de la royauté dé-

voit nécessairement entraîner la chute de cette An. 1660.
 secte toujours active pour combattre l'autorité ;
 la restauration de l'épiscopat étoit nécessaire
 pour défendre les droits de la souveraineté
 contre les entreprises et les usurpations des
 presbytériens. Le clergé avoit acquis, par sa
 fidélité et ses souffrances, de grands droits
 sur la reconnoissance de Charles ; les esprits
 n'étoient plus dans cette fermentation qui
 égare et séduit, et rien ne s'opposoit à ré-
 gler les affaires ecclésiastiques. Ce n'est que
 dans des jours de trouble et de fanatisme, que
 les ministres même les plus vertueux sont en-
 traînés malgré eux par les convulsions qui agi-
 sent l'état ; mais dans un tems paisible, où la
 nature des principes est suivie, les opérations
 portent le caractère de la sagesse et de la jus-
 tice. Les évêques persécutés et interdits, ren-
 trèrent dans la possession de leurs bénéfices ;
 des théologiens furent nommés pour examiner
 et changer la liturgie, et en même tems
 des prélats furent chargés d'exercer la ju-
 risdiction spirituelle dans la forme primitive.
 On procéda à l'élection d'un nouveau parle-
 ment : ce sénat se trouva si heureusement
 disposé en faveur de la révolution, que non-
 seulement il confirma toutes les anciennes pré-
 rogatives de la couronne, mais qu'il affoiblit

AN. 1660. les privilèges du peuple en annulant les articles les plus essentiels de la grande chartre. Charles ne sut pas profiter de ce tems heureux pour changer la forme de la constitution de l'état; il survint alors précisément un événement qui, peu considérable en lui-même, ne laissa pas d'être important en ce qu'il servit de prétexte au roi pour éluder la promesse qu'il avoit faite de permettre l'exercice de toutes les religions. Ce n'est point le catholicisme que ce prince vouloit persécuter : il savoit que cette religion prescrit aux peuples l'obéissance qu'ils doivent à leur roi; mais il méditoit de détruire ces sectes de presbytériens, de puritains et d'indépendans qui avoient fomenté les guerres civiles, et ensanglanté le trône. Un nommé Venner, de la secte des millénaires, à la tête de soixante fanatiques armés, entra dans la cité de Londres pour en prendre possession au nom de Dieu qu'il proclama roi dans les carrefours et dans les places publiques. Ayant demandé à un malheureux de quel parti il étoit, il répondit : *Vive le roi Charles*, et aussitôt il fut massacré. On détacha contre ces forcenés quelques soldats qu'ils repoussèrent avec d'autant plus d'intrépidité, qu'ils se croyoient invulnérables : enfin ils furent accablés par le nombre. Ceux qui échap-

pèrent au carnage, furent punis de mort : ils An. 1660.
volèrent au martyre avec allégresse, témoi-
gnant leur surprise de voir leur Gédéon pendu
à un gibet. On feignit d'être infiniment alarmé
de cette conspiration ; on confondit cette secte
avec celle des presbytériens et des puritains,
qu'on représenta avec justice comme les en-
nemis irréconciliables de l'autel et du trône.
On publia enfin l'édit d'uniformité qui, réta-
blissant l'épiscopat dans l'exercice de ses fonc-
tions, porta le dernier coup à la faction pres-
bytérienne, qui retomba dans son obscurité
primitive : elle ne se soutient que par le tra-
fic infâme qu'elle fait avec les Juifs.

Ce fut peu de tems après ce dernier événe-
ment que Charles épousa Catherine de Portu-
gal, contre l'avis de Clarendon, de ses ministres,
et même contre le choix de son cœur. Cette
princesse vertueuse étoit privée des graces de
la nature : on ne pouvoit point concevoir les
môtifs, qui engageoient Charles à surmonter
tant d'obstacles réunis, et comment, sur-tout,
après l'exemple de son père, il ne redoutoit
point d'épouser une princesse catholique. A sa
mort il donna la clef de cette énigme en
rendant ses soupirs dans le sein de l'église
romaine.

En Écosse l'autorité royale fut reconnue, son

Ann. 1660. lement. Cette nation, attachée à ses rois avoit été égarée par le fanatisme des presbytériens et par les factions des grands. Le parlement cassa toutes les lois établies depuis le commencement de la guerre, annula ce fameux *convenant*, source perpétuelle de malheurs et de calamités; accorda à Charles des subsides considérables, et rétablit l'épiscopat. Le marquis d'Argyle, qui avoit fait périr inhumainement le brave Montrose, fut condamné à être décapité. En Angleterre, Henri Vanne, ce républicain farouche, agent, satellite et complice de Cromwel, fut puni de mort; Lambert, ce général aussi vain qu'ambitieux, fut exilé à Gernesey, où il finit ses jours dans l'obscurité. L'édit d'uniformité fut exécuté avec rigueur; cependant les catholiques, que le roi protégeoit, furent opprimés: le comte de Bristol, qui avoit embrassé le catholicisme, se déclara leur défenseur; et comme il crut que Clarendon étoit leur persécuteur, il le calomnia auprès de Charles. La duchesse de Cumberland, maîtresse du roi, avoit tous les vices de son sexe, détestoit mortellement ce ministre incapable de flatter son avarice, sa vanité et ses débauches; Clarendon fut accusé de trahison; les lords rejetèrent cette accusation. Cependant le crédit du chancelier diminuoit;

diminuoit ; son caractère austère, son écono- An. 1660,
mie, son amour même pour la liberté nationale, devoit nécessairement déplaire à un roi voluptueux et prodigue.

Charles avoit passé sa jeunesse dans des cours où le catholicisme étoit la religion dominante : les sollicitations de la reine mère, et du duc d'Yorck son frère, lui avoient inspiré un penchant secret pour cette religion. Ces heureuses dispositions le rendirent naturellement favorable aux catholiques. Il vit que ces infortunés seroient les premières victimes de l'édit d'uniformité qui faisoit revivre la sévérité des lois pénales contre les non-conformistes ; en conséquence il publia une loi qui mitigeoit l'édit, et annonça qu'il se serviroit de sa puissance et de son crédit auprès du parlement, pour l'engager à ne point persécuter ceux de ses sujets qui, sans scandale, continueroient l'exercice de leur culte particulier : cet acte de tolérance et d'humanité irrita les communes. Bien-loin de se rendre médiateur, comme Charles avoit paru le désirer, ce sénat montra plus d'obstination que jamais, à établir la plus stricte uniformité. Il est difficile, dans un gouvernement mixte, de réunir les différens corps qui le constituent : chacun a ses opinions et ses principes, auxquels il est

AN. 1660. attaché autant par conviction que par orgueil, par intérêt et par caprice. Les ministres du roi s'élevèrent contre la conduite indiscrete et imprudente du parlement; ils firent remarquer à Charles l'extrême parcimonie avec laquelle les communes affectoient de lui accorder les subsides; ils lui dirent que c'étoit ainsi que, sous le règne de son père, elles avoient commencé leurs intrigues et leurs usurpations; ils conseillèrent les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour réprimer les entreprises de ce corps inquiet et dangereux. Avant de nous occuper de ces nouvelles révolutions, il faut examiner rapidement les opérations militaires de Charles, et faire connoître la situation dans laquelle ce prince se trouvoit à cette époque.

Les finances de l'état étoient épuisées par les prodigalités du roi. Pour avoir de l'argent, Charles ven dit Dunkerque aux Français, et forma un projet plus digne d'un pirate que d'un souverain : il résolut de détruire et de s'emparer du commerce des Hollandais, pour augmenter et grossir ses trésors; cette alliance, qui subsistoit depuis soixante ans entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, et qui étoit nécessaire pour arrêter les conquêtes de Louis XIV, et mettre un frein à son ambition, fut

rompue. Charles déclara la guerre aux Hol-
landais sous le prétexte qu'ils s'étoient empa-
rés, dans les Indes-Orientales, de deux vais-
seaux anglais. Le duc d'Yorck, génie actif et
entreprenant, ennemi de la Hollande par re-
ligion et par politique, en sa qualité de grand-
amiral, ordonna à Robert Holmes, d'attaquer
les divers établissemens des Hollandais sur
la côte de Guinée. Holmes s'empara de quel-
ques vaisseaux marchands; et delà, faisant
voile pour l'Amérique, il fit la conquête de
la Nouvelle-Hollande, depuis appelée la Nou-
velle-Yorck. Le fameux Ruyter partit pour
l'Afrique, et chassa les Anglais de leurs an-
ciens comptoirs. Le duc d'Yorck mit à la voile
avec une escadre, et s'empara de plusieurs
vaisseaux hollandais.

Le parlement accorda au roi des subsides
pour continuer la guerre. Charles étoit savant
dans l'art de la marine; il eût été un grand
guerrier, s'il n'eût été corrompu par la molesse
et la volupté. Les deux puissances équipèrent
des flottes considérables; il se livra un com-
bat sanglant où le duc d'Yorck et Opdam,
amiral des Hollandais, firent des prodiges
de valeur : Opdam fut vaincu. Charles dé-
clara ensuite la guerre au Dannemarck et
à la France, qui s'étoient ligués avec la

Hollande. Le commandement de la flotte anglaise fut confié au prince Rupert et à Monk, duc d'Albermale ; celle des Hollandais étoit commandée par Ruyter et Tromp : le combat s'engagea. L'histoire offre peu de batailles aussi mémorables ; on combattit pendant quatre jours avec une valeur féroce ; Ruyter fut vaincu et sa flotte dispersée ; mais sa retraite le couvrit d'une gloire immortelle.

AN 1664. Malgré les succès des Anglais et les défaites multipliées des Hollandais, Charles demanda lui-même la paix. Cette guerre, excitée plus par l'avidité que par la gloire, étoit devenue désastreuse ; les finances étoient épuisées, et les troupes n'étoient point payées. On convint que le traité de paix seroit fixé à Breda. Malgré ces négociations, Ruyter partit avec une escadre, pénétra dans la Tamise, brûla quelques vaisseaux anglais, s'avança jusqu'aux portes de Londres, et jeta l'épouvante et la terreur dans cette capitale ; enfin la paix fut conclue à Breda. Les communes murmurèrent contre Charles, l'accusèrent d'avoir avili la nation par une paix humiliante, et lui reprochèrent ses débauches, ses prodigalités, et son attachement pour la religion catholique.

La duchesse de Cumberland et le comte de Bristol, renouvelèrent leur accusation contre

Clarendon. Buckingham, homme sans hon-AN. 1664.
neur et sans principe, se rendit son délateur.
Charles redoutoit son ministre; mais il ne
l'aimoit point : il souffroit impatiemment un
censeur importun et indiscret, qui ne cessoit
de lui reprocher, en particulier, le scandale et
la corruption de ses mœurs : cette inflexible
fermeté à combattre les vices du roi, fut re-
gardée comme un attentat qu'il falloit punir.
Clarendon fut dépouillé des sceaux, malgré
les sollicitations du duc d'Yorck, et Charles le
livra aux communes : il fut condamné à un
bannissement. Ce ministre, victime de l'ingra-
titude et de la haine, se retira en France, où
il termina sa carrière dans l'étude de la phi-
losophie et de l'histoire.

La France, long-tems déchirée par des fac-
tions intestines, commençoit à imprimer la
terreur de son nom : les grands vassaux ré-
primés, les parlemens humiliés, les protestans
subjugués, une administration brillante et heu-
reuse, répandoient sur le règne de Louis XIV,
un éclat imposant et glorieux. Ce prince, qui
exerçoit sur son peuple un despotisme salubre,
étonnoit et faisoit trembler l'Europe par ses
conquêtes et ses triomphes; il avoit dompté
la plus grande partie de la Flandre Autrichienne;
et déjà, à l'exemple de Charles V, il méditoit

AN. 1664 ce projet chimérique et insensé d'une monarchie universelle : cette rivalité qui subsistoit entre les Français et les Anglais, et qui avoit été suspendue par les guerres civiles, se ranima avec plus de fureur que jamais. L'Angleterre comprit qu'il étoit tems de s'opposer aux entreprises de Louis XIV, et de conserver la balance de l'Europe. Charles forma une ligue puissante avec la Hollande et la Suède, qui fut appelée la triple alliance.

Le roi convoqua le parlement, et lui annonça la guerre contre la France. Charles ne pouvoit rien faire de plus agréable à la nation, ni même de plus utile pour ses intérêts. Cependant le parlement lui refusa des subsides pour équiper une flotte, et pour fortifier les villes maritimes du royaume; il présenta une pétition au roi, pour réclamer l'exécution des lois contre les catholiques et les non-conformistes. Charles publia une proclamation pour obtenir les subsides qu'il sollicitoit; il est certain que le parlement méditoit d'établir, par des gradations insensibles, l'état républicain. Cette dépendance et cette soumission continuelle du prince, aux volontés de ce corps dispensateur des trésors, devoit nécessairement opérer cette révolution. Cinq ministres royalistes, autant par politique que par intérêt, formèrent une

ligue pour anéantir le pouvoir du parlement, AN. 1664.
 et affermir sur des bases inébranlables le gouvernement monarchique : Cliffords , génie ardent et profond ; Astley Sharfbury , homme factieux , que les dangers et les crimes rendoient plus hardi dans l'exécution de ses projets ; Buckingham , usé de débauche et accablé par la haine publique ; Artinghon , redoutable par ses vices et ses talens ; Landerdale , tolérant et féroce , formoient cette confédération , qui fut désignée sous le mot de cabale , parce que les lettres initiales de ces cinq noms , composent le mot anglais *cabal*. Ces conjurés représentèrent au roi , qu'il étoit tems de secouer le joug que les communes vouloient lui imposer ; et qu'il n'y avoit qu'un monarque puissant , tel que Louis XIV , qui pût le défendre contre les entreprises de ce sénat républicain. Charles ne pensa point que son père avoit été abandonné par la France , malgré l'alliance du sang et les intérêts de la politique ; que l'autorité de l'usurpateur avoit été reconnue par cette puissance , et que lui-même , malgré ses prières et ses larmes , n'avoit jamais pu engager Louis XIV à lui donner des forces suffisantes , pour l'aider à monter sur le trône de ses pères. Cependant Charles écouta les conseils de la cabale , et commença les conférences avec

AN. 1664. l'ambassadeur de France. Louis XIV, qui avoit vu avec inquiétude la triple alliance, sut profiter du délire où étoit le cabinet de Londres, non-seulement pour la dissoudre, mais pour employer même les forces anglaises à conquérir les Provinces-Unies : ce prince fit passer en Angleterre la duchesse d'Orléans, sœur de Charles, accompagnée de mademoiselle de Kerouel, jeune personne ornée des graces de la nature, qui parvint, par ses artifices et par ses charmes, à captiver le monarque anglais. La duchesse d'Orléans, princesse insinuante et adroite, employa l'ascendant qu'elle avoit sur son frère, pour l'engager à réunir ses forces à celles de la France; elle y réussit, et la perte de la Hollande fut décidée. Cette alliance, dont on fut bientôt instruit, étoit si visiblement contraire aux intérêts de la nation, qu'elle en témoigna ouvertement sa surprise et son mécontentement. Dans le même tems le duc d'Yorck, frère du roi, abjura la religion protestante entre les mains du jésuite Simon, et annonça publiquement qu'il étoit catholique romain. Cette déclaration de l'héritier présomptif de la couronne, en faisant naître des craintes pour l'avenir, confirma celle qu'avoit donné l'édit de tolérance dont nous avons parlé : on vit dans l'abjura-

tion du duc d'Yorck, et dans l'alliance avec la France; une conspiration formée contre la religion et la liberté nationale. AN. 1664.

Les opérations qui suivirent cette négociation, déjà si alarmante, augmentèrent les inquiétudes et les craintes du peuple. Charles reprit son premier projet d'abolir les lois pénales contre les non-conformistes; il publia un second édit de tolérance universelle, et rétablit ce conseil de guerre qui avoit été supprimé par les nouvelles institutions. Le roi exerçoit son autorité sans opposition, parce qu'il ne cessoit de provoquer ses parlemens : il faut croire que, si l'état de ses finances eût pu seconder ses dispositions, il eût été aussi despote qu'aucun de ses prédécesseurs; mais l'impuissance où il étoit, par les lois de l'état, de lever les impôts sans consulter les représentans de la nation, resserroit les bornes de son pouvoir. Quoique la constitution anglaise tende visiblement à n'associer le monarque, qu'à une portion de la souveraineté, il lui seroit facile de devenir despote, s'il pouvoit détruire ce droit, qu'ont les communes, d'accorder les subsides et de déterminer les taxes. Le prince se trouve réduit à un état de dépendance inévitable : il ne lui reste d'autre ressource, que d'aliéner à prix d'argent les prérogatives du trône,

An. 1664 et de vendre les honneurs et les dignités , pour acheter les voix des représentans du peuple : trafic infâme , corruption terrible qui dégrade la nation , et entraînera tôt ou tard la ruine de l'empire.

Charles avoit besoin d'argent pour faire les préparatifs militaires ; il ne pouvoit en avoir qu'en convoquant le parlement. Les ministres proposèrent au roi un de ces expédiens , qui , en prouvant l'habileté du génie fiscal et calculateur , viole en même tems la foi publique et anéantit le crédit national. L'échiquier destiné à recevoir en dépôt l'argent des riches particuliers fut fermé ; les paiemens des banquiers suspendus , et Londres fut dans la consternation. Ces trésors qui étoient dans l'échiquier , servirent à équiper des flottes et à lever des armées : la guerre fut déclarée à la Hollande ; l'escadre anglaise , commandée par le duc d'Yorck , eut ordre de se réunir à la flotte française , dont le commandement avoit été confié au maréchal d'Estrées : il se livra un combat sanglant ; la victoire resta indécise. On prétend que le maréchal d'Estrées eut ordre d'agir avec lenteur , et de laisser les deux flottes ennemies , s'affoiblir et se détruire.

Charles , après avoir épuisé les ressources

de la fiscalité , assembla le parlement ; il prononça un long discours , où il renouvela son attachement pour la religion protestante ; s'étendit sur les dépenses qu'une guerre longue avoit occasionnées ; prouva la sagesse de son édit de tolérance , et demanda des subsides. Les communes reprochèrent au roi , qu'il avoit violé les privilèges de la nation , et refusèrent les subsides jusqu'à la révocation de l'édit de tolérance. La cabale exhorta Charles de défendre son autorité , à la tête d'une armée ; de déployer l'étendard de la guerre civile , et de faire arrêter les membres qui avoient voté pour cette délibération séditieuse ; mais Charles , entraîné par la séduction de ses maîtresses , par le conseil de la cour de France , et par l'indolence de son caractère , reçut la loi que les communes vouloient lui imposer ; il révoqua l'édit de tolérance , et en brisa lui-même les sceaux : par cet acte de foiblesse et d'imprudence , il montra qu'il étoit plus propre à être l'esclave de son parlement , que monarque d'un grand royaume. Charles perdit ses plus zélés défenseurs , fortifia la hardiesse de ses ennemis , prépara ces nouvelles révolutions qui agitèrent son règne , et qui exclurent les héritiers du trône de l'Angleterre. Sharfbury , son principal ministre , ne vit dans

AN. 1664. la conduite du roi qu'une lâcheté qu'il ne pouvoit ni défendre ni autoriser; il abandonna la cause de Charles, et devint tout-à-coup un ennemi forcené, qui, dans sa rage et dans sa frénésie, ne s'occupa qu'à tourmenter et à outrager son roi. Les communes passèrent ensuite le fameux bill du *test*. Outre les sermens d'allégeance et de suprématie, cet acte obligeoit tous les officiers publics à abjurer la doctrine de la transsubstantiation. Plusieurs ministres se retirèrent, et le duc d'Yorck se démit de sa charge de grand amiral; les hostilités recommencèrent contre la Hollande, où, après quelques pertes et quelques succès, on ouvrit les conférences de paix à Cologne, sous la médiation du roi de Suède.

Le parlement fit éclater son mécontentement sur quelques articles de l'administration; il n'ignoroit point qu'on négocioit le mariage du duc d'Yorck, avec une princesse catholique: il fit des remontrances au roi; ordonna, comme dans un tems de calamité, un jeûne général; demanda la suppression de la garde du roi, et l'expulsion des ministres. Charles prononça la dissolution de ce parlement séditieux; il fut forcé bientôt d'en convoquer un nouveau, qui fut dirigé par les mêmes principes: les communes supplièrent

le roi de rappeler les troupes qu'il avoit au AN. 1664 service de la France, et firent plusieurs autres réglemens qui tendoient tous à affoiblir l'autorité royale; elles accordèrent ensuite des subsides avec quelques restrictions : de nouveaux besoins exigent de nouveaux sacrifices. On a détaché Charles des intérêts de la France; mais, s'il veut des subsides, il faut qu'il se liguë avec la Hollande et l'Espagne, pour combattre Louis. Charles approuva cette ligue; et, ce qui paroît inconcevable, c'est qu'à peine eut-on fait les frais d'un armement considérable, et sur terre et sur mer, que son parlement, inquiet de voir son roi à la tête d'une armée, demanda qu'elle fût licenciée; de sorte que, faute de fournir le contingent convenu réciproquement par les puissances liguées, l'Angleterre, grâces à son parlement, laissa signer le traité de Nimègue, où Louis XIV donna la loi en vainqueur, et réunit à son empire, de vastes et fertiles provinces. Cependant il étoit de la politique et de l'intérêt de la Grande-Bretagne, de s'opposer à l'agrandissement de la France, et de défendre cette balance, qui couta ensuite tant de sang pour la rétablir. Charles se plaignit; le parlement se justifia, en accusant le roi. Il falloit nécessairement qu'une nouvelle rupture vînt renouveler les troubles et les

AN. 1664. séditions : le parlement les excita et les fomenta d'une manière bien odieuse. Nous entrons encore dans le récit d'extravagances incroyables.

Un nommé Titus Wate , anabaptiste converti , né dans la bassesse , élevé dans le vice et vieilli dans le crime , voulut se venger des jésuites qui l'avoient chassé d'un de leur collège , et leur attribua un complot , dont la simple exposition en démontroit l'absurdité et l'imposture. Wate fit informer le roi que cette société formoit une conspiration pour lui ôter la vie , par un breuvage empoisonné qui lui seroit présenté par le médecin de la reine ; qu'elle devoit donner la couronne au duc d'Yorck , par les mains du pape , et faire égorger tout ce qui n'étoit point catholique romain. Charles , qui reçut cette information , commença à s'en amuser ; mais , comme malheureusement avant que ce mémoire lui parvînt , Godefroy , officier de justice , en avoit déjà dressé procès-verbal ; il ne put se dispenser d'en donner communication au parlement. Il n'y avoit pas long-tems que le duc d'Yorck avoit épousé une princesse de Modène : cette union , avec une femme catholique , avoit produit dans les esprits une fermentation générale. La faction parlementaire , dirigée par Shakbury , crut que la découverte de cette cons-

piration chimérique, et le meurtre de Godfrey, seroient un prétexte suffisant pour porter le dernier coup à la religion catholique ; pour exclure le duc d'Yorck de la succession au trône , et pour établir le gouvernement républicain. Quelque absurde que parût être cette accusation , quelqu'évidente qu'en fût l'imposture , on barricada les rues ; le parlement ordonna un jeûne général , renouvela le serment d'allégeance et de suprématie ; les lords Strafford , Arundel , furent envoyés à la tour ; Coleman , secrétaire de la duchesse d'Yorck , et plusieurs autres innocens , furent condamnés à mort : l'infâme Wate fut nommé le sauveur de la nation. Les communes proposèrent ensuite l'exclusion du duc d'Yorck au trône d'Angleterre , et demandèrent que la reine fut arrêtée. Cette audace consterna le roi ; il commença à craindre une révolution ; en conséquence il se détermina à la prévenir par la dissolution de ce parlement , qui marchoit à grands pas sur les traces de ce long parlement , qui , par une gradation à peu près semblable , avoit conduit Charles 1^{er}. sur l'échafaud.

Le roi avoit besoin de subsides , et il fal-
 An. 1673.
 loit un parlement : il donna les ordres nécessaires pour la convocation d'un nouveau. La

AN. 1673. nation , dans sa frénésie ; n'écoula et ne suivit que les impressions de ses vaines tetteurs. Ces exécutions sanglantes , dont elle venoit d'être le témoin , au lieu de l'attendrir et d'exciter sa compassion , ne servirent qu'à redoubler ses inquiétudes et sa haine ; elle crut que la religion de l'état et les libertés nationales étoient menacées d'une destruction prochaine. Les presbytériens , animés par Shakbury , parcourroient les bourgs et les comtés , pour choisir et faire nommer les membres qui devoient composer le nouveau parlement. Cette assemblée se trouva plus factieuse , plus violente et plus dangereuse que l'ancienne ; elle reprit avec plus de fureur que jamais , l'examen de la prétendue conspiration des papistes. On compromit la reine , et l'on renouvela l'exclusion du duc d'Yorck. Le roi sortit de sa funeste léthargie , et interrompit le cours de ses plaisirs , pour ne s'occuper qu'à réprimer une faction , prête à renouveler les crimes du règne précédent. Ce prince prit toutes les mesures que lui suggéra son conseil ; proposa les expédiens les plus sages pour rétablir la paix ; mais il ne vit , dans les membres du parlement , que des forcenés qui cherchoient à détruire la monarchie , et à exciter les horreurs de la guerre civile. Charles fut forcé , après avoir prorogé trois fois le

le parlement, de le dissoudre; mais, prévoyant AN. 1673. que cette dissolution pourroit causer une sédition parmi le peuple, il se proposa de punir ceux qu'il désespéroit pouvoir ramener par la voie de la douceur : cet acte de fermeté et de justice, opéra un changement heureux; le roi parvint à dissiper cette ligue formidable, qui vouloit anéantir l'autel et le trône. On regrette qu'un prince, si propre à manier les rênes d'un empire divisé, les ait laissé flotter au gré des factions, pour se livrer à la mollesse et à la volupté.

Charles exhorta le duc d'York à sortir du royaume, soit pour le soustraire à la persécution des communes, soit pour leur ôter ce prétexte éternel de jalousie et d'inquiétude affectées; il exclut les catholiques des délibérations publiques, et fit procéder à l'élection d'un nouveau parlement. A peine fut-il convoqué, que les communes se hâtèrent de reprendre le cours des procès commencés dans les dernières séances, et sur-tout celui de Damby, trésorier, que l'on avoit précédemment impliqué dans la terrible conspiration des *papistes*. Le roi mit son ministre à l'abri des poursuites, en vertu de sa prérogative de pardon. Les communes contestèrent ce privilège; établirent le fameux bill d'*habeas corpus*, loi juste et né-

AN. 1680. cessaire pour arrêter l'abus de l'emprisonnement arbitraire , et rendirent un décret , portant exclusion du duc d'Yorck à la couronne d'Angleterre ; mais ce décret ne reçut point la sanction légale , parce que les pairs refusèrent de le confirmer. Charles consulta le chevalier Temple : ce citoyen patriote , qui , dans les négociations et le ministère dont il fut honoré , ne consulta que les intérêts de son roi et de sa patrie , incapable d'être complice des intrigues de cour , et de fomentier les tumultes populaires , ce ministre conseilla au roi , de composer son conseil privé des membres des communes les plus factieux et les plus rebelles. Cette politique sera toujours utile et salutaire aux rois d'Angleterre ; elle, calmera les inquiétudes de la nation , et changera les opinions et les principes des nouveaux ministres , en les rendant des défenseurs zélés de l'autorité royale. En conséquence , le comte d'Essex , le vicomte d'Hallifax entrèrent au conseil privé : Shakbury en fut nommé président ; mais ce républicain farouche , qui ne cessoit d'admirer Cromwel , pour pouvoir marcher sur ses traces , resta toujours l'ennemi de son roi , et préféra de dominer dans le parlement , à gouverner les affaires de l'état. Il s'étoit lié avec le comte de Montmouth , fils na-

turel de Charles : il l'avoit flatté que l'exclu- AN. 1689.
sion du duc d'Yorck , lui assuroit le droit au
trône. Ce jeune ambitieux le crut : il ne cessa
de conspirer contre son père et contre son
roi.

Charles publia un manifeste, où il prouva
que toutes les démarches et les délibérations
des communes, étoient dirigées par un esprit
d'audace et de faction ; que , sous prétexte de
conserver leurs droits et leurs privilèges, elles
introduisoient dans l'état une anarchie fu-
neste, et détruisoient cette considération poli-
tique, dont l'Angleterre jouissoit chez les puis-
sances étrangères. Il annonça qu'il alloit anéan-
tir cette confédération dangereuse, par la dis-
solution du parlement. Ce manifeste fit de
profondes impressions, et éclaira la nation sur
les motifs qui dirigeoient ses représentans :
elle comprit que ce complot des *papistes*, qui
avoit servi de prétexte à tant de violences et
à tant d'injustices, étoit l'ouvrage de l'im-
posture ; que l'exclusion du duc d'Yorck, en
changeant l'ordre de la succession, ne servi-
roit qu'à fomentér des haines et perpétuer
l'anarchie. En conséquence, le parti royaliste
s'augmenta, se fortifia, et vint ranimer l'es-
poir et le courage de Charles. Ceux qui, sans
être intrigans, penchoient par goût ou par

AN. 1680. raison pour le parti du roi , se déclarèrent ouvertement contre le parlement. Cette différence d'opinions , de principes , d'inclinations et de prétendus intérêts , divisa la nation en deux factions , auxquelles l'antipathie et la prévention respectives donnèrent l'appellation , que chaque parti crut être la plus diffamante pour le parti opposé : les parlementaires furent appelés whigs , par allusion à quelques fanatiques écossais , qui étoient odieux , et distingués par ce mot vide de sens ; les royalistes reçurent le nom de torys , par allusion à quelques catholiques , que l'on appeloit ainsi en Irlande. Cette distinction insensée subsiste encore en Angleterre , et y subsistera , sans doute , tant que la constitution ne changera point , et tant qu'il y aura un roi et un parlement ; mais aujourd'hui , soit raison , soit justice , intérêt ou corruption , les deux tiers du parlement sont torys ; et les pauvres whigs , qui se donnent les noms de patriotes , et s'appellent les défenseurs des droits du peuple , se contentent de déclamer et d'outrager l'administration et les ministres.

Charles , fortifié par un parti si puissant , chercha à éclairer et à instruire cette classe nombreuse d'hommes , qui ne se déterminent que sur des rapports , nourrissent des préven-

tions froides et inactives, et attendent, dans le silence, que la vérité vienne dissiper leurs erreurs et leurs préjugés. Le roi publia, et fit lire dans les églises un second manifeste, où il rendoit compte à la nation, des motifs qui l'avoient forcé à dissoudre les deux derniers parlemens : il se plaint de ce que les communes avoient refusé les subsides nécessaires pour la défense de Tanger, dont la conservation intéressoit l'Angleterre, et de ce qu'elles avoient publié un décret, qui défendoit à tous ses sujets, de prêter de l'argent au roi et de le secourir. La lecture de ce manifeste produisit l'effet désiré. Les marques de zèle et d'amour, que Charles reçut de son peuple, l'engagèrent à élire un quatrième parlement. Lorsque les deux chambres furent assemblées, il leur parla de la manière la plus affectueuse et la plus touchante ; il leur témoigna combien il désiroit d'agir de concert avec son parlement, et de maintenir la paix et la bonne intelligence, si nécessaires pour le salut et la prospérité de l'état. Les communes parurent écouter froidement ce discours, et se livrèrent ensuite à toutes leurs frénésies ordinaires : elles accusèrent quelques royalistes de trahison ; et ces mêmes communes, qui avoient dirigé le bill d'*habeas corpus*, furent les premières à

AN. 1680. violer cette loi, par des emprisonnemens injustes et arbitraires. Elles firent revivre cette prétendue conspiration qui, depuis long-tems, servoit de prétexte à alimenter la haine contre les catholiques ; procédèrent à l'exclusion du duc d'Yorck au trône ; demandèrent que Halifax fût éloigné du conseil du roi ; reprirent le procès des lords, qui avoient été complices de la conspiration, et condamnèrent le lord Strafford à la mort.

Charles regardoit l'ordre de la succession, comme une loi constitutive, qu'il étoit dangereux de laisser affoiblir. S'il avoit suivi les conseils de quelques ministres et de la duchesse de Porthmouth, sa maîtresse, la constitution étoit anéantie. Les communes, en usurpant le droit d'élection, auroient entraîné l'état dans des guerres perpétuelles, qui auroient préparé la ruine de l'Angleterre. Charles fut inébranlable ; les pairs s'opposèrent avec fermeté à l'usurpation des communes ; le peuple, attaché à l'ancienne forme de la constitution, murmura contre les manœuvres et les intrigues de ses magistrats qui, sous prétexte de veiller aux intérêts de la patrie et aux droits de la religion, ébranloient continuellement les fondemens de l'état, et combattoient l'autorité du

roi, pour être les tyrans et les oppresseurs de la nation. AN. 1688.

Charles avoit pris toutes les précautions nécessaires, pour que la religion de son frère fût regardée comme une affaire privée et personnelle entre le ciel et lui; et, pour qu'elle n'influat point dans le gouvernement ni dans l'administration des affaires publiques, il déclara aux communes, qu'il agissoit par l'avis unanime des pairs du royaume, et qu'il ne consentiroit jamais à détruire l'ordre naturel de la succession. Les communes publièrent de nouveaux décrets, semblables à ceux qui avoient précédé la ruine de Charles I^{er}. Leur projet étoit d'écarter de la personne du roi, tout ce qui pouvoit lui donner de l'appui, afin de de le réduire dans une dépendance servile. Shakbury avoit choisi le duc de Montmouth, pour l'opposer au duc d'Yorck. Il avoit déjà séduit sa jeunesse, et ce prince étoit complice de quelques conspirations. Le roi avoit été obligé de le bannir du royaume, et même à déclarer son illégitimité. Les communes demandèrent son rappel. Il fallut encore dissoudre le parlement. Charles donna des ordres pour une nouvelle élection; mais il éloigna de Londres ce corps redoutable, et fixa à Oxford le lieu des assemblées.

AN. 1689. Ce nouveau parlement devint plus factieux que les précédens. Les communes se rendirent à Oxford, accompagnées de leurs amis, de leurs partisans, de leurs domestiques. Les mêmes matières, et sur-tout celle de l'exclusion du duc d'Yorck, furent agitées avec plus de fureur et de violence que jamais. Mais les extrêmes passions produisent l'aveuglement et le délire : les communes eurent l'imprudence de contester aux pairs quelques-uns de leurs privilèges. Le roi profita de cette division pour les dissoudre pour la dernière fois, et les exposa ainsi à l'indignation, au mépris et à la haine de la nation.

Les royalistes applaudirent à la fermeté de Charles : le parti des torys se fortifia, et humilia les wighs dispersés et confus. Le roi, certain de la supériorité qu'il s'étoit acquise par sa prudence, exerça son autorité dans toute sa plénitude. Il fit venir à la cour le duc d'Yorck, qu'il avoit envoyé en Écosse ; le plaça à la tête de l'administration, et partagea avec lui l'exercice du pouvoir souverain. Ces deux princes réunis étendirent, au-delà des bornes prescrites, cette autorité qu'on avoit tant cherché à affaiblir et à circonscrire ; attaquèrent les chartres des corporations, les droits des officiers municipaux, et les autres privilèges

du peuple. Charles devint économe , pour n'être point forcé , dans le tems où il affermissoit ses droits , d'élire un nouveau parlement. C'est ici qu'il faut admirer la douceur et l'humanité du roi. Après avoir établi sa souveraineté démembrée , il ne lui échappa aucune marque de ressentiment contre ses ennemis ; il ne se permit aucun acte de vengeance. Content d'avoir humilié les communes , il n'eut point versé le sang des coupables , si des frénétiques désespérés n'eussent provoqué sa justice et son indignation.

Quelques jours avant la convocation du parlement à Oxford , Charles avoit été attaqué d'une maladie dangereuse. Le duc de Montmouth , les lords Gray , Russel , Hambden , le comte d'Essex , Sidney qui , au milieu des fêtes et des plaisirs , défendoit la liberté publique , exilés par Shakbury , s'étoient réunis , et avoient concerté une conspiration , pour exclure du trône le duc d'Yorck. Ils tentèrent de soulever toute la partie occidentale du royaume. L'activité et l'audace étoient nécessaires pour le succès de cette conspiration. Shakbury , irrité des délais que chaque complice apportoit , mourut de désespoir. Les chefs de la conspiration furent divisés sur la forme du gouvernement qu'il falloit introduire : Sidney

AN. 1685.

AN. 1685. et le comte d'Essex vouloient un gouvernement républicain ; Montmouth , la monarchie ; Russel et Hambden , la constitution actuelle : mais tous conspiroient contre le duc d'Yorck. Dans le même tems , il se forma une nouvelle confédération : elle étoit dirigée par des hommes d'un rang inférieur , mais liés d'intrigues avec les whigs. Ces deux conspirations éclatèrent. Elles étoient d'autant plus dangereuses que , formées séparément dans leur origine , elles se réunissoient et se prêtoient leurs forces respectives , au moment projeté pour l'exécution. Ces deux conspirations furent découvertes : Russel , Sidney et quelques autres complices furent condamnés à mort. On trouva le comte d'Essex égorgé dans sa prison. Montmouth eut le bonheur d'échapper : quelque tems après , on l'engagea à écrire au roi pour implorer sa clémence. Les entrailles paternelles furent émues : Charles lui pardonna , et le réconcilia même avec le duc d'Yorck ; mais ce prince factieux continua ses intrigues et ses complots , et força une seconde fois le roi à le bannir du royaume. Nous le verrons , sous le règne suivant , expier de son sang son ingratitude et son indomptable férocité.

Ces nouveaux dangers , auxquels Charles n'avoit échappé que par une espèce de mi-

racle , achevèrent de lui concilier l'affection AN. 1685.
et l'amour de ses sujets. Malgré quelques efforts de la faction des whigs , pour diffamer la mémoire de Charles , elle ne peut point détruire la foi des écrivains respectables qui , dépouillés par justice et par état de l'esprit de partialité et de prévention , nous ont peint ce prince sous les plus aimables couleurs ; mais les faits parlent plus impérieusement encore. Il est certain qu'à l'époque de ces conspirations , toutes les provinces , toutes les corporations des trois royaumes lui envoyèrent des députés , pour le remercier solennellement d'avoir rétabli dans ses états l'ordre et la paix , par sa justice , par sa sagesse et par la douceur de son administration. Les prêtres même , ces terribles organes de la sédition sous le règne de son père , faisoient retentir les temples des éloges du monarque , ne prêchoient que l'obéissance et la soumission ; les universités rétablirent la même doctrine dans leurs écoles et dans leurs conférences. C'est dans ces circonstances heureuses et consolantes , que Charles mourut. Sa mort fut un deuil universel et une calamité publique. Avant d'expirer , il demanda des prêtres romains , et reçut le viatique. Suivant les historiens protestans , cette dernière action de la vie de Char-

AN. 1685. les a terni l'éclat de ses vertus. Mais est-ce une lâcheté de suivre les mouvemens de sa conscience et les inspirations du ciel? Dans ce moment terrible, on ne cherche point à en imposer par l'hypocrisie ou par l'ostentation. Il faut cependant convenir que Charles ne fut pas un grand prince, non pas qu'il manquât des talens nécessaires pour le devenir : il avoit un génie vasté, des connoissances profondes et une fermeté rigide ; mais il étoit prodigue, débauché, et aimoit passionnément les femmes. Toutes les belles actions qu'il a faites, étoient, pour ainsi dire, l'effet de quelques momens sauvés à l'inaction d'un libertinage continuel. Comme particulier, il possédoit de grandes qualités : tout ce que la politesse affable a d'engageant ; tout ce que les manières simples ont d'intéressant ; agrément, esprit, il réunissoit tout ce qui séduit, tout ce qui plaît, tout ce qui attache : amant généreux, honnête époux, excellent frère, père tendre et compatissant, maître charmant et adoré, toutes ces grandes et aimables vertus sont bien propres à faire oublier ses erreurs et ses foiblesses.

J A C Q U E S I I.

Les dispositions favorables , dans lesquelles AN. 1685. se trouvoit la plus grande partie de la nation , au moment de la mort de Charles II , influèrent considérablement sur la bienveillance , presque générale , qu'elle témoigna à Jacques , lorsqu'il monta sur le trône. Les chaires retentirent des vertus du monarque ; les villes , les corporations , les universités lui prodiguèrent les éloges les plus flatteurs , et reconnurent toute l'étendue de l'autorité royale : le respect s'unit à l'adulation , et l'enthousiasme au délire. Jacques assembla son conseil , et promit avec serment de maintenir la religion nationale , de conserver les droits et les privilèges du peuple , et de respecter les lois fondamentales qui limitoient l'autorité monarchique. Cependant il ordonna , par une proclamation , que les droits d'entrée , et la plus grande partie de l'actif continueroient à être perçus. Il falloit une loi du parlement pour renouveler cet impôt fiscal , qui avoit été accordé par la nation , pendant la vie de Charles. Cet acte du pouvoir absolu , annonçoit un règne arbitraire , et la confiance du peuple se changea

AN. 1685. en plaintes et en murmures. Jacques, non content de violer ses sermens, manifesta publiquement son projet de renverser la religion nationale, pour y substituer le catholicisme. Il assista à une messe publique, et célébrée avec toute la pompe romaine : il s'y rendit avec tout son cortège, et avec tous les attributs de la majesté royale. Il envoya ensuite un agent à Rome, pour négocier avec Innocent XI, la réconciliation de l'Angleterre avec la saint-siège : projet impraticable, dont le judicieux pontife le blâma lui-même. Les cardinaux disoient, en plaisantant, que Jacques devoit être excommunié, pour détruire ainsi les foibles restes du catholicisme en Angleterre.

Après avoir concerté avec la reine, la comtesse de Dorchester sa maîtresse, et le jésuite Peter, qu'il créa ministre d'état, sur les moyens de conduire son peuple à cette réconciliation difficile, Jacques convoqua un parlement, auquel il renouvela les mêmes sermens qu'il avoit déjà violés : comme si cette première imprudence n'eut pas suffi pour le rendre suspect. Après avoir insisté sur sa résolution de conserver la constitution, il proposa un traité, dont l'effet immédiat étoit de renverser cette même constitution, par la suppression indirecte du parlement, qui résultoit de sa propo-

sition. Il demanda qu'il lui fût assigné un re- An. 1685.
 venu fixe et perpétuel, c'est-à-dire, qu'on
 l'affranchît de la nécessité d'appeler les com-
 munes, lorsqu'il s'agiroit de créer des impôts.
 Cette demande étonna tous les esprits : cepen-
 dant la conduite des parlemens avoit été si
 blâmée, si généralement odieuse; l'on dési-
 roit si sincèrement un gouvernement simple
 et tranquille, que, quoique la proposition de
 Jacques tendît indirectement à détruire les pri-
 vilèges de la nation et à établir une monar-
 chie illimitée, le parlement assigna à son roi
 un revenu fixe et considérable. Les communes,
 dans leur adresse de remerciement, lui dirent
 qu'il pouvoit disposer des fortunes et du sang
 de ses sujets; mais elles le supplièrent de con-
 server la religion de l'état. Si Jacques eût éloi-
 gné de son conseil les prêtres et les ecclésias-
 tiques qui environnoient son trône, il auroit
 rétabli la constitution primitive de l'état, et
 rendu à l'autorité royale ses anciens droits et
 ses anciens privilèges. Il faut convenir qu'au-
 cun roi d'Angleterre ne commença son règne
 sous de si heureux auspices. Un prince qu'une
 partie de la nation avoit voulu exclure de la cou-
 ronne; qui se trouve sur le trône, livré à sa pro-
 pre sagesse; qui exerce paisiblement toute l'éten-
 due de la souveraineté, doit avoir bien peu de

AN. 1685. sagesse et bien peu de prudence , s'il en tombe jamais.

A peine les communes eurent-elles donné à leur roi ces premières marques d'une affection et d'une obéissance , bien rares dans l'histoire des parlemens précédens , qu'elles signalèrent de nouveau leur zèle pour leur souverain. Wate , ce fameux imposteur , qui , sous le règne précédent , avoit accusé les catholiques de vouloir faire périr Charles , fut puni sévèrement. On apprit que Montmouth étoit rentré en Angleterre ; qu'il avoit publié un manifeste séditieux , et qu'il s'avançoit à la tête d'une armée. Le parlement s'assembla , déclara Montmouth coupable de haute-trahison , assigna au roi une somme considérable pour les frais de la guerre , et délibéra de discontinuer ses séances , jusqu'à ce que leur prince fit publier une loi pour le rappeler.

Montmouth avoit pris les armes contre son roi , excité par les conseils du comte d'Argyle , qui n'eut ni la force , ni peut-être la volonté d'exécuter le plan qui avoit été réglé. Argyle fut vaincu , fait prisonnier , et condamné à mort. Montmouth , accablé par cette perte , se déconcerta , et , se livrant à son aveugle destinée , marcha au - devant des troupes envoyées contre lui , fit des prodiges de valeur :

son

son armée fut taillée en pièces. Il échappa AN. 1686. au carnage; prit les habits d'un paysan, et se cacha dans un fossé, où il fut découvert: il périt sur un échafaud.

Le supplice de Montmouth rappela une infinité de circonstances, où le roi, lorsqu'il n'étoit encore que duc d'Yorck et gouverneur d'Irlande, avoit donné des preuves de cette rigidité naturelle, qui approchoit de la férocité. On lui reprocha d'avoir interrogé lui-même et jugé quelques non conformistes; d'avoir été présent à la torture qu'il leur faisoit donner; d'avoir examiné ces malheureux avec une curiosité barbare, pour observer sur leur visage l'effet de la douleur et du désespoir; de s'être sauvé dans une grande chaloupe, au moment où le vaisseau qu'il montoit, étoit prêt à périr; de l'avoir rempli, avec grand soin, des chéris et des jésuites, tandis qu'il en écartoit plusieurs seigneurs et même son beau-frère, qui furent ensevelis sous les flots; d'avoir fait couper les mains à quelques-uns de ces infortunés, qui, nageant près de la chaloupe, cherchoient à s'y attacher. L'indignation publique éclata au récit de tous ces faits. La haine et l'exécration furent générales; lorsqu'on apprit les cruautés monstrueuses qui se com-

AN. 1685. mettoient , au nom du roi , sur les complices de Montmouth.

La tyrannie civile et militaire exerçoit à l'envi ses fureurs dans ces malheureuses provinces , où quelques paysans avoient suivi les drapeaux de ce chef. Tandis qu'au mépris des lois et de la justice , le officiers de Jacques faisoient pendre , sans forme de procès , les prisonniers , le colonel Kirke dressoit des échafauds et des bûchers , au milieu des fêtes et des réjouissances ; un juge de paix , nommé Jefferies , jetoit la terreur et la consternation dans les provinces : il égorgea trois cents victimes. Les villages ruisseloient de sang : les cadavres coupés en quartiers , et suspendus à des arbres de distance en distance , offroient un spectacle d'horreur. Ces actes de la tyrannie la plus atroce forcèrent le peuple à prendre les armes contre ces scélérats , qui commettoient les crimes de sang - froid. Jacques le mit sous sa protection , et donna les sceaux et la place de chancelier à l'infâme Jefferies.

La nation avoit donné au prince , lors de son avènement au trône , les marques d'une affection et d'une obéissance sincères ; mais la conduite imprudente et injuste de Jacques ,

étoit bien peu propre à conserver cet heureux An. 1685. enthousiasme. Il n'est donc pas étonnant que la disposition des esprits ait éprouvé, à cette époque, une révolution si subite : ces exécutions militaires étoient une infraction aux lois et un acte d'inhumanité. La haine et la terreur succédèrent à l'amour et au respect; et ce roi si chéri, ne fut plus qu'un prince oppresseur et tyran. Cependant Jacques n'étoit pas cruel par principe; mais il avoit l'esprit foible et le cœur pusillanime; et, chez un peuple qui a un grand caractère, la stupidité de Claude fait autant de mal que les crimes de Néron.

Jacques se rendit au parlement. Il regardoit son autorité si affermie, qu'il se crut dispensé des règles de la prudence et de la dissimulation. Pour exclure les catholiques de tout emploi civil, on avoit passé, sous le règne précédent, l'acte du *test*, en vertu duquel, indépendamment des informations prises par le magistrat, tout candidat étoit obligé de prêter le serment de *conformité* à l'église et aux rites suivis dans les trois royaumes. Il y avoit dans l'armée plusieurs officiers catholiques : Jacques déclara au parlement, qu'en vertu de sa prérogative royale, il les avoit dispensés de prêter ce serment. Il demanda en-

suite des subsides , pour l'entretien d'une milice toujours subsistante.

AN. 1686. La chambre des pairs voulut examiner l'origine , la nature et les conséquences de ce droit *dispensatif*. L'infraction du test fut regardée comme la ruine des libertés nationales et comme l'établissement du pouvoir arbitraire. Jacques , indigné de l'apparence de l'opposition , ardent , comme son père , dans ses premiers mouvemens , dirigé par les violentes impulsions des prêtres , prorogea le parlement , et prononça bientôt sa dissolution.

Si l'on se rappelle avec quelle ardeur la nation , en offrant à son prince son sang et ses propriétés , l'avoit conjuré de ne rien innover dans la religion établie par la loi et réunie à la constitution , on concevra aisément combien elle dut être alarmée de cette résolution du roi qui , au moyen de cette dispense , pouvoit se procurer , en détail , la force d'un acte général de tolérance , et communiquer toute l'autorité effective aux catholiques. La nation auroit préféré la tyrannie et l'oppression , à l'établissement de la religion catholique ; la superstition civile avoit perdu ses fureurs , pour les transmettre au fanatisme religieux : le roi ne vit point cette révolution.

Jacques, aussi imprudent que mauvais politique, déclaroit ouvertement ses intentions, dans un tems où la révocation de l'édit de Nantes venoit de remplir le nord de l'Europe des réfugiés français. Les infortunés proscrits, qui étoient venus chercher un asyle en Angleterre, exagéroient, dans leurs récits tragiques, la persécution et les dangers auxquels les protestans étoient exposés, en vertu de la confédération formée par toutes les puissances catholiques. Le peuple crut que Jacques étoit un de ces confédérés, choisi pour seconder cette conspiration générale; et qu'il vouloit confier le gouvernement de ses armées à des catholiques, afin de pouvoir, à quelque signal convenu, égorger plus sûrement tous ses sujets protestans. Jacques, instruit des alarmes et des dispositions de son peuple, n'eut pas la prudence de s'arrêter: il donna au contraire plus d'activité à l'exécution de ses projets. Le culte de l'église romaine fut exercé publiquement; les jésuites établirent des collèges dans plusieurs villes du royaume; le pouvoir civil et les forces militaires furent confiés à des catholiques. En Écosse et en Irlande, il fit embrasser la communion romaine à la plupart des protestans, qui étoient revêtus de quelque autorité: quiconque refuseroit de donner

AN. 1686. à son prince cette marque de complaisance , étoit sûr de sa disgrâce ; il falloit abjurer ses erreurs ou perdre ses emplois , et devenir la victime de la persécution la plus violente. Le comte de Rochester perdit sa place de trésorier ; le duc d'Ormond , qui gouvernoit l'Irlande avec autant de sagesse que de douceur , se démit de son commandement ; le comte de Malgrave fut dépouillé de sa dignité de chambellan : c'est ce ministre qui disoit , au sujet de la transubstantiation : « Personne ne sou- » haite plus que moi la vérité. Ce n'est qu'à » force de tems , de travail , de réflexions , » que mon incrédulité s'est soumise à l'évi- » dence du dogme d'un Dieu créateur du » monde et des hommes ; et , de bonne-foi , » croyez-vous pouvoir , en une heure , me » convaincre qu'à son tour l'homme a la puis- » sance de créer Dieu ». Il est essentiel d'observer que les catholiques eux-mêmes , effrayés de ces actes d'imprudence , craignoient et prévoyoit une révolution funeste ; qu'ils ne demandoient point de participer aux droits publics des citoyens , et qu'ils ne désiroient que la tolérance tacite de leur culte. L'ambassadeur d'Espagne avoit fait des représentations au roi , de la part de son maître. Le pape lui avoit recommandé la prudence et la modéra-

tion, dans une entreprise difficile et délicate, AN. 1686.
 qui ne pouvoit être que l'ouvrage de Dieu.
 Mais Jacques, entraîné par un faux zèle, et
 séduit par des conseillers pervers et ignorans,
 livra son royaume à l'anarchie, et força son
 peuple à la rebellion, en ébranlant lui-même
 les fondemens des lois constitutives, par l'é-
 tablissement d'une religion étrangère.

Les ministres protestans montèrent en chaire
 et déclarèrent qu'il étoit tems de résister à la
 tyrannie, et de prendre les armes pour punir
 le tyran. Jacques créa un tribunal ecclésias-
 tique, proscriit par la constitution; cita l'évêque
 de Londres, et le fit interdire, malgré la ré-
 clamation du prélat, d'être jugé par le mé-
 tropolitain et ses suffragans. Un nonce étoit
 arrivé à Rome, et ce nonce, suivant la loi,
 devoit être mis à mort; cependant il fit une
 entrée publique et solennelle, et quiconque
 ne fléchissoit pas les genoux à son passage,
 étoit dépouillé de ses emplois. Ce pontife con-
 sacra publiquement des évêques, qui par-
 tirent avec le titre de vicaires apostoliques,
 pour exercer leurs fonctions dans leurs dio-
 cèses. Jacques expulsa les membres de l'uni-
 versité d'Oxford, et en donna la présidence à
 un prêtre romain : cette innovation attaquoit
 le droit de l'élection, dont jouissoit l'univer-

AN. 1686. sité ; cette violence arbitraire et illégale , causa une fermentation générale ; et il ne faut pas s'en étonner ; tout ce qu'il y a de grand , de riche , de noble en Angleterre , reçoit l'éducation à cette université ou à celle de Cambridge : les sources de l'église anglicane vont être empoisonnées , s'écria-t-on , et bientôt tous les emplois civils et ecclésiastiques , deviendront la proie de ceux qui sacrifieront lâchement leur croyance , à la superstition romaine.

La nation entière éclata en murmure , les esprits étoient disposés à une révolution , le clergé anglican fomentoit cette explosion qui devoit produire un grand désordre ; il excitait le courage des séditieux , en leur promettant les bienfaits du ciel et les récompenses de la religion , et réveillait le zèle des indifférens , en les frappant de terreur : il falloit donc attaquer ce corps redoutable. Jacques , en vertu de ce droit *dispensatif* que le parlement lui avoit contesté , publia un édit général de tolérance , et ordonna au clergé d'en faire publiquement la lecture après le service divin : les évêques firent des remontrances ; mais ils en furent punis par la prison. Le peuple prit leur défense ; les bords de la Tamise furent couverts des spectateurs consternés , qui demandoient la bénédiction de

leur pasteur, et imploroient la protection du An. 1686.
ciel pour le salut de la patrie et de la religion : bientôt on forma des assemblées confuses au milieu des places publiques; les cris, les lamentations des uns, les murmures, les menaces des autres; tout devoit annoncer au roi, qu'une révolution se préparoit. La foudre grondoit de toutes parts et Jacques n'en entendoit pas le bruit : aveuglé par cet esprit de vertige qui présidoit aux opérations de son conseil, il accusa les prélats persécutés, de trahison, et ordonna qu'on leur fit le procès : les magistrats préposés pour les juger, les déclarèrent innocens, et prononcèrent leur justification. Ce jugement allarma le roi sans l'éclairer; il destitua ces magistrats qui avoient jugé suivant les lumières de leur raison et le témoignage de leur conscience; assembla une armée, et fit élever au milieu du camp une chapelle où des prêtres romains invitoient les soldats à venir abjurer leurs erreurs. Ce fut peu de tems après, que la reine donna le jour à ce malheureux prince, connu sous le nom de prétendant : cette naissance avoit été précédée de prières publiques, de vœux et de pèlerinages; mais cet événement, dont Jacques avoit fait l'objet de ses desirs les plus ardens, et qu'il regardoit

AN. 1688 comme le plus ferme appui de son trône, de vint la cause de sa ruine. Il n'est pas étonnant que cet enfant ait été baptisé suivant le rit romain ; mais, ce qui marque l'imprudence constante du roi, c'est que dans ces momens allarmans il le fit tenir sur les fonds baptismaux, au nom du pape.

Les royalistes et les républicains formèrent une confédération : les torys et whigs cessèrent leurs animosités particulières ; se réunirent pour défendre les lois de l'église et de l'état, et se préparèrent à combattre l'autorité royale. Tandis que cette révolution se préparoit, Guillaume, prince d'orange, observoit dans le silence tous ces mouvemens convulsifs. Ce prince avoit épousé Marie, fille aînée de Jacques : ce politique sombre et ambitieux, voyoit avec un plaisir secret cette guerre qui divisoit le peuple et le roi ; il étoit attentif à tous les événemens, et dans sa profonde politique, en calculoit les effets. Lorsque Guillaume fut instruit que tous les ordres de l'état, toutes les factions, toutes les sectes, cherchoient à rompre les nœuds qui les unissoient à leur souverain, il envoya à Londres un agent éclairé, intrigant et fidèle, chargé de répandre par-tout, l'esprit de désordre et de vertige. Ce négociateur habile s'appliqua

secrètement à prouver aux chefs de chaque parti, les avantages qu'ils pourroient retirer de la protection de Guillaume, s'il vouloit la demander; il assuroit aux anglicans, que le prince leur confieroit les premières places de l'état, et défendrait le gouvernement épiscopal; il promettoit aux non-conformistes, cette tolérance qu'ils réclamoient depuis long-tems. Guillaume, dans cette révolution, consultoit plutôt sa haine et sa vengeance, que son ambition; il vouloit humilier Louis XIV qu'il détestoit : roi d'Angleterre et stathouder de la Hollande, il devenoit puissant et redoutable.

Toutes ces circonstances se réunissoient AN. 1688.
pour favoriser l'entreprise de Guillaume. La nation regardoit son roi, comme l'ennemi de l'état et le persécuteur de la religion : elle avoit en horreur le pape et le culte romain; elle n'ignoroit point que Jacques avoit des relations avec le pontife, et qu'il vouloit rétablir la religion catholique : un peuple égaré par le fanatisme civil et religieux, doit être terrible dans son insurrection. Bientôt la partie la plus considérable de la nation, implora l'appui du stathouder, et invita ce prince à monter sur un trône que Jacques squilloit par ses vices et ses usurpations. Guillaume se prépara à l'exécution de ce grand projet,

AN. 1688. sans prévoir peut-être jusqu'où pourroient s'étendre ses succès; il chercha des alliances, sollicita des confédérations pour combattre Louis, dont il vouloit humilier l'orgueil et détruire la puissance : déjà il avoit des conférences secrètes avec les gouverneurs des Pays-Bas espagnols, avec les électeurs de Brandebourg et de Saxe, avec le Landgrave de Hesse, avec toute la maison de Lunebourg; déjà une armée hollandaise avoit formé un camp considérable près de Nimègue. Guillaume fit ses préparatifs avec tant de diligence et de secret, que le conseil de Londres n'en fut instruit que par celui de Versailles, qui, plus actif et mieux secondé, avoit démêlé les vues secrètes du prince d'Orange. Louis, en communiquant cet avis important à Jacques, offrit de lui fournir en vaisseaux et en troupes réglées, tous les secours qu'il croiroit nécessaires pour combattre et repousser l'usurpateur; mais Jacques, trahi par Sunderland, refusa d'accepter cet offre. Le roi de France voulut lui donner une marque bien sincère de son amitié; il offrit de suspendre ses grandes opérations, de lever le siège de Philisbourg, de faire marcher son armée dans les Pays-Bas, pour retenir par la terreur de ses armes, les Hollandais dans leur propre

pays, et de réunir ses forces pour attaquer An. 1688.

Guillaume dans ses états. Jacques, par un aveuglement inconcevable, refusa encore d'accepter la proposition de cet allié généreux; il pensoit qu'aucune puissance étrangère n'avoit ni le droit, ni le pouvoir de s'emparer de son trône; que son armée suffiroit pour repousser les attaques étrangères et anéantir les factions de la multitude; il pensoit que les troupes françaises ne serviroient qu'à exciter de nouvelles plaintes et de nouveaux soulèvemens contre des voisins haïs et redoutés de la nation. Mais enfin le prestige s'évanouit; et Jacques commença à trembler: une lettre qu'il reçut de son ambassadeur à la Haye, le retira de sa profonde léthargie; alors il ne douta plus de l'authenticité des avis qu'il avoit reçus de Versailles; il assembla quelques évêques et leur demanda des conseils; d'une sécurité dangereuse, il passa à un lâche désespoir: il n'y avoit qu'un instant que Jacques se regardoit comme formidable et invincible; actuellement il se croit une victime destinée à être immolée sur les marches du trône: pâle, tremblant et confus, il promit de conserver la religion de l'état et les prérogatives nationales; de convoquer le parlement, et de rendre à Londres, ses prérogatives et ses

AN. 1688. chartres; il rétablit dans tous les comtés, les commandans et les juges qui avoient été privés de leurs emplois; supprima la cour ecclésiastique; rendit aux communautés leurs privilèges, et confia aux protestans les places les plus importantes: on regarda ces changemens et ces concessions, comme des actes inspirés par la terreur, que Jacques ne manqueroit pas de révoquer, lorsqu'il auroit dissipé cette confédération générale qui se formoit contre lui.

Le prince d'Orange publia un manifeste qui contenoit le dénombrement de toutes les souffrances de la nation: le pouvoir de dispense et de suspension, la cour de commission ecclésiastique, les offices remplis par des catholiques, l'élévation d'un jésuite au conseil privé, le *papisme* ouvertement encouragé, des églises, des séminaires, des collèges construits, les chartres anéanties, et l'élection des membres du parlement, soumise à des ordres arbitraires; les plus modestes pétitions traitées des libelles criminels et séditieux, l'autorité civile et militaire d'Irlande, confiée aux catholiques, un pouvoir sans bornes usurpé sur les lois et la religion d'Écosse; enfin les violentes présomptions contre la naissance du prince de Galles: voilà les objets que Guillaume présentait à la na-

tion anglaise, pour exciter sa haine et fo- An. 1688.
 menter la rébellion. C'étoit pour remédier à
 tant de maux, disoit le prince d'Orange, qu'il
 se proposoit de passer en Angleterre avec une
 armée capable de délivrer la nation de la
 servitude et de l'oppression de son roi. Guil-
 laume débarqua bientôt en Angleterre; toute
 la noblesse vola au devant de lui : une par-
 tie de l'armée se rendit au camp de ce prince.
 Churchil et Sunderland, trahirent leur roi, en
 défendant l'usurpateur. Anne, fille de Jacques,
 se retira auprès de Guillaume. Ce prince
 sentit alors tout le poids de son infortune; il
 gémit et s'abandonna à sa triste destinée: au
 lieu de prendre les armes et d'accepter l'al-
 liance et les secours de Louis, il ne songea
 qu'à sauver ses jours, et laissa sa couronne à l'u-
 surpateur. La reine, frappée d'une profonde
 terreur, prit la fuite, conduisant avec elle sous
 la direction du comte de Lauzun, le jeune
 prétendant.

Les puissances de l'Europe favorisèrent cette
 révolution : elles virent avec plaisir un nou-
 veau roi, qui s'occuperoit bientôt à réunir ses
 forces, pour combattre Louis. Innocent XI, au-
 paravant guerrier et qui conservoit sur le trône
 pontifical, ses goûts et ses principes militai-
 res, avoit conçu le hardi projet de réunir le

AN. 1688. protestans à l'église romaine, et de renverser la puissance ottomane, qui menaçoit de conquérir l'Italie. Ce pontife crut que, pour exécuter avec succès cette grande entreprise il falloit détruire la maison de Bourbon ou celle d'Autriche : il se ligua contre la France; donna à l'empereur la monarchie universelle, et forma une alliance avec Guillaume. C'est un spectacle curieux de voir le pontife s'unir avec un prince protestant, pour détrôner un roi catholique. A peine Jacques eut-il disparu, que la nation se trouva livrée à l'anarchie; chacun se regardoit, chacun se demandoit où résidoit l'autorité; point de roi, point de parlement, point de régent, point de protecteur. Jacques avoit abandonné son royaume; n'avoit désigné personne pour administrer les affaires de l'état; avoit jeté les sceaux dans la Tamise et brûlé les mandats à l'élection d'un nouveau parlement: aussi le peuple se livra bientôt à la licence que produit l'anarchie; il saccagea, il pillâ, il incendia tout ce qu'il crut appartenir aux catholiques. Londres alloit devenir un théâtre de carnage et de devastation, si les prélats et les pairs ne se fussent réunis pour arrêter ce torrent qui étendoit ses ravages et menaçoit les villes et les campagnes; ils s'assemblèrent,

blèrent , formèrent des résolutions précipitées, AN. 1688.
désavouées l'instant d'après , prirent les rênes
du gouvernement que le souverain avoit jetées
au hasard , et en firent l'hommage solennel
au prince d'Orange.

Jacques fut arrêté dans sa fuite, et ramené
prisonnier à Londres : ce prince rentra dans
son palais , où il fut reçu aux acclamations de
l'algresse publique. Ses malheurs avoient
excité la pitié et réveillé les remords de cette
nation inconstante et factieuse, qui outrageoit
ses rois par fanatisme , les adoroit par caprice ;
et qui ne voyoit dans ses maîtres que des ty-
rans qu'il falloit punir, ou des souverains qu'il
falloit servir en esclaves. Jacques ne sut point
profiter de cet enthousiasme général : au lieu
de gémir et de prier , il falloit agir , négocier ,
ou combattre ; mais le prince restoit immobile ,
et anéanti au milieu de son peuple , qui se
disposoit à le défendre. On ne reconnoissoit
plus le roi ; cette empreinte sacrée , que le
ciel imprime sur le front des souverains , étoit
effacée ; ses malheurs avoient altéré ses orga-
nes ; il se regardoit comme un roi détrôné.
L'image ensanglantée de son père se présen-
toit à son imagination troublée ; et il croyoit
voir le glaive prêt à le frapper. Jacques ne s'oc-
cupa que des moyens de se soustraire aux at-

AN. 1688. tentats de l'usurpateur ; il chercha à tromper ses gardes : on ne fut pas plutôt instruit de ce projet , qu'on lui facilita les moyens de l'exécuter. Comme il n'étoit ni décent ni adroit de lui proposer de prendre la fuite , on employa les ressorts qui pouvoient en même tems la lui faire désirer davantage , et la lui rendre plus facile : il ne s'agissoit que d'augmenter les inquiétudes et les alarmes d'un prince foible et timide. Guillaume envoya ses propres gardes s'emparer du palais : cette démarche paroissoit annoncer un événement sinistre , c'étoit à peu près de cette manière , que Cromwel avoit poursuivi Charles I^{er}. Lorsqu'on vit que cet appareil avoit consterné le roi , on l'avertit de se rendre dans l'obscurité de la nuit , à un endroit indiqué ; il s'y rendit , et ne voyant personne qui s'opposât à sa fuite , il s'embarqua et passa en France , où Louis XIV le reçut avec les démonstrations de confiance et d'amitié que l'on doit aux princes malheureux. Cette étonnante et instructive révolution s'opéra sans aucune effusion de sang : les liens qui unissoient le peuple à son souverain , furent brisés sans efforts. Ce n'est point au bruit des armes , et au milieu des fureurs de la guerre civile , que la constitution fut anéantie , et que les droits de la succession héréditaire

furent violés : on examina dans le code de la *Am.* 1688. nature, dans les lois primitives de la société, dans la liberté et la dignité des peuples, les devoirs des souverains : on discuta sur ce pacte antique et solennel, qui prive de l'exercice de la souveraineté, tout prince qui voudra se rendre l'oppresseur et le tyran de son peuple. Jacques, privé de sa couronne, ne sera plus qu'un simple particulier qui réclamera en vain les lois de l'état, l'amour de son peuple, les droits sacrés et imprescriptibles de l'autorité, la justice et l'alliance des souverains, pour monter sur le trône conquis par un usurpateur. Tandis que le philosophe ne voit dans ce grand événement, qu'un roi justement expulsé de ses états, pour avoir abusé de son pouvoir, le politique religieux n'y apperçoit qu'un attentat contre les décrets de la providence, et une rebellion d'un peuple qui ose juger et condamner ses rois.

Jacques perdit le trône de ses pères et l'amour de ses sujets, par ses imprudences, ses foiblesses, ses erreurs politiques, et par son désespoir. Il pouvoit jouir paisiblement du pouvoir souverain; non-seulement la nation n'étoit point disposée à contester son autorité, mais elle en avoit étendu les limites, parce qu'elle détestoit les abus et les calamités de la

AN. 1688. démocratie, et qu'elle chérissait son prince. Sortie des horreurs d'une guerre civile, fatiguée de vivre sous un gouvernement, sans cesse agité par de violentes commotions, elle soupiroit après la paix, et ne demandoit que l'exercice libre de la religion de l'état : elle auroit souffert plutôt la domination d'un despote, que le gouvernement du roi réformateur de la religion, et fondateur d'une doctrine étrangère. La persécution religieuse rend le peuple factieux et cruel ; s'il a la force en main, il prend les armes, se révolte et détrône son roi ; s'il est foible, il quitte dans la rage, ou dans les cris de la douleur et du désespoir, sa famille, son héritage, sa patrie, et va enrichir une contrée étrangère, des fruits de son industrie et de ses travaux. Ainsi, à ne considérer Jacques que sous le point de vue qui semble lui donner quelque droit à nos éloges, nous ne pouvons encore nous empêcher de regretter qu'il n'ait pas eu une prudence égale à son zèle, et une étendue de lumière proportionnée à la sainteté de ses vues. Jacques a été regardé comme un héros du christianisme et un martyr de la foi ; mais n'oublions jamais que ce prince avoit solennellement promis, de ne porter aucune atteinte à la religion de l'état, de la protéger et de la défendre : souve-

nous-nous que les rois ne peuvent ni par la Am. 1688. force des armes, ni par les ruses de la politique, ni par les artifices de la séduction, forcer et tromper les consciences, changer les opinions générales d'une nation en matière de foi, et établir dans leurs états une nouvelle religion. A Dieu seul appartient le droit d'éclairer les peuples : les prêtres, ministres et organes de la divinité, doivent y concourir par leur patience, leur douceur, par l'onction du sentiment et la sainteté de leurs mœurs. Si les hommes, par habitude, par préjugé, par conviction, sont attachés avec force à leurs erreurs religieuses ; s'ils refusent avec persévérance de reconnoître la nouvelle loi ; s'ils consentent à verser leur sang, plutôt que d'abandonner le culte de leurs pères : alors il ne reste plus aux ministres de cette nouvelle religion, qu'à prier, gémir, et attendre dans l'ombre de la retraite, des tems plus heureux et plus tranquilles.

G U I L L A U M E I I I.

Nous sommes arrivés à cette révolution célèbre, qui est si précieuse aux Anglais ; source et principe de sa grandeur, de sa puissance, de son orgueil et de sa corruption morale. Immédiatement après la première évaison de Jac-

AN. 1688. ques, nous avons vu que les évêques et les princes du royaume, s'étoient placés au hasard à la tête de l'administration. La capitale, les provinces et l'armée, attendoient en silence les événemens qui fixeroient la forme du gouvernement. Le retour momentané de Jacques, ses terreurs, ses humiliations, avoient suspendu l'activité de la haine publique : soit remords, soit compassion, soit justice, la nation paroissoit disposée à défendre son roi contre l'usurpateur. Jacques n'eut ni le courage de prendre les armes, ni le talent de hâter une révolution qui se préparoit : l'indignation et le mépris succédèrent au respect et à la pitié. La nation offrit à Guillaume l'administration du royaume : le conseil qui représentoit le souverain, invita les grands de la nation de convoquer une assemblée générale : cette convocation fut faite. On ne pouvoit point donner à cette assemblée le nom de parlement ; elle prit celui de *convention* : elle déféra au prince d'Orange, l'autorité absolue pendant l'inter-règne, et délibéra sur le parti que l'on prendroit à l'égard du roi fugitif. Guillaume se rendit à la chapelle du palais, et y reçut la communion conformément aux rites de l'église anglicane, bien différens de ceux qu'on observe en Hollande : par cette hypocrisie, Guil-

laume sut obtenir cette estime et cette confiance, si nécessaires aux succès des entreprises de l'usurpateur. La *convocation* rendit un décret conçu en ces termes : « Le roi Jacques » II, s'étant efforcé d'anéantir la constitution » du royaume, en rompant le contrat original » entre le roi et le peuple, ayant violé les » lois fondamentales par les conseils des jésuites, et d'autres pernicioeux conseils, et » s'étant évadé du royaume, le trône est vacant ».

Une loi aussi ancienne que la monarchie, décidait positivement que le trône n'est jamais vacant : par conséquent, au moment même de l'abdication prétendue de Jacques, il étoit censé être rempli par l'héritier le plus proche : cet héritier étoit incontestablement le jeune prince de Galles. C'est détruire la loi de la succession, que d'altérer l'ordre héréditaire. Cette interversion deviendra une source féconde de désordres et de calamités ; et une multitude égarée par les conseils et les séductions d'un hardi conspirateur, pourra outrager et avilir la dignité royale. Ce fut dans cette assemblée qu'on examina cette question inutile et dangereuse : s'il y a un pacte primitif entre le roi et le peuple ; si l'oppression du premier ne légitime point la rébellion du second. Il falloit

AN. 1688. que, pour former originairement une société, chacun se dépouillât d'une partie de sa liberté, entre les mains d'un chef chargé de veiller à l'administration publique et à la sûreté particulière contre l'injustice des concitoyens, et contre l'invasion des étrangers. Le roi peut abuser de son pouvoir; mais l'anarchie est mille fois plus funeste que le despotisme : par la ruine de l'autorité, tous les maux sont réunis sur la tête des peuples; ces maux sont permanens, parce que l'anarchie qui les produits forme un état stable; ils sont sans remède, parce que l'autorité, qui pourroit seule y remédier, est détruite. Les abus, au contraire, du gouvernement, n'infectent qu'une partie de l'administration; ils ne sont qu'accidentels, provenans non de la constitution de l'état, mais des dispositions particulières du prince, qui peut changer, et qui doit un jour cesser de vivre. Ils ont un remède, si non toujours efficace, du moins toujours puissant dans la loi de Dieu, qui est au dessus du prince; dans la voix de sa conscience, qui lui reproche son oppression, qui le rappelle sans cesse à l'humanité et à la justice; enfin dans les craintes et les amertumes que cause une domination injuste à celui qui l'exerce : car un tel souverain, au milieu même d'un peuple d'escla-

ves, dont il est la terreur ou l'idole, sentira An. 1688. qu'il ne peut être véritablement roi, qu'en commandant à des sujets; ni trouver sa gloire et sa félicité, qu'en régnant pour le bonheur des peuples, et en jouissant par un juste retour, du légitime tribut de leur amour et de leur reconnoissance.

Il y avoit dans la *convention* plusieurs membres qui s'opposoient à ce qu'on violât l'ordre de la succession: ils proposèrent qu'on donnât à Guillaume, la régence du royaume pendant la minorité du prince de Galles. Les wighs rejetèrent ce prétendu héritier, élevé dans des principes incompatibles avec la constitution de l'église et de l'état: ils représentèrent qu'un empire gouverné par des régens ou des protecteurs, deviendrait une république factieuse; que, pour fermer la source des calamités et des guerres, il falloit un gouvernement soumis à un monarque, dont la succession héréditaire et l'autorité fussent établies et fixées par le peuple. Enfin un troisième parti vouloit donner la couronne à Marie, épouse de Guillaume.

Le prince d'Orange écoutoit tous ces débats avec une tranquillité apparente: il se rendoit même invisible dans son palais. On vit avec alarme un prince sombre et froid, qui affec-

1688. toît une indifférence méprisante et un orgueil insultant. Guillaume assembla quelques grands du royaume, dont il connoissoit le crédit et l'influence sur l'opinion publique : il leur dit qu'il n'étoit venu en Angleterre, que pour protéger la religion et les lois ; qu'il ne prétendoit point s'opposer aux vœux de la nation, dans le choix d'un souverain ; que, si l'on conservoit la couronne au jeune prince de Galles, il étoit obligé de déclarer que ses affaires ni son inclination ne lui permettoient point d'accepter la régence ; que, si on se déterminoit au contraire à placer Marie sur le trône, personne ne sentoit mieux que lui, combien la princesse son épouse, étoit digne de ce choix ; mais qu'il ne pourroit point lui être utile, parce qu'il ne sacrifieroit jamais, ni au titre de régent, ni à celui de l'époux de la reine, les intérêts importants et les affaires pressantes qui l'appeloient en Hollande, et qu'il ne pourroit pas même rétablir, par sa médiation, les désordres du gouvernement.

Ce discours artificieux jeta l'alarme et inspira la terreur. Quelle perspective n'offroit point le retour d'un roi exilé de ses propres états, qui rentroit, armé du pouvoir, guidé par la vengeance, suivi par la haine. On redouta une guerre civile. Enfin la *convention*

rendit un décret portant : « qu'en conséquence An. 1688
 » de l'abdication du roi Jacques et de la va-
 » cance du trône , la couronne étoit dévolue
 » à Guillaume , prince d'Orange , et à Marie ,
 » son épouse ; que l'administration appartien-
 » droit au prince seul ; qu'Anne , princesse de
 » Dannemarck , succéderoit au prince d'Orange
 » et à la princesse Marie ; que les enfans
 » d'Anne succédroient après ceux de Marie ,
 » mais avant ceux que le prince d'Orange
 » pourroit avoir d'une autre femme ». On
 nous saura sans doute gré de transcrire ici
 cette loi fameuse , qui forma les principales
 bases du gouvernement et de la législation
 du peuple anglais : nous en examinerons bien-
 tôt les avantages et les inconvéniens.

De la Constitution Britannique.

« Comme le roi Jacques , avec l'assistance
 » de ses pernïcieux conseillers , des juges et
 » ministres qu'il employoit , s'est efforcé d'ex-
 » tirper la religion protestante , les lois et les
 » libertés de ce royaume , en s'attribuant un
 » pouvoir excessif de dispenser des lois , et
 » d'en suspendre l'exécution sans l'aveu du
 » parlement , en faisant mettre en prison et
 » poursuivre en justice , divers dignes pré-

An. 1688. » lats , pour l'avoir supplié , par une humble
 » pétition , de les dispenser de concourir à
 » l'usurpation d'un tel pouvoir ; en levant de
 » l'argent pour l'usage de sa couronne , sous
 » prétexte de sa prérogative , en d'autres tems
 » et pour d'autres usages que ceux pour les-
 » quels il avoit été accordé ; en érigeant une
 » cour ecclésiastique ; en levant et entrete-
 » nant une armée dans le royaume , sans l'a-
 » veu du parlement ; en logeant des troupes
 » d'une manière contraire aux lois ; en fai-
 » sant ôter leurs armes à divers bons sujets
 » protestans , tandis que les *papistes* demeu-
 » roient armés , et qu'ils étoient employés ,
 » contre la disposition des lois ; en violant les
 » élections des membres du parlement , et
 » pour plusieurs autres entreprises arbitrai-
 » res et illégales ; comme aussi , depuis quel-
 » ques années , on a employé , en qualité de
 » jurés , des personnes partiales et corrompues ,
 » non qualifiées , et qu'on a même em-
 » ployées dans des procès de haute-trahison ;
 » qu'on a demandé , des personnes emprison-
 » nées pour crime , un cautionnement exces-
 » sif , dans la vue d'éluder le bénéfice accordé
 » par les lois pour la liberté des sujets ; qu'on
 » a condamné des accusés à des amendes
 » exorbitantes ; qu'à d'autres , on a infligé des

» peines excessives et contraires aux lois ; qu'on An. 1688.
 » a même permis des confiscations de leurs
 » biens , avant leur conviction : tous abus
 » contraires aux lois , aux statuts et aux liber-
 » tés de ce royaume ;

» Et, comme le roi Jacques ayant abdi-
 » qué le gouvernement , et le trône étant
 » ainsi vacant , son altesse le prince d'Orange ,
 » dont il a plu à Dieu de faire son glorieux
 » instrument , pour délivrer ce royaume du
 » *papisme* et du pouvoir arbitraire , par l'avis
 » des seigneurs et des principaux membres
 » du parlement et des communes , a envoyé
 » des lettres aux seigneurs spirituels et tem-
 » porels protestans , aux comtés , aux villes ,
 » aux universités , aux bourgs et aux cinq
 » ports , pour leur faire élire des députés
 » capables de les représenter légitimement , et
 » pour les assembler , dans la vue de procu-
 » rer un établissement qui préserve la religion ,
 » les lois et les libertés de retomber dans le
 » même danger ; sur lesquelles lettres les élec-
 » tions ayant été faites , et les seigneurs et
 » les communes actuellement assemblés en
 » un corps qui représente la nation , prenant
 » en considération les meilleurs voies pour
 » arriver aux fins qu'on s'est proposées , dé-
 » clarent , à l'exemple de leurs ancêtres , pour

AN. 1688. » soutenir leurs anciens droits et libertés : 1°. » que le prétendu droit de suspendre les lois » ou l'exécution des lois, par l'autorité royale, » sans le consentement du parlement, est il- » légal ; 2°. que le prétendu pouvoir de » dispenser des lois ou de l'exécution des lois » par l'autorité royale, comme il a été usurpé » dans ces derniers tems, est illégal ; 3°. que » l'élection d'une cour ecclésiastique et de » toute autre cour, est illégale et pernicieuse ; » 4°. que toute levée d'argent pour l'usage » de la couronne, sous prétexte de la préro- » gative royale, sans que le parlement l'ait » acordée pour un tems plus long ou d'une » autre manière qu'elle est acordée, est illé- » gale ; 5°. que c'est un droit des sujets de » présenter des pétitions au roi, et que tout » emprisonnement ou toute poursuite à ce su- » jet, est illégale ; 6°. que lever ou entrete- » nir une armée dans le royaume en tems de » paix, sans le consentement du parlement, » est contraire aux lois ; 7°. que les sujets » protestans peuvent avoir des armes pour » leur défense, suivant leur condition et de » la manière qu'il est permis par les lois ; » 8°. que les élections des membres du par- » lement doivent être libres ; 9°. que les dis- » cours et les débats du parlement ne doivent

» être recherchés ou examinés dans aucune AN. 1688.
 » cour, ni dans aucun lieu que le parlement ;
 » 10°. qu'on ne doit point exiger des caution-
 » nemens excessifs, ni imposer des amendes
 » exorbitantes, ni infliger des peines trop
 » dures ; 11°. que les jurés doivent être choi-
 » sis avec impartialité, et que ceux qui sont choi-
 » sis pour jurés dans les procès de haute-
 » trahison, doivent être membres des com-
 » munautés ; 12°. que toute concession ou
 » promesse de donner la confiscation des
 » biens des accusés, avant leur conviction,
 » sont contraires aux lois et nulles ; 13°. que,
 » pour trouver des remèdes à tous ces abus,
 » pour corriger, pour fortifier les lois et
 » pour les maintenir, il est nécessaire de te-
 » nir souvent les parlemens ».

Guillaume et Marie, après avoir accepté les conditions portées par le décret, et juré de conserver les lois constitutives et la religion de l'état, montèrent sur le trône. Le roi s'occupait à affermir son autorité, et à enchaîner une nation factieuse. On prétendit que la *convention* étoit contraire aux lois fondamentales ; que les membres qui la composaient, ne pouvoient point être regardés comme les représentans de la nation, et que le décret qui don-

AN. 1688 noit la couronne à Guillaume , étoit inconstitutionnel. On proposa donc de dissoudre cette assemblée , et de procéder , par les formes légales , à l'élection du parlement , formes devenues faciles et nécessaires , depuis qu'il existoit un roi pour ordonner cette élection. Mais Guillaume craignit que ce nouveau parlement , dirigé par les mêmes principes et par le même fanatisme que le premier , ne le dépouillât des droits de la souveraineté , qui venoient de lui être transmis : en conséquence , il décida que la *convention* seroit désormais appelée parlement. Cet acte d'autorité excita des murmures , et Guillaume fut accusé d'exercer le pouvoir absolu. Plusieurs membres refusèrent de prêter le serment , et prirent la fuite. A peine eut-on le tems de s'occuper de cet événement , que Guillaume fut instruit d'une conspiration qu'on tramoit en Écosse. Jacques avoit écrit à la *convention* écossaise , pour l'exhorter à le défendre et à le secourir contre les entreprises de l'usurpateur : il promettoit des bienfaits , des récompenses et un pardon général. Ce manifeste avoit excité la pitié de la nation , et préparé sa vengeance , lorsque le duc d'Hamilton , président de l'assemblée , représenta Jacques comme un tyran et un oppresseur. L'assemblée , entraînée par l'éloquence et subjuguée

juguée par le crédit du duc d'Hamilton , décida AN. 1688.
 que ce prince ayant exercé la puissance royale ,
 sans avoir prêté le serment porté par les lois ;
 ayant attaqué les constitutions fondamenta-
 les l'état , et violé les lois et les libertés de la
 nation , il avoit perdu tous ses droits à la cou-
 ronne , et que le trône étoit vacant. Ce peu-
 ple inquiet et inconstant changea bientôt ses
 dispositions. Le parlement écossais déclara l'au-
 torité de Guillaume contraire à ses privilèges
 et à ses droits. Cet amour de l'indépendance
 n'étoit plus qu'un sentiment d'audace et de re-
 bellion. Guillaume craignit une révolution :
 il ajourna le parlement ; la nation prit les ar-
 mes. Le comte de Dundée , à la tête d'une
 armée de brigands , ravagea le royaume , et
 porta par-tout la désolation et la mort. Le gé-
 néral Markay marcha contre lui , tailla en piè-
 ces son armée : le comte de Dundée périt dans
 le combat. Les rebelles perdirent leurs espé-
 rances , et implorèrent la clémence du vain-
 queur. L'Écosse subit le joug étranger , et abo-
 lit l'épiscopat , qui étoit si odieux à la nation.

Les troubles de l'Irlande apportèrent de nou-
 velles alarmes. Le duc de Tyrconel soutenoit
 le parti de Jacques. Il sollicitoit des négocia-
 tions , levoit des troupes , publioit des mani-
 festes contre l'usurpateur. Mais , tandis que

AN. 1688. ce sujet fidèle s'occupoit à rétablir son roi sur le trône, Jacques, entouré de prêtres, récitait des prières, chantoit des cantiques, et ne parloit que du bonheur des saints. Cependant il sort un moment de cette léthargie : il part pour Dublin avec une forte escadre, assiége Londondéri. Ronzen, général français, somme les habitans de capituler, et traîne, jusques sur les murs de la place, quatre mille protestans, comme des victimes destinées au supplice. Cet acte d'inhumanité excite le courage et le désespoir des assiégés : ils font des prodiges de valeur, et forcent Jacques à lever le siège.

Cependant Jacques étoit maître de Dublin et de quelques autres places fortes. Pendant que ses généraux cherchoient à fortifier son parti, il proscrivoit tous ceux qui ne venoient point se ranger sous ses étendards. Malgré les leçons qu'il avoit reçues de la fortune, ce prince ne se corrigea point : il paroissoit moins occupé de remonter sur son trône, que de rétablir la religion catholique. Toujours inconséquent, toujours injuste, il violoit ouvertement ses promesses et ses sermens. Tandis qu'il déclaroit que son objet constant étoit de permettre la liberté de conscience, il poursuivoit les protestans avec le fer et le feu. Jac-

ques renouvela en Irlande, ce qu'il avoit déjà An. 1688. fait en Angleterre, à l'égard des universités. Il expulsa du collège de Dublin le président, les professeurs, les étudiants, s'empara de leurs effets; forma des casernes de cet antique et respectable édifice; dépouilla les évêques protestans de leurs bénéfices, de leurs privilèges, de leur juridiction; altéra les monnoies, multiplia les confiscations, protégea les délations, et établit l'inquisition sur les opinions et les consciences. Ces injustices et ces oppressions produisirent de nouvelles factions et de nouveaux malheurs. Tandis que Jacques triomphoit dans la capitale, les provinces se soulevoient contre lui. Les protestans, dont la rigueur et les persécutions excitoient le courage, faisoient par-tout une défense désespérée: réduits au désespoir, ils mettoient tant de fureur à la conservation de leurs villes, que les secours qu'ils attendoient de l'Angleterre, arrivèrent, avant que Jacques pût s'emparer d'une seule place, ni frapper un coup décisif.

C'est à cette époque que la nation commença à contracter ces dettes énormes, qu'elle appelle aujourd'hui les *fonds*, et dont la masse est effrayante. Il falloit à Guillaume des sommes si considérables pour repousser les forces de la France, que le parlement eut recours à

AN. 1688. cette voie dangereuse des emprunts , que l'on peut appeler l'art d'opprimer les générations futures : art qui tend à détruire l'agriculture , le commerce , l'industrie ; à introduire , dans toute les classes des citoyens , l'indifférence pour l'humanité , et à produire un agiotage scandaleux et un système de dépravation. Les tems et les lumières ont donné encore plus de vigueur et de consistance à ces principes destructeurs , sur lesquels repose cet édifice financier : cette facilité d'emprunter a brisé tous les ressorts de sa constitution politique , a opprimé son commerce , a détruit ses territoires et ses villes , a épouvanté le luxe lui-même par des droits infinis. C'est depuis cette époque , dit un philosophe , que l'esprit de conquête a pris une nouvelle force , et que les rois , plus jaloux de reculer les bornes de leurs domaines , que de rendre leurs sujets fortunés et puissans , se sont ruinés à l'envi et ont dépeuplé leurs propres états , pour régner sur de nouveaux déserts.

On ouvrit un bureau , où les porteurs de numéraire recoivent pour équivalent des billets d'état , qui produisoient alors 35 livres 4 sous ; et jusqu'à 50 pour cent : opération qui causa dans les fortunes des particuliers , la même révolution qu'apporta en France le système de Law ; avec cette différence cepen-

dant qu'en Angleterre, les fonds furent solidement hypothéqués ; qu'ils subsistent encore, et forment aujourd'hui une portion de richesses réelles ou fictives de la nation. Quoique le prodigieux accroissement de cette dette prouve l'étendue des ressources et du crédit de la Grande-Bretagne, l'on ne sauroit cependant douter que les contributions annuelles, destinées à payer les intérêts, ne soient supérieures à ses forces : la plus légère erreur sur les principes et la base de son crédit, peut lui faire perdre ses richesses et sa gloire : les emprunts nécessitent les taxes ; et les taxes multipliées produisent les murmures et les factions des peuples, et préparent l'anarchie et la corruption publique.

AN. 1690.

Guillaume, ayant équipé une flotte et levé une armée, partit pour l'Irlande, et laissa à la reine la régence du royaume. Jacques attendoit de nouveaux secours de la France : il n'avoit d'autre parti à prendre, que celui de se renfermer dans quelque place forte, et de conserver les villes qui s'étoient déclarées pour lui ; mais ce prince, guerrier aussi imprudent que mauvais politique, marcha au-devant de l'ennemi : il fut vaincu. Le brave Shombut, héros dont il faut admirer la valeur, citoyen dont il faut plaindre les erreurs et les foibles-

AN. 1690. ses, périt dans le combat. Jacques repassa en France, laissant Dublin ouvert au vainqueur, qui en prit possession. Cet événement fut d'autant plus heureux pour Guillaume, que la veille même les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, avoient été dispersées par une flotte française, destinée à se réunir à Jacques. Ce jour même les Hollandais avoient été battus à Fleurus par le maréchal de Luxembourg; dans une autre action, le maréchal de Catinat avoit taillé en pièces les troupes commandées par le duc de Savoie : en sorte que, si Jacques, comme on l'avoit calculé au conseil de Versailles, au lieu de hasarder une bataille, eût défendu les places dont il étoit le maître, et eût temporisé, comme sa situation l'exigeoit, il eût reçu promptement les secours nécessaires pour se maintenir en Irlande; et ce qu'il y a de plus singulier en sa conduite, c'est qu'à cette première faute, il ajouta la précipitation d'une fuite qui n'étoit pas encore forcée; puisque le comte de Lauzèn, qui commandoit les troupes françaises, tint encore long-tems la campagne, et força Guillaume à repasser en Angleterre, avant d'avoir achevé la conquête de l'Irlande.

Après avoir employé quelque tems à haranguer le parlement, à lui faire envisager

tout l'éclat qu'il alloit donner aux armes britanniques, en humiliant l'orgueil et la puissance de la France, Guillaume obtint cent millions de subsides, qui furent une addition à la masse énorme des dettes de l'état. Ce prince se rendit à la Haye, où il trouva rassemblés les ministres de l'Italie, de l'Empire, de l'Espagne, de la Suède et du Dannemarck, les électeurs de Brandebourg et de Bavière, et autres princes allemands, qui représentoient cette ligue destinée à combattre Louis.

Guillaume harangua le congrès, s'en déclara le protecteur. Il n'attendit pas qu'on le nommât le chef de la confédération; il promit d'en être le directeur et le général, et démontra comment, avec ces forces réunies, il pourroit détruire l'oppresseur commun de la liberté de l'Europe. Le pape se réunit à cette ligue formidable. L'armée des confédérés étoit composée de deux cent quarante mille hommes, qui devoient exécuter des projets aussi vastes qu'extravagans. Les confédérés se chargeoient de forcer Louis XIV à faire des représentations au saint-siège et au pape Innocent XI; ensuite, comme s'ils n'avoient en vue que de réformer les abus de l'administration en France, ils s'engageoient à faire établir, dans ce royaume, la liberté de conscience.

AN. 1690. les anciennes prérogatives de la noblesse, du clergé et du tiers-état, l'autorité des parlemens, les privilèges des villes et des communautés, à faire supprimer les impôts actuels, et à rendre le prince incapable d'en lever à l'avenir, sans le consentement des états. Comme il avoit plu à Guillaume d'accepter une couronne à des conditions plus limitées encore, il vouloit que le roi de France ne fût pas un prince plus puissant que lui. Cét esprit de vertige se dissipa bientôt. Le congrès comprit que deux cent quarante mille hommes seroient peut-être insuffisans pour opérer cette révolution; il prit un parti qui annonça sa foiblesse et sa lâcheté : il invita tous les Français à se révolter contre leur prince, menaçant de ne jamais pardonner à ceux qui ne prendroient pas les armes contre leur souverain.

Louis XIV s'amusa du zèle fervent de Guillaume pour les intérêts du saint-siège et du pontife; brava la ligue et son manifeste odieux; prit Nice en présence des confédérés; et, formant en personne le siège de Mons, l'emporta d'assaut, à la vue de leur armée commandée par le prince d'Orange, qui passa en Angleterre, confus et humilié. Guillaume fut plus heureux en Irlande : Ginckle, son général, s'empara de plusieurs villes, et les Ir-

landais se soumirent aux vainqueurs. Ces suc-^{AN. 1690.}cès et ces conquêtes énorgueillirent le roi d'Angleterre, naturellement fier et présomptueux. Il fit au parlement le détail magnifique de ses victoires, promit de nouveaux triomphes, et demanda des subsides. Cependant le peuple souffroit impatiemment la domination de son roi. On se plaignit d'une guerre désastreuse, qui tendoit à épuiser les finances de l'état et le sang de la nation, sans augmenter sa puissance et ses possessions; on lui reprochoit son orgueil et son ingratitude; on l'accusoit d'ériger la corruption en système, pour établir son despotisme. En Écosse, il se formoit une violente conspiration. Guillaume étoit tolérant par principe et par politique; il protégeoit les presbytériens. Cette secte abusa de cette protection, pour renouveler ses fureurs. Guillaume voulut lui opposer un parti puissant: il favorisa les épiscopaux. La haine et l'animosité éclatèrent entre ces sectaires. Déjà ils avoient pris les armes, et menaçoient l'état d'une destruction prochaine. Le roi parvint, par sa prudence, à appaiser cette rébellion.

Guillaume passa en Hollande. A peine y eut-il fait quelque séjour, qu'il fut instruit de nouveaux préparatifs que Jacques méditoit: il s'agissoit d'une descente en Angleterre.

AN. 1690. Louis XIV avoit fourni à ce prince une armée de vingt mille hommes, qui, sous la protection d'une escadre considérable, commandée par Tourville, devoit débarquer avant que les flottes d'Angleterre et de Hollande pussent se réunir; mais la mer fut impraticable pendant près de deux mois. Les retards forcés que causa cet accident, donnèrent aux flottes ennemies le tems de se rapprocher. Comme la mer étoit chargée de brouillards épais, l'amiral français, qui avoit ordre d'attaquer avant la réunion, ne put point s'instruire si elle étoit déjà faite; il attaqua les deux flottes avec des forces si inférieures, qu'il fut battu et obligé de rentrer dans le port. Le combat de la Hogue dura dix heures. Les Anglais poursuivirent, pendant deux jours, les débris de la flotte vaincue. Cette défaite sembla anéantir la marine française; elle ruina les espérances de Jacques, et affermit Guillaume sur un trône usurpé. Les jacobites ne formèrent plus qu'une faction foible et impuissante. Cependant, malgré ce brillant succès, la guerre que Guillaume soutenoit contre la France, n'en étoit pas moins désastreuse et humiliante. Louis XIV., suivant le cours de ses victoires avec une rapidité qui étonnoit l'Europe entière, prit Namur à la vue de Guillaume, qui s'efforçoit de réparer,

s'il étoit possible, cette perte qui pouvoit lui nuire dans l'esprit des alliés. Il fit quelques tentatives sur Mons, qui lui avoit été enlevé de la même manière. Cette entreprise ne lui ayant pas réussi, Guillaume sentit encore davantage combien il étoit important pour lui de faire quelque action d'éclat, qui soutint la haute réputation que le préjugé seul lui avoit accordé. Ce titre de généralissime, qu'il avoit pris lui-même, ces promesses pompeuses qu'il avoit faites à son parlement et aux alliés, l'Europe entière ayant ses regards fixés sur lui, tout l'engagea à tenter quelque action extraordinaire qui pût justifier ses promesses et sa renommée. Il attaqua le maréchal de Luxembourg; mais il fut vaincu à Steinkerque. Humilié et frémissant de rage, il chercha à attribuer la honte de cette journée à quelques officiers, qu'il accusa de trahison et qu'il fit pendre. Les écrivains anglais conviennent que cette défaite fut une suite nécessaire de l'énorme disproportion qui se trouvoit entre les talens de Luxembourg et ceux de Guillaume. On chanta cependant à Londres le *Te Deum*, pour remercier le ciel de l'heureux retour du prince, et de ce qu'il n'avoit pas péri dans l'action; tant les jours du monarque protestant, même vaincu, étoient précieux à la nation.

AN. 1690. Guillaume remercia le parlement de cette marque d'attachement et d'affection. Il promit de faire une descente qui répareroit ses pertes. La conclusion ordinaire de ces pompeuses harangues étoit de demander des subsides : il étoit facile d'en promettre et d'en donner, depuis qu'on avoit trouvé le secret de créer un numéraire avec des billets de banque. Le parlement accorda à Guillaume cent cinquante millions, qu'il reçut en promettant de rendre bientôt l'Angleterre plus florissante et plus puissante qu'aucune autre nation. Le roi retourna en Hollande. Cependant la nation renouveloit ses plaintes et ses murmures. On reprochoit à Guillaume de sacrifier l'état, pour enrichir des étrangers. Les communes s'élèverent contre les emprisonnemens arbitraires; réclamèrent l'exécution de l'*habeas corpus*; demandèrent que les parlemens fussent rendus triennaux, pour les rendre plus libres par des élections plus fréquentes, et délibérèrent d'éclairer le prince sur son administration. Cette effervescence ne fut que passagère : la nation étoit plus occupée d'augmenter sa gloire et sa fortune, que de conserver sa liberté. Le luxe avoit corrompu les mœurs publiques. L'influence de la cour, produite par la séduction, étouffoit les murmures, et rendoit les

membres du parlement, courtisans et esclaves. AN. 1690.

Louis XIV. ouvrit la campagne, par la destruction du Palatinat. Guillaume vola au camp des alliés, et prit le commandement de l'armée. Il déclara, qu'il se réjouissoit de combattre Luxembourg. Le maréchal qui connoissoit le caractère et le génie du prince, lui tendit avec succès quelques pièges : il feignit de vouloir attaquer quelques villes, qui furent bientôt secourues par Guillaume. Luxembourg, ayant ainsi affoibli les forces de l'ennemi, tomba tout-à-coup sur son camp, le força et dispersa ses troupes. Guillaume perdit à la bataille de Nerwinde, quinze mille hommes, son artillerie et ses bagages. La flotte française prit la même année, ou coula à fond seize vaisseaux, et s'empara d'un riche convoi. Guillaume, consterné par des pertes si multipliées, remit le commandement de l'armée à l'électeur de Bavière, passa en Hollande et en Angleterre, pour apprendre à ces deux nations, qu'elles avoient été vaincues et sur terre et sur mer ; mais il releva l'espoir et le courage des alliés, en leur annonçant que, pour réparer les revers de la fortune et combattre Louis, il ne s'agissoit que de lever une nouvelle armée, et de sacrifier quelques millions. Les deux peuples lui accordèrent des

subsidés. Les Hollandais avoient de l'argent, les Anglais du papier : ils en mirent en circulation pour dix millions sterlings. Comme cet objet étoit devenu un objet considérable et digne de l'attention publique, on confia l'administration de ce système de finance à des directeurs, dont le bureau constitue ce qu'on appelle aujourd'hui la banque d'Angleterre. L'institution de cette banque nationale causa une révolution précipitée dans les fonds : révolution qui n'a point d'exemple dans les annales financières, depuis l'établissement des sociétés économiques. La banque royale, par ses spéculations, devint un gouffre, où toutes les richesses de la nation vinrent se précipiter. Elle favorise les déprédations des ministres, sert à étendre l'autorité des rois, et forme cette dette énorme, qui doit nécessairement un jour opérer une révolution dans le gouvernement et la constitution britanniques.

AN 1700. A peine les subsides eurent-ils été accordés et reçus, que de nouveaux besoins et de nouveaux événemens en exigèrent de plus considérables. L'infatigable Louis avoit alors réuni toutes ses forces contre l'Espagne, où il vouloit faire reconnoître le duc d'Anjou, son petit-fils, pour l'héritier du trône. Les Espagnols demandèrent à Guillaume son al-

liance. A l'instant une flotte mit à la voile, AN: 1700 bombarda Dieppe et le Havre-de-Grace, dans la vue de réduire ces villes en cendres. Ce fut à cette époque que Marie mourut : sa perte fut vivement sentie en Angleterre, où d'abord on avoit désiré de la faire monter seule sur le trône ; où l'on regretta ensuite de n'avoir point forcé Guillaume à partager avec elle les droits de la souveraineté. Pendant l'absence de Guillaume, Marie fut chargée de la régence : elle développa, dans son administration, les talens d'un politique, et obtint la confiance de la nation par ses vertus. Elle auroit laissé une gloire pure et une mémoire sans tache, si elle n'eût point été complice de l'usurpation de son époux. Guillaume parut peu touché de la mort de Marie. L'histoire ne lui pardonne point d'avoir été le même jour au parlement signer des bills, qu'il pouvoit faire approuver par une commission.

Cependant l'Angleterre, la France et les autres puissances de l'Europe commençoient à se lasser d'une guerre ruineuse et meurtrière. Louis XIV, avant d'accepter les propositions de paix qui lui avoient été offertes, voulut hasarder un dernier effort en faveur de Jacques : ce prince leva une armée considérable, qu'il dispersa dans les environs de Ca-

Ann. 1700. lais, prête à s'embarquer au premier signal. On fit passer en Angleterre quelques émissaires pour préparer à cet événement ceux que l'on savoit être secrètement attachés aux intérêts du prince détrôné. Le zèle en cette occasion fut porté si loin, que quelques jacobites formèrent le projet de s'emparer de Guillaume lorsqu'il iroit à la chasse, et de l'assassiner. On ne décidera point si cet assassinat projeté étoit connu de Jacques : l'évêque Burnet, le Bossuet de l'Angleterre, historien profond, mais crédule, qui a déshonoré ses talens par son emportement contre l'église romaine, pense qu'il en avoit connoissance. D'autres historiens contestent ce fait, et opposent à l'autorité du prélat les témoignages des conjurés qui l'ont justifié de cette accusation. Cette conspiration fut funeste à Jacques, puisque la descente projetée fut découverte; elle ne put point donc s'exécuter, puisque la mer fut à l'instant couverte de vaisseaux anglais. La guerre se ralluma avec plus de ferveur que jamais; mais elle ne produisit rien de mémorable, si l'on en excepte le bombardement de Calais; enfin le traité de Riswick mit un terme à cette guerre qui couta à l'Angleterre onze cents millions. Louis sacrifia presque toutes ses conquêtes, et abandonna les fruits de ses victoires

victoires pour affermir l'usurpateur sur le AN. 1700 trône.

Guillaume ne jouit pas long-tems des douceurs de la paix; de nouveaux événemens produisirent des divisions domestiques qui ne commencèrent à s'appaiser qu'au moment où il fallut reprendre les armes. Le roi avoit demandé une armée toujours subsistante qui pût faire craindre et respecter sa puissance. On s'éleva avec force contre cette proposition qui tendoit à établir le despotisme : la nation, disoient les opposans, perdra bientôt ses libertés et ses privilèges, si des troupes mercenaires sont aux ordres du gouvernement; cette coutume, une fois établie, se changeroit en maxime d'état; et les élections, et les parlemens, tout dépendroit du caprice de la cour : le royaume n'est-il pas assez défendu par l'Océan; ne peut-on pas former une milice régulièrement occupée de l'exercice des armes; cette milice n'auroit-elle pas plus de zèle pour la patrie que des soldats mercenaires; et en y joignant une bonne flotte, ne mettroit-on pas le royaume à l'abri de toute invasion. Il fallut céder au vœu général. Guillaume se plaignit de la méfiance et de l'ingratitude de son peuple, et se plaignit d'avoir accepté la couronne.

AN. 1700. Charles II, roi d'Espagne, étoit expirant : trois concurrens se présentoient pour recueillir sa succession ; le roi de France, un jeune prince de Bavière, et l'archiduc Charles. On n'entreprendra point de discuter la préférence qui étoit due à leurs prétentions : l'Europe étoit menacée d'une guerre générale ; Louis XIV, qui paroissoit desirer la paix, imagina, pour prévenir cette guerre, de diviser la monarchie espagnole ; il se contentoit, pour sa famille, du royaume de Naples et de Sicile, et de quelques possessions en Italie ; il donnoit à la maison de Bavière l'Espagne, les Pays-Bas et les Indes-Occidentales ; il ne restoit au fils de l'archiduc que le duché de Milan. Ce projet de partage avoit été communiqué secrètement à Guillaume, qui l'avoit approuvé à l'insu du parlement. Quelque tems après, le prince de Bavière étant mort, on procéda à un nouveau partage entre les deux concurrens qui restoient, et on fit un nouveau traité de garantie entre l'Angleterre, la Hollande et la France. Le cardinal de Porto-Carero, qui avoit connoissance de ce partage, représenta à son maître expirant combien il seroit dangereux de laisser démembrer une si belle monarchie. Séduit par les promesses de Louis XIV, il détermina Charles à déclarer, par son

estament, le duc d'Anjou héritier de tous ses ^{AN. 1700.} états. Louis XIV fit proclamer son petit-fils roi d'Espagne. Guillaume craignit que la grandeur des Bourbons n'anéantît la liberté de l'Europe : déjà il cherchoit des alliances, et exhortoit les souverains à former une confédération contre la France : chaque puissance fit ses préparatifs pour soutenir la guerre. Il étoit impossible que le parlement ne fût point instruit, et du traité et du testament du roi d'Espagne. Les deux chambres réunies demandèrent à Guillaume de leur communiquer tous les traités qui avoient été faits pour l'intérêt de l'état. Guillaume ne pouvoit point contester au parlement ses privilèges, ni méconnoître les conditions auxquelles il s'étoit soumis en montant sur le trône : il fallut donc l'instruire de cet objet important.

Il est peut-être difficile de faire concevoir à des peuples accoutumés au gouvernement monarchique, avec quel étonnement le parlement découvrit que l'on avoit pu négocier à son insu, et former des traités dont il n'avoit pas dirigé les articles; de la surprise, passant rapidement à l'indignation, les pairs et les communes firent séparément des remontrances vigoureuses à leur prince; mais comme, par une loi contradictoire et bizarre, *le roi n'a jamais*

AN. 1700. *1071.* on attaqua les ministres qui , par l'ordre de leur maître , avoient réglé les différentes négociations : les communes parurent plus animées que les pairs , et dans leur ressentiment , elles décrétèrent cinq ministres dont elles demandèrent que le roi purgeât à l'instant son conseil. C'est ici qu'il faut remarquer l'augmentation du pouvoir des communes : tout corps qui exerce une portion de l'autorité cherche à l'étendre ; et , pour y parvenir , il emploie les factions , les intrigues , et profite de la foiblesse du prince pour anéantir les droits du trône , et pour livrer l'état au désordre et à l'anarchie. Guillaume n'eut pas la force de s'opposer à l'usurpation des communes : il répondit qu'il étoit prêt à renvoyer des ministres qui ne jouissoient point de la confiance de la nation , et qu'il désiroit ardemment entretenir la paix et l'union entre son peuple et lui : les ministres furent donc renvoyés. On ignore jusqu'à quel point les communes eussent porté contre eux l'effet de leur indignation , si les pairs n'eussent réclamé le droit de les juger : les communes disputèrent ce privilège. Enfin , après bien des débats et des contestations , la chambre des pairs , dont le droit étoit incontestable , l'emporta , et déclara ses membres innocens. L'entreprise des com-

munes étoit une véritable usurpation; elles ne AN. 1700.
pouvoient forcer Guillaume à renvoyer ses
ministres qu'après un jugement de condam-
nation. Le roi a le droit de conserver ses minis-
tres, malgré la haine, l'opposition et les me-
naces du parlement; ce droit, qui avoit été
contesté et méconnu sous des règnes foibles
et orageux, lui est aujourd'hui assuré par les
lois de l'état.

Le parlement s'occupâ ensuite à régler la
succession au trône. Le duc de Gloucester étoit
mort : c'étoit le seul enfant qui restoit de
la princesse Anne, héritière de la couronne.
Pour exclure de la succession tout prince ca-
tholique; pour la fixer dans la ligne protes-
tante, et pour maintenir tout-à-la-fois la li-
berté nationale et la religion de l'état, les
communes décidèrent que l'héritier seroit uni
de communion avec l'église anglicane; que,
s'il étoit étranger, la nation ne s'engageroit,
sans le consentement du parlement, dans au-
cune guerre pour la défense des états qu'il pos-
séderoit hors du royaume; que même il ne
pourroit sortir de l'Angleterre, de l'Écosse
et de l'Irlande, sans l'aveu du parlement; que,
quand cet acte de légitimation auroit son ef-
fet, nul étranger, fut-il naturalisé et régni-
cole, à moins qu'il ne fût né de parens an-

AN. 1700. glais, ne pourroit entrer au conseil, ni devenir membre du parlement, ni posséder aucune place de confiance, ni obtenir par concession de la couronne aucune terre ou héritage; que quiconque tiendrait du roi une pension ou quelque autre emploi lucratif, ne pourroit être membre des communes; enfin, qu'un pardon scellé du grand sceau, ne pourroit valoir contre une accusation faite par la chambre des communes. On déclara ensuite que la princesse Sophie; duchesse douairière d'Hanovre, petite-fille de Jacques I^{er}. étoit la plus proche héritière dans la ligne protestante, après les descendans respectifs du roi et de la princesse Anne, fille de Jacques II. La religion fit sacrifier la maison de Savoye à celle de Hanovre qui étoit plus éloignée de la succession héréditaire au trône. Guillaume consentit à laisser poser les limites dans lesquelles le peuple anglais vouloit renfermer l'autorité royale, pourvu qu'il lui fournît les moyens de combattre Louis, et humilier la France. Cependant, malgré les apparences d'une guerre inévitable, l'Angleterre et la Hollande avoient reconnu le duc d'Anjou pour héritier du trône d'Espagne. L'empereur Léopold demanda à ces deux puissances une garantie stipulée par des traités. Guillaume se rendit à la Haye;

la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies se Ann. 1700.
liguèrent avec l'empereur pour le rendre maître des Pays-Bas espagnols, de Naples, de la Sicile et du Milanais. Le parlement accorda au roi des subsides considérables; déclara Jacques coupable de haute trahison, et prononça un bill de proscription contre ses défenseurs. Ce fut alors que Louis XIV promit à ce prince expirant de faire reconnoître le prétendant son fils, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande; et en effet il le fit proclamer roi à la mort de son père. On se plaignit de la violation du traité de Riswick; un seul intérêt réunit les factions; on ne s'occupa que des préparatifs de guerre; la haine, la vengeance, l'orgueil, l'ambition dirigèrent les opérations militaires.

Guillaume assembla le parlement, demanda des subsides qui lui furent accordés, et conclut le traité connu sous le nom de la grande alliance entre l'Empire, l'Angleterre et la Hollande; traité auquel quelques princes allemands accédèrent: on fit de nouveaux emprunts; la flotte fut équipée avec une diligence incroyable; le contingent de chaque peuple confédéré fut fixé à quarante mille hommes. Tout occupé de ses grands desseins, infirme, languissant, menacé d'une mort prochaine, Guillaume tour-à-tour dévoré par

l'ambition et tourmenté par la haine , se disposoit à se mettre à la tête des armées , lorsqu'une chute de cheval vint terminer ses jours.

AN. 1702. Le portrait de Guillaume nous a été transmis sous différens traits, comme il arrive toujours dans le tems des factions et des désordres. Il a trouvé des adulateurs enthousiastes et des censeurs rigides : né avec une constitution foible et des talens médiocres, Guillaume fut placé par la fortune sur un théâtre où il devint si important, que ses moindres mouvemens devoient en imposer : brave soldat, mauvais général, souple devant ses parlemens, hautain avec ses alliés, arrogant lorsqu'il projetoit, concerté après l'action, toujours battu et toujours complimenté, il ne cessa d'épuiser le trésor public, et son peuple ne cessa de le remercier. Il fut rigide dans ses mœurs par tempérament, par éducation, par des principes d'ambition ou de politique, et par foiblesse humaine pour contraster avec le faste brillant de Louis XIV. Froid, inquiet, avare, dissimulé, il n'eut ni l'art de connoître les hommes, ni de les gagner par des bienfaits : toujours sombre et rêveur, il avoit plus de jugement que d'imagination ; savant dans toutes les langues de l'Europe, il n'en parloit aucune avec agrément, et ne savoit ni appré-

cier les fruits du génie, ni récompenser les *Am*. 1702. talens; il sacrifia toutes les vertus et toutes les affections de la nature à sa haine et à sa vengeance; il n'aimoit point son peuple, et il vouloit l'opprimer. Guillaume fomentoit des guerres pour établir le despotisme; en élevant la nation anglaise à un degré de gloire étonnant, il détruisit sa morale, sa liberté politique, et devint le corrupteur d'une nation qu'il illustra. On peut assurer, dit un historien, que Guillaume fut aussi pernicieux pour l'Angleterre que les Stuarts; il ouvrit le premier la carrière de la corruption; il achetoit ouvertement les voix; créa le premier cette dette nationale dont la masse produira un jour la servitude et le déshonneur de la nation; inspira aux Anglais cette frénésie dans les querelles du continent; frénésie qui a fait verser tant de sang, sans profiter à aucun peuple. Guillaume, quoiqu'usurpateur, remplit les vœux de la nation; il extirpa la religion catholique; assura la couronne à la ligne protestante; opposa quelques barrières à la grandeur et à la puissance de la France; exalta le courage et le génie belliqueux de ses sujets, et établit sur des fondemens solides la liberté publique.

Le règne de Guillaume devient intéressant

AN. 1702. pour les apologistes et les admirateurs de la constitution britannique. Ce fut sous ce règne qu'ont créé cette législation, destinée à fixer les bornes précises des prérogatives royales et des privilèges du peuple. Si on a conservé à ce gouvernement le nom de monarchie, ce n'est sans doute que parce qu'il a paru plus pompeux et plus propre à ce que ces républicains appellent la majesté du peuple anglais : examinons rapidement la révolution qu'a opérée cette nouvelle constitution dans les mœurs, les opinions, les principes, le gouvernement, le système législatif de la nation anglaise.

Il n'est aucune contrée en Europe, où la propriété soit plus respectée, et l'industrie publique plus protégée qu'en Angleterre : aucune histoire ne présente plus d'exemples d'encouragement et de récompenses accordés aux talens ; dans cette terre de liberté, on approfondit les secrets de la politique, on discute les intérêts de la nation, on connoît les droits de l'humanité, on défend les privilèges du citoyen. L'homme de génie que le ciel a formé pour servir d'époque dans l'histoire des nations, et qui, comme l'observe un écrivain estimable, est dans la chaîne des êtres le plus proche de l'Éternel, ne reste point dans l'obs-

curite et dans l'oubli ; il brille d'un éclat nouveau en remplissant avec autant de noblesse que de liberté, les fonctions augustes et utiles de censeur et de magistrat. Cependant la Grande-Bretagne est le théâtre des fureurs et des factions intestines ; les fondemens de l'état sont presque toujours ébranlés par de violentes commotions ; les rois ont été détrônés et ont péri sur des échafauds ; les grands ont été égorgés par le glaive de la loi ; la noblesse a été exterminée dans les combats, et le peuple a été féroce, esclave et malheureux ; les villes et les provinces ont été inondées de flots de sang, et les campagnes ont été couvertes de cadavres, et le trône n'a pu être affermi que par la superstition, la terreur, les vengeances, les supplices et l'usurpation : là, on craint le peuple et on brave ses murmures ; on redoute les rois et on les outrage : l'Anglais est tour-à-tour républicain et despote, libre par la constitution de l'état, et esclave par son gouvernement, courtisan et philosophe, ambitieux et moraliste, religieux et enthousiaste, tolérant par sentiment et fanatique par politique ; commerçant par intérêt, et conquérant par orgueil, patriote par vanité et par calcul, et louant ses concitoyens sans les aimer ; impétueux dans les

AN. 1762. factions et froid dans les actions civiles de la vie, triste et méthodique dans le sein même des plaisirs; généreux et magnifique chez l'étranger, et économe dans sa patrie; chérissant la vertu, et applaudissant au vice; attaché à la vérité, et devenant le jouet des erreurs politiques. L'élément qui entoure cette contrée, lui communique son inconstance et ses agitations.

La constitution anglaise, qui réunit les trois pouvoirs, est l'objet de l'admiration et des éloges des politiques et des philosophes. Les hommes qui se livrent à l'étude du droit naturel dans les diverses monarchies de l'Europe, entourés chez eux du spectacle de l'esclavage, croient voir dans les îles britanniques la retraite fortunée, où la liberté s'est réfugiée. La constitution anglaise est propre sans doute à développer le génie et toutes les facultés de l'entendement humain : elle annoblit la dignité de l'homme, enfante des prodiges de grandeur et de patriotisme inconnus aux autres peuples de l'Europe ; mais fait-elle la félicité de la nation ? n'a-t-elle pas sacrifié son intérêt, son honneur et sa liberté, pour donner à l'univers, le spectacle de sa puissance et de son orgueil ? A quoi sert d'admirer et de proposer pour modèle, une consti-

tution qui a produit des malheurs et des cri- An. 1702.
mes. La grandeur et l'éclat d'un empire, n'an-
noncent pas toujours la sagesse de ses lois
constitutives. Ces signes sont quelquefois les
avant-coureurs de sa dégradation et de sa
ruine. On doit juger de l'excellence d'une
constitution, par son influence sur le bonheur
public. Le gouvernement républicain ne cons-
titue point la liberté du peuple, si cet état
est sans cesse agité par des factions intestines.
Il n'y a point de liberté, là où règne l'anar-
chie. Une nation est libre lorsqu'elle est heu-
reuse; elle jouit de cette liberté, lorsque le
souverain est forcé par devoir et par intérêt
à obéir à la loi, qui lui ordonne impérieuse-
ment de protéger la propriété individuelle et
foncière. Il ne s'agit point alors de connoître
sa constitution; ni son gouvernement : fixez
vos regards sur la nation et sur la contrée
qu'elle habite; si les campagnes sont floris-
santes, si les artistes sont récompensés, si les
classes des citoyens sont unies par les liens de
la paix et de la confiance; alors cette nation
est libre, quoiqu'elle obéisse à un monarque;
mais dans un état où le fanatisme de la liber-
té rend le peuple inquiet et factieux; où il
ne voit dans son souverain, qu'un ennemi
qu'il faut humilier et combattre; où la dis-

AN. 1702. corde, la méfiance, la jalousie, la séduction, l'orgueil viennent souvent corrompre les sources de la félicité publique : ce peuple est alors malheureux et esclave. Le despotisme, lorsqu'il n'est point lié à la constitution de l'état, cesse avec la mort du despote ; il n'a pas même intérêt d'exercer la tyrannie, parce qu'il craint l'opinion publique et le jugement terrible de la postérité. Un ministre sage, un confident vertueux, pourront détruire ses erreurs, ses passions, ses vices, et changer son caractère ; mais dans un état où règnent les factions des peuples, l'ambition des grands, le despotisme général fait partie du gouvernement ; il est alors bien plus cruel et bien plus oppressif, il attaque la liberté, la conscience, la propriété produit le fanatisme et la férocité des mœurs, s'oppose par ses excès et ses attentats, au bonheur national, aux progrès de la raison et de la philosophie, et ne se dissout qu'après de sanglantes révolutions.

Par-tout où le peuple est en possession du pouvoir, l'état porte avec lui le principe de sa destruction, la liberté y dégénère en licence, et est suivie de l'anarchie : furieuse dans l'adversité, insolente dans la prospérité, une multitude, fière de son pouvoir, ne connoît point la modération ; elle est prête à re-

cevoir l'impression de tous ceux qui veulent An. 1702
se donner la peine de la tromper : peu retenue par les liens de la décence, elle se porte sans réflexion et sans remords, aux crimes les plus honteux, aux excès les plus crians. Si plusieurs citoyens opposés d'intérêt, se disputent l'empire, le peuple se partage alors en factions ; la guerre civile allume ses flambeaux ; les uns suivent un *Marius*, et d'autres un *Sylla* ; un fanatisme contagieux s'empare de tous les cœurs ; et, sous prétexte du bien public, la patrie est déchirée par des furieux, qui prétendent la sauver.

L'Anglais est sans doute libre par sa constitution ; il a renversé la tyrannie de ses rois ; il s'est associé à la puissance législative, et a partagé les droits de la souveraineté ; mais pourquoi faut-il que son gouvernement tende sans cesse à détruire sa constitution, et que, par un acte de despotisme et de violence inconnu dans les contrées asiatiques, un citoyen paisible soit arraché du sein de sa famille, pour aller servir sur les escadres britanniques ; pourquoi faut-il que son code civil soit un mélange de confusion et d'injustices, né des institutions des sauvages et de la féodalité de l'anarchie : ce code renferme un principe destructeur de la liberté individuelle :

1702. ce pouvoir d'un créancier sur son débiteur ; cette fiscalité inquisitoriale, qui, au moindre soupçon, ordonne, à ses satellites d'aller violer les asyles et de pénétrer, par la force et la séduction, dans les secrets des familles, sont un attentat qui outrage la dignité de l'homme, la nature, l'humanité, la justice. L'intérêt du commerce, ni la politique, ne doivent jamais créer des lois injustes et oppressives. Ce royaume doit ses humiliations, ses pertes, la corruption de ses mœurs, aux erreurs et à la bisarrerie de ses lois ; son système législatif entraînera un jour la ruine de son industrie. L'Angleterre qui a créé les Bacon, les Locke, les Burnet, les Milton, les Popes, les Humes, les Roberson, n'a pas encore changé sa législation civile. Les gouvernemens craignent-ils donc d'éclairer les peuples, ou faut-il des siècles à la nature, pour créer un philosophe législateur.

Rien ne peut changer la destinée des empires ; ainsi que l'homme, ils passent de l'enfance à la jeunesse, de la jeunesse à l'âge mûr, et de la vieillesse à la mort : rien ne peut suspendre cette marche insensible : à peine sont-ils arrivés à ce point de prospérité qui attire l'admiration des hommes, qu'un bras caché semble les pousser violemment vers leur
décadence :

décadence : en vain luttent-ils dans le cours AN. 1702. des âges, contre les destinées qui les pressent, ils sont nécessairement forcés de devenir la proie du tems qui engloutit tout, les royaumes, les générations et les siècles. Comme toutes les choses humaines ont une fin, dit Montesquieu, l'Angleterre perdra sa liberté; elle périra: Rome, Lacédémone, Carthage, ont bien péri; elle périra, lorsque la puissance législative sera plus corrompue que la puissance exécutive. Le luxe, l'ambition, l'amour de l'or, ont infecté les royaumes et les peuples. Cette corruption générale a fait de grands progrès en Angleterre : pourquoi craindrions-nous d'avancer des vérités que les historiens et les philosophes anglais, ont consignées dans leurs annales, avec autant d'énergie que de sensibilité : énervée par les arts de luxe, cette nation a perdu sa force originelle ; les représentans du peuple achètent à prix d'argent et par des bassesses, le droit d'assister aux assemblées nationales : les uns deviennent des courtisans et des favoris, occupés à entourer le trône, et à flatter les rois : les autres se déclarent les ennemis de l'autorité royale, et les persécuteurs des ministres, pour acquérir cette célébrité, que l'enthousiasme donne aux vertus républicaines, et quelquefois à l'hypo-

AN. 1792. crise politique. Plusieurs forcent le souverain à les corrompre ; et par un trafic infâme , sacrifient leur conscience et l'intérêt de la nation pour obtenir les honneurs du ministère , ou la dignité de la pairie.

Un monarque prend un ascendant nécessaire sur une nation dégradée , qui consent à lui vendre sa liberté ; il en devient le maître absolu , quand la soif de l'argent l'a corrompue ; l'amour des richesses et des dignités , produit le despotisme. Les citoyens qui veulent être chargés de représenter la nation , ne regardant plus leurs places que comme des moyens de parvenir à la fortune et aux récompenses , achèteront alors d'un peuple avide et corrompu lui-même , le droit de le revendre au souverain qui peut les enrichir , les décorer , les appeler aux grandes places : la liberté sera toujours funeste dans les pays où le monarque sera le possesseur exclusif , de tout ce qui peut exciter la vanité et la cupidité des hommes ; elle ne peut être assurée qu'en donnant des mœurs aux citoyens : rien de plus illusoire qu'une liberté , que ses défenseurs peuvent attaquer ou aliéner , sans craindre d'être punis par leurs constituans : rien de moins durable qu'une liberté que ces constituans confient sans examen à des citoyens

qui les ont achetés eux-mêmes à prix d'ar- AN. 1702.
gent. Le roi peut faire du congrès qui repré-
sente la nation , l'organe de sa volonté ; et
c'est là cette influence secrète qui anéantit la
liberté publique , sans que la constitution en
soit altérée : il peut opprimer la nation sans
faire trembler la main qui l'opprime.

Le physique a un cours juste et régulier ;
ses périodes sont fixés irrévocablement ; il en
est ainsi du moral : un philosophe qui médite
dans le silence et le calme des passions , qui
connoît les mœurs actuelles d'un peuple , ne
peut point se tromper , lorsqu'il prédit sa des-
tinée. L'Angleterre deviendra une monarchie
illimitée : ses rois , pour étendre et affermir
leur autorité , n'armeront point une partie de
la nation contre l'autre ; le glaive n'égorgera
point des victimes ; la guerre ne ravagera point
les villes et les provinces ; un républicain fa-
rouche ne viendra point combattre contre la
liberté publique , et ensanglanter le trône.
L'Anglais a fondé sa constitution dans un
tems d'anarchie et de superstition ; elle sera
renversée dans un tems de lumière et de
paix ; le démembrement de son empire , les
progrès de la raison et de la philosophie ,
doivent lui donner de nouveaux principes et
un nouveau caractère.

AN. 1702. L'Angleterre devrait peut-être former des vœux pour le succès de cette révolution, si, pour l'opérer, elle n'avoit point recours à ces agens terribles de corruption qui enfantent le despotisme des rois, l'esclavage des peuples, et la corruption des mœurs : si des causes plus nobles et plus pures, produisent ce grand événement, alors l'intérêt général et l'opinion, fixeront les bornes de la liberté, et en régleront l'étendue et les droits.

LIVRE CINQUIÈME.

Proclamation de la reine Anne. — Déclaration de guerre contre la France. — Portrait des ministres. — Projet de réunion des deux royaumes : son exécution. — Projet de paix. — Changement des ministres. — Congrès d'Utrecht. — Conclusion de la paix. — Maladie de la reine. — Sa mort. — George Premier lui succède. — Le prétendant. — Sa tête mise à prix. — Précautions du gouvernement. — Les conspirateurs sont arrêtés. — Nouvelles émotions. — Mort du roi George. — Son portrait. — Avènement de George II. — Mélanges des divers événemens de son règne. — Dispositions des Anglais. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — George III succède à son père. — Administration de lord Chatam. — Précis des événemens remarquables de ce règne. — Commencement de la révolution des États-Unis. — État de ces colonies. — Tableau de leur gouvernement.

A N N E.

IL sembloit que cette princesse fût née pour détruire les factions, pour dissiper les alarmes du peuple, et le consoler du regret qu'il avoit eu en voyant un étranger assis sur le trône d'Angleterre. La nation fit éclater des transports d'alégresse, et l'enthousiasme fut général. La première marque d'affection que donna le par-

AN 1702.

AN. 1712. lement à Anne, fut de lui assigner un revenu perpétuel pour l'entretien de sa maison. La reine, en remerciant les communes, déclara qu'elle vouloit mettre des bornes à ses dépenses, et qu'elle désiroit contribuer à supporter les frais de la guerre, comme le moindre de ses sujets : elle assigna en conséquence, pour cet objet, deux millions trois cent mille livres : une espèce de dîme, appelée *premiers fruits*, formoit une branche assez considérable des anciens revenus de la couronne ; elle la destina pour le soulagement du clergé subalterne, qui, depuis le pillage exercé par Henri VIII, étoit réduit à un état de pauvreté et d'humiliation. On conçoit combien ces actions bien-faisantes ajoutèrent aux dispositions favorables du peuple : on la nomma la seconde Élisabeth, dont elle fut si flattée, qu'elle prit à l'instant la devise de cette grande reine : *Semper eadem.*

Ici, et malheureusement dans tout ce qui nous reste à écrire, on se trouve encore engagé dans un cahos de faits militaires, dont on donnera le sommaire le plus rapide qu'il nous sera possible ; mais qu'on ne peut point supprimer, parce que cette guerre qui occupa toujours la reine, est, pour ainsi dire, le

tableau sur lequel est tracée l'histoire de son règne. AN. 1702.

A peine les torys et les wighs virent-ils une femme sur le trône, qu'ils se hâtèrent de renouveler leurs intrigues avec plus d'activité que jamais; ils fomentèrent des factions avec toute la chaleur que donnent la haine et les désirs réunis de dominer en général, et de nuire en particulier. Le comte de Bolinbroke, célèbre par son éloquence, par son ambition, par la dissimulation de ses systèmes et l'extravagance de ses idées, citoyen intrigant, philosophe dangereux, inconstant dans ses principes, présomptueux dans sa science, orgueilleux dans ses succès, terrible dans sa haine; le comte d'Oxford, qui réunissoit les lumières à la probité, intrépide, brave, ambitieux, cultivant, au milieu des divisions qui déchiroient sa patrie, l'étude de la philosophie, mais dont il ne sut pas profiter pour être heureux; le comte d'Osmond, patriote vertueux, qui s'égarait quelquefois par excès même de ses vertus, étoient les principaux chefs de la faction des torys. Sommers, qui répara l'obscurité de sa naissance par de grands talens, ennemi du pouvoir arbitraire, ferme et rigide dans son administration; le comte de Sunderland, tour-à-tour républicain et défenseur de la

AN. 1702. monarchie ; le comte de Warthon, homme sans mœurs, fourbe et intrigant, indifférent sur tous les cultes, et affectant publiquement une conduite indécente, cynique outré, génie qui subjugoit par son éloquence ; le comte de Godelphin, courtisan délicat, voluptueux avec décence, tour-à-tour ministre et poète ; le lord Copel, savant dans l'étude des lois, jurisconsulte profond, mais sans politique, et incapable d'être administrateur dans l'état ; le comte de Nottingham, orgueilleux sans science, versatile dans ses maximes ; Malborough, la terreur de l'Europe et l'effroi de la maison de Bourbon, grand guerrier, habile politique, savant négociateur, mais qui a flétri ses talents par son avarice et son ambition, composoient la faction des wighs.

Anne étoit incapable, par goût et par système, d'avoir des amans ; elle étoit froide par tempérament, et vertueuse par devoir ; elle avoit donné sa confiance et son amitié à la comtesse de Malborough, habile dans l'art de la politique comme dans celui de la galanterie. Son mari profita de cette faveur pour relever les wighs et anéantir les torys. Malborough parvint à composer le conseil des membres de cette première faction, et à déterminer la reine à déclarer la guerre à la

France. Par son influence, le parti des wighs domina dans le parlement. Les communes représentèrent à Anne que Louis XIV troublait la liberté du commerce et de la navigation, formait le projet d'asservir l'Europe, voulait envahir une partie considérable de la monarchie espagnole, et s'occupait à la détrôner, pour donner au fils de Jacques la couronne de l'Angleterre. La guerre fut donc déclarée plutôt pour satisfaire l'ambition de Malborough et la haine des wighs, que pour venger la patrie.

Les opérations militaires commencèrent An. 1703
presqu'à-la-fois et sur terre et sur mer : le chevalier Rook commandait la flotte, et le duc d'Osmond les troupes de débarquement : l'escadre combinée des Anglais et des Hollandais fit voile vers Cadix, et l'armée qu'elle avait à bord, prit terre auprès du fort Sainte-Catherine dont elle s'empara : Sainte-Marie fut emportée d'assaut ; la prise de ce fort fut mémorable par les excès auxquels se livrèrent les Anglais : les soldats pillèrent les vases des temples, forcèrent les portes des couvens, violèrent les religieuses, et commirent toutes les horreurs dont heureusement l'histoire de cette guerre n'offre que ce seul exemple. Les officiers firent tous leurs efforts pour prévenir

AN. 1703. ces actes d'atrocités ; mais le soldat , dans son délire , méconnut la discipline militaire , et refusa d'obéir à ses chefs. Tandis que les Anglais déclaroient aux Espagnols , qu'ils ne prenoient les armes que pour les soustraire à la tyrannie française , ils portoient par-tout la dévastation et la mort. Les Espagnols opposèrent une résistance si vigoureuse , que le général anglais , désespéré de les soumettre par la force , repassa en Angleterre. Cependant en Flandres Boufflers et Malborough , en Allemagne Villars , en Italie Eugène et Vendôme , déployoient sans fruit les talens qui avoient rendu ces héros si célèbres : cette campagne n'eut rien de décisif ; Malborough n'en fut pas moins complimenté par le parlement , et créé duc par la reine. Les wighs , fiers de dominer dans les assemblées nationales , présentèrent un bill dont le préambule , dit un historien , blâmoit la persécution , et dont le but sembloit être une sorte de persécution : suivant ce bill , quiconque possédoit des places de confiance , et fréquentoit ensuite les assemblées non-conformistes , devenoit incapable de les remplir , et ne pouvoit exercer aucun emploi qu'après un an de conformité. Ce bill causa de grands débats ; les communes l'adoptèrent , et la chambre des

pairs le rejeta : ces querelles finirent par la prorogation du parlement. An. 1703.

La seconde campagne fut plus brillante pour la France : l'électeur de Bavière, qui s'étoit déclaré pour cette puissance, s'empara de Ratisbonne, où étoit assemblée la diette de l'Empire; il ravagea le Tyrol, et, fortifié par la réunion de l'armée française, il vainquit le prince d'Anspach : Brissac, Landeau et Fribourg, tombèrent au pouvoir des généraux français. Boufflers mit en déroute l'armée du général Opdam; Tallard remporta une victoire sur le prince de Hesse : ainsi la triple alliance étoit visiblement insuffisante, pour contrebalancer en Europe les forces réunies de la maison de Bourbon. Pénétré, sans doute, de cette vérité, le duc de Savoye, qui sacrifia à son ambition les liens du sang et la foi des traités, entra avec le roi de Portugal dans la confédération de l'Empire, de l'Angleterre et de la Hollande : l'équilibre dans ce moment fut perdu pour la France; et, quoique les Anglais se soient répandus en plaintes contre ces nouveaux alliés, on peut cependant remarquer que ce fut précisément à l'époque de cette réunion, que la gloire et la prospérité de Louis XIV commencèrent à s'éclipser. Les diversions que causèrent ces deux princes,

AN. 1703: en partageant leurs forces, durent nécessairement affaiblir celles de Louis. Nous allons voir ce monarque, la terreur de l'Europe, et le vainqueur des nations, nous donner une idée de la vieillesse du lion. La corruption et le faste de la cour, énervèrent son génie, son caractère et son courage ; il n'avoit plus de grands ministres ; son trône n'étoit entouré que de courtisans et de flatteurs.

Tandis que Tallard, Villars et Vendôme, soutenoient encore la gloire du nom français, Philippe faisoit des prodiges en Espagne. La flotte des alliés, malgré le peu de succès de l'année précédente, avoit tenté une seconde fois la voie de la persuasion : on annonçoit aux Espagnols, qu'on ne venoit que pour les soustraire à l'oppression du tyran commun de l'Europe, et pour leur donner pour souverain, l'archiduc Charles, le meilleur et le plus puissant des rois. La parole ne fructifia point ; la mission ne produisit aucun fruit : cependant on proclama à Vienne, Charles, roi d'Espagne. Anne envoya complimenter solennellement ce monarque, dont, par une espèce de représailles, elle opposoit ce fantôme à celui du prétendant couronné à Paris. Cependant l'empereur étoit menacé sur son trône ; la Hongrie s'étoit révoltée ; l'électeur de Bavière s'étoit emparé de tou-

tes les places situées sur le Danube ; et déjà se préparoit à assiéger Vienne, lorsque Malborough, à la tête des troupes anglaises et hollandaises, se réunissant au prince Eugène, fit rapidement changer les événemens. Ces armées réunies remportèrent deux grandes victoires : le général Tallard fut fait prisonnier, et l'électeur de Bavière perdit son électorat. AN. 1705

Tandis que l'empereur se relevoit ainsi de l'état d'anéantissement où il s'étoit trouvé, son fils Charles étoit bien embarrassé de son titre de roi d'Espagne. Ce prince s'étoit avancé vers les frontières de ce royaume, avec des troupes anglaises et portugaises. Philippe dispersa son armée et ravagea le Portugal ; mais la discorde régnoit dans le conseil de Madrid ; de-là, l'inexactitude dans les opérations, la lenteur dans les préparatifs, les méfiances et les désordres dans les délibérations. Cette campagne fut mémorable par la prise de Gibraltar, dont l'amiral anglais se rendit maître dans trois jours : conquête importante pour la nation ; car elle protège son commerce dans la Méditerranée et le Levant. Tous les efforts des Espagnols pour reprendre cette place, furent infructueux. Devenus maîtres de la Méditerranée, les Anglais livrèrent un combat au comte de Toulouse, à la vue de Malaga ;

AN. 1703. action où la victoire fut sans doute méritée par les deux peuples; puisque les Anglais et les Français firent frapper des médailles, pour perpétuer la mémoire de ce grand jour, dont chacun s'attribua l'honneur.

Les campagnes suivantes furent également funestes à la France et à l'Espagne. Le comte de Péterborough prit Barcelone, d'assaut, et fit reconnoître Charles, roi en Catalogne, et dans la pays de Valence où les peuples affectionnés pour la maison d'Autriche, se soumirent à sa domination. Alors les alliés pénétrant sans obstacle dans le centre du royaume, s'emparèrent de Madrid : en Flandres, Louis XIV ne fut pas plus heureux; Malborough, après la bataille de Ramillies, ayant pris possession de Louvain et de Bruxelles, força cette province à capituler. Les états de Flandres reconnurent Charles pour leur souverain; les Pays-Bas tombèrent immédiatement au pouvoir des alliés qui s'emparèrent du Milanès. Louis XIV évacua entièrement l'Italie, cette contrée si fatale aux Français : la perte terrible qu'il fit devant Turin, achevant d'affoiblir et de décourager ses troupes, anéantit sa gloire, sa puissance, ses ressources. En cet état d'épuisement et d'humiliation, ce prince désira sincèrement la paix; il en fit des proposi-

tions qui remplissoient absolument tous les ob- AN. 1705.
 jets que les alliés avoient eu en vue au com-
 mencement de la guerre; mais Malborough
 qui trouvoit dans sa continuation, un aliment
 propre à satisfaire son ambition, son avarice
 et sa haine contre les torys, fit jouer tant de
 ressorts que les propositions furent rejetées.
 Ce fut à cette époque que les wighs com-
 mencèrent cette phrase insensée, qui a été
 renouvelée si souvent : *Encore une campagne,*
et la France sera conquise. Comme s'il étoit
 dans la nature des événemens qu'une puis-
 sance maritime, avec ses vaisseaux et son or,
 pût anéantir une puissance territoriale, invin-
 cible et redoutable, tant qu'elle sera gouvernée
 par des administrateurs patriotes et vertueux.
 Au milieu des opérations militaires, Anne,
 plus occupée du bonheur de son peuple, que
 de sa grandeur et de sa gloire, méditoit le pro-
 jet de réunir l'Écosse à l'Angleterre, sous une
 même législation, et à rétablir l'union parmi
 deux peuples si différens entr'eux par leurs
 usages, leurs mœurs et leur religion. On se
 rappelle qu'à la mort d'Élisabeth, Jacques I^{er}.
 qui lui succéda, étoit roi d'Écosse : en consé-
 quence ce royaume fut toujours un apanage
 des rois de la Grande-Bretagne; mais, quoique
 ce prince eût fait tous ses efforts pour réunir

AN. 1703. les deux royaumes par une espèce d'incorporation, dont le but étoit de ne former de ces deux peuples qu'une même nation, le caractère incertain de Jacques, la foiblesse ou l'ignorance des négociateurs, s'opposèrent à cette révolution précieuse. Cromwel profita des droits et des privilèges des conquérans, pour imposer le joug aux vaincus; il incorpora l'Écosse et l'Irlande à la république. Les trois royaumes furent gouvernés par le même parlement; le rétablissement de la monarchie plaça les choses dans leur état primitif. L'Écosse réclama ses privilèges : soit foiblesse, soit justice, Charles II rendit aux Écossais son parlement. Anne donna tous ses soins à consolider une union qui tendoit à éteindre ces animosités anciennes, ces préjugés nationaux, ces factions qui avoient produits des malheurs et des crimes. La reine nomma des commissaires anglais et écossais, chargés de concerter ensemble, et de rédiger les articles de ce grand traité : le principal objet étoit celui de faire accéder les Écossais, aux arrangemens que le parlement britannique avoit pris pour faire passer la succession à la maison de Brunswick. Les commissaires apportèrent dans leur négociation, beaucoup de lumières, de prudence et de zèle; le traité qu'ils rédigèrent, portoit que la succession de l'Angleterre et de l'Écosse,

l'Écosse , passeroit à la princesse Sophie et AN. 1703
à ses héritiers protestans ; que les deux royaumes seroient désormais représentés par un seul et même parlement ; qu'ils jouiroient des mêmes privilèges , seroient gouvernés par les mêmes lois du droit public ; mais qu'ils conserveroient leurs courumes particulières à l'égard des propriétés ; que l'Écosse seroit représentée au parlement , par seize pairs et quarante cinq membres des communes. Tels étoient les articles principaux de ce traité , lorsqu'il fut présenté au parlement d'Écosse , pour en recevoir la sanction qui lui manquoit : cette nation murmura et s'éleva avec force contre les dangers et la tyrannie de cette réunion. Les jacobites y virent l'exclusion absolue du prétendant ; la noblesse , réduite au nombre de seize membres admis au parlement , y apperçut la perte de ces places honorables , destinées à la naissance et aux richesses. Les négocians n'y virent qu'une addition d'impôts sur les objets de son commerce. Le peuple n'y vit que sa dégradation et sa dépendance , à des voisins impérieux , qui , sous les apparences d'une incorporation , cherchoient à imposer des lois dures et oppressives. Les devots , sur-tout , trembloient pour leur religion , et ne vouloient point être réunis avec un peuple assez profane et assez

AN. 1703. superstitieux, pour conserver dans l'église ce gouvernement épiscopal, qui tend toujours à défendre le despotisme.

Flecher, républicain fanatique, annonça que l'Écosse deviendrait esclave, si elle se soumettoit à obéir au roi d'Angleterre, sans avoir établi des conditions propres à prévenir et à détruire les entreprises du ministère anglais : il observa que ce traité alloit renverser la constitution du royaume ; que chaque peuple avait ses lois fondamentales, auxquelles nulle autorité ne pouvoit donner atteinte ; que l'existence et les droits du parlement faisoient une partie essentielle de l'état ; que le parlement même n'avoit pas le droit de rien changer à cet égard ; que la nation entière devoit concourir au sacrifice de ses privilèges, et qu'un semblable sacrifice prépareroit son esclavage. « Quoi ! » s'écria le duc d'Hamilton, abandonnerons-nous en un instant, ce que nos ancêtres ont maintenu depuis tant de siècles, aux dépens de leur vie et de leur fortune ; n'y a-t-il donc ici aucuns descendants de ces dignes patriotes, qui défendoient la liberté de leur pays, contre quiconque vouloit l'attaquer : où sont les barons, où sont les pairs, accoutumés à se réunir pour être le boulevard de la nation : sacrifierions-nous la liberté et l'in-

» dépendance de notre patrie , lorsque ceux AN. 1703.
 » que nous représentons nous ordonnent de
 » les soutenir , et nous promettent leur se-
 » cours ». Le mécontentement fut si général,
 que toutes les factions , toutes les sectes , tous
 les différens ordres de l'état , se réunissant dans
 cette cause commune , prirent les armes , se
 formèrent en bandes militaires , et brûlèrent
 le traité ; ils marchèrent à Édimbourg , pour
 punir un parlement parjure , qui avoit vendu
 son pays à ses oppresseurs. Le parlement ,
 pour dissiper cette terrible conspiration , passa
 un bill qui assuroit l'exercice privilégié de l'é-
 glise presbytérienne : le parlement de Londres
 en passa un autre pour maintenir l'église an-
 glicane. La guerre civile est prête à éclater :
 plusieurs seigneurs écossais , puissans par leur
 crédit et leurs richesses , formèrent une confé-
 dération ; le fanatisme civil se joint au fana-
 tisme religieux ; ils se déclarent les vengeurs
 de la patrie et de la religion , lèvent une ar-
 mée , et demandent des secours à la France.
 Mais le duc d'Hamilton , qui venoit de déclai-
 mer avec tant de force contre le traité , s'en
 déclara l'apologiste et le défenseur ; et engagea
 les chefs de la conjuration , à suspendre leur
 vengeance. Ce fut alors que le duc de Querbery ,
 commissaire nommé par la reine , donna aux

ministres des autres nations, l'exemple de ce que peuvent la persévérance, le génie et l'adresse sagement tempérés : il gagna quelques seigneurs qu'il sut séduire par l'intérêt, et attacher par l'espoir des honneurs et des dignités. Quérbery parvint ainsi à avoir la pluralité des suffrages au parlement ; il démontra aux autres les avantages d'un traité qui ne portoit aucune atteinte à leur liberté, et qui alloit les associer à la gloire et aux richesses de la nation anglaise.

AN. 1706. Cette réunion fut enfin consommée par l'habileté et l'adresse d'un négociateur politique. Cette incorporation affligea les Écossais ; ils ne se sont pas encore consolés d'avoir perdu ce qu'ils appeloient leur indépendance, leurs droits, leur honneur, leur souveraineté, leurs lois : cependant cette réunion a civilisé les mœurs de cette nation, sans attaquer sa liberté. Autrefois, féroces et cruels, les Écossais ne connoissoient d'autres lois que l'art meurtrier de la guerre : il ne reste à ce peuple brave et courageux, pour être proposé pour modèle aux autres peuples de l'Europe, que d'être éclairés par les lumières de cette philosophie qui condamne l'intolérance et la superstition. Cette heureuse révolution commence à s'opérer : le fanatisme perd tous les jours son activité ; mais la Grande-

Bretagne ne viendra-t-elle pas corrompre cette AN. 1706. contrée et ce peuple; en perdant ses mœurs antiques, ne perdra-t-il pas ses vertus et sa liberté.

Cependant les alliés qui avoient refusé d'accepter la paix offerte par Louis XIV, dans l'espoir d'humilier et de démembrer la France et l'Espagne, avoient levé une armée de trois cents mille hommes. Malborough commandoit en Flandres; mais Vendôme le força à suspendre ses opérations pendant toute la campagne. Tandis que ces généraux s'occupoient à s'observer, le duc de Savoye et le prince Eugène assiégeoient Toulon qu'ils bombardèrent; et, remettant à la campagne prochaine, la conquête de la France, se retirèrent pour concerter leurs opérations.

En Espagne, les alliés éprouvoient des revers; ils s'étoient avancés vers les frontières de Castille, jusqu'auprès d'Almanza, où le duc de Berwick, qui commandoit les troupes françaises et espagnoles, tailla en pièces l'armée ennemie, força ceux qui avoient échappé au carnage, à se rendre prisonniers. Le duc d'Orléans, qui arriva quelque tems après l'action, dirigea sa marche vers Valence, enleva cette province et l'Aragon à Charles; il ne restoit plus à ce prince que la Catalogne. Dans

AN. 1706. le même tems Villards, en Allemagne, combattoit et dispersoit les alliés.

Cette campagne que les wighs avoient annoncé devoir être si glorieuse, ne répondit point à ces belles promesses, et produisit les murmures d'un peuple inconstant : cette guerre entreprise pour secourir la maison d'Autriche, avoit épuisé les finances de l'état. On commença à calculer les sommes immenses qui avoient été employées dans le fol espoir de conquérir un royaume, que l'on voyoit réparer ses pertes avec sa vigueur précédente. Le peuple ne donne rien au hasard, et ne raisonne point dans le cours des événemens politiques : on crut que les disgrâces et les revers que l'état venoit d'éprouver à la journée d'Almanza, étoit l'ouvrage de l'ignorance ou de la trahison des officiers. Les wighs, auparavant déifiés, furent déclarés les ennemis de la patrie : un cri d'indignation qui s'éleva contre eux, porta la terreur dans l'ame de leur chef : on l'accusa de prodiguer les trésors de la nation, à des conquêtes plus glorieuses qu'utiles. La duchesse de Malborough perdit bientôt après son crédit. Anne honora de sa confiance et de son amitié, une nouvelle favorite, appelée Mus-ham : cette femme joignoit une politesse aimable, au talent de l'intrigue ; elle se réu-

nit aux torys, pour anéantir la faction des An. 1706-
wighs.

Une nouvelle entreprise de Louis XIV, rendoit la continuation de la guerre inévitable. On apprit que le prétendant, qu'on appeloit en France et à Rome Jacques III, se proposoit de faire une descente en Écosse : déjà l'escadre, destinée pour cette expédition, étoit prête à partir de Dunkerque ; elle ne tarda pas à mettre à la voile ; mais elle vit le rivage désiré et personne ne débarqua. La flotte anglaise mit en mer avec tant de diligence, qu'elle prévint le débarquement, et força le prétendant à rentrer dans Dunkerque. Cette expédition avoit répandu l'alarme dans le royaume. Le prétendant fut déclaré traître et rebelle : on suspendit l'acte d'*habeas corpus*, afin que le gouvernement pût s'assurer des personnes suspectes. Malgré ce revers, Louis XIV, encouragé par les succès de la dernière campagne, renouvela ses efforts, et fit passer en Flandres une armée considérable, commandée par le duc de Bourgogne et le duc de Vendôme. Malheureusement l'union ne régnoit point entre le prince et le maréchal ; la différence de leur caractère et de leurs principes, répandit la division dans les conseils. Après avoir perdu un tems précieux qui de-

AN. 1706. voit être employé à charger l'ennemi lorsqu'il passeroit la rivière, le prince se détermina à combattre, lorsque l'armée étoit déjà passée et formée en colonnes : cette faute causa la défaite des Français. Jamais journée ne fut plus malheureuse ; et cependant jamais Vendôme ne se couvrit de tant de gloire. Cette action, connue sous le nom de la bataille d'Oudenarde, ouvrit aux alliés les portes de Paris, où déjà tout étoit en confusion : déjà ils ravageoient l'Artois et la Picardie ; mais heureusement le siège de Lille les occupa, de manière qu'entraînés par le cours des événemens, ils se retirèrent après avoir enlevé quelques villes. Aux malheureux succès de cette campagne, se joignit le fléau de la famine, qui rendit mémorable l'hiver de 1709 ; et pour comble de maux, les finances de Louis se trouvèrent réduites à un tel degré d'épuisement, que le fameux Bernard cessa ses paiemens ; en sorte que le crédit et le commerce se trouvèrent enveloppés dans la chute de l'état. Tant de revers multipliés forcèrent encore Louis XIV à renouveler ses propositions de paix : il offrit de démolir Strasbourg et Dunkerque, d'abandonner le prétendant, de renoncer à la monarchie espagnole, de céder aux états-généraux, la barrière qu'ils demandoient dans les Pays-Bas, et de traiter

avec l'empereur suivant les articles de Ryswick. Les malheurs et les humiliations de Louis XIV augmentoient la fierté et l'injustice des alliés; les conditions qu'ils offrirent, étoient d'une nature bien étrange: elles étoient conçues en quarante articles, dont trente-huit tendoient à le dépouiller d'une partie de ses états; les deux autres outrageoient également la justice, la nature et l'honneur. On vouloit forcer le roi de France à détrôner son petit-fils.

Louis XIV, grand dans ses malheurs, com- AN. 1710.
muniqua à son peuple l'étendue des sacrifices qu'il avoit voulu faire, pour épargner le sang de ses sujets, et les conditions humiliantes que des vainqueurs arrogans vouloient lui imposer. Les Français, touchés de cet acte de magnanimité, partagèrent la douleur et l'indignation de leur prince; et promirent de vaincre ou de périr glorieusement les armes à la main. La huitième campagne s'ouvrit par le siège de Tournai et de Mons; elle fut funeste pour la France, qui perdit la bataille de Malplaquet. La paix devenoit tous les jours plus nécessaire: Louis XIV consentit à faire évacuer l'Espagne, par Philippe, à condition qu'on lui conserveroit l'Aragon et la Sicile; et ne pouvant point prendre les armes contre son petit-fils, il s'engageoit à fournir aux alliés, une somme d'ar-

Ann. 1710. gent pour les aider à l'expulser du trône s'il refusoit d'exécuter le traité. Malborough fut nommé plénipotentiaire : il dominoit si impérieusement dans le congrès, que toutes les propositions de Louis XIV furent rejetées. Il exigeoit que ce prince s'engageât à forcer, les armes à la main, Philippe à céder à la maison d'Autriche, l'Espagne et toutes ses possessions situées dans les Indes. Le plus grand général, dit un historien, ne souhaite que la destruction et les combats : l'inertie lui est à charge, parce que la paix semble dessécher ses lauriers ; et pour les multiplier, il lui importe peu de sacrifier et les hommes et le bonheur de ses propres concitoyens : tel étoit le funeste esprit qui agitoit Malborough et Eugène.

Il fallut donc tenter une nouvelle campagne : elle fut encore funeste à la maison de Bourbon. Eugène et Malborough, à la tête de cent vingt mille hommes, entrèrent en Flandres, prirent Douai, Béthune, Aire et Saint-Vincent. Charles remporta une victoire sur Philippe ; Staremberg étoit vainqueur à Saragosse, où Charles fit son entrée triomphante : delà, ce prince reparut une seconde fois à Madrid ; mais Vendôme, qui vint au secours de Philippe, enchaîna la fortune, et

changea les événemens. Il paroît que ce gé- AN. 1710.
 néral fut, de tous les héros que produisit le
 siècle de Louis XIV, celui que les alliés re-
 doutèrent le plus, et dont tous les étrangers
 respectent davantage la mémoire. A peine pa-
 rut-il à la tête d'une armée, que les Castillans
 ranimèrent leur courage et leur espoir. Ven-
 dôme vainquit Sthanhope, le fit prisonnier,
 gagna sur Staremborg cette fameuse bataille de
 Villa - Viciosa, qui affermit Philippe sur le
 trône d'Espagne, et répara les pertes et les
 humiliations de Louis XIV.

Les troubles et les murmures éclatèrent en
 Angleterre : le torysme renouvela ses intri-
 gues. Pendant que la Grande - Bretagne, s'é-
 crioit-on, s'épuise pour des conquêtes étran-
 gères, elle perd sa liberté intérieure ; ses mi-
 nistres ne sont pas contents de partager les dé-
 pouilles de la nation, et de l'appauvrir, ils veu-
 lent la dépouiller de ses privilèges. Le doc-
 teur Sacheverel prêchoit publiquement le des-
 potisme : ses discours furent condamnés au
 feu, ainsi que le fameux décret de l'univer-
 sité d'Oxford, en faveur de l'autorité absolue
 et du droit irrévocable des souverains : ce-
 pendant ce docteur Sacheverel, ennemi des
 libertés nationales, devint l'idole du peuple.

Anne ne devoit point aimer les wighs, parce

AN. 1170. qu'ils étoient animés de cet esprit républicain, qui ne voit dans les rois que des tyrans et des oppresseurs. La reine renvoya ses ministres, témoigna beaucoup de froideur à Malborough; elle lui laissa, par déférence pour ses alliés, le commandement des armées. Ce général entra en campagne, força par une marche savante et profonde les lignes de Tournai, et s'empara de Bouchain. Les wighs perdirent bientôt leur crédit et leur influence. Les nouveaux ministres avoient à-la-fois deux motifs qui les dispoient à désirer la paix: celui d'humilier les wighs, et la persuasion où ils étoient, que la continuation de la guerre ruinerait l'état, et qu'il étoit tems de réparer ses pertes, par des réformes et par une sage administration des finances. Le comte d'Oxford, premier ministre, s'occupa de cet objet important.

Louis XIV employa dans cette négociation un homme, dont on désireroit rendre la mémoire précieuse à la cour de France, afin que ses descendans, qui ont hérité de ses talens, pussent recueillir les fruits de la reconnaissance que nous devons à leur respectable aïeul. Ménager étoit alors député du commerce pour la ville de Rouen; il fut honoré de cette commission délicate. Anne choisit,

pour rédiger les articles du traité de paix ; AN. 1710.
Prior, aussi célèbre par ses talens politiques que par les charmes de sa poésie : ce poète aimable chantoit, au milieu des armées, les plaisirs de l'amour, et célébroit ses mystères.

L'ambassadeur de Charles VI voulut susciter quelque fermentation parmi le peuple, en faisant imprimer, dans les papiers publics, les préliminaires de la paix ; mais il reçut à l'instant l'ordre de sortir du royaume. Les États-Généraux s'élevèrent avec force contre ce traité, et invitèrent même la reine à violer ses promesses ; mais Anne, qui avoit versé des larmes sur les malheurs de la guerre, désiroit sincèrement la paix. Dans cet objet important, elle consultoit l'intérêt de son peuple et le bien de l'humanité. Malborough et sa faction pouvoient devenir un obstacle à ses projets bienfaisans ; elle les éloigna de sa cour, et créa douze pairs, pour s'assurer la pluralité dans le parlement. Ce fut alors que les communes accusèrent Malborough de péculat. L'avarice avoit certainement flétri les lauriers de ce général ; mais ses triomphes et les services qu'il avoit rendus à l'état, doivent faire oublier ses foiblesses et ses erreurs.

Le prince Eugène crut que sa présence pourroit changer les principes d'Anne, en la déter-

AN. 1710. minant à continuer la guerre. Il se rendit à Londres: ce héros reçut de la reine toutes les démonstrations, tous les égards dus à sa naissance et à ses talens; mais il la trouva inébranlable dans sa résolution. Anne y mit tant de fermeté, que les conférences furent ouvertes à Utrecht. Dans ces circonstances, de nouveaux malheurs, qui affligèrent la vieillesse de Louis XIV, firent naître de nouveaux obstacles à la paix projetée. La mort du dauphin, le duc de Bourgogne, du duc de Bretagne et la foiblesse de la constitution du duc d'Anjou, firent craindre à l'Europe le danger de voir la France et l'Espagne réunies sous la domination de Philippe. La reine se vit forcée de se prêter en apparence aux nouvelles objections que lui firent les alliés contre la paix. Elle laissa donc ouvrir une seconde campagne par le duc d'Ormond; mais elle lui défendit secrètement de faire aucun siège, ni de livrer aucune bataille, dont l'événement, quel qu'il fût, pourroit déranger les mesures prises pour parvenir à une paix solide. Après quelques troubles excités au conseil par les factions opposées, Ormond reçut ordre de suspendre les opérations militaires. Le prince Eugène, pour prouver combien il étoit éloigné de consentir aux articles proposés, fit passer un détachement de son

armée en France , et ravagea la Champagne et la Lorraine. Ces actes violens d'hostilité déterminèrent absolument Anne à se séparer de ses alliés. Ormond fit proclamer , par ses ordres , une cessation d'armes , et se retira avec ses troupes.

Les alliés , privés du secours des Anglais , éprouvèrent encore une fois combien leur union étoit nécessaire pour contrebalancer les forces de la France : ils furent vaincus à Denain par Villars , qui enleva Marchiennes , Douai , Bouchain et le Quesnoy , en présence du prince Eugène. Enfin les États-Généraux furent forcés de signer un traité particulier : Charles renonça à la couronne d'Espagne ; la Savoye , la Prusse , le Portugal , les princes allemands imitèrent l'exemple de leurs alliés , et l'Europe jouit enfin des douceurs d'une paix si long-tems désirée.

Par le traité d'Utrecht , Louis XIV reconnut AN. 1713.
le titre de la reine , abandonna le prétendant ; garantit l'ordre de succession en faveur de la maison d'Hanovre ; céda la baye de Hudson , l'île de Terre-Neuve et l'Acadie ; s'obligea de démolir les fortifications de Dunkerque. Une grande partie de ses anciennes conquêtes dans le Pays-Bas , devoit servir de barrière aux Hollandais , c'est-à-dire , recevoir leurs garnisons ;

AN. 1713. la propriété demeurant à la maison d'Autriche , le duc de Savoye devoit avoir la Sicile. On cédoit à l'empereur, Naples, Milan, la Sardaigne , la Flandres espagnole. On laissa Gibraltar et l'île de Minorque aux Anglais , avec des droits considérables pour le commerce de l'Amérique. L'Espagne et ses possessions dans le Nouveau-Monde , demeuroient à Philippe V. On stipuloit enfin les intérêts du roi de Portugal et des autres confédérés.

Des politiques éclairés prévirent que la cession de l'Acadie occasionneroit un jour de sanglans démêlés, qui se termineroient par la perte totale du Canada pour la France. La démolition de Dunkerque , en annonçant la puissance et l'orgueil de l'Angleterre , devoit nourrir dans le silence la vengeance des Français. Cette nation humiliée ne pourroit plus supporter un outrage qui la dégradait ; et il fallut nécessairement qu'il vînt un jour , où , affranchie de ce joug ignominieux , elle cherchât à abaisser la grandeur d'une rivale redoutable , en excitant les colonies anglaises à démembrer l'empire britannique.

L'Angleterre , après une guerre sanglante , fut livrée à l'esprit de discorde et de faction. Les wighs ne cessoient , dans leurs associations clandestines , d'exciter le peuple à la révolte :
ils

ils publièrent qu'Anne vouloit anéantir la cons- AN. 1715.
titution de l'état, et changer l'ordre de la succession, en laissant la couronne au prétendant, son héritier naturel. Déjà la nation prend les armes, et propose à la reine de proscrire ce prince. Anne frémit à cette proposition. Pour donner plus d'activité à la haine du peuple, la secte des wighs annonça que le prétendant, par un traité secret entre la reine et Louis XIV. étoit déclaré héritier du trône, et qu'il étoit prêt à paroître avec toutes les forces de la France, pour soutenir ses droits. On demanda que le prince d'Hanovre fût appelé pour prendre sa place au parlement. La reine refusa de voir son successeur à la cour, et consulta, en secret, sur les moyens de réconcilier la nation avec la maison de Stuart. Ce projet impossible prouve bien la bonté du cœur d'Anne; mais ne donne pas une grande idée de son génie et de sa politique.

La princesse Sophie mourut quelque tems après. Anne, tourmentée par les divisions continuelles du conseil et du parlement, tomba dans cet état de foiblesse, qui annonçoit sa dissolution prochaine. Tous les courtisans se tournèrent alors sur l'électeur de Brunswick. On s'empressa d'instruire ce prince de l'état de la reine, et de l'inviter de se rendre à Lon-

AN. 1714. dres, avec toute la diligence que la situation des affaires exigeoit. Anne expira bientôt dans un état de léthargie. Cette princesse se distingua par les qualités aimables du cœur. Son règne a été utile et glorieux à la nation anglaise : elle pacifia l'Europe ; donna des lois bienfaisantes à l'Écosse ; fit trembler la France ; porta la terreur des armes britanniques jusques sur les bords du Danube ; assura l'empire de la mer et la supériorité du commerce , par des conquêtes et des traités ; prévint les factions et les troubles , sans effusion de sang. Anne doit donc être placée, dans les annales de l'histoire , comme une souveraine qui a honoré le trône par ses vertus et ses talens.

GEORGES I^{er}.

Georges monta sur le trône en ennemi de la nation : il apportoit , en Angleterre , des haines et des préventions terribles contre les membres qui avoient composé dernièrement le conseil d'Anne. Tous les torys par conséquent se trouvoient enveloppés dans sa fureur : ils ne tardèrent point d'en éprouver les terribles effets. Les jacobites avoient toujours espéré qu'Anne feroit quelques efforts en faveur du prétendant , son frère. Il paroît

que le comte d'Oxford et le lord Bolinbroke AN. 1714. les avoient secrètement flattés de cette espérance. La présence du prince étranger les déconcerta , et leur espoir s'évanouit.

Georges déclara qu'il étoit résolu de maintenir la religion anglicane et écossaise , dans l'état où elle étoit établie par les lois ; qu'il espéroit d'y réussir , sans donner atteinte à la tolérance accordée aux protestans non-conformistes ; tolérance si avantageuse au commerce et au bien public. Les dangereux wighs s'emparèrent à l'instant de la confiance du roi et de toutes les places lucratives ou honorables. Malborough parut en triomphateur , et devint l'arbitre de l'état. Walpole , ce fauteur du despotisme , qui vouloit asservir la nation , en affectant de défendre ses droits ; ce corrupteur des mœurs publiques , qui employa les trésors de l'état , pour séduire la foi des représentans du peuple , fut nommé premier commissaire de la trésorerie et chancelier des finances. Une révolution si rapide dans les fortunes , en produisit une dans les esprits. On commença à crier que la religion étoit en danger ; on insulta les wighs : le peuple les poursuivit jusques dans les tribunaux , où ils administroient la justice. Ces premières étincelles , occasionnées par l'imprudence et la partialité du roi ,

AN. 1714. allumèrent rapidement l'incendie , qu'il ne put éteindre qu'avec des flots de sang.

Le prétendant , instruit de cette fermentation , publia un manifeste , où il déclara que , si la mort ne lui avoit pas enlevé presque subitement sa bonne sœur Anne , elle lui auroit rendu la couronne , qui lui appartenoit ; que l'élévation d'un étranger au trône d'Angleterre , étoit un attentat contre ces lois fondamentales de l'état , qui veillent à la conservation des droits héréditaires : ordre sacré , primitif et invariable , qui ne peut être détruit par des lois enfantées dans un tems de désordre et de faction. L'impression que fit ce manifeste , n'éclata pas au moment même : elle attendoit dans le silence le point de maturité. Cependant Georges recevoit tous les jours des marques mortifiantes de l'indifférence de son peuple qu'il prétendoit aimer comme ses enfans. Le jour de l'anniversaire de sa naissance , la multitude insulta ceux qui faisoient des apprêts pour la célébrer ; et le lendemain la ville entière se livra , avec extravagance , à toutes les démonstrations d'une joie bruyante , en célébrant l'anniversaire du rappel de Charles II. On brûla publiquement l'effigie de Guillaume III , que l'on appeloit , avec affectation , l'étranger. Le nom du prétendant voloit de

bouche en bouche , et l'on prononçoit celui AN. 1714.
de Georges pour le maudire ; les soldats même
donnèrent des marques de mécontentement et
de révolte. On leur avoit donné des chemises
plus grossières qu'à l'ordinaire ; ils parcouroient
les rues de Londres , les montrant aux pas-
sans , en s'écriant : *Voilà les chemises d'Ha-*
noyre.

Ces émeutes naissantes, ces symptômes pu-
blics de sédition, dont Georges eût pu préve-
nir les suites , produisirent l'effet ordinaire :
ce prince s'indigna contre ceux qui l'avoient
provoqué. Il ne pouvoit point, d'un seul coup ,
anéantir des millions d'ennemis obscurs ; il
fit tomber le poids de sa vengeance et de sa
fureur sur les grands du royaume. Son satel-
lite , Walpole , accusa de haute-trahison le
comte d'Oxford , le lord Bolinbroke , le duc
d'Ormond et le comte de Strafford. On élut
un comité , pour rédiger les articles de l'ac-
cusation , et pour préparer l'instruction et les
preuves. Le comte d'Oxford fut justifié ; les
autres accusés se retirèrent dans des contrées
étrangères. Pour rendre les torys odieux , dans
un moment où ils n'excitoient encore que des
murmures et des clameurs populaires , le roi
déclara lui-même au parlement , qu'il se for-
moit une conspiration dans l'intérieur du royaume.

me, et qu'au dehors l'on se préparoit à l'envahir. Le parlement donna le pouvoir à Georges de faire arrêter quiconque lui seroit suspect; et la tête du prétendant fut proscrire.

Cette oppression parlementaire ne servit qu'à multiplier les conspirations. Les jacobites écossais entraînèrent dans leur parti cette partie du peuple, qui croit trouver, dans les événemens publics, une distraction ou un soulagement à ses maux. Les torys, en proie à l'insolence d'une faction qu'ils méprisoient, se réunirent aux jacobites, et invitèrent le prétendant à venir les commander. Louis XIV, le protecteur constant de sa famille, l'aida secrètement; mais malheureusement il mourut, avant que le premier coup fût porté; et toutes les espérances de l'illustre fugitif s'évanouirent avec les derniers soupirs du monarque français. La mort de Louis XIV changea la politique de la cour de France. Le régent qui méditoit de grands projets, abandonna la cause du prétendant, dans l'espoir de former un pacte d'alliance avec Georges.

AN. 1717. Le comte de Mar se déclara le chef des confédérés. Il avoit été secrétaire d'état sous le ministère du comte d'Oxford. Son ambition et l'inquiétude de son ame l'engagèrent à lever l'étendard de la rebellion. Plusieurs sei-

gneurs écossais se réunirent à Man, et firent ^{Ann 1717.} proclamer roi, le chevalier de Saint-Georges. Le nord de l'Angleterre se souleva bientôt; mais les rebelles furent tout-à-coup investis, et forcés de se rendre à discrétion; quelques-uns furent exécutés militairement; les autres furent mis aux fers. Le duc d'Argyle, général des royalistes, avoit livré une bataille au comte de Man; et, sans vaincre les ennemis, il avoit considérablement affoibli leurs forces.

Ce fut alors que le prétendant, dans l'espoir de trouver la nation entière rangée sous ses drapeaux, se fit proclamer roi; prit possession de deux villes; passa son armée en revue; ordonna des réjouissances publiques; convoqua l'assemblée des états; appela à son camp le ban et l'arrière-ban, et finit enfin par assembler un conseil général, où il fut décidé qu'il falloit fuir à la hâte, parce que l'ennemi approchoit. Ainsi le chevalier de Saint-Georges fut forcé de s'embarquer pour la France, pendant que le sang de ses défenseurs couloit en Angleterre sur des échafauds. Privé du trône, chassé de ses états, le régent qui sacrifia à sa sombre politique la foi des traités, les droits des souverains et les lois de la justice, l'obligea de quitter la France. Le fils de tant de rois fut réduit à cacher ses

AN. 1717. malheurs et ses humiliations dans le comtat d'Avignon.

Cette malheureuse expédition fit périr d'illustres et respectables lords, qu'il fut impossible de soustraire au supplice, malgré les larmes de leurs dignes épouses, qui implorent la clémence et la protection du parlement. Plusieurs autres rebelles d'un rang inférieur, furent pendus et coupés en quartiers. Ces actes de férocité donnèrent plus d'activité aux conspirations et aux révoltes. On attaqua ouvertement les ministres, et on attendoit avec impatience le tems de la dissolution d'un parlement soumis aux volontés arbitraires du roi, et qui, de concert avec les ministres, avoit formé une coupable confédération, pour sacrifier l'intérêt du peuple, et pour étendre l'autorité royale. Le parlement, depuis le règlement fait sous le règne de Guillaume, devoit être renouvelé tous les trois ans; on regardoit cette loi comme un rempart de la liberté nationale. Celui qui existoit, étoit composé pour la plupart des wighs mercenaires, qui secondoient aveuglement les mesures tyranniques de la cour. Le tems de sa dissolution approchoit. Le ministère craignit qu'à l'élection prochaine, le parti des torys ne dominât dans la nouvelle assemblée. Pour prévenir cette

révolution, les ministres altérèrent la constitution de l'état, en faisant déterminer, par une nouvelle loi, que les parlemens, à l'avenir, ne seroient renouvelés que tous les sept ans. Un pair, défenseur ardent de l'autorité royale, représenta que les élections trop fréquentes entretenoient l'activité des partis, fomentoient des haines dans les familles, entraînoient des dépenses ruineuses, occasionnoient des cabales et des intrigues chez les puissances étrangères; que, dans la situation présente des affaires, il convenoit de remédier à ce mal, et que c'étoit un moyen d'étouffer la rébellion, toujours prête à se ranimer.

Ces raisons furent vivement combattues par d'autres pairs : les lois fondamentales, disoient-ils, exigent de fréquens parlemens; ils sont établis par l'usage de plusieurs siècles; ils intéressent la liberté et la gloire des citoyens. Quelle confiance les étrangers pourront-ils avoir en une nation, qui auroit sacrifié lâchement ses droits les plus précieux? Les dépenses des élections, les cabales qu'elles occasionnent, loin de diminuer par ce nouveau et dangereux système, n'augmenteroient-elles pas avec l'intérêt qu'auront les particuliers à briguer les places d'un long parlement? Le ministère n'aura-t-il pas, et plus de motifs, et plus de

AN. 1717. moyens d'en corrompre les membres ? Le parlement ne pourra-t-il pas lui-même se rendre perpétuel, après avoir prolongé sa durée ; ce qui anéantiroit les privilèges du peuple et la constitution de l'état ? Enfin les deux chambres passèrent un bill, qui fixa la durée du parlement à sept ans. Les citoyens patriotes ne virent, dans cette loi, qu'un projet destructeur d'anéantir les libertés nationales, et de forcer le prince, pour conserver ou étendre son autorité, d'ériger la corruption en système, et d'en faire la base de son administration. Il n'est pas douteux, dit un célèbre écrivain, que, pour diminuer la corruption et l'influence de la couronne, un parlement triennal ne soit préférable à un septennal : aussi, de tout tems, le roi et son ministère ont-ils voté pour un parlement de longue durée ; mais il est inconcevable que la nation se soit si tranquillement laissée dépouiller de ses privilèges par ses représentans, par ses serviteurs, qui n'avoient aucun droit de décider sur la durée de leur mission ; et il paroîtra singulier que, dans ces derniers tems, en renouvelant les discussions sur cet objet important, on n'ait pas senti les inconvéniens de laisser usurper à un parlement momentané, le droit de déterminer cet article : il ne peut se réformer,

s'abroger, ou se prolonger, sans le suffrage AN. 1717. spécial de la nation.

Les possessions de Georges en Allemagne commencèrent à cette époque à lui donner de l'inquiétude. Charles XII, qui eut la valeur du soldat, sans avoir la prudence du héros et le génie du politique; ce souverain, dont les vices et les vertus étoient également faits pour étonner le genre humain; qui ne vécut que pour combattre, et qui aimoit mieux ébranler les trônes de l'Europe, que de régner en paix sur le sien; Charles s'occupoit à attaquer le roi d'Angleterre, qui, pendant sa retraite à Bender, lui avoit enlevé les duchés de Verdem et de Bremem. Déjà le roi de Suède préparoit sa vengeance, et brûloit de réparer ses pertes: il résolut de détrôner Georges, et de rétablir la maison de Stuart sur le trône britannique. Georges, trop foible pour résister à Charles XII qui, malgré ses malheurs, étoit encore un ennemi redoutable, forma un traité d'alliance avec le régent. Le duc d'Orléans voyoit la couronne sur la tête d'un enfant foible; il se proposoit de faire valoir contre Philippe sa renonciation au trône de la France, et se dispoisoit à y monter, lorsqu'il seroit vacant. Il avoit besoin d'alliances pour combattre Philippe. Ces besoins récipro-

AN. 1717. ques produisirent , entre l'Angleterre et la France , un traité auquel la Hollande accéda. Le régent accorda, dit un historien , au commerce d'une nation, réputée l'ennemie naturelle de la France, des avantages qu'il devoit conserver pour la sienne.

Georges demanda ensuite aux communes des subsides extraordinaires , pour l'entretien des troupes destinées à combattre le roi de Suède. Alors on prévint , avec de nouvelles alarmes , les divisions qu'alloit produire ce traité , qui n'avoit pour objet que la garantie de l'électorat d'Hanovre , que le peuple regardoit comme une possession étrangère , dont la défense alloit épuiser les trésors de l'état. La rupture avec l'Espagne , dans un moment où le commerce le plus lucratif rendoit l'harmonie nécessaire entre les deux nations , fut regardée comme inévitable , et l'alliance avec la France , comme contraire à l'intérêt et à la prospérité de la Grande-Bretagne. Bientôt Georges , que l'on verra dans la suite éternellement occupé à faire des traités , s'allia avec l'Empire ; en sorte que l'Angleterre se vit tout-à-coup enveloppée dans toutes les guerres du continent : inconvenient qui avoit été prévu par l'acte qui transféroit la succession à la maison d'Hanovre ; acte , où il étoit expressément convenu

que la Grande-Bretagne ne prendroit point les AN. 1717. armes, pour défendre son prince en qualité d'électeur ; mais le parlement qui dégradait sa noble mission d'interprète et de représentant du peuple, et qui environnoit le trône pour solliciter avec bassesse les honneurs et les dignités, surmonta toutes les oppositions. On redoubla donc les impôts, et on augmenta la masse des charges publiques, pour faire les préparatifs de la guerre. On fit plus ; on se déshonora par des actes de mauvaise foi. Au sein même de la paix, sans égard aux droits de la justice et des nations, une flotte anglaise fut équipée pour combattre et détruire une escadre espagnole. Tandis que l'Europe entière manifestoit son indignation contre cette perfidie, Georges parut au parlement, où il annonça que le roi d'Espagne ayant violé la foi des traités, il s'étoit vu forcé à le prévenir, et qu'il ne pouvoit se dispenser de lui déclarer la guerre. Heureusement il se trouva, dans cette assemblée nationale, des hommes justes et courageux, qui osèrent reprocher au roi, que, dans cette injuste agression, il compromettoit également l'intérêt et l'honneur de la nation.

La France, en vertu de la quadruple alliance, devoit prendre les armes contre

AN. 1717. l'Espagne; et le prétendant profita de cette fermentation qui agitoit la politique de l'Europe : il se rendit à Madrid, où il trouva le duc d'Ormond, l'un des quatre ministres proscrits. Philippe, qui méditoit déjà une invasion en Angleterre, reçut l'illustre chevalier avec toutes les marques de distinction et de confiance dues à son rang et à ses malheurs : il lui fournit des vaisseaux, des troupes, des armes, et donna le commandement de la flotte au duc d'Ormond; mais le régent ayant eu connoissance de ces préparatifs, en instruisit la cour de Londres. La descente eut un mauvais succès; une horrible tempête détruisit la flotte espagnole : il étoit de la destinée du prétendant d'être éternellement malheureux.

L'impétueux Alberony dirigeoit lui seul cette opération : cet homme hardi et ambitieux vouloit bouleverser l'Europe, et établir sa réputation ministérielle sur de grands désordres et de grandes révolutions. Il avoit formé le projet d'étendre la domination espagnole, de rétablir sa marine, de renverser l'ordre établi par le traité d'Utrecht, de réunir la Sardaigne et la Sicile, de placer le prétendant sur le trône de ses pères, d'exciter une guerre civile en France, de former un traité d'alliance avec le.

czar de Moscovie, la Porte - Ottomane et la *Am.* 1717. Suède; d'engager le Turc à renouveler la guerre contre l'empereur, afin de lui enlever plus aisément ses provinces des Pays-Bas. Il étoit difficile d'exécuter des entreprises aussi vastes : pour opérer de grandes révolutions, il faut réunir à l'audace du génie cet art de prévoir les obstacles, et cette prudence à en prévenir les effets dangereux. L'ambition et la témérité d'Alberony, produisirent sa chute et ses humiliations; il devint la risée de l'Europe, et sut s'en consoler en méditant la ruine de la république de Saint-Marin.

Rien de plus extraordinaire que les négociations et le système politique de Georges : la quadruple alliance lui déplut; il se détacha de l'Empire, de la Hollande, et se ligua avec la France et l'Espagne. A peine ce traité fut-il signé, qu'il se réunit avec les Maures, ennemis terribles de l'Espagne. Ce prince ignoroit la science de gouverner un empire, et l'art des négociations étrangères; il étoit sans notions et sans principes politiques; il ne consultoit que son orgueil ou ses caprices; il ne savoit que demander des subsides : on prétend qu'il étoit si avide d'accumuler des trésors, qu'il entra secrètement pour son propre compte dans cette foible spéculation des

AN. 1717. actions de la compagnie du Sud, qui produisit à-peu-près les mêmes révolutions, les mêmes calamités, le même brigandage qu'avoit tout récemment occasionnés en France le système de Law. L'adroit écossais dupoit les Français avec les belles espérances qu'il leur avoit données sur la Louisiane, comme Blount trompoit ses compatriotes, en leur promettant les trésors de la mer du Sud.

Ce projet de finance fut inspiré par la cupidité, la fraude, l'avarice et le luxe; il n'étoit appuyé que sur la folie ou la rapacité de quelques particuliers: la promesse de dividende excessif, et d'autres articles infâmes trompèrent la bonne-foi et la crédulité publiques; tous les partis furent anéantis par ce tourbillon pécuniaire; ministres, magistrats, évêques, wighs, torys, nobles, peuple, médecins, ecclésiastiques, savans, femmes et enfans accouroient, dit un écrivain, au jardin de la bourse pour s'occuper ou s'instruire de l'agiotage; on négligeoit les arts et les sciences pour pénétrer dans le mystère de cette spéculation financière; chacun s'empressa de convertir son or et ses propriétés réelles, dans l'espoir de trouver dans cette interversion fiscale, de nouveaux trésors; mais tout-à-coup le reflux de cette marée impétueuse devint si violent,

violent, qu'il renversa tout ce qu'il rencontra sur son passage : ces canaux salutaires, qui portoit l'abondance et la fertilité dans le commerce, l'industrie et l'agriculture, furent desséchés; et des familles auparavant opulentes, furent dévouées à la misère. La nation se livra au désespoir; l'avarice trompée poussa des cris de douleur; l'édifice s'écroula et écrasa sous ses ruines ses infâmes auteurs. Cette fureur d'agiotage, qui tourmente aujourd'hui les nations, enfanta en Angleterre le luxe, la corruption des mœurs et l'incrédulité; l'amour immodéré des richesses avoit éteint toutes les vertus, et l'existence de Dieu étoit méconnue ou outragée; on prêchoit publiquement la doctrine désespérante de l'athéisme, et on représentoit l'homme comme une victime nécessairement dévouée aux coups du fatalisme. La chambre des pairs dressa un bill contre les blasphêmes et les profanations. Un parti violent s'éleva contre cette loi; on la regarda comme contraire à la tolérance et à la liberté nationale: ce bill fut rejeté.

Les sept années qui avoient été fixées pour la durée du parlement expirèrent enfin; mais le peuple se trouva asservi sous le même joug d'oppression. Le ministère répandit tant d'influence dans les élections, que la plupart des anciens mem-

AN. 1732.

AN. 1722. bres furent de nouveau élus ; on y en ajouta d'autres dont les dispositions vénales étoient connues ; ensorte que l'administration fut gouvernée par les mêmes principes. Les premières marques de soumission et de complaisance que les communes eurent occasion de donner au roi , furent de paroître bien pénétrées de la découverte d'une nouvelle conspiration fomentée par le prétendant. Le fameux Alterbury , évêque de Rochester , respectable par ses vertus et sa science , fut déclaré complice , et envoyé à la tour. Georges eut l'humiliation de voir que le clergé et le peuple faisoient journellement des prières publiques pour la délivrance du prélat persécuté. Ce prince fit de cette conspiration supposée une description épouvantable ; il ne s'agissoit rien moins que d'égorger ses fidèles sujets et son parlement chéri , de l'assassiner lui-même , et de placer le prétendant sur le trône. Cependant on ne savoit par quels ressorts et par quelles personnes ce complot devoit être exécuté ; point de mouvemens au dedans , point de préparatifs au dehors ; chacun se regardoit , chacun se demandoit où étoient les conspirateurs et les assassins : n'importe , le roi affirmoit qu'il y avoit une conspiration , et le parlement déclara qu'il y avoit une conspiration. Toute cette alarme

portoit sur la folie qu'avoit eu le prétendant An. 1722.
 de publier un second manifeste où il proposoit sérieusement à Georges de lui céder ses états, promettant que pour prix de cette abdication, il feroit ériger son électorat en royaume. Cette extravagance fit répandre des flots de sang; plusieurs furent exilés, et le respectable évêque de Rochester fut dépouillé de ses dignités, de ses possessions, et banni du royaume, parce qu'il avoit lu la déclaration de l'antechrist. Les anciens liens de l'Espagne et de la France, resserrés encore par de nouveaux mariages entre les deux branches de Bourbon, jetèrent de l'ombrage et de la confusion dans presque toutes les cours de l'Europe. Les alliances dissonantes et incompatibles que Georges avoit formées avec quelques-unes de ces puissances, lui causèrent de l'inquiétude et des alarmes; il ne pouvoit s'opposer aux propositions d'un allié, sans en offenser un autre; il devenoit le jouet de sa propre inconstance : détesté en Angleterre, il lui falloit de l'appui contre ses propres sujets. D'un autre côté il trembloit pour son électorat, et il avoit besoin de multiplier les alliances pour conserver ses possessions éparées dans toutes les parties de l'univers : il avoit déjà sept alliés; il y ajouta les rois de Prusse et de Dan-

AN. 1722. nemarck; ensorte qu'un plaisant lui donna pour devise, *Ami de tout le monde*. Bientôt il se détacha encore de l'Empire et de l'Espagne, sans qu'il fût possible d'en découvrir la cause et le motif : le voisinage de l'empereur l'inquiétoit sans doute pour son électorat; il chercha par un mensonge à lui déclarer la guerre, et feignit d'être informé d'un traité conclu entre l'Empire et l'Espagne, dont l'effet ultérieur devoit être le rétablissement du prétendant, et par conséquent la ruine de la religion anglicane et de la liberté de son peuple. On fit retentir ces grands mots toujours répétés depuis : *machinations des agens mal intentionnés, complot d'un prétendu papiste, intérêts des protestans, balance du pouvoir, liberté et sûreté du royaume*. Paroles, dit un historien anglais, semblables à des sons cabalistiques, et qui ont fasciné la nation jusqu'à lui faire sacrifier ses intérêts aux affaires du continent. Georges se conduisit si indécemment dans cette occasion; il respecta si peu la vérité, même la vraisemblance, dans le discours qu'il adressa au parlement, que l'ambassadeur de l'Empire osa démentir formellement le roi dans un mémoire public. Ce ministre reçut ordre de sortir du royaume, et l'on ne s'occupa que des préparatifs de guerre : il fallut

alors penser à de nouvelles alliances; on négocia avec la France, la Suède, le Danemarck, Hesse-Cassel; il fallut acheter ces alliances à prix d'argent, et soudoyer toutes les troupes que ces puissances s'engageoient à fournir. La Prusse et la Hollande ne voulurent point entrer dans cette confédération. La nation anglaise eût certainement imité cet exemple, si elle n'eût été vendue par son parlement qui, depuis la révolution, aussi prodigue qu'il avoit été avare avant cette époque, versa avec profusion le sang et les trésors de la nation dans le goufre d'Hanovre.

L'Espagne, provoquée par Georges, ouvrit la campagne par l'attaque de Gibraltar. Trois escadres anglaises mirent à la voile, l'une destinée à bloquer les ports de Russie, l'autre à croiser sur les côtes de France, la troisième à s'emparer des Galions qu'on attendoit des Indes occidentales. La France interposa sa médiation; la paix suivit de près ces premières hostilités. La mort de Georges délivra l'Europe de ce roi intrigant qui compromettoit sans cesse toutes les puissances du continent. Il ne paroissoit se plaire qu'à former des traités contradictoires, à les violer sans scrupule, et à répandre chez tous les peuples le trouble et la confusion qui régnoient parmi les siens.

AN. 1727. Georges, pendant l'exercice de son électorat, avoit acquis la réputation d'un habile général, d'un prince juste et clément, et d'un sage politique. Monté sur le trône de la Grande-Bretagne, il oublia ses principes, et ne montra aucun talent. Plus attaché à l'électorat d'Hanovre qu'à ses trois royaumes, Georges étoit sans cesse occupé, pour conserver ses états patrimoniaux, à faire des traités qu'il ne craignoit point de violer au gré de ses caprices. Ce prince n'étoit ni négociateur ni politique. Ce fut sous son règne que la corruption fit des progrès rapides : le peuple perdit ses mœurs, parce qu'il commença à regarder comme un patrimoine le droit de voter aux élections : les places au parlement se vendirent aux enchères ; les élus et les représentans formèrent des traités infâmes, et l'on trafiqua à prix d'argent ce privilège auguste et glorieux d'éclairer l'administration, de défendre les prérogatives de la nation, et de partager l'exercice de la puissance souveraine.

GEORGES II.

Georges monta sur le trône d'Angleterre, dans un tems où l'Europe entière jouissoit des douceurs de la paix. Ce prince déclara

qu'il vouloit maintenir la constitution de l'état AN. 1727.
 et les alliances contractées par son père avec
 les puissances étrangères ; il créa ministre d'é-
 tat le lord Toowenshend, habile négociateur
 et instruit dans l'art de la politique ; le comte
 de Chesterfield, célèbre par son génie et son
 éloquence, philosophe, incertain dans ses prin-
 cipes, tour-à-tour fauteur du despotisme, et
 défenseur fanatique de l'état républicain ; Wal-
 pole fut placé à la tête de l'administration : ce
 ministre continua à trahir les intérêts de la na-
 tion pour étendre les droits du trône ; il ré-
 pandit l'argent sans discernement et sans re-
 mords, employa une multitude d'émissaires sans
 mœurs, pour faire réussir ses projets de corrup-
 tion. L'histoire doit flétrir d'un opprobre éternel
 ces ministres prévaricateurs, qui, pour favoriser
 le despotisme des rois, ôtent aux peuples, par
 un trafic infâme de séduction, leur énergie,
 et leur font oublier, au milieu de la corrup-
 tion publique, leurs droits et leurs privilèges.

Les dix premières années de ce règne ne
 présentent absolument que des débats parle-
 mentaires ; pas un événement mémorable, si
 l'on en excepte une division domestique, qui
 jeta enfin un peu de variété sur cette scène
 monotone. Le roi avoit récemment marié le
 prince de Galles à une princesse de Saxe.

AN. 1727. Gotha : elle étoit entrée dans le neuvième mois de sa grossesse, sans que le roi et la reine en eussent eu la moindre connoissance ; ils n'en furent même instruits, que lorsqu'elle fut accouchée : il y avoit déjà quelque tems que le prince donnoit de l'ombrage à son père ; il le bannit de sa cour : sa disgrâce fut si éclatante, que la reine mère étant morte peu de tems après, il ne lui fut pas permis d'aller recueillir ses derniers soupirs, ni implorer son pardon qu'il demandoit d'une manière si touchante. Le roi porta les marques de son indignation, jusqu'à faire annoncer dans les papiers publics, une défense de paroître à la cour, pour quiconque verroit ou entretiendroit une correspondance avec le prince : il le dépouilla de toutes les marques extérieures de son rang ; et l'année suivante, lorsque la princesse fit présent à la nation, du prince qui règne aujourd'hui, ce dernier événement ne changea rien à la conduite du roi ; il continua à défendre à son fils d'approcher de la cour, et le réduisit à la condition d'un simple gentilhomme. Ce prince vécut ainsi dans l'oubli et dans la disgrâce, en pratiquant les vertus d'un honnête citoyen, et jouissant des fruits précieux de la félicité conjugale. On a absolument ignoré les motifs de ce secret étrange

que garda le prince de Galles, sur la gros- AN. 1727
 sesse de son épouse ; ils étoient sans doute
 d'une nature à ne point être divulgués : ce
 que l'on peut recueillir à ce sujet, de la tra-
 dition, tient de la calomnie et de l'imposture ;
 tous ces faits faux et injurieux sont détruits
 par d'autres faits constans. La princesse de
 Galles fut toujours exposée à la malignité pu-
 blique ; elle étoit estimable par son esprit, et
 respectable par toutes les vertus qui ornoient
 son ame.

La dette de l'état formoit une masse ef-
 frayante ; des guerres inutiles, des alliances
 étrangères, et des expéditions infructueuses
 avoient épuisé les trésors de l'état. Ces dé-
 sordres enfantèrent de nouvelles factions : il
 s'éleva dans les communes un parti violent
 qui vouloit s'opposer aux projets des ministres
 et détruire leurs opérations ; mais, malgré
 ces manœuvres et ces intrigues secrètes, l'au-
 torité royale étendoit ses droits, et le parle-
 ment ne cessoit d'accorder de nouveaux im-
 pôts, et de créer de nouvelles taxes destinées
 à acheter l'alliance de quelques puissances étran-
 gères. La dette nationale s'augmentoît sans
 donner plus de crédit et de consistance au
 corps politique : la nation, trahie par ses com-

mettans , étoit accablée sous le poids des impôts.

Le parti de l'opposition proposa la révocation du bill qui avoit fixé la durée du parlement à sept ans. Le ministère s'opposa à cette motion , triompha , et le parlement resta septenaire. On a souvent renouvelé les motions , pour rendre les parlemens triennaux ; mais le parti de l'opposition se contente de pousser des cris impuissans : les Fox , les Sheridan , les Burke , ont beau épuiser la fécondité de leur imagination et la force de leur génie , ces hardis déclamateurs ne consultent dans leurs dialogues et leurs motions , que leur haine particulière. L'amour de la célébrité et l'espoir de parvenir au ministère ; voilà ces agens secrets qui les excitent à fomentér des factions dans l'état , pour s'arroger le titre pompeux de défenseur du peuple et des libertés nationales.

AN. 1741. Georges jouissoit depuis douze ans des bienfaits de la paix. La nation étoit dans un état de violence ; elle se plaignoit de la perte de son crédit , de son commerce , de sa gloire , et attribuoit les calamités publiques à l'indolence de son roi. L'or de l'Espagne qui revenoit des Indes occidentales , excitoit son

avidité; et pour déclarer la guerre, elle ne AN. 1741.
 cessa de se plaindre de quelque insulte reçue
 sur mer. Il y avoit long-tems que le gouver-
 nement étoit fatigué de remontrances et de
 supplications relatives à cet objet; le minist-
 ère se vit enfin forcé d'accorder aux cris du
 peuple, la liberté et le privilège de piller
 sur mer. La guerre fut déclarée, Walpole s'y
 opposoit; il voyoit avec dépit, que les trés-
 sors qu'il employoit pour corrompre, change-
 roient de nature et de destination.

Les Espagnols refusèrent aux Anglais la li-
 berté de couper du bois de Campêche; ce
 bois, si solide et si brillant, qui sert à or-
 ner leurs maisons, et de ramasser du sel dans
 l'île de Bortugus. Les mers furent bientôt
 couvertes de vaisseaux. Les Anglais attaquè-
 rent les Espagnols dans leurs possessions; un
 traité suspendit les hostilités; mais bientôt
 après, les Anglais violèrent la convention, en
 faisant croiser une escadre sur les côtes d'Es-
 pagne. Les Espagnols s'emparèrent des vais-
 seaux britanniques qui faisoient le commerce
 interlope avec le continent de l'Amérique.
 Les Anglais épuisèrent leurs forces devant
 Carthagène: la conquête de cette ville deve-
 noit importante; elle servoit d'entrepôt et de
 magasin pour les marchandises espagnoles

AN. 1741. qu'on y apporte d'Europe, et qui, delà, sont transportées à Panama, bâti sur la côte opposée. L'amiral Vernon, homme dur, mais excellent officier, fit une seconde tentative sur Carthagène, qui fut aussi infructueuse que la première. Anson, après avoir parcouru les campagnes riantes de l'Amérique et les climats froids et orageux du pôle méridional, et traversé ce grand continent qui sépare l'Asie et l'Amérique, vit sa flotte dispersée par la tempête et détruite par le scorbut. L'amiral Vernon, et le commodore Knooclès, tentèrent quelques entreprises dans les îles occidentales; mais ces expéditions furent malheureuses : ces désastres produisirent des plaintes et des murmures; on accusa Walpole d'ignorance et de trahison. Les taxes qui opprimoient le peuple, excitèrent sa haine contre ce ministre imprudent; il devint l'objet des satyres et des imprécations : on trouvoit sur les places publiques, des libelles contre ses mœurs et son administration; il fut joué sur la scène, et représenté comme un tyran qu'il falloit immoler pour sauver l'état. Walpole fut sensible à cet outrage; il présenta un bill au parlement, portant que les pièces dramatiques, avant de paroître, seroient soumises à la censure du lord chambellan. Le lord

Chesterfield s'opposa à ce bill ; il observa AN. 1741.
 que les lois qui avoient pour objet de maintenir le théâtre dans de justes bornes, étoient suffisantes. « Si nos auteurs, ou nos acteurs, » disoit Chesterfield, franchissent ces bornes, » ils peuvent être poursuivis et punis : une » nouvelle loi est inutile, et une loi inutile » est une loi dangereuse : l'esprit est la propriété de ceux qui en ont, et très-souvent » c'est leur unique propriété ; il est donc » cruel de les en dépouiller, eux qui sont » déjà si pauvres : si les poètes et les auteurs » doivent être réprimés, qu'ils le soient comme » les autres sujets ; qu'ils soient jugés par » leurs pairs ; mais que leur sort ne dépende » pas d'un seul qui se constitue le seul souverain juge de l'esprit. Un pouvoir remis » entre les mains d'un seul homme, sans bornes et sans appel, est un privilège inconnu à » nos lois, incompatible avec notre constitution ». Chesterfield avoit raison ; mais que peut la justice contre la ligue des méchans. Walpole triompha, et dès ce moment, dit un historien, le génie comique descendit au tombeau. Le théâtre anglais n'eut plus et n'a plus que des poèmes mutilés et des poètes médiocres ; le nom du ministre ne fut plus prononcé qu'avec horreur. Un membre des

AN. 1741. communes, nommé Sandys, lui dit en plein parlement : « J'apporterai vendredi dans » cette chambre, les différens chefs des délits » sur lesquels je me propose d'attaquer votre » administration ». En effet, Sandys, dans un discours éloquent, releva toutes les fautes de l'administration; les imputa à Walpole; l'accusa de s'être élevé aux grandeurs par la fraude et la corruption, et fit une motion pour supplier le roi de chasser un tel ministre de ses conseils. Walpole l'écouta avec cette tranquillité et ce dédain qu'inspirent l'audace et le crédit. La motion de Sandys fut rejetée : il faut un terme à la tyrannie des ministres. Georges ayant prononcé la dissolution du parlement, Walpole renouvela ses intrigues et ses artifices, pour composer le nouveau parlement de membres dévoués à ses ordres et à ses caprices; mais il échoua dans les efforts qu'il fit pour influencer sur les élections. Les électeurs, trop long-tems séduits, rejetèrent les offres corruptrices des ministres, et se réunirent de concert pour changer le système de l'administration, et introduire un nouvel ordre de choses. La faction des torys se trouva donc dominante, et Walpole commença à trembler. Le prince de Galles, toujours disgracié, étoit à la tête de l'opposition.

Le ministre voulut se rendre médiateur, et ré- An. 1741.
concilier Georges avec son fils; ses propositions furent rejetées: alors la prudence suggéra à Walpole l'unique moyen qui lui restoit pour dissiper l'orage; il résigna toutes ses places et se retira de la cour. A peine eut-il disparu, que le roi rendit à son fils son amitié et sa confiance. La nation célébra ce double événement par des réjouissances publiques; mais elle renouvela bientôt ses plaintes et ses murmures.

L'Angleterre avoit fait récemment un traité de paix avec l'Espagne: on s'éleva contre ce traité qu'on regarda comme une infraction manifeste à celui de la quadruple alliance. Le parti de l'opposition demanda que l'armée fût réduite. Pulleney prononça un discours énergique: c'est un de ces morceaux d'éloquence destinés à enfler les espérances du peuple, et à le jeter dans cette douce ivresse qui lui fait oublier et ses revers passés et ses maux présents. Le ministre, après avoir fait rejeter la motion de Pulleney, proposa un bill portant défense aux sujets de la Grande-Bretagne d'avancer des sommes d'argent aux princes étrangers sans le consentement du roi, à peine de se voir cité à la cour de l'échiquier. En vain on cita l'exemple de la Hollande qui ouvre

AN. 1741. ses caisses à toutes les nations du continent ; en vain présenta-t-on l'exemple du Portugal , qui emprunte des sommes considérables des négocians anglais ; en vain on observa que cette défense attaquoit directement la propriété et la liberté de la nation ; l'influence du ministère fit passer le bill , qui depuis a reçu la sanction de la loi.

La mort de l'empereur Charles VI , alluma dans l'Europe une guerre meurtrière. Les Français donnèrent l'empire à l'électeur de Bavière , au préjudice de la pragmatique sanction , qui accordoit aux enfans de l'empereur tous ses domaines : ainsi la fille de Charles VI , descendue d'une race auguste de souverains , se vit tout-à-coup dépouillée de son héritage. Cette princesse réclama l'alliance et le secours de George. Le lord Carteret , qui avoit succédé au crédit de Walpole , flatta l'ambition de son maître , et l'engagea dans une guerre qui devoit lui être étrangère. Georges assembla son parlement , et demanda des subsides. Cette demande excita des débats et des murmures ; mais les subsides furent accordés. Le peuple vit avec douleur ses représentans et ses défenseurs sacrifier le sang et les trésors de la nation pour une alliance destructive. Georges parut pour la première fois
à la

à la tête d'une armée à Dellingen, où le duc AN. 1741
 de Grammont fut vaincu. La campagne se borna à cette seule action, qui couta à l'Angleterre cent vingt millions. Les pleurs et les cris séditieux se firent entendre de tous côtés; jamais révolte ne parut plus redoutable. La France, instruite de ces dissensions intestines, chercha à en profiter, pour humilier une puissance orgueilleuse : elle crut voir dans la violence des débats parlementaires le germe d'une révolution prochaine. Elle entretint quelques mécontents qui, dirigés par la haine ou l'intérêt, exagérèrent étrangement la possibilité de placer enfin sur le trône de la Grande-Bretagne, ou le chevalier de Saint-Georges, ou son fils Charles. Le cardinal de Tencin, ébloui par ces spéculations extravagantes, crut qu'il étoit en son pouvoir de donner trois couronnes au chevalier de Saint-Georges, pour prix du chapeau de cardinal, dont il étoit redevable à ce prince qui, trop âgé pour se mettre à la tête d'une armée, remit ses droits à son fils Charles, que les Anglais estimoient, comme simple particulier; mais qu'ils détestoient, parce qu'il étoit issu de l'infortunée famille de Stuart.

Tel étoit le nouveau prétendant que Louis confioit à la valeur et à la prudence du maréchal de Saxe. M. de Rocquefeuil, chef d'es-

Ann. 1741. cadre, partit de Brest, entra dans le canal, et partagea sa flotte en trois divisions; la première cingla vers les côtes de Kent; la seconde se plaça entre Calais et Boulogne; la troisième s'avança vers Dunkerque. Cette flotte fut bientôt découverte par les Anglais qui équipèrent, avec une diligence incroyable, une escadre trois fois plus considérable: l'on faisoit à Boulogne et à Dunkerque de nouveaux préparatifs pour favoriser la descente; et plus de huit mille hommes étoient déjà embarqués dans ces différens ports, lorsque le commandant de la flotte française découvrit celle des ennemis déjà formée, et jugeant à l'instant de sa supériorité, se retira. C'est ainsi qu'échoua la première tentative du brave et malheureux Charles. Le parlement proscrivit les Stuarts, et déclara que le crime de haute-trahison s'étendrait sur la postérité des coupables; pendant la vie des fils du prétendant; loi cruelle et extravagante, qui outrageoit également les droits des nations et de l'humanité.

L'Angleterre, instruite des projets de la France, redoubla, pour s'y opposer, les efforts, les dépenses, et par conséquent les impôts. Une flotte anglaise, commandée par Matheus, bloqua les Espagnols et les Français. Il y eut un combat dont le succès resta

indécis. Matheus fut déclaré indigne de servir dans la marine anglaise. Louis XV portoit ses principales forces du côté de la Flandre dont il vouloit achever la conquête. Le maréchal de Saxe avoit assiégé Tournay, et les Anglais s'avancèrent pour combattre le général français; mais ils furent vaincus dans les plaines de Fontenoy. Les Anglais eurent des succès plus heureux dans les Indes occidentales: Vessex assiégea et s'empara de Louisbourg. Cette conquête fut funeste à la navigation et à la pêche des Français, sur les bancs de Terre-Neuve; elle délivra l'Angleterre d'un voisin dangereux, et lui assura la possession de l'Acadie.

: Cette campagne couta à la Grande-Bretagne deux cent millions. N'importe, les mains prodigues du parlement étoient toujours ouvertes; tout ce qu'il faisoit pour le roi, il l'entrepre-
noit pour la gloire de la nation. On respectoit et on craignoit un prince qui dépouilloit insensiblement le peuple de ses privilèges. Les mêmes moyens qui avoient affoibli la puissance de ses prédécesseurs, augmentèrent son autorité: mais il est un terme à l'oppression; un peuple qui souffre et qui se plaint, semble annoncer une révolution. Georges avoit récemment levé un régiment en Écosse; il avoit

Ann. 1741. promis aux soldats de ne point les envoyer au-delà des mers ; mais à peine ce régiment fut-il complet, que Georges viola sa promesse : les soldats protestèrent contre leurs engagements, et finirent par désertre : le roi les fit exécuter militairement. Cette imprudence, ou plutôt cette barbarie, excitèrent la haine et enflammèrent le désespoir des Écossais : ils informèrent Charles Stuart de leurs dispositions, et promirent de réunir leurs forces pour le rétablir sur le trône de ses pères. Ce prince fit une seconde tentative ; il débarqua en Écosse, où quelques montagnards vinrent se ranger sous ses drapeaux. Georges étoit en Hollande. La régence parut mépriser l'avis qu'elle reçut de cette entreprise incroyable. Charles mettant à profit les délais qu'on lui ménageoit, rassembla environ seize cents hommes ; et ce fut avec cette troupe qu'il commença les hostilités qui furent suivies d'un succès si rapide, que le conseil de Londres en fut tout-à-coup déconcerté. On dépêcha des courriers en Hollande, pour hâter le retour du roi ; on mit un prix à la tête de Charles ; on fit venir des troupes de la Hollande et de la Flandres ; tout s'empressa à marquer son zèle pour la maison régnante ; les factions opposées suspendirent leur animosité ; tout se réunit aux cris du danger

commun ; tout partit sous les armes. Si Charles 1741.
 eût débarqué avec une armée considérable ; si
 la France l'eût secouru efficacement , la révo-
 lution étoit inévitable ; l'usurpateur auroit été
 précipité du trône. Charles étoit déjà maître
 de quelques places importantes ; il avoit fait
 proclamer roi , son père : il renouvella cette
 cérémonie dans Édimbourg même , où il fit
 son entrée en triomphateur ; mais malheureu-
 sement il ne put s'emparer de la banque dont
 le trésor avoit été mis en sûreté dans la cita-
 delle , et il n'avoit point d'artillerie pour la
 forcer. Son audace et ses succès augmentant
 le courage des mécontents , sa petite armée se
 fortifioit tous les jours. Charles livra une ba-
 taille aux royalistes , et les défit ; les monta-
 gnards combattirent l'épée à la main , et dis-
 persèrent l'armée ennemie. Charles s'empara
 des drapeaux de l'artillerie , des bagages , des
 tentes , du trésor , fit une quantité considérable
 de prisonniers , et entra dans Édimbourg ,
 couvert de gloire et chargé de dépouilles.
 Les Anglais conviennent eux-mêmes que jamais
 vainqueur ne fit un si noble usage de la vic-
 toire. Charles étoit humain par principe et par
 politique ; il prit soin des ennemis blessés ; et
 poussant la générosité jusqu'à l'imprudence ,
 il laissa libres , sur leurs paroles , ses prison-

AN. 1741. niers, qui eurent la lâcheté et la bassesse de combattre contre lui, les armes à la main. Si Charles eût profité de la consternation générale, et marché à Londres, il auroit peut-être terminé la révolution; mais il perdit ce tems à jouir des honneurs extraordinaires de la royauté : les délais dans les grandes entreprises sont toujours funestes.

Après cette victoire éclatante, Charles se flattoit que ceux que la terreur avoit contenus jusqu'alors dans l'apparence du devoir, s'empresseroient de combattre pour la cause de leurs anciens maîtres; mais les préjugés contre sa famille étoient trop profonds, et la haine contre la religion catholique, trop active pour pouvoir opérer une révolution dont le succès dépendoit de l'union et de la prudence qui devoient diriger un peuple agité par différentes passions. Les seigneurs les plus riches et les plus puissans de l'Écosse, prirent les armes contre Charles; en sorte que ce prince n'avoit pour défenseurs que ces braves paysans qui avoient juré de vaincre ou de périr, et cette partie de la noblesse qui, dérangée dans sa fortune, n'avoit rien à espérer que d'une révolution : voilà cette armée avec laquelle Charles avoit fait de si grandes choses.

Ce prince comprit que, s'il s'obstinoit à de-

meurer en Écosse, le nombre de ses ennemis AN. 1741. ne tarderoit pas d'être supérieur à ses forces : il se détermina à consulter les dispositions secrètes des Anglais ; il entra tout-à-coup dans la Grande-Bretagne. Carlisle étoit la première place qui se trouvoit sur son passage ; il s'en empara, et pénétra ensuite dans le centre du royaume. Déjà il s'approchoit de Londres ; l'on ne conçoit pas pourquoi il n'y précipita pas sa marche, tandis qu'il se trouvoit entre cette capitale et l'armée des royalistes, qui ne pouvoient point s'opposer à son passage. Un parti nombreux l'attendoit ; le reste se trouvoit dans une confusion profonde : la présence de Charles auroit excité le zèle, la pitié et les remords de la nation. Mais voilà le moment où le maréchal de Saxe lui manquoit : si ce héros l'eût accompagné dans cette seconde expédition, il auroit porté la terreur dans les armées ennemies, et peut-être la maison de Stuart régneroit paisiblement sur le trône de l'Angleterre. Mais Charles étoit jeune ; son expérience n'égalait point son courage ; il perdit son tems à attendre des secours de Louis et des Anglais : ce double espoir le trahit ; la France oublia les intérêts de ce prince malheureux, et ses partisans l'abandonnèrent. Pour comble d'infortune, les chefs de son armée se

AN. 1741. divisèrent entr'eux ; Charles se voyoit prêt à tomber au pouvoir de l'ennemi : il n'eut d'autre parti à prendre que de se retirer en Écosse ; retraite qu'il exécuta en présence des royalistes , avec cet ordre et cette supériorité des talens qu'on admire dans les campagnes d'Annibal ou de Turenne. Ce fut dans cette contrée que Charles reçut quelques secours de la France et de l'Espagne : se trouvant encore en état de tenir la campagne , il attaqua un corps considérable de royalistes , qu'il dispersa avec un courage particulier aux Écossais , lorsqu'ils ont le premier avantage : ce fut alors que le duc de Cumberland , frère du roi , prit le commandement général de l'armée. Charles qui pouvoit lui fermer le passage , et se réserver une partie de l'Écosse , pour la subsistance de ses troupes , lui laissa passer la rivière appelée Spey , qui étoit l'unique barrière qui pût le garantir. Cette imprudence fut irréparable , et eut des suites terribles ; l'armée du duc étoit cinq fois plus considérable que celle du prince. Charles pouvoit encore se retirer dans les défilés et les montagnes , où il auroit trouvé un asyle impénétrable contre les poursuites de ses ennemis ; mais il crut que , pour vaincre encore , il ne s'agissoit que de hasarder une bataille : il ne consulta que son in-

trépidité. Que peut une poignée de braves gens, l'épée à la main, contre des légions immenses et des batteries foudroyantes ! La bravoure la plus héroïque, la frénésie la plus désespérée succombèrent dans ce moment décisif : les malheureux Écossais furent taillés en pièces, poursuivis avec fureur, massacrés sans miséricorde, et même de sang-froid. Charles, échappé au carnage, errant de cave en cave pendant près de cinq mois, sans suite, sans autre secours que le peu d'alimens qu'il recevoit de la charité de quelques paysans, tantôt déguisé en femme, tantôt en mendiant, toujours poursuivi, toujours environné d'ennemis, quelquefois obligé à parler à ceux même qui le cherchoient, sans cesse livré à la discrétion de quelques malheureux qui pouvoient gagner, en le trahissant, la somme promise à quiconque apporteroit sa tête ; toujours adroit à jouer son personnage, heureux dans le choix de ses confidens, ne perdant jamais ni la présence d'esprit, ni l'espoir, ni même la gaieté, Charles erra pendant six mois dans les déserts affreux de Glangury : enfin, il s'embarqua sur un cotsaire de Saint-Malo. Telle fut l'issue de l'entreprise de ce brave prince qui marcha sur les traces du grand

AN. 1741. Gustave, et qui sans doute eût égalé sa gloire, s'il eût été secondé par le succès.

La bataille de Colladen ayant affermi Georges sur le trône de l'Angleterre, le gouvernement ne s'occupa que de la punition des rebelles : elle fut terrible, et poussée jusqu'à la féroce. Le duc de Cumberland avoit déjà commencé, par ses exécutions militaires, à souiller sa victoire, indépendamment de la quantité des prisonniers qu'il avoit fait pendre; il mit ses dragons à la poursuite des habitans qui avoient pris les armes pour défendre le malheureux Charles, les fit investir et exterminer dans les bois, à-peu-près de la même manière dont on fait la chasse aux bêtes féroces; il donna des ordres si cruels, que les possessions, les édifices, les chaumières furent réduits en cendres; un seul homme n'échappa pas au feu, ou au fer meurtrier : l'on vit avec horreur des soldats exercer le vil et cruel métier de bourreau; les femmes violées sur les corps sanglans de leurs maris ou de leurs pères étoient laissées nues dans des bruyères, où elles expiroient de faim. Les campagnes étoient couvertes de cadavres, et par-tout l'on voyoit des monumens qui attestoient la barbarie du vainqueur. Le parlement ne secondant que

trop ces dispositions sanguinaires , livra au *AN.* 1741. glaive des bourreaux, tous les infortunés dont les prisons avoient été remplies après la bataille de Colladen.

Tandis que les Anglais se rendoient coupables de ces actes de tyrannie et d'atrocités, le maréchal de Saxe avoit réduit en six semaines la Flandres, le Hainault et le Brabant. Le comte de Lovendal avoit pris possession d'Huy, et le comte de Clermont avoit réduit Namur en cendres. Le prince Charles, qui commandoit les impériaux, fut battu à Raucoux. Les flottes anglaises n'étoient pas plus heureuses en mer. L'amiral Peyton laissa prendre Madras, par M. de Labourdonnais : cette ville, située sur la côte de Coromandel, fait partie de la presqu'île occidentale. C'étoit le plus considérable établissement des Anglais dans l'Asie : en Amérique, Georges avoit formé le projet d'attaquer Québec ; mais la flotte destinée pour cette expédition, fut employée à faire sur la Bretagne une tentative qui échoua. Tel fut pour les Anglais le succès de cette campagne qui leur coûta cent cinquante millions : le parlement en accorda deux cent vingt pour les opérations de la campagne prochaine : rien ne coutoit pour conserver l'électorat d'Hanovre ; pour défendre ce bien pa-

AN. 1741. trimonial, l'Angleterre payoit des tributs considérables à deux impératrices, à un roi et à cinq princes allemands. Les préparatifs répondirent à l'immensité des sommes qui leur avoient été assignées. Le duc de Cumberland entra en Flandres à la tête d'une brillante et nombreuse armée, dont il fortifia celle des Impériaux : le maréchal de Saxe méditoit le siège de Maastricht ; il sembloit que la France vouloit porter la dévastation dans la Hollande : les Romains, dans les grands dangers, élevoient un dictateur : le peuple Hollandais demanda un stathouder. Le maréchal de Saxe attaqua les alliés à Laufelds, et remporta une grande victoire : le comte de Lovendal fit la conquête de Berg-op-zoom, la plus forte place du Brabant hollandais, et rendit les Français maîtres de la navigation de l'Escaut : Les Anglais furent plus heureux sur mer, où ils remportèrent un avantage considérable contre deux escadres françaises réunies, et firent des prises immenses ; enfin, l'Europe entière se trouva épuisée par la guerre : on commença à parler de paix, on en signa même les préliminaires à Aix-la-Chapelle ; et de ce moment jusqu'au traité définitif, il ne se passa rien de mémorable que le siège de Maastricht qui capitula pour la forme. On stipula dans ce traité

qu'on rendroit de chaque côté les prisonniers et les places conquises; que les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla seroient cédés à dom Philippe, héritier présomptif de la couronne d'Espagne; mais qu'ils retourneroient à la maison d'Autriche, si ce jeune prince succédoit au trône d'Espagne: on convint que les fortifications de Dunkerque seroient démolies; que le vaisseau envoyé tous les ans à la côte d'Espagne avec des esclaves, continueroit de jouir de ce privilège pendant quatre années; que le roi de Prusse seroit confirmé dans la possession du duché de Silésie, qu'il avoit conquis, et que la reine de Hongrie seroit rétablie dans la jouissance de ses états; que l'Angleterre donneroit en otage à la France deux personnes de la plus haute distinction, jusqu'à ce qu'on lui eût restitué toutes les conquêtes, places que l'Angleterre possédoit dans les deux Indes.

L'humanité et l'intérêt général des nations, AN. 1748. sollicitoient la fin d'une guerre meurtrière et homicide. L'Angleterre étoit écrasée sous le poids des impôts; l'Espagne étoit dépouillée de ses trésors; la France avoit perdu sa marine, et la perte de ses colonies paroissoit inévitable: l'impératrice de Hongrie, seul reste de la maison d'Autriche, victime d'une politique

AN. 1748. étrangère, avoit besoin de l'alliance de la maison de Bourbon, pour faire élire roi des Romains, l'archiduc Joseph, son fils, encore enfant. La Hollande, également menacée par la France et l'Angleterre, trouvoit dans la paix, la sûreté et les richesses de son commerce. Ce traité humilia la nation anglaise; mais l'espoir de réparer ses anciennes pertes, de rétablir un commerce interrompu, source de la grandeur et de la prospérité nationales, suspendit les plaintes et les murmures du peuple; il bénit le monarque qui avoit acheté la paix par de grands sacrifices; on donna des fêtes frivoles et dispendieuses, qui servoient à amuser la populace, et à l'éblouir sur l'humiliation du dernier traité.

Georges quitta bientôt, après la ratification du traité d'Aix-la-Chapelle, ses états d'Allemagne, pour retourner en Angleterre : il convoqua le parlement; lui communiqua le traité de paix; lui promit qu'il alloit s'occuper à diminuer la dette nationale; lui recommanda l'amélioration des revenus publics, le maintien des forces navales, l'encouragement du commerce et des arts pacifiques, et demanda de nouveaux subsides. Le parti de l'opposition renouvela ses manœuvres et ses intrigues. Le prince de Galles, malgré sa réconciliation avec

son père, favorisoit cette faction. Ce prince ^{AN. 1748.} ne consultoit ni son intérêt, ni son devoir : comme héritier de la couronne, il étoit important qu'il veillât aux prérogatives du trône, et à la constitution de l'état. Quelques habitans de Londres prirent l'habillement des montagnards, insultèrent publiquement leur souverain, en faisant chasser un renard, revêtu d'un habit rouge, par des chiens d'un vêtement bigaré, semblable à celui qu'avoit porté le prétendant. Le parti de l'opposition élevoit en vain une voix séditieuse; l'influence de la couronne et le pouvoir militaire, prenoient de l'accroissement par les bills au sujet des gens de mer, des mutins et des déserteurs.

Au milieu de ces agitations, le gouvernement s'occupoit de la prospérité de ses colonies, du commerce et de la restauration des finances. On supprima le privilège exclusif, dont jouissoit une compagnie d'actionnaires, de fournir des nègres pour la culture des plantations de l'Amérique; on encouragea et on étendit le commerce de la pêche, si lucratif aux Hollandais; on fit quelques changemens utiles au commerce des fourures de la baie d'Hudson; on peupla la Nouvelle-Écosse; on accorda aux nouveaux habitans, des droits et des privilèges pour les attacher à leur nou-

AN. 1748. velle patrie; on proposa un nouveau système d'administration, pour diminuer la masse énorme des dettes qui écrasait la nation.

Des réglemens utiles donnèrent au commerce et aux manufactures un état nouveau; mais le luxe corrompoit les mœurs; et de cette source empoisonnée, sortoient les révoltes et les crimes des peuples. Une troupe de rebelles ayant renversé les barrières, ravagèrent les hameaux et les campagnes, et marchèrent vers Bristol pour s'emparer des trésors de cette ville commerçante: les habitans prirent les armes; les rebelles furent vaincus et dispersés. Ce fut à cette époque que le prince de Galles mourut; il auroit illustré le trône par ses vertus morales: ce prince étoit bon, sensible, juste, généreux; mais il n'avoit point les talens d'un politique, ni le génie d'un législateur.

L'Irlande, cette contrée qui supporte avec impatience le joug qui lui a été imposé, et qui parviendra un jour à rentrer dans sa liberté primitive, prétendit qu'elle avoit le droit de disposer de l'excédant des revenus publics, sans le consentement du roi d'Angleterre. Le duc de Dorset, vice-roi d'Irlande, assembla le parlement pour lui annoncer que le roi, toujours attentif au soulagement et au bonheur de

de son peuple, consentoit que les sommes AN. 1748. excédentes fussent destinées à réduire la dette nationale. Le parlement défendit avec fermeté les privilèges de la nation ; dans l'adresse de remerciement, il ne fut point question du consentement du roi ; il passa un bill pour appliquer cent vingt mille livres sterling, à la réduction de la dette nationale. Le ministère anglais soutint que le parlement de Dublin, n'avoit pas le droit d'établir une caisse d'amortissement, sans le consentement et l'approbation du prince : soit que le gouvernement britannique eût employé l'argent ordinaire de la corruption, soit que le parlement irlandais fût persuadé que ce droit, qu'il avoit soutenu avec tant de fermeté, détruisoit essentiellement les prérogatives du trône, il abandonna sa prétention ; mais il la renouvela quelque tems après. L'Irlande étoit déchirée par deux factions également puissantes. Le gouvernement anglais sut prévenir des troubles qui sembloient annoncer une guerre civile : il employa la corruption ; plusieurs membres de l'opposition furent récompensés par des pensions et des dignités. Cette politique est sans doute heureuse pour conserver à la couronne son indépendance et ses droits ; mais elle est cruelle et perfide, puisqu'elle tend à dégrader les

AN. 1748. ames , et à détruire ces ressorts puissans qui excitent le patriotisme , et donnent du prix à la vertu.

Il y avoit deux années que le parlement avoit donné une sanction légale à un bill qui naturalisoit les Juifs. A peine fut-il rendu public, qu'on apprit à Londres que quelques secousses de tremblement de terre s'étoient fait sentir à Manchester et dans le comté de Chester. Cet événement naturel effraya le peuple ; la superstition et l'ignorance annoncèrent que c'étoit le premier effet de la colère divine , qui préparoit d'affreux châtimens aux Anglais pour avoir incorporé dans la nation , un peuple réprouvé , dispersé et maudit. Les prédicateurs firent retentir les chaires des imprécations , contre l'acte de naturalisation ; ils représentèrent que cette loi politique tendoit à la subversion de l'église anglicanne , qui alloit être confondue avec le culte d'un peuple pros crit par les saints décrets , coupable d'un déicide , et dont la dispersion servoit de preuve à la justice divine , et de témoignage à la vérité des saintes écritures. Ces tris superstitieux , ces déclamations insensées , cette doctrine fautive , causèrent une révolution dans les opinions religieuses , et établirent une intolérance barbare. Le bill fut révoqué ; mais tan-

dis que la nation persécutoit les Juifs, par une AN. 1748. contradiction frappante, elle permettoit à une secte hardie et fanatique, de s'établir en Angleterre. Les Moraves avoient pour chef, le comte de Zizendork, qu'ils regardoient comme leur prophète, leur pontife, leur législateur et leur roi : la doctrine de cette secte étoit un mélange de blasphèmes, d'indécence, d'absurdités ; et son culte un composé bizarre de dévotion et d'impiété ; elle se glorifioit d'obéir à un gouvernement théocratique ; tandis qu'elle étoit livrée au despotisme et à l'inquisition : heureusement cette secte ne fit aucune révolution. L'homme, malgré sa perversité, déteste une religion qui l'invite à commettre le crime sans remords.

Le traité d'Aix-la-Chapelle n'avoit point suspendu, dans les Indes orientales, les hostilités entre les Français et les Anglais : les deux nations se battoient sur les côtes de Coromandel, pour leurs intérêts mercantiles. L'irruption du farouche Thamas-Kouli-kan avoit introduit dans l'empire des Indes, les factions et l'anarchie. Les soubas, qui sont des rois tributaires, achetoient du Grand-Mogol leurs royaumes, et revendoient leurs provinces à des nababs, qui cédoient à prix d'argent de moindres districts à des rajas. Bientôt l'indé-

AN. 1748. pendance ou la perfidie violoit ces différens traités, et la guerre étoit déclarée : ces princes, au lieu d'implorer les secours de leur souverain suzerain, sollicitoient des alliances auprès des puissances européennes. Après le traité d'Aix-la-Chapelle, les Anglais furent les premiers qui prirent part aux guerres que se faisoient les princes indiens dans le Carnate ; et bientôt la querelle des nababs devint celle de deux nations. Cependant les deux compagnies cessèrent leurs hostilités par un traité ; mais des commerçans, dirigés par l'intérêt et l'avarice, ne pensent point rester long-tems sans violer leurs engagemens : le traité fut rompu, et la guerre renouvela ses ravages et ses fureurs.

Les Français, premiers cultivateurs et propriétaires de la Nouvelle-Écosse ou Acadie, avoient fait naître, sur un sol stérile, l'abondance et les richesses par une courageuse industrie et des travaux constans. Cette contrée fut cédée aux Anglais, par le traité d'Utrecht, avec ses anciennes limites, sans spécifier quelles étoient ses anciennes limites. Les Anglais, supérieurs par leurs flottes, leurs nombreuses et riches colonies, cherchèrent à détruire le commerce français dans cette vaste partie de l'Amérique, et à franchir les apalaches qui

séparent l'Acadie , des fertiles plaines de An. 1748.
l'Oyo, qui, grossi par plusieurs rivières, va porter le tribut de ses eaux au Mississipi, dont il augmente la majesté. La nature sembloit avoir placé ces bornes, pour arrêter des émigrations qui ne manqueroient point d'exciter des guerres et enfanter des cîmes; mais les Anglais, qui réunissoient l'ambition des conquêtes à la soif insatiable de l'or, bâtirent des forts pour assurer à leur commerce interlope, la facilité de recevoir les pelleteries des Sauvages, et leur donner les moyens d'entreposer les marchandises qu'ils transportoient pour les échanger: ils construisirent une ville, qui fut appelée Halifax, du nom du président de la chambre du commerce et des plantations. Cette colonie, protégée par le gouvernement, ne réussit point, parce qu'elle étoit obligée de lutter sans cesse contre les rigueurs d'un climat affreux, et contre la stérilité du sol, et de repousser les attaques des Indiens. Les Français se plaignirent des entreprises et des usurpations des Anglais: des commissaires furent nommés; ils publièrent de longs mémoires, plus propres à satisfaire la curiosité des politiques oisifs, qu'à terminer les différens des deux nations. Un négociateur fut envoyé pour engager les Anglais d'abandonner

AN. 1743. des possessions qui ne leur appartenoient point : ce négociateur fut assassiné ; ce sang , cruellement versé , devint le germe d'une guerre longue et meurtrière. Les Sauvages , opprimés par les Anglais , se réunirent aux Français , et poursuivirent leurs oppresseurs. Braddock fut envoyé pour commander en Amérique. La France fit partir une escadre , sous les ordres de Macnamara , irlandais d'origine. Bientôt les hostilités , avouées réciproquement par les cours de Versailles et de Londres , commencèrent dans le Canada : les deux puissances s'accusèrent mutuellement d'infraction aux traités , et s'occupèrent des préparatifs de guerre. Bientôt la mer fut couverte de vaisseaux et d'armateurs ; il sembloit que des barbares , inconnus jusqu'ici aux nations de l'Europe , avoient emprunté les vaisseaux de la Grande-Bretagne , et que la mer étoit en proie à leurs rapines. Le paisible commerçant fut arrêté par des vaisseaux qui l'attaquèrent sous pavillon français. Le voyageur , qui n'avoit pas encore entendu parler de guerre , fut surpris de trouver des ennemis sur l'Océan : il demandoit au corsaire qui le dépouilloit , quel étoit le peuple dont il devoit se regarder comme prisonnier.

Les Anglais avoient déjà commencé les

actes d'hostilités, par la prise de deux vaisseaux AN. 1748.
 qui s'étoient séparés de l'escadre française ;
 ils firent la conquête des forts de Beausejour
 et de Gasparaux. Le général Braddock s'enga-
 gea dans des contrées également dangereuses
 par les forêts qui les couvroient et par les
 Sauvages qui les infestoient : il fut vaincu,
 tué, et son armée taillée en pièces. La Vir-
 ginie, le Maryland et la Pensylvanie, se réu-
 nirent pour arrêter les progrès de l'armée fran-
 çaise ; mais ces provinces étoient déchirées par
 des divisions intestines : dans la Nouvelle-Yorck,
 on forma le projet d'attaquer le fort Frédéric
 et Niagara, deux places importantes ; le
 colonel Johnson et le général Shirley furent
 chargés de cette expédition. Johnson livra un
 combat au baron de Dieskan qui commandoit
 les Français, et remporta la victoire. Les
 deux expéditions projetées furent abandonnées.

Georges s'unit avec le landgrave de Hesse-
 Cassel et l'impératrice de Russie : ce prince
 fit venir des troupes hessoises et hanovtiennes,
 qu'il distribua dans les différentes parties du
 royaume. La nation se plaignit de ce que les
 ministres du roi avoient recours, pour la dé-
 fense de l'état, à des mercenaires allemands ;
 elle se rappela, avec amertume, ce tems pri-
 mitif où les Bretons furent conquis et subju-

gués par ces Saxons , dont ils avoient imploré l'alliance. Il fallut toute la fermeté du ministère , une exacte discipline et la prudence de ces troupes étrangères , pour les soustraire aux outrages et aux violences dont elles étoient menacées.

AN. 1756. Pendant que l'Angleterre s'occupoit à repousser une irruption qu'elle craignoit , la France se préparoit à une expédition importante. Une escadre considérable , commandée par M. de la Galisonière , sortit du port de Toulon. Le ministère britannique fut instruit que cette flotte étoit destinée à attaquer Mahon et Gibraltar : on s'occupâ à fortifier ces deux places ; l'amiral Bing fut chargé de croiser dans la Méditerranée. De la Galisonière arriva devant Minorque , avec douze vaisseaux de ligne , cinq frégates , et un grand nombre de vaisseaux de transports ; le maréchal de Richelieu , qui étoit sur cette flotte avec quinze mille hommes de troupes de terre , fit son débarquement devant la ville de Citadella ; les Français s'emparèrent de toute la partie de l'île qui étoit sans défense ; l'amiral Bing fut battu par la Galisonière , et Mahon se rendit par capitulation. Bing fut accusé de lâcheté ; les ministres étoient seuls coupables de la défaite de cet amiral , parce qu'ils avoient re-

tardé son expédition, que les vaisseaux de sa An. 1758
 flotte étoient en mauvais état, et qu'ils avoient
 négligé l'entretien des magasins. Cependant
 ces mêmes ministres excitèrent le peuple à
 demander la punition de Bing; il fut constitué
 prisonnier et condamné à mort. L'Europe en-
 tière plaignit cet amiral infortuné : son su-
 plice servit, il est vrai, à faire observer la dis-
 cipline militaire, et à rendre les amiraux plus
 prudents et plus circonspects ; mais une fausse
 et cruelle politique ne peut jamais justifier
 le sacrifice d'un innocent : c'est un attentat
 contre la justice des lois, et contre les droits
 des nations. Les membres du conseil témoi-
 gnèrent leurs regrets ; en écrivant au roi, qu'ils
 ne pouvoient lui cacher les troubles de leurs
 ames, lorsqu'ils s'étoient vus forcés de con-
 damner un homme, suivant l'excessive rigueur
 des ordonnances militaires.

La nation anglaise sentit vivement la perte
 de Minorque ; son orgueil fut humilié. Le
 lord maire, les aldermands et le conseil
 de Londres, présentèrent au roi une adresse
 pour se plaindre de l'ignorance et de la tra-
 hison des ministres, et demandèrent qu'ils
 fussent remplacés par des citoyens plus ver-
 tueux, plus patriotes et plus éclairés.

L'augmentation du prix du blé, occa-

AN. 1756. sionnée par la rapacité des monopoleurs, excita une sédition dans les duchés de Cumberland ; et dans les forêts de Deem, la multitude se livra à des excès affreux : on tint un conseil à Saint-James, et l'on publia une proclamation pour faire exécuter les lois contre les monopoleurs. Peu de tems avant l'ouverture du parlement, il y eut un changement dans le ministère ; le duc de Newcastle, premier secrétaire de la trésorerie, Fox, secrétaire d'état, le comte de Sandwich, grand chancelier, donnèrent leur démission. Le roi nomma gardes-des-sceaux, le chevalier Willes Smith et Wilmoth ; Guillaume Pitt, cet homme célèbre par la force de son éloquence et l'ascendant de son caractère, qui savoit non-seulement former de bons plans, mais encore en assurer l'exécution ; cet ennemi fougueux de la France, ce ministre égaré par le fanatisme de la patrie, plus jaloux de la grandeur et de la prospérité du peuple anglais que de son bonheur, fut nommé secrétaire d'état.

Le roi convoqua le parlement : il lui dit qu'il espéroit que l'union, le courage, l'affection de son peuple le mettroient en état, avec la protection de la divine providence, de surmonter tous les obstacles, et de venger

la dignité de la couronne contre l'ennemi de Am. 1756.
 la Grande-Bretagne. Ce prince déclara que
 la conservation de ses colonies étoit le prin-
 cipal objet de son attention ; que la défense
 de l'empire exigeoit l'établissement d'une mi-
 lice nationale dirigée et réglée de la manière
 la plus convenable, relativement aux droits
 de sa couronne et de son peuple : institution
 qui pouvoit devenir une grande ressource dans
 le tems d'un danger général. Georges demanda
 ensuite des subsides, en exprimant son chagrin
 d'être le témoin de la misère de son peuple,
 occasionnée par la cherté actuelle des blés,
 et par les troubles qui en avoient été les
 suites ; il exhorta le parlement à prendre des
 mesures efficaces pour prévenir et arrêter les
 séditions. Le parti de l'opposition, toujours
 violent dans ses déclamations, toujours inu-
 tile dans ses protestations, toujours inconsé-
 quent dans ses principes, s'éleva contre l'in-
 troduction des troupes étrangères dans le
 royaume ; il soutint que la nation n'avoit au-
 cun intérêt à entrer dans la guerre d'Alle-
 magne, et qu'une armée d'observation épui-
 soit les finances de l'état, affoiblissoit les au-
 tres opérations militaires, et nuisoit à la guerre
 de l'Amérique ; que la conservation de l'élec-

AN. 1756. torat d'Hanovre étoit assurée par les constitutions de l'Europe.

L'établissement d'une milice nationale étoit utile à l'état, et pouvoit entretenir et nourrir l'ardeur martiale; plusieurs membres du parlement s'y opposèrent inutilement; le bill fut dressé par le colonel Townshend, qui réunissoit les talens du guerrier au génie de l'administrateur et à la probité du citoyen; il aimoit sa patrie, et il eut le courage de s'en déclarer le défenseur, malgré les obstacles et l'envie des ennemis de l'état. On délibéra de ne point exercer cette milice les jours de dimanche; fanatisme ridicule et bizarre, puisque c'est dans ce jour consacré au culte divin, que le peuple, épuisé par le travail, se livre aux excès du libertinage et aux fureurs des orgies. Ce fut pendant cette cession qu'on s'occupa à régler les conditions nécessaires pour être élu membre du parlement; cette grande et importante affaire intéressoit la liberté, la dignité et l'indépendance des parlemens. Sous le règne d'Anne, il existoit un bill qui décidoit qu'aucun sujet ne pourroit être élu membre du parlement, s'il ne possédoit un bien-fonds, un fief ou un arrière-fief à vie: cette loi fixoit le revenu d'un cheva-

lier à six cents livres sterlings, déduction faite Ann. 1756.
de toute charge ; celui d'un citoyen bourgeois,
ou baron de cinq ports, à trois cents livres,
et forçoit tout candidat de jurer qu'il possé-
doit les biens et les revenus fixés par la loi.
Ce règlement avoit multiplié le nombre des
parjures ; il en coûte si peu à l'homme am-
bitieux d'enfreindre la loi, lorsqu'il n'a pour
frein que l'honneur et la conscience. C'est
sans doute une erreur, en politique comme
en morale, de forcer les citoyens à promettre,
par la religion du serment, l'obéissance aux
lois. Le règlement étoit violé, la dignité du
parlement avilie, les moyens de corruption se
multiplioient ; et l'or, cette source funeste de
tant de crimes et de tant de malheurs, intro-
duisoit dans les assemblées nationales, des re-
présentans qui, après avoir vendu leur cons-
cience, venoient trahir les intérêts de l'état.
On crut pouvoir détruire ce vice dans la lé-
gislation, en ordonnant que tout sujet, élu pour
membre des communes, remettroit à l'ora-
teur de la chambre, un écrit contenant un
état des terres ou héritages dont il étoit en
possession ; qu'il déclareroit dans quelles dé-
pendances elles étoient situées, et qu'il jure-
roit d'observer cette loi. Ce nouveau règle-
ment étoit inutile et insuffisant ; et le mal

AN. 1756. subsista toujours, parce qu'il fut facile d'élu-
der l'exécution de cette loi, par des transports
simulés et des cessions frauduleuses.

La mort de l'infortuné Bing n'avoit point
apaisé le peuple, sur la perte de l'île de
Minorque; les plaintes et les murmures sem-
bloient annoncer une révolte générale. Le
parlement demanda au roi de lui communi-
quer les actes qui étoient au pouvoir des se-
crétaires d'état et des commissaires de l'ami-
rauté, afin de connoître les causes qui avoient
occasionné la perte de Minorque. Il paroît
que cette connoissance étoit inutile, puisque
l'amiral Bing avoit été condamné à mort, et
que c'étoit à lui seul qu'on imputoit les dé-
sastres de cette première campagne. Cepen-
dant le roi consentit à cette demande; les ac-
tes relatifs à cette expédition furent remis
et examinés dans un comité général: les
commissaires ne prononcèrent rien, et l'ins-
truction de cette affaire fut abandonnée.

La méfiance et les désordres régnoient de-
puis quelque tems dans le conseil de Georges;
chaque parti avoit un système particulier de
politique, d'opérations militaires et de fi-
nance: Pitt et Leyge, qui se réunissoient
lorsqu'il s'agissoit de l'intérêt général, s'op-
posèrent, avec autant de zèle que de courage.

à des réformes et à des innovations qui leur AN. 1766.
 parurent incompatibles avec la dignité de la
 couronne , et contraires à l'intérêt et à la
 gloire de la nation : On punit cette fidélité
 et ce patriotisme : ces deux ministres reçurent
 ordre de donner leur démission ; lord Mans-
 field , chef de justice de la cour du banc ,
 fut nommé chevalier de l'échiquier : la dé-
 faite de Braddock en Amérique , la perte de
 l'île de Minorque , les délais des armemens ,
 l'absurde destination des flottes , la multipli-
 cité des impôts ; tout se réunissoit à réduire
 le peuple à la révolte et au désespoir. Le
 découragement avoit éteint le patriotisme et
 la valeur , les ressorts du gouvernement
 étoient affoiblis : il falloit des hommes de
 génie pour leur donner du mouvement et de
 l'énergie ; Pitt et Leyge étoient seuls capables
 de vivifier ce corps languissant , et de lui
 donner une nouvelle existence. Le peuple re-
 gardoit la retraite de ces deux ministres comme
 une calamité publique ; le feu de la rebellion
 paroissloit prêt à éclater ; on osa outrager le
 roi : plusieurs adresses lui furent présentées
 pour demander le rétablissement de Pitt et de
 Leyge , dans les fonctions de leur ministère.
 Georges se vit forcé à céder au vœu général ;
 Pit fut fait secrétaire d'état , et Leyge

An. 1756. entra dans l'exercice de la place du chancelier de l'échiquier. Cette nouvelle nomination n'exclut point du conseil les ministres de l'ancienne administration : le gouvernement craint l'influence que peuvent avoir des ministres disgraciés ; ils ont des défenseurs et des amis puissans dans les assemblées nationales , forment des coalitions dangereuses , et peuvent fortifier le parti de l'opposition , combattre avec succès les opérations des nouveaux ministres , et contribuer à affaiblir l'autorité royale.

Le foyer de la guerre étoit en Amérique : les Français et les Indiens attaquèrent les provinces méridionales ; M. de Levi fut chargé par M. de Wandrenit , gouverneur du Canada , de détruire le fort de Bath ; les Français s'emparèrent d'Ostigo , du fort Grenville et d'Onéida , entrepôt considérable sur les confins du territoire de six nations indiennes. Les Anglais avoient des heureux succès dans les Indes orientales ; l'amiral Outson et le colonel Clèves dispersèrent la flotte des Marates , s'emparèrent du fort de Geriath , anéantirent la puissance du fameux Angria , qui , par ses pirateries , désoloit les établissemens de la compagnie , dans le voisinage de Bombai ; reprirent Calcutta , dont le

le souba de Bengale s'étoit emparé, et chas-
 sèrent les Français de Carnate. Cette nation,
 toujours injuste et orgueilleuse, attaqua le
 commerce et la navigation des Hollandais,
 sous prétexte d'empêcher les bâtimens de
 porter des provisions et des munitions de
 guerre aux Français. Cette agression perfide
 fut appelée, par les Anglais, la profondeur
 de la politique: oui, c'est une politique qui
 outrage la justice des hommes et le droit des
 nations.

L'Angleterre équipa une flotte comman-
 dée par l'amiral Hoke, et leva une armée
 de dix mille hommes, commandée par Jean
 Mardaunt. La France ignore la destination de
 cette flotte et de cette armée; l'avant-garde
 de l'escadre conduite par le capitaine Howe,
 débarqua à l'île d'Aix, située à l'embouchure
 de la Charente; les Anglais se livrèrent aux
 excès les plus affreux, pillèrent les temples
 et massacrèrent les prêtres. Les généraux de
 l'armée et de la flotte, formèrent une des-
 cente à la Rochelle; mais l'amiral Hoke re-
 cut ordre de retourner avec son escadre en
 Angleterre. Ainsi les Anglais, dit un historien,
 ne retirèrent d'autre fruit, que quelques cor-
 beilles de raisin qui furent apportées de cette
 terre promise, et servies sur les tables des

AN. 1756. milords. Les ministres furent accusés de trahison ; ils crurent se justifier en demandant au roi une enquête pour rechercher les causes qui avoient fait échouer cette entreprise : on nomma des commissaires ; les témoins furent entendus ; les juges donnèrent un rapport si vague , qu'il fut impossible d'être instruit des motifs qui avoient précipité le retour de la flotte ; Mordaunt, général de l'armée, demanda d'être jugé par une cour martiale : il fut justifié ; mais cette justification lui fit perdre la confiance de la nation.

Le gouvernement s'occupa à protéger le commerce, à défendre ses possessions et à augmenter ses forces maritimes. L'amiral Wesb partit pour établir sa croisière entre le cap Finistère et le cap Artugal ; l'amiral Coute mit à la voile de Spithéad , pour escorter un envoi considérable destiné pour l'Amérique ; les amiraux Holbourn et Holmes , partirent pour les Indes occidentales avec une armée de débarquement , commandée par le général Hopson. La France ne négligeoit point ses préparatifs ; elle avoit envoyé M. de La-mothe en Amérique , avec une escadre de neuf vaisseaux , qui avoient jeté l'ancre dans le port de Louisbourg ; les Anglais en avoient médité le siège ; mais il fallut abandonner

cette entreprise. L'amiral Holbourn voulut for- AN. 1756.
 cer M. de Lamoignon à combattre ; mais ce
 prudent commandant refusa le combat : une
 bataille perdue eût exposé les colonies fran-
 çaises à la dévastation du vainqueur. La flotte
 de l'amiral Holbourn fut quelque tems après
 dispersée par une tempête ; les Français rem-
 portèrent quelques avantages sur le colonel
 Jean Parker, et M. de Montcalm s'empara
 du fort Guillaume.

Les Anglais étoient plus heureux dans les
 Indes orientales ; ils firent la conquête de
 Hugly, ville considérable par son commerce,
 et de Chandernagor, le poste le plus impor-
 tant que les Français eussent dans l'Inde,
 et remportèrent une grande victoire sur le
 vice-roi de Bengale. Le colonel Clives se joi-
 gnit à Hyder Ali-kan, qui vouloit détrôner
 le souba de Bengale, et tailla en pièces son
 armée ; Hyder Ali-kan s'empara de l'autorité
 et du trône. Les Français eurent quelques
 avantages sur la côte de Coromandel ; M. de
 Lally fit un traité avec le souba, s'empara
 des comptoirs d'Ingeram, de Bandermaalunzo,
 de Vizagapatam, et se rendit maître de toute
 la côte, depuis Gangam jusqu'à Masulipa-
 tam.

AN. 1758. La France envoya des forces considérables dans l'Asie. M. de Lally avoit montré les talens du guerrier ; on ne pouvoit point prévoir qu'il deviendrait un jour un pirate affamé de la soif de l'or, et un oppresseur féroce ; il fut nommé pour commander dans l'Inde, secondé par M. de Bussy : il pouvoit et il devoit rétablir dans ces contrées l'honneur du pavillon français, et rendre ses établissemens heureux et florissans ; mais sa rapacité, ses exactions, son infâme avarice et sa cruauté, excitèrent l'horreur et l'indignation des Indiens ; il suscita contre lui le conseil, le militaire et la bourgeoisie. Le reproche dur et violent, dit un historien impartial, étoit toujours sur ses lèvres et dans les lettres souvent injurieuses qu'il se permettoit d'écrire ; aigri par les contradictions, il les tournoit quelquefois en crimes : alors oubliant les égards, et même la décence, il devenoit féroce, il outrageoit également l'humanité et la nature, et à toutes les horreurs que lui suggéroit sa rage, il ajoutoit l'ironie amère, plus insultante encore et plus cruelle. Lally et d'Aché commencèrent leurs opérations militaires par le siège de Guadelour : cette place fut conquise malgré Pocok, qui tenta en vain de la secourir. M. de Lally de-

voit poursuivre ses conquêtes sur la côte de AN. 1758. Coromandel ; mais il préféra de faire une expédition dans le royaume de Tanjaour , pour réclamer une créance de quelques sacs de roupies , qui avoient été cédés par le roi de ce royaume à M. Dupleix. Ce général menaça de porter le carnage dans ses états , s'il ne restituoit point cette somme : il se retira à Pondichery , après avoir ravagé en pirate les états de ce roi indien ; il fit ensuite le siège de Madras , qu'il fut obligé de lever honteusement.

En Afrique les Anglais faisoient des conquêtes lucratives. Les Français s'étoient emparé du commerce exclusif des gommes , depuis le cap Blanc jusqu'à la rivière de Gambie ; ils avoient bâti le fort Louis à l'entrée du Sénégal , et fortifié l'île de Gorée. Les Anglais méditèrent de s'emparer de ce commerce , et de conquérir cette contrée. *Comming Parker* trahit sa conscience et sa religion , en présentant le plan de ce projet de destruction. Les Anglais armèrent une escadre commandée par le capitaine *Marth* ; il relâcha à l'île de Tenerife , s'empara du fort Louis , se rendit maître du Sénégal , et chassa les Français de l'île de Gorée. Ces derniers auroient pu aisément , observe l'historien de

AN. 1758. la puissance navale de l'Angleterre, rentrer en possession de l'un et de l'autre, s'ils y avoient envoyé quelques vaisseaux ; mais il n'en sortoit presque plus de leurs ports, qu'ils ne tombassent au pouvoir des Anglais : c'étoit l'effet des fausses mesures des ministres qui se succédoient rapidement, et changeoient tous de système. Le conseil de Versailles n'avoit point de plan suivi d'attaque ni de défense ; Louis XV y ouvroit souvent d'excellens avis ; mais il n'exigeoit pas qu'on s'y conformât, et voyoit sans peine qu'on n'y eut aucun égard : jamais prince ne fut moins attaché à sa propre opinion, et jamais prince n'auroit dû moins s'en écarter dans la conduite des affaires.

L'Europe entière avoit les regards fixés sur l'Allemagne : cette contrée devoit être le théâtre de grands événemens. Frédéric II, qui fut l'admiration de l'univers par son génie, sa valeur et ses talens militaires ; mais qui devint le fléau de l'humanité par ses rapines et ses usurpations ; et, qui, au milieu des armées et des tumultes des camps, insultoit avec autant d'audace que de barbarie, à ces leçons de justice, de morale et de philosophie, qu'il annonçoit pompeusement dans ses ouvrages, forma une alliance avec Georges,

pour attaquer les Autrichiens, et éloigner les Russes qu'il redoutoit. L'Impératrice de Hongrie, qui méditoit depuis long-tems le projet de recouvrir la Silésie, conquise par Frédéric, se ligua avec la France. Cette alliance extraordinaire changea toute la face politique de l'Europe, et réunit les maisons d'Autriche et de Bourbon, divisées depuis deux siècles : cette alliance étoit nécessaire pour assurer l'équilibre parmi le corps germanique, et arrêter l'ambition de Frédéric. La Russie accéda à un traité qui favorisoit les projets de cette superbe puissance du nord. Le roi de Prusse, instruit de cette confédération, se prépara à porter la guerre dans le pays ennemi : au lieu de l'attendre dans ses propres foyers, il commença ses opérations militaires par un acte de violence et d'usurpation ; il s'empara de la Saxe, envahit la Bohême, remporta des victoires, fit des marches savantes, se montra grand au milieu des revers, et répara ses pertes et ses humiliations par de nouvelles conquêtes et de nouveaux triomphes. Les puissances belligérantes se préparèrent à soutenir la guerre, avec cette vigueur qu'inspirent la vengeance, la gloire et l'ambition : l'armée de l'Empire se forma sous les ordres du prince de Saxe. Soixante et dix mille Russes

AN. 1758. traversèrent la Pologne pour pénétrer dans la Prusse ducale ; l'Impératrice reine , rassembla deux armées ; le maréchal de Soubise et le maréchal d'Estrées entrèrent dans la Wesphalie , pour attaquer l'électorat d'Hanovre , et forcer Georges à diviser ses forces , ou à faire des concessions considérables pour sauver ses états héréditaires. La Suède , en qualité de garante du traité de Wesphalie , envoya une armée ravager les états du roi de Prusse ; M. de Soubise s'empara du duché de Clèves et du comté de Lemark. Georges , allarmé pour ses possessions du continent , envoya le duc de Cumberland pour les défendre : tandis que le maréchal d'Estrées passoit le Wesel , M. de Pereuse , maréchal de camp , se rendoit maître de Minden , de Gollingen et d'Halt. Les Français remportèrent une victoire sur le duc de Cumberland , dans les plaines d'Astembeck ; et le général anglais fut forcé d'abandonner la ville et l'électorat d'Hanovre , et les états de Brunswick , de Zell et de Wolffembutel.

Le maréchal de Richelieu prit le commandement de l'armée , poursuivit le duc de Cumberland jusqu'à Stade , et le força à mettre bas les armes. Alors fut signée , dit un élégant historien moderne , la trop célèbre et trop

malheureuse convention de Clostersewen, plus An. 1758. honorable sans doute aux yeux de l'humanité, et plus utile peut-être à ceux de la politique qu'une bataille gagnée, si, la rédigeant d'une manière claire et détaillée, on lui eût donné l'authenticité convenable, ou plutôt si le maréchal de Richelieu, profitant de ses avantages, eût fait les Hanovriens prisonniers de guerre, et les eût envoyés en France. Les Hanovriens rompirent la capitulation aussitôt qu'ils en trouvèrent l'occasion favorable; la défaite de Rosback leur fournit cette occasion: la force avoit dicté le traité, la force le rompit.

Le duc de Cumberland donna la démission de tous ses emplois, et déclara qu'il ne reprendroit les fonctions de capitaine-général des troupes, que dans le cas où l'Angleterre seroit menacée d'une invasion: le commandement de l'armée fut donné au prince Ferdinand de Brunswick. La France avoit perdu le maréchal de Saxe et le maréchal de Lowendal: la mort de ces deux héros changea ses destinées. A peine le prince Ferdinand parut-il à l'armée, qu'il reprit Hambourg, Lunebourg, Zell, et une grande partie du pays de Brunswick: ces succès relevèrent le courage, et excitèrent l'orgueil du gouvernement Anglais. On se disposa à attaquer les

AN. 1758. côtes de France, pour forcer cette puissance à retirer ses troupes d'Allemagne, afin de défendre son propre territoire: en conséquence, les Anglais débarquèrent sur les côtes de Bretagne, et firent une tentative sur Saint-Malo: le général Malborough trouva le siège impraticable; mais ayant découvert le bassin où les vaisseaux étoient à l'ancre, il y fit mettre le feu, et réduisit en cendres près de cent navires. L'amiral Howe et le général Bligh, s'embarquèrent pour attaquer Cherbourg; ils détruisirent le magnifique bassin: ce port, destiné par sa position et par les travaux qu'on y a faits aujourd'hui, à devenir un jour le principal arsenal de la marine de France sur l'Océan; ce port vaste et commode, bien supérieur à celui de Dunkerque; ce port qui excite l'envie et la rage des Anglais, n'étoit alors qu'une rade foraine. On se proposoit d'autres ravages; et déjà on s'avançoit dans les terres, lorsque le duc d'Aiguillon força les Anglais à rejoindre leurs vaisseaux, après avoir taillé en pièces leur arrière-garde.

Tandis que les Anglais étoient repoussés sur les côtes de France, ils nous dépouilloient de nos colonies: leur marine redoutable devoit nécessairement détruire la nôtre; nos flottes étoient divisées en petites escadres, et

nous combattons toujours avec des forces AN. 1758 inférieures. Outre les troupes distribuées sur les côtes britanniques, le général Abercombie étoit à la tête de cinquante mille hommes : il chargea le général brigadier Forbe, de faire la conquête du fort Duquene sur l'Oyo, et lui-même se prépara à faire le siège de Louisbourg : et du cap Breton ; le major-général Anheust se réunit à l'amiral Boscaven et à Abercombie. Ces trois généraux firent une descente à Louisbourg, détruisirent les vaisseaux qui étoient dans le port, et s'emparèrent de cette place, de l'île du cap Breton et de l'île Saint-Jean. Le général Abercombie médita la conquête des forts que les Français avoient sur le lac du Saint-Sacrement et sur le lac Champlain, pour mettre en sûreté les frontières des colonies britanniques, et s'ouvrir un passage pour entrer dans le Caniada : il partit pour attaquer Trionderago ; mais il fut vaincu par le brave Montoalm.

Les Anglais, alarmés par les préparatifs de la France, crurent qu'elle méditoit une descente en Angleterre : il s'armèrent les flottes les plus redoutables ; ensorté que les différens ports où les escadres françaises devoient mettre à la voile, se trouvèrent bloqués : l'intrépide Thurot trouva le secret de sortir de Dun-

AN. 1758. kerque. Le gouvernement anglais soupçon-
nant que sa destination étoit contre l'Écosse,
mit cette partie de la Grande-Bretagne en
état de défense. Il paroît que la France vou-
loit attaquer l'Irlande, où le prince Charles
devoit fomenter et renouveler les factions :
M. de Conflans fit voile vers cette contrée ;
mais l'amiral Hoke se trouva sur son pas-
sage , et battit l'escadre française. Dans le
même tems l'amiral Boscuvén remporta un
avantage considérable sur la flotte française,
commandée par M. de Laclue : la descente
échoua , et les Anglais victorieux dominèrent
alors sur la mer. La guerre étendoit ses rava-
ges et ses fureurs en Allemagne. Les Fran-
çais indignés de la violation du traité de Clos-
tersewen , se préparèrent à punir cette infrac-
tion : le maréchal de Richelieu passa avec son
armée l'Aller , et chargea M. de Roger de
mettre à contribution les habitans d'Halbers-
tadd. M. de Broglie s'empara de Brême : le
prince de Clermont prit le commandement
de l'armée ; le prince Ferdinand le força à
évacuer toutes les places conquises et à re-
passer le Rhin , et remporta une grande vic-
toire à Crevelt. M. de Contades succéda au
prince de Clermont. Le prince Ferdinand , oc-
cupé à veiller sur les mouvemens du général

français , chargea le prince d'Isembourg , qui AN. 1758.
 commandoit les Hessois , de s'opposer au prince
 de Soubise. M. de Broglio tailla en pièces
 l'armée du prince héréditaire , et s'empara de
 Cassel : le prince Ferdinand fut forcé de pas-
 ser le Rhin ; il fut suivi par M. de Contades :
 le prince de Soubise battit les Anglais dans
 les plaines de Lutzelberg , et s'empara de
 Francfort sur le Mein , pour s'assurer la com-
 munication avec l'armée impériale : M. de
 Broglio remporta une victoire à Corbert , et
 reprit Minden. Les finances de l'Angleterre
 étoient épuisées ; la dette nationale se portoit
 à près de deux cents millions sterlings : la
 conservation et les progrès du commerce,
 pouvoient seuls ranimer les canaux desséchés
 de l'administration : en conséquence les An-
 glais firent des préparatifs immenses ; ils équi-
 pèrent des flottes , et levèrent des armées pour
 détruire le commerce et les colonies fran-
 çaises : des corsaires , dirigés par l'intérêt et le
 patriotisme , firent des prises considérables ;
 l'amiral Hughues et l'amiral Hampton s'empa-
 rèrent de la Guadeloupe. Les Anglais firent
 un pacte d'alliance avec les Sauvages de l'A-
 mérique , et se préparèrent à la conquête du
 Canada. En vain , MM. de Montcalm et de
 Vaudreuil , prévoyans que le siège de Québec

AN. 1758. seroit infailliblement entrepris, sollicitèrent des secours et des renforts; la difficulté de les faire parvenir à travers les flottes britanniques, maîtresses de la mer, et plus que tout cela, la nécessité de recruter les armées qui sembloient se fondre en Allemagne; tout concourut à rendre vaines la prévoyance et les sollicitudes des généraux auxquels la défense de la colonie étoit confiée.

Le général Anheust devoit attaquer Crwenpoint; le général Wolf devoit pénétrer dans la rivière de Saint-Laurent; William Johnson et le général Prideaux devoient marcher vers un fort près de la Cataracte de Niagara: les Anglais se rendirent maîtres du lac Champlain, et Québec fut bombardé: il se livra un combat meurtrier, où périrent Montcalm, ce héros célèbre par sa valeur, et ce citoyen respectable par ses vertus, et Wolf, ce guerrier qui porta au milieu des calamités de la guerre les principes humains du philosophe. Les Anglais furent vainqueurs: cette victoire les rendit maîtres de Québec, qui fut réduit en cendres. Si les regrets sincères qu'excita la perte de Wolf, dit un historien, avoient eu le pouvoir de pénétrer sa tombe, le conquérant du Canada n'auroit jamais joui d'un triomphe plus flatteur: on prononçoit son

nom avec enthousiasme ; les mères l'appre-
noient à leurs enfans ; les provinces , les villes ,
les sociétés littéraires de trois royaumes pré-
sentèrent des adresses au roi ; et dans leurs
félicitations sur cet heureux succès , lui témoi-
gnèrent leur douleur du fatal événement qui
l'accompagnait : un jour solennel de fête cé-
lébra cette victoire , et un jour funèbre de
deuil fut consacré pour pleurer sur la mort
de Wolf : Pitt prononça , à la gloire du jeune
héros , un discours éloquent qui arracha des
larmes à toute l'assemblée ; il proposa ensuite
qu'on lui élevât un mausolée près la sépulture
des rois : cette proposition fut accueillie avec
des propositions unanimes , et Georges y con-
sentit. Les officiers , les amiraux , les soldats
et les matelots employés dans cette expédition ,
reçurent les hommages et les éloges des mi-
nistres et de la nation ; ils furent remerciés
publiquement par le sénat britannique.

Le maréchal de Levi rassembla l'armée
vaincue , et fit des efforts prodigieux pour
reprendre Québec : il attaqua le général Mu-
rai et le vainquit. Un accident , qu'il étoit
impossible de prévoir , fit échouer son en-
treprise. Le maréchal de Levi fut forcé de
lever le siège de Québec , pour voler à la dé-
fense de Montreal investi par le général An-

AN. 1758. heust. Malgré l'activité et le courage de M. de Vaudreuil, Montreal fut obligé de capituler : les Anglais conquièrent tout le Canada. La perte de cette immense contrée fut occasionnée par des causes que nous ne voulons ni examiner ni approfondir. Malgré ces désastres et ces revers, les Français, qui étoient maîtres du fertile pays qui borde la rivière de Mississipi, continuèrent un commerce clandestin et interlope avec les Anglais : l'intérêt éteint quelquefois la prévention ou la haine nationale.

Dans le même tems que l'Angleterre s'enorgueillissoit de la conquête des déserts arides et des montagnes du Canada, elle étoit sur le point de perdre la Jamaïque. Les esclaves, opprimés par leurs maîtres, méditèrent un massacre général. Cette conspiration, formée pour punir des tyrans, ayant été découverte, le gouverneur ordonna à tous les habitans de prendre les armes, et promit aux Nègres sauvages une récompense pour la tête de chaque esclave qu'ils apporteroient : ces malheureux expirèrent au milieu des tortures et des supplices.

Ce fut au milieu des succès et des triomphes de la nation anglaise que Georges mourut. Ce prince eut des talens et des lumières médiocres ;

DES RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE. 481

médiocres; mais il eut de grands ministres, animés et dirigés tour-à-tour par le patriotisme, l'ambition, la gloire, l'orgueil et la haine nationale. Sous le règne de Georges, l'Angleterre porta sa grandeur et sa puissance à un degré d'élévation qui étonna l'univers entier. Les sciences, les arts et le commerce firent des progrès immenses, et la philosophie vint adoucir les mœurs publiques, sans les restaurer : le clergé se distingua par sa tolérance et son humanité, et le peuple, quoique séduit par la superstition du méthodisme, chérit et respecta son roi. Georges aimoit le faste militaire; son amour pour ses états héréditaires, et son application aux intérêts politiques du corps germanique, lui firent oublier les vertus et les devoirs d'un roi patriote : il sacrifia le bonheur de son peuple à sa gloire et à sa puissance; il épuisa le sang de la nation et les trésors de l'état, pour satisfaire son ambition et ses vengeances. En accablant ses sujets sous le fardeau des impôts, Georges prépara le démembrement de son empire.

G E O R G E S I I I.

Après la mort de Georges II, la vacance An. 1760.
du trône fut notifiée aux secrétaires d'état; les

Tome II.

H h

AN. 1760. Lords du conseil privé furent assemblés, et Georges III fut proclamé roi, aux acclamations du peuple. Ce prince assembla le parlement ; promit de conserver et d'affermir la constitution de l'église et de l'état ; de faire régner la justice et la paix ; rappela les succès des armées britanniques, les conquêtes de ses amiraux, l'éclat de la marine, la prospérité et la grandeur de l'empire, les désastres et les humiliations de ses ennemis. Georges gémit sur la masse des impôts qui accabloient ses fidèles sujets, et demanda de nouveaux subsides, pour continuer la guerre et pour soutenir le gouvernement civil avec honneur et avec dignité. La nation vit avec transport sur le trône un jeune prince disposé à soutenir le système politique et guerrier de son ayeul. La guerre contre la France fut continuée ; le parlement accorda au roi des subsides immenses. Cependant la nouvelle taxe qu'on avoit mise sur la bière, causa quelques murmures ; les ministres furent accusés de trahir les intérêts du peuple ; quelques séditieux prirent les armes ; ils furent arrêtés et punis.

Le comte de Butte, que le roi honoroit depuis long-tems de son estime et de sa confiance, fut nommé secrétaire d'état pour le département du nord ; les autres ministres et

AN. 1761.

généraux furent confirmés dans leurs places, An. 1760. leurs dignités et leur commandement ; il n'y eut aucune révolution importante dans l'administration civile et religieuse : continuons à présenter un tableau rapide des opérations militaires.

Les vaisseaux anglais, qui croisoient séparément dans la Manche, ruinoient le commerce et la marine française ; les corsaires infectoient les mers, et s'enrichissoient par le pillage. Dans les Indes orientales, les Anglais firent le siège de Pondichery. La famine et les factions intestines ravageoient la ville, et menaçoient d'en faire un vaste tombeau ; elle fut obligée de se rendre aux vainqueurs qui, peu de tems après, la détruisirent et en dispersèrent les habitans ; les Anglais s'emparèrent ensuite de Mahé, située sur la côte du Malabar. Les Français perdoient ainsi leurs principaux comptoirs ; cependant ils jouissoient d'un grand crédit à la cour de l'empereur du Mogol. Ils engagèrent Schahzadda à attaquer, à la tête d'une armée formidable, les Anglais, qui avoient fait un traité avec le souba de Bengale : le prince Mogol fut vaincu. Cependant le brave Destaing réparoit nos pertes sur la côte de Sumatra, et relevoit l'éclat de nos armes. Cet officier s'étoit emparé, dans le

AN. 1760. golfe persique, du fort de Bender-Abussy, et avoit pris trois vaisseaux et deux frégates de la compagnie des Indes : quelque tems après, ce général français fit la conquête du fort Natal, du fort Malborough, de Selama et de plusieurs établissemens anglais.

En Amérique, le colonel Grant attaqua les Chiroquois, qui avoient brisé le joug qui leur avoit été imposé par les Anglais; réduisit en cendres leurs villes et leurs habitations, et les força à demander la paix. Les anciens traités furent ratifiés et confirmés : ce peuple sauvage se reconnut vassal de la Grande-Bretagne; et, pour marque d'une alliance perpétuelle, il brûla la hache, en pratiquant les cérémonies bisarres et superstitieuses de sa religion. Les Anglais étoient par-tout triomphans et victorieux; le lord Rollo s'empara de la Dominique : en Europe, le lord Keppel et le major Hodyson attaquèrent Belle-Isle, et en firent la conquête : on sait avec quelle valeur M. de Sainte-Croix la défendit.

En Allemagne, le maréchal de Broglio et le maréchal de Stainville attaquèrent la ville de Duderstadt : déjà ils avoient forcé le général Munsbert d'évacuer cette place; mais les généraux Kilmansay et Luckner s'étant réunis, forcèrent les Français de sortir de la ville. M.

de Narbonne s'empara de Malbourg et de Gundersberg. Le maréchal de Broglio remporta une victoire sur le prince héréditaire à Grunberg; força les ennemis à lever le siège de Ziegenheim, de Cassel; se rendit maître de tout le Landgraviat de Hesse-Cassel, de Gollingen et de Minden, situés dans l'électorat d'Hanovre; chassa le général Sparken de son poste, et força le prince Ferdinand à repasser la Lippe.

Le prince Ferdinand attaqua, à Fillinghausen, les armées des maréchaux de Broglio et de Soubise, et força ces deux généraux à se retirer. Le prince de Condé remporta un avantage sur les alliés; les Français furent vaincus à Werbourg; le prince Ferdinand s'empara de Dorsten. Cette perte engagea le prince de Soubise à se retirer en deçà de la Lippe. Il repassa bientôt cette rivière; marcha à Ewelfeld, et envoya une partie de son armée dans toute la partie septentrionale de la Wesphalie: le maréchal de Broglio s'empara de Schartefeld, et en démolit les fortifications. Ainsi finit cette campagne, où les deux nations furent tour-à-tour vaincues et victorieuses.

La France demandoit la paix; elle avoit épuisé ses finances, perdu sa marine et ses vaisseaux: les uns avoient été pris; les autres

AN. 1760. avoient péri, soit dans les flammes, soit dans les flots, ou contre les écueils. Les côtes de ce royaume étoient désertes; les matelots gémissaient dans les prisons de la Grande-Bretagne, ou servoient sur les flottes; l'état étoit sans argent et sans crédit; Louis XV gémissait sur les maux qui affligeoient son peuple. Pour fermer ces sources de calamités publiques, ce prince offroit de faire de grands sacrifices: il consentoit à la démolition du port de Dunkerque. La liberté de la pêche sur les bords de Terre-Neuve, et un abri, sans fortification, pour les pêcheurs, formoient le seul objet de compensation qu'il demandoit pour la cession complète du Canada. Il offroit d'évacuer la Hesse, le comté d'Hanau et Gollingen, pourvu que l'un des deux établissemens qu'il avoit perdu en Afrique, lui fût rendu; mais l'inflexible Pitt rejeta toutes les propositions de paix. Déjà la France réclamoit l'exécution de ce pacte de famille, contracté avec l'Espagne, et sollicitoit son allié à se réunir, pour combattre une puissance orgueilleuse et redoutable.

La médiation de l'Espagne jeta de l'ombrage dans le conseil de Londres, où Pitt déclama avec force contre la maison de Bourbon, et opina qu'il falloit déclarer la guerre à l'Es-

gne, et s'emparer de Carthagène ou de Ca- AN. 1760.
 dix. Le conseil de Pitt fut rejeté, et il se re-
 tira du ministère. Ce grand et fougueux po-
 litique étoit instruit qu'il existoit un traité se-
 cret entre la maison de Bourbon, et que l'Es-
 pagne réuniroit ses forces à celles de la France.
 La retraite de ce ministre occasionna quelques
 troubles à Londres. Le peuple regardoit Pitt
 comme un de ces hommes extraordinaires, des-
 tiné à soutenir l'éclat du nom anglais, et à
 donner à la nation cette énergie qui opère
 des prodiges. Le conseil de Londres délibéra
 qu'il seroit fait des remercimens au très-ho-
 norable William Pitt, pour les grands et émi-
 nens services qu'il avoit rendus à l'état. Il re-
 commanda à ses représentans de s'opposer à
 toutes les propositions, qui pourroient être
 faites, de rendre les contrées conquises, puis-
 que cette cession tendroit à rétablir les forces
 navales de la France.

Georges ordonna au comte de Bristol, son
 ambassadeur, de demander à la cour de Ma-
 drid, une explication sur le traité secret, con-
 clu entre la France et l'Espagne, et de dé-
 clarer qu'un refus seroit regardé comme une
 dénonciation d'hostilités. Il paroît que la de-
 mande de la cour de Londres étoit juste, puis-
 que cette alliance secrète ne pouvoit avoir pour

AN. 1760. bâse , que la réunion de ces deux puissances pour combattre l'Angleterre. L'Espagne fut irritée des menaces de la cour de Saint-James ; elle donna ordre à M. Fuentes, son ambassadeur à Londres , de sortir d'Angleterre. La guerre fut déclarée dans un tems où les colonies espagnoles n'étoient pas suffisamment approvisionnées : le désordre régnoit dans leur administration ; la défense des places les plus importantes étoit négligée ; les forces navales , trop foibles ou dispersées , n'étoient pas en état de les secourir.

Georges assembla le parlement ; lui rappela les succès brillans des armées britanniques , et demanda des subsides , pour continuer la guerre avec vigueur. L'amiral Rodney partit avec une escadre considérable , pour faire la conquête de la Martinique. Bientôt cette colonie , la plus peuplée et la plus florissante de toutes celles que la France possède en Amérique , fut subjuguée ; la Grenade , Sainte-Lucie , Saint - Vincent tombèrent au pouvoir des vainqueurs. L'amiral Pockoke et le comte d'Albertmale s'emparèrent de la Havane , l'entrepôt du commerce de l'Amérique espagnole et la clef du golfe du Mexique ; le contre-amiral Carnish fit la conquête de Manille.

Tandis que l'Angleterre élevoit sa puis-

sance et sa grandeur sur les débris du commerce et de la marine de la maison de Bourbon, elle étoit déchirée par des factions intestines. Pitt, qui vouloit rendre sa nation dominatrice sur les mers, fomentoit des troubles dans l'état. On attaqua, dans des écrits publics, la majesté du roi : le comte de Butte, son premier ministre, dirigé autant par le patriotisme que par l'ambition, bravoit tous ces outrages, et s'occupoit à procurer à l'Europe une paix solide et constante. Il voyoit l'Angleterre semblable à un corps robuste, qui tenoit cependant à sa dissolution. Il étoit tems de faire cesser les calamités et les horreurs de la guerre ; il étoit tems de fermer les plaies faites aux nations et à l'humanité. Le sang des peuples et les trésors de l'état étoient épuisés. Georges désira la paix : son conseil applaudit à ses vues bienfaisantes et pacifiques ; des ambassadeurs plénipotentiaires furent nommés ; la paix vint consoler la terre des calamités de la guerre.

La cession de la Floride et la permission de couper le bois de campêche, furent les seuls sacrifices que l'Espagne fit dans le traité. Il en coûta de plus considérables à la France, qui céda à ses ennemis tout le Canada, une grande partie de la Louisiane, les îles de la

AN. 1760. Grenade , de Saint - Vincent , de Tabago et ses établissemens au Sénégal : de tous ceux que la compagnie française des Indes avoit possédés sur les côtes de Coromandel et d'Orixá , il ne lui resta plus que Karikal et l'emplacement de Pondichery. On restitua à cette compagnie, Mahé et Chandernagor, à condition que cette dernière ville ne seroit point fortifiée; les îles de Saint-Pierre et Miquelon ne passèrent point , sans une réserve moins humiliante , au pouvoir des Français , qui consentirent à la démolition du port de Dunkerque.

Ce traité donna à l'Angleterre des contrées immenses ; mais cette grandeur et cette puissance , au lieu d'affermir les fondemens de l'état , ne servirent qu'à le surcharger et à épuiser sa sève. Ainsi les grands empires , si imposans par leurs dehors gigantesques , ne sont en effet que des masses sans vigueur , qui s'écroulent avec fracas , après avoir excité l'admiration ou la stupidité du vulgaire. Le conseil britannique , au milieu de ses triomphes et dans l'excès de son ivresse , ne vit point que ce traité , où il dictoit des lois avec tant de hauteur , devoit démembrer son empire , et lui ôter la domination des mers. La démolition des ouvrages de Dunkerque et la pré-

sence d'un commissaire, étoient un attentat AN. 1762 contre le droit des nations, un outrage fait à la majesté du roi de France et à la dignité de son peuple ; mais la France devoit un jour reprendre son ancienne énergie et son ancienne grandeur , détruire la domination des usurpateurs , rétablir cette liberté de mers , que la nature a donnée à toutes les nations , et effacer l'ignominie imprimée par un traité scandaleux , que réprouvoient la justice , la raison et la sagesse.

Le parti de l'opposition , excité secrètement par Pitt et Newcastle , continua ses factions et ses intrigues. Wilkes , ce républicain fanatique , qui préféroit la faveur populaire aux dignités de la cour ; cet homme qui , par inquiétude , par ambition , par orgueil ou par haine , méditoit sans cesse des révolutions dans l'état ; cet orateur , qui faisoit servir son génie et son éloquence à séduire et à égarer la multitude , osa , dans un écrit satyrique , insulter la majesté du roi , et attaquer l'administration. Cet ouvrage indécent et scandaleux , fut dénoncé au parlement ; Wilkes fut arrêté et constitué prisonnier , et son libelle fut brûlé publiquement. Cet acte d'autorité et de justice excita une sédition parmi le peuple. Wilkes , défendu par les plus célèbres jurisconsultes du

AN. 1760. royaume , se présenta devant ses juges ; il fut justifié par un jugement solennel : les lords Egremont et Halifax , qui avoient signé le décret de prise de corps , furent condamnés à une amende de cinq mille livres sterlings. Les ennemis de Wilkes l'accusèrent alors de trahison : il fut forcé de sortir du royaume ; les communes le déclarèrent exclu du parlement. Wilkes se rendit à Londres , et se constitua prisonnier à Kingsbench. Cette prison située dans les champs de Saint-Georges , fut entourée le lendemain d'une foule immense , qui vouloit démolir cette masse effrayante , et rompre les liens de son favori. Wilkes sortit de sa prison , aux acclamations du peuple. Le comté de Mildesex le nomma pour son représentant ; le parlement cassa cette nomination , et élut le colonel Lutrel. C'étoit porter atteinte à la constitution fondamentale de l'état ; car la chambre des communes n'avoit pas le droit de rejeter un représentant élu dans les formes prescrites par les lois. On cria de toutes parts que la liberté des élections étoit violée , et que le parlement , en trahissant les droits de la nation , vouloit établir le despotisme dans l'état. La ville de Londres et différens comtés du royaume , demandèrent la dissolution du parlement. Wilkes , soit crainte , soit justice , ou

ambition, abandonna le parti de l'opposition, AN. 1760. et devint un des plus intrépides défenseurs de l'autorité royale.

C'est depuis que la corruption est érigée en système politique, que les Anglais sont devenus incertains dans les principes, et qu'ils ont perdu cette sagesse et cette énergie, qui faisoient le caractère distinctif de leurs ancêtres. Enfin la guerre contre les colonies anglaises, vint suspendre, pendant quelque tems, ces dissensions intestines, qui, en autorisant, par l'impunité, la licence et l'anarchie, fortifioient cependant la liberté publique, le patriotisme et l'orgueil national.

Les révolutions des empires sont dignes de l'attention des philosophes et des historiens : elles instruisent les rois et consolent les peuples. L'homme n'est point né pour être esclave; la nature ne l'a point destiné pour obéir aux ordres d'un tyran, ni pour flatter les passions et les caprices d'un maître voluptueux et bizarre : c'est elle qui dit aux nations : *mourez, ou vivez libres*. L'enthousiasme de la liberté, qu'il ne faut pas confondre avec les excès de la licence, agrandit l'ame, échauffe le génie, et enfante des prodiges d'héroïsme et de grandeur : il brisa les fers des Grecs avilis par Philippe ; des Suisses opprimés par

AN. 1760. la maison d'Autriche, et des Bataves, esclaves et victimes de l'intolérance sanguinaire de l'Espagne. C'est la liberté qui vient de rendre à un peuple brave et hardi ses droits et ses privilèges, dont un gouvernement injuste et arbitraire vouloit le dépouiller par des réglemens prohibitifs et des lois fiscales. L'Amérique opprimée, comme la Grèce, la Suisse et la Hollande, a montré la même constance, les mêmes talens, les mêmes vertus : de son sein sont sortis des guerriers, des soldats, des politiques, des magistrats, des philosophes, des citoyens qui ont fondé et consolidé un empire qui va briller d'un éclat nouveau par sa sagesse, par ses lois et par ses mœurs. Cette révolution est le phénomène le plus extraordinaire et le plus intéressant que nous offrent les annales du monde. La Suisse et la Hollande fondèrent leur liberté dans des siècles de fanatisme et de féodalité. Ce n'est point dans des tems où des préjugés honteux avilissent les nations ; en les tourmentant, et parmi la tyrannique anarchie des fiefs, qu'une législation sage et heureuse pourra former la constitution d'une république naissante. La nation américaine a commencé sa carrière dans un tems de lumière ; et son berceau a été éclairé par le flambeau des sciences, des lettres

et des arts. Rome, qui tenoit avec tant d'orgueil le sceptre de l'univers, ne fut d'abord qu'un repaire de brigands : elle s'enrichit par le pillage, les meurtres, l'usurpation; elle ne dut ses succès et sa grandeur qu'à ses crimes et à l'oppression du reste de la terre. Son premier fondateur fut un aventurier et un tyran féroce. L'Amérique septentrionale a une origine plus noble et plus pure : c'est par la sagesse et par la constance qu'elle a acquis sa liberté; et c'est au milieu des invasions, de la tyrannie et des horreurs de la guerre, qu'elle a établi ses constitutions et son indépendance. La philosophie et la science de la nature ont fait connoître à l'homme sa noblesse et sa dignité : elles ont dit au peuple américain de prendre les armes pour punir les tyrans, et de rentrer dans l'exercice des droits primitifs et sacrés de la liberté.

Un peuple, que la civilisation et la société n'ont pas encore corrompu, ne gémit pas long-tems dans les fers de la servitude : une confédération générale se forme ; des hommes séparés et errans se réunissent : *la mort ou l'indépendance* ; voilà le premier cri qui se fait entendre. Ces mots, terribles pour les oppresseurs, parcourent les villes et les campagnes ; excitent les uns, indignent les autres,

AN. 1760. et tous volent sous les étendards de la liberté pour combattre ou pour périr. La guerre se déclare , la mort et le carnage portent partout le deuil et la désolation ; mais enfin la justice triomphe ; une nation opprimée devient libre , heureuse et florissante. Admirons les Bataves dans leurs marais, les Suisses dans leurs rochers ; mais contemplons avec un respect religieux cet empire nouveau qui va donner à l'univers un spectacle aussi sublime que consolant. Wasingthon , Francklin , Adams , Hankoe , Jefferson , ont renouvelé le patriotisme , la valeur , la constance , les vertus , le génie des Aratas , des Philopemen , des Tel , des Nassau. C'est avec le fer et la flamme que l'Amérique a été découverte , conquise et dévastée. Cette région a été inondée du sang de ses habitans : depuis près de trois siècles , ce sang cruellement répandu crie vengeance , et il faut nécessairement que justice soit rendue. Le nouveau Monde , après avoir gémi sous l'oppression de l'ancien , doit lui commander et lui dicter des lois. L'empire romain , détruit par les hordes des Barbares , annonce à l'Europe sa destinée. Que pourront des nations opprimées par le despotisme , avilies par le luxe et la dégradation contre des peuples braves , actifs , indépendans ? Mais ,
rassurez-vous ,

rassurez-vous, amis de l'humanité; ce ne sera point par des victoires, des meurtres et des incendies, que s'opèreront ces étonnantes révolutions : l'Amérique n'imitera point la férocité de l'Europe; elle ne prendra point les armes pour combattre et pour égorger; des oppresseurs cruels ne verseront point le sang et n'immoleront point des victimes sur les autels de l'intolérance et du fanatisme. Les habitans du Nouveau-Monde seront les bien-faiteurs, les amis et les consolateurs des nations de l'ancien continent. Cette contrée sera désormais l'asyle de l'Européen persécuté, de l'Indien opprimé, et du Nègre fugitif : sa population, après avoir couvert ses immenses domaines, fertilisera les plaines désertes; et de nouveaux habitans feront revivre les saintes lois de la nature, méconnues et outragées depuis tant de siècles. Tandis que l'Europe n'a montré à l'Amérique que des brigands et des tyrans, cette dernière contrée présentera le spectacle paisible et attendrissant des vertus, des talens, et le tableau consolant de la félicité et des mœurs. C'est ainsi que tout rentrera dans l'ordre, et que la nature et la providence seront justifiées.

Sébastien Cabot fut le premier navigateur qui aborda dans le continent de l'Amérique

AN. 1760⁸ septentrionale. Walter Raleigh, homme ambitieux et hardi, victime de la vengeance des Espagnols, y fonda une colonie; mais elle ne prospéra point : les colons périssoient de faim et de misère. Drake, confident et ami d'Élisabeth, fut leur libérateur. La compagnie, qui avoit obtenu le privilège exclusif de faire le commerce dans cette partie du monde, peupla cette colonie de nouveaux habitans : fixés dans cette terre sauvage et inculte, ils achetèrent une étendue immense de terrain, que leur vendirent les propriétaires indiens. Après des efforts incroyables de courage et de persévérance, ils parvinrent à défricher les landes, à fertiliser des déserts et des rochers, malgré les dangers que leur opposoient à chaque pas et la rigueur du climat et les incursions des Sauvages.

Henri VIII, en se déclarant le chef suprême de l'église anglicane, avoit conservé les rites et le culte de la communion romaine. Édouard VI établit une nouvelle forme d'administration religieuse. Élisabeth, attachée par sentiment et par conviction à l'église catholique, fut forcée par politique et par intérêt à conserver la liturgie introduite par son frère, et supprimée par Marie. Parmi les réformés, il s'éleva une secte qui, en voulant

épurer le culte divin, en anéantissoit toutes les pratiques, et introduisoit la révolte et l'anarchie dans la société, en voulant rétablir l'empire des mœurs et le système de l'égalité primitive. Ces sectaires déclamoient avec violence contre ces cérémonies augustes et imposantes, nécessaires pour attacher le peuple au culte public de la religion. Élisabeth fait réprimer et punir les novateurs dangereux et intolérans. Jacques I^{er}., grand théologien, mais prince foible et sans énergie, voulut les ramener par des argumens et des subtilités. Le malheureux synode d'Hamp-ton Come rendit ces sectaires plus audacieux : Jacques les persécuta. Charles I^{er}. qui, malgré ses vertus, ne put jamais obtenir l'amour de son peuple, favorisoit l'épiscopat, parce que ses principes tendoient à affermir son pouvoir et à étendre l'autorité monarchique. Ce prince confia la première dignité ecclésiastique et l'administration des affaires publiques à Laud, prélat vertueux, mais ministre imprudent et superstitieux. Les puritains furent proscrits : ces malheureuses victimes de la persécution et du fanatisme abandonnèrent leur patrie pour aller sous de nouveaux cieux chercher la paix et la liberté ; elles débarquèrent sur des côtes qui leur présentèrent la température et le

Ax. 1760. climat des contrées européennes. Ces émigrans poussèrent des cris et versèrent des larmes. Malgré le sentiment du malheur, qui consterne et accable l'homme fugitif, il tourne ses regards vers son ancienne patrie; en vain elle le persécute, il existe toujours dans son cœur un penchant secret à l'aimer. Les affections que la nature imprime dans l'ame, ne s'effacent jamais. Pour témoigner leur amour à une patrie qui les proscrivoit, ces émigrans donnèrent à la nouvelle contrée qu'ils choisirent pour demeure et pour asyle, le nom de la Nouvelle-Angleterre. Cette colonie vit bientôt augmenter sa population et étendre son commerce. Cet enthousiasme religieux, qui divisait et agitoit la Grande-Bretagne, produisit en Amérique des effets heureux; il devint un principe de vie et de force qui rendit ces émigrans actifs et laborieux. La liberté élève l'ame et agrandit le génie. La Nouvelle-Angleterre se divisa bientôt en quatre provinces, qui furent appelés Massachussets-Bay, Connecticut New-Hampshire et Rhode-Island. Les Sauvages venoient quelquefois ravager leurs possessions : ces hommes cruels s'abreuvoient de sang et de carnage. Ces provinces formèrent, en 1630, une confédération générale pour repousser les attaques des ennemis :

elles tinrent des assemblées particulières ; et AN. 1763.
un congrès général fut créé pour régler et
fixer la forme de leur gouvernement.

Les habitans de la Nouvelle-Angleterre étoient des puritains fanatiques : attachés aux principes religieux des Juifs, ils en avoient l'intolérance et la férocité : leurs lois pénales étoient un code de sang. Ces hommes , qui avoient abandonné leur patrie pour éviter la persécution, devinrent cruels et tyrans : ils renouvelèrent dans l'Amérique les horreurs et les atrocités dont les Espagnols s'étoient rendus coupables. Cette terre fut encore arrosée du sang de ses martyrs, et des victimes humaines furent égorgées au nom de la religion. Toutes les sectes sont intolérantes : l'intolérance produit la férocité , et invite à commettre le crime sans remords. Les Puritains de la Nouvelle-Angleterre avoient apporté, de leur ancienne patrie, cet esprit d'inquiétude et de mélancolie qui agitoit la nation britannique. Enfin le fanatisme expira dans cette même contrée où il avoit immolé tant de victimes. Il s'opéra alors une révolution aussi surprenante que rapide. Les habitans de cette province furent de nouveaux hommes ; ils devinrent justes, bons et tolérans. Les causes qui produisirent ce grand événement.

AN. 1760. nous sont inconnues : l'Athée les attribue au hasard ou à la fatalité ; le philosophe à la nature ; l'homme religieux à cette providence qui veille sur les nations et les empires.

Charles II, prince voluptueux, ennemi de son peuple qu'il vouloit opprimer, dépouilla la Nouvelle-Angleterre de ses privilèges par un jugement rendu au banc royal de la Grande-Bretagne. Il y eut quelque changement dans la constitution primitive de cette colonie ; le gouverneur, son lieutenant, les principales charges de judicature et de finance furent à la nomination de la cour, et le conseil de l'administration fut choisi parmi les représentans du peuple. La Nouvelle-Angleterre tenoit le premier rang parmi les autres colonies par sa population, son industrie et la qualité de ses manufactures. Boston, capitale de cette province, est situé sur une péninsule, au fond d'un très-bon port qui est garanti de la violence des flots par un grand nombre d'îles et de rochers qui paroissent au-dessus de l'eau. Son commerce doit sa grandeur et sa prospérité à l'industrie et à l'ambition des Bostoniens ; ils sont en quelque sorte les courtiers de toute l'Amérique septentrionale et des Indes occidentales. Ce com-

merce consiste en blé, cèdre, pin, chanvre Am. 176a.
et pelleterie.

NOUVELLE-YORCK.

La Nouvelle-Yorck fut découverte vers le commencement du dix-septième siècle, par Henri Hudson, fameux navigateur anglais qui étoit alors au service de la Hollande. Elle fut d'abord appelée la Nouvelle-Belge. Les Anglais en firent la conquête en 1664 : elle leur fut conservée par le traité de Breda qui accorda aux Hollandais la possession de Surinam. Charles II donna cette colonie en propriété au duc d'Yorck, son frère. Les habitans gémirent sous la tyrannie de ce prince et sous le despotisme de ses lieutenans. Déjà ils avoient pris les armes pour briser les fers de l'esclavage et se séparer de la métropole. Le gouvernement anglais craignit une révolution : plus sage et plus politique que le ministère actuel, il leur rendit le privilège de se choisir des représentans pour régler dans des assemblées particulières ce qui conviendrait à leurs intérêts. La colonie choisit vingt-sept députés pour la représenter : ces membres formoient le corps législatif, et la durée de leur pouvoir fut réglée sur celle du parlement britannique.

AN. 1760. Tel fut leur gouvernement jusqu'au moment de la révolution actuelle.

Cette province, plus fertile et plus abondante que la Nouvelle-Angleterre, est moins active. Les habitans négligent la culture des terres et le défrichement des landes, pour se livrer à un commerce de pelletterie qui devient pour eux une source abondante de richesses et de prospérité. Ce commerce les invite à des relations avec les Sauvages qui viennent apporter leurs marchandises au fort d'Orange. Ces heureux colons joignent à la simplicité des mœurs un esprit d'ordre et d'économie qu'ils ont contracté avec les Français protestans et les Allemands chassés du Palatinat : heureuse cette contrée si elle sait conserver ces précieux avantages au milieu du faste et des vices des Européens. L'historien qui s'intéresse à son bonheur et à sa prospérité, redoute une révolution funeste et alarmante. Le commerce diminue sans doute la férocité des mœurs ; mais il en devance toujours la corruption ; il ôte l'enthousiasme de la vertu et affoiblit l'amour de la patrie.

NOUVEAU-JERSEY.

A l'ouest de la nouvelle York se trouve

le nouveau Jersey. Cette colonie portoit le nom de *Nouvelle-Suède* ; elle fut ainsi désignée par des aventuriers de cette nation qui abordèrent dans ces plages sauvages vers l'an 1638. Les Anglais en firent la conquête ; des factions intestines divisèrent long-tems les habitans et les propriétaires. Ces troubles s'opposèrent à l'agrandissement et à la prospérité de la colonie. Elle envoyoit ses denrées, qui consistent en blé, chanvre, fer, bois de charpente et viandes salées, aux marchés de la Nouvelle-Yorck et de Philadelphie. Elle n'est pas peuplée à proportion de son étendue et de sa situation ; cependant elle auroit pu augmenter son commerce et sa population en défrichant les marais ; mais les étrangers préférèrent de se fixer dans la Pensylvanie et dans les Carolines qui commencèrent à se former au tems de la conquête du Nouveau-Jersey. Cette contrée est presque oubliée dans l'ancien et le nouveau monde ; heureuse, si elle peut vivre dans cette obscurité. La splendeur d'une nation annonce presque toujours sa corruption. Son gouvernement étoit un mélange bizarre d'aristocratie et de démocratie.

AN. 1760.

P E N S Y L V A N I E.

La Pensylvanie présente un spectacle bien intéressant au philosophe et au savant. La nature a étalé dans cette riche contrée toute sa magnificence, et lui a prodigué ses dons et ses bienfaits. Le printems y répand le parfum des fleurs, y fait jaunir des moissons abondantes; et l'automne y mûrit les fruits les plus délicieux. Guillaume Penn, cet ami de l'humanité, dont le nom est prononcé avec respect et avec attendrissement par les âmes sensibles, fonda la colonie en 1681. Ce philosophe moraliste ne crut point que l'Angleterre eût le droit de donner une contrée qui ne lui appartenait point; il voulut établir sa propriété et sa possession sur des titres sacrés; c'est-à-dire, sur la justice; il acheta, des naturels du pays, un terrain immense qu'il distribua aux Quakers qui l'avoient accompagné. Ce vertueux législateur sut maintenir, par les seules règles de la modération et de l'équité, une race d'hommes féroces et sans lois; prodige que n'avoit pu opérer, ni la politique, ni la force. Bientôt cette colonie devint florissante; l'industrie humaine enfanta des miracles: les terres furent défrichées et produi-

sirent d'abondantes moissons. Les déserts et les landes furent fertilisés : les fruits ornèrent les campagnes. Les villes s'élevèrent sur les débris des ruines fumantes, et offrirent à l'admiration les beautés de l'art et la grandeur du génie. Les opinions religieuses exaltent et renforcent le caractère : l'homme échappé à la verge des tyrans, devient, dans une contrée libre, actif et industrieux. L'énergie des colons, la douceur et la tolérance du gouvernement, une législation sage et éclairée contribuèrent aux progrès brillans et rapides de cette heureuse colonie : bientôt elle fut peuplée d'habitans de toutes les contrées et de toutes les religions de l'Europe. Réunis par les doux liens de la bienfaisance et de l'humanité, ils adoroient tous le même Dieu ; et, malgré la diversité de leurs opinions et de leur culte religieux, ils vivoient tous en frères et en amis. C'est à la philosophie de transmettre à l'immortalité la mémoire d'un homme, qui, le premier conduisit le bonheur au sein de l'Amérique, dans un tems où l'Europe entière sembloit conjurée pour y porter la misère et le carnage.

Un peuple, fidèle observateur des lois de la nature, doit avoir des mœurs pures et des inclinations bienfaisantes. Les Pensylvains sont

AN. 1760. hospitaliers, justes, et réunissent la politesse de l'homme civilisé à la candeur et à l'innocence de l'homme sauvage. Cette nation heureuse offre l'image attendrissante des anciennes mœurs patriarcales : elle possède une société d'hommes, qui, sans faste, sans ambition, sans politique, sont les amis et les bienfaiteurs de l'humanité : une secte, qui, par une contradiction frappante, réunissoit l'intolérance à l'aménité des mœurs, a produit la société des quakers ; société qui a échappé à cette dégradation générale qui avilit tous les états ; société qui mérite notre admiration et notre respect, malgré les déclamations d'un écrivain moderne, qui, dirigé par la prévention, ou aveuglé par la haine, vient de la calomnier dans un ouvrage plus agréable qu'instructif. Ce philosophe guerrier a apporté, dans ses voyages et dans ses observations, les préjugés de son état et de sa nation. Ce n'est point au milieu des camps, du tumulte et des plaisirs d'une immense société, que nous pouvons acquérir cette sagesse et cet attrait puissant qui nous portent à chercher la vérité et à suivre ses saintes inspirations. Nous pouvons sans doute dédaigner les cérémonies religieuses des quakers, et mépriser ces farces grossières et risibles que l'on voit quelquefois dans leurs

temples : mais nous devons admirer et bénir *Am. 1760.* la pureté et la sublimité d'une morale qui tend, par sa sagesse et ses bienfaits, à unir tous les hommes par les nœuds de la justice, de la paix et de la bienfaisance. Quand on observe un peuple, il ne faut point le juger sur son culte public de religion, ni sur les formules de sa liturgie, ni sur les vices de quelques individus : il faut examiner ses principes, ses opinions ; et sur-tout sa morale ; s'ils tendent à honorer l'Être suprême, à éloigner le fléau de la guerre, à allumer dans les cœurs l'amour de l'humanité, à rétablir les droits primitifs et inaliénables de la nature et de l'égalité, c'est une justice et un devoir d'aimer et de respecter ce peuple, et un outrage de le calomnier.

Le gouvernement de la Pensylvanie étoit, avant la révolution, démocratique. Son commerce intérieur consiste en toiles et en draps. Ses navigateurs portent aux îles anglaises, françaises, danoises et hollandaises, du biscuit, des farines, du beurre et autres denrées ; ils reçoivent en échange, du coton, du sucre, du café, de l'eau-de-vie, de l'argent. Les Açores, les Madères, les Canaries, l'Espagne et le Portugal offrent un débouché avantageux aux grains et aux bois de la Pensylva-

AN. 1760. nie, qu'ils achètent avec des vins et des piastres. Les heureux habitans de cette province établissent leur fortune sur la culture et sur la multiplication des troupeaux ; source féconde de bonheur et de richesse.

LES COMTÉS SUR LA DELAWARE.

Les trois comtés de Delaware formoient un gouvernement distinct et séparé ; quoiqu'un à la Pensylvanie ; leur constitution étoit la même. « Je ne connois point, dit le cultivateur américain, une partie de l'Amérique qui soit aussi riche, aussi variée dans ses productions, et aussi bien placée pour la navigation. Les trois comtés sont situés sur la grande péninsule, formée d'un côté par la baie de Chesapent, et de l'autre par la rivière de la Delaware ».

M A R Y L A N D.

En Angleterre, les puritains opprimoient les catholiques et les évêques. Ces victimes de la persécution se réunirent, et partirent pour l'Amérique septentrionale, sous la direction de Calvert, baron de Baltimore : cet homme vertueux fonda la colonie de Mary-

land. Les Indiens, témoins de sa douceur et An. 176a.
de sa bienfaisance, offrirent de contribuer à la formation et à l'embellissement de la colonie. Les femmes des Sauvages apprirent aux femmes anglaises à faire du pain avec le blé de l'Inde ; leurs maris accompagnoient les Anglais à la pêche, et les soulageoient dans leurs travaux. Le Sauvage, que l'ignorance calomnie tant, que l'homme civilisé dégrade, parce qu'il n'a point ses vertus, et qu'il voudroit lui donner ses vices, est né bon et humain ; il ne devient méchant et féroce que lorsqu'il voit la hache destinée à le combattre et à l'égorger. Bientôt le Maryland brilla par son commerce et par sa population. Il dut ces bienfaits précieux à la tolérance religieuse et à la liberté civile que Baltimore établit dans sa colonie. Charles I^{er}. lui accorda une chartre qui lui conféroit le droit de créer une législation pour régler la forme de l'administration publique. Cromwel dépouilla Baltimore des privilèges et des concessions qui avoient contribué au bonheur et à la prospérité de la colonie. Charles II le rétablit dans tous ses droits ; mais Jacques II, qui, par ses erreurs, et son fanatisme, perdit son trône et l'amour de son peuple, révoqua la chartre accordée à ce vertueux fondateur, qui resta toujours

AN. 1760. fidèle à la cause de son roi. Guillaume III, qui réunissoit les talens de la politique à la dureté du caractère, priva la famille de Baltimore de l'administration coloniale; mais elle fut maintenue dans la possession et la jouissance de ses revenus. Cette famille abandonna le catholicisme, et rentra dans le sein de l'église anglicane; elle fut alors rétablie dans le gouvernement héréditaire du Maryland. L'administration de la colonie fut confiée à l'autorité de deux députés qui furent élus pour chaque district. Elle produit de beaux fruits et d'excellent blé; mais c'est à la récolte de son tabac, inférieur cependant à celui de la Virginie, qu'elle doit son éclat et ses richesses. Les femmes, qui adoucissent les mœurs et finissent par les corrompre, rendent les habitans de Maryland industrieux, doux et polis; mais elles affoiblissent cette vigueur et cette énergie de l'ame qu'on admire dans les autres parties du continent où les femmes, bornées à l'administration domestique, sont exclues de la société, autant par politique que par raison, par intérêt et par justice.

VIRGINIE:

La Virginie étoit, il y a deux siècles, cette
vaste

vaste contrée que l'Angleterre se proposoit AN. 1760.
 d'occuper dans le continent de l'Amérique
 septentrionale ; mais depuis qu'on a démembre
 plusieurs portions pour en faire des conces-
 sions et des gouvernemens distincts, la Vir-
 ginie est réduite au district qui a la rivière
 de Polormack au nord, la baie de Chasapeac
 à l'est, et la Caroline au midi. Du côté du
 couchant, les concessions s'étendent jusqu'à
 la mer du sud ; mais les plantations ne vont
 que jusqu'aux montagnes d'Allegany. Raleigh,
 dont le génie toujours agité méditoit des ré-
 volutions, des projets bizarres et extraordi-
 naires, aborda le premier dans cette plage
 sauvage et déserte ; il avoit obtenu d'Élisabeth
 une chartre qui lui donnoit, et à ses succes-
 seurs à perpétuité, la souveraineté du pays
 dont il prendroit possession, avec le pouvoir
 de former un corps législatif, et d'établir un
 gouvernement semblable, autant qu'il seroit
 possible, au gouvernement anglais. Les émi-
 grans crurent que cette contrée renfermoit
 des mines d'or ; ils négligèrent de cultiver les
 terres pour ne s'occuper qu'à chercher des
 trésors ; mais la terre, au lieu d'une moisson
 d'or, ne leur offroit que l'ombre fugitive des
 richesses. Ces malheureux émigrans ne re-
 cueillirent de leurs travaux que des sueurs,

AN. 1760. des larmes et des regrets. Ce continent, dont les hautes forêts annonçoient un sol si fertile et une végétation si vigoureuse, ne tenta point leur cupidité. La perte de leur chimérique espérance les jeta dans un abattement voisin du désespoir. Confinés dans des déserts, sans autre nourriture que quelques productions grossières de la nature, ils sentirent toutes les horreurs de la famine, qui fut suivie des maladies contagieuses. Plusieurs furent massacrés par les Sauvages, qui promenoient dans les déserts leur valeur indomptable et leur farouche liberté. Ceux qui échapèrent à la mort, se proposoient d'abandonner une terre qui ouvroit ses tombeaux pour anéantir ses habitans, lorsque Delaware parut avec trois vaisseaux, une nouvelle peuplade, et des provisions de toute espèce. Cet homme, uniquement enflammé de l'amour de l'humanité, s'occupa du bonheur des colons, et parvint, par la douceur et la fermeté de son administration, à donner à la colonie une forme fixe de gouvernement et de législation. L'ancien monde a eu ses Osiris, ses Érichthons, ses Buchis, ses Orphées, ses Linus; le nouveau continent doit inscrire dans ses annales ses Colomb, ses Castro, ses Guasa, ses Depoinaz, ses Delaware, ses Baltimores et ses Penn.

Si le pinceau et l'histoire célèbrent à l'envi AN. 1760. les actions des héros et des conquérans, il est juste d'ériger des statues aux bienfaiteurs et aux amis de l'humanité, et d'offrir à la postérité le tableau touchant de leurs vertus pour l'instruire et la consoler.

Delaware mourut ; et sa mort vint changer l'ordre des choses. Le monopole, l'avarice et la tyrannie exercèrent tour-à-tour leur fureur et leurs déprédations. Charles 1^{er}. devint le protecteur de la colonie ; il révoqua la compagnie qui avoit obtenu un privilège exclusif : elle prospéra bientôt ; mais elle tomba encore dans la langueur et la misère, par les lois injustes et les réglemens arbitraires de Cromwel. A ces fléaux s'en joignirent deux autres aussi terribles ; celui de la guerre contre les Sauvages, et celui de l'introduction de la jurisprudence civile de l'Angleterre, code informé, bisain et contradictoire. Enfin Charles II lui rendit ses droits et ses privilèges, par une loi de 1676, qui déclara qu'on ne pourroit gréver d'impôts les habitans et les propriétaires de la colonie, que du consentement général de l'assemblée.

Le commerce de la Virginie consiste en blé, maïs, légumes, fer, chanvre, cuir, fourrure, bois ; mais sa principale richesse est

AN. 1760. le tabac. Le gouvernement de cette colonie étoit composé d'un conseil qui formoit la chambre-haute, et des députés des comtés qui composoient l'assemblée générale. Les habitants de la Virginie aiment le faste et l'ostentation. Ils gémissent sous le poids d'une dette énorme, et ne savent point profiter des ressources que leur offre un sol immense et fécond. La nouvelle constitution des Virginiens pourra peut-être changer leurs mœurs et leur caractère. Une sage législation est bien propre à régénérer un peuple, et à détruire des vices qui tiennent plus à la forme du gouvernement d'une nation qu'à son génie particulier.

CAROLINES.

On ne doit point oublier qu'on appeloit autrefois toute la côte de l'Amérique septentrionale du nom de Virginie. La province, qui comprenoit le Maryland et la Caroline, étoit connue sous le nom de Virginie méridionale : les Espagnols la regardèrent comme faisant partie de la Floride ; ils étendirent ses bornes depuis le nouveau Mexique jusqu'à l'Océan atlantique ; mais bientôt ils méprisèrent et abandonnèrent cette contrée , parce

qu'elle ne produisoit ni or , ni argent. L'ami-^{AN. 1760.}
 ral Coligny ouvrit dans cette région une
 source nouvelle d'industrie aux protestans
 français : il équipa deux vaisseaux pour aller
 reconnoître cette côte. Sa peuplade aborda
 dans la Caroline septentrionale , près de la
 rivière d'Albermale. Les Français se déclara-
 rent les ennemis des Espagnols. Les Indiens
 sauvages , qui avoient en horreur cette nation ,
 reçurent les Français comme des frères et des-
 concitoyens ; mais les émigrans n'eurent ni
 le courage , ni le talent de former un établis-
 sement : ils s'en retournèrent dans leur patrie.
 Coligny n'abandonna point le projet de créer
 une colonie dans cette partie de l'Amérique ;
 il y envoya une nouvelle peuplade , qui bâtit
 un fort. Il donna à cette contrée le nom de
Caroline , en l'honneur de Charles IX. Les
 Espagnols attaquèrent cette colonie naissante ,
 et en massacrèrent les habitans , malgré la foi
 de la capitulation. L'assassinat de Coligny
 ruina les espérances des protestans français.
 Cependant Gourgues voulut venger la mort
 de ses concitoyens ; il envoya dans la Caro-
 line quelques vaisseaux ; mais , après quelques
 expéditions contre les Espagnols , les Français
 abandonnèrent leurs établissemens pour aller
 habiter de nouvelles régions.

AN. 1760. Les Anglais s'établirent dans la Caroline en 1663. Le comte de Clarendon, grand chancelier d'Angleterre, le duc d'Albermale, les lords Craven, Berkleg, Asleg, Georges Carterel, Guillaume Berkleg et Georges Carleton obtinrent de Charles II une chartre qui leur accorda la propriété et la juridiction de cette contrée. Le célèbre Locke en forma la législation; mais son code fut une source funeste de corruption et de calamité. Ce philosophe, esclave des préjugés de son siècle, ce moraliste courtisan modifia la tolérance religieuse, et négligea d'établir cette liberté civile qui encourage l'industrie, protège le commerce, favorise l'agriculture, agrandit le génie, donne de la noblesse et de la dignité au caractère, de l'aménité aux mœurs, et vivifie toutes les branches éparses de l'administration. Ce législateur donna à huit despotes un pouvoir arbitraire qui devoit attaquer les principes du gouvernement, altérer l'équilibre, détruire l'égalité, et sur l'empire des lois et les droits des peuples établir l'injustice et resserrer les chaînes du despotisme. L'établissement de cette aristocratie devoit nécessairement s'opposer aux progrès et à la prospérité de la colonie: elle fut peuplée de nouveaux émigrans, composés de cette secte

connue sous la dénomination des non-conformistes. Les Anglais leur contestèrent le droit de suffrage : on prit les armes. Les colons attaquèrent ensuite les Indiens errans entre l'Océan et les Apalaches, et les subjuguèrent. Ces dissensions intestines et ces guerres étrangères affoiblirent la colonie ; elle touchoit même au moment de sa destruction, lorsque le parlement britannique la mit sous la protection immédiate de la couronne. La Caroline fut alors divisée en deux provinces, l'une septentrionale et l'autre méridionale ; elle forma deux gouvernemens indépendans, dont l'administration fut confiée aux seuls représentans du peuple.

La Caroline septentrionale, peuplée en grande partie d'Écossais inquiets et misérables, est une des plus vastes provinces du continent ; mais le terrain est ingrat, et ses plaines sont couvertes de pins et de cèdres. Les deux Carolines fournissent à l'Europe, du cuir, du cèdre, quelques fourures, du tabac inférieur. Cette colonie brille aujourd'hui d'un éclat nouveau : les mœurs y sont douces ; on y aime les plaisirs, les arts et les agrémens de la société. Qu'il est cruel de penser que l'Européen viendra peut-être un jour infecter cette heureuse contrée, en y transportant ses goûts,

AN. 1760. ses caprices , ses fureurs , ses vices et ses crimes ! pourquoi faut-il , qu'après avoir ravagé l'Amérique par le fer et le poison , l'habitant de l'ancien continent vienne encore violer l'asyle de la liberté et corrompre le séjour de l'innocence !

G E O R G I E.

Le gouvernement britannique , instruit qu'il y avoit dans la caroline , sur les frontières de la Floride espagnole , une grande étendue de terrain inculte et déserte , résolut d'y établir une colonie : elle fut appelée *Georgie* , en l'honneur de Georges II. Cet établissement fut l'ouvrage de la politique. En peuplant cette contrée , l'Angleterre défendoit la Caroline contre les incursions des Sauvages. Un citoyen généreux et riche , voulut qu'après sa mort ses biens fussent employés à rompre les fers des débiteurs insolubles que les créanciers détenoient dans les liens de la captivité , quel spectacle rare et consolant de voir les richesses servir au bonheur de l'humanité ! ce ne sera point dans un siècle de calcul et de spéculation qu'on verra renouveler un pareil prodige de bienfaisance et de sensibilité. L'homme descend au tombeau avec ses gr-

reurs et ses vices : agité par la crainte et tourmenté par les remords, il oublie qu'il laisse sur la terre des malheureux et des opprimés, et que d'immenses bienfaits peuvent seuls réparer ses injustices et ses rapines. Le parlement britannique ajouta cent vingt-cinq mille livres sterlings au legs sacré de ce citoyen bienfaisant. Une souscription volontaire produisit des sommes considérables. Oglethorpe, homme dirigé autant par la gloire que par l'amour de l'humanité, conduisit une troupe d'Anglais en Georgie, et forma son établissement sur les bords de la Savanach. La population de la colonie augmenta progressivement. Des laboureurs protestans, chassés de Saltzbourg par un prêtre fanatique, des Suisses persécutés allèrent chercher dans cette contrée la paix et la tolérance; mais la colonie, par une mauvaise administration, fut sur le point de périr dans sa naissance. C'est un spectacle bien affligeant de voir que la science de l'administration publique ne soit pas encore connue. Les savans nous éclairent sur des objets frivoles ou indifférens. Les grands administrateurs, les dépositaires de l'autorité, ignorent ou dédaignent cet art si grand, si noble, qui découvre les vices et les abus de nos institutions et de nos lois, et qui nous éclaire

AN 1762 sur ces grands principes de justice et de morale, qui préparent la grandeur et la prospérité des empires. Les gouvernemens sont-ils donc intéressés à perpétuer une législation qui tend à rendre les rois despotes et tyrans, et les peuples esclaves et malheureux.

On avoit abandonné la juridiction et la propriété de la Georgie à des particuliers : ces concessionnaires avides sacrifièrent l'intérêt public à la fiscalité des intérêts privés. La colonie gémissoit sous les redevances d'un gouvernement féodal. Le parlement de Londres s'aperçut que sa langueur provenoit de sa mauvaise constitution ; il la révoqua et lui donna les mêmes lois qui régissoient la Caroline. La Georgie prospéra dès qu'elle ne fut point un fief de quelques particuliers ; ainsi délivrée d'un monopole oppresseur, elle devint une possession vraiment nationale. Les habitans exportent du blé et du bois dans les Indes occidentales : le ris et l'indigo y sont cultivés avec le plus grand succès.

On distinguoit dans les colonies trois sortes de gouvernement : le gouvernement royal, le gouvernement propriétaire et le gouvernement des chartres. La Virginie, la baie de Massachusetts-Bay, la Nouvelle-Jersey, la Nouvelle-York, les deux Carolines et la Geor-

gie étoient régies par cette première forme An. 1760.
d'administration. Les députés du peuple y
formoient la chambre-basse comme en Angleterre : un conseil créé par le roi pour s'opposer aux progrès de la démocratie, composoit la chambre des pairs. Les membres de ce conseil étoient des citoyens recommandables par leurs vertus et leur naissance. Après qu'un bill avoit été reçu et adopté par les deux chambres, on le présentoit au gouverneur qui le confirmoit, ou le rejetoit. Cette constitution présentoit une image de la constitution britannique.

Des hommes riches, ambitieux et cruels, obtenoient de la métropole la jouissance et la propriété d'une vaste contrée : cette concession leur donnoit le droit de la souveraineté dont ils abusoient par leurs rapines et leurs exactions. Ces grands propriétaires rendoient hommage au roi d'Angleterre comme seigneur suzerain. Cet hommage consistoit en un arc et quelques pelleteries. Dans l'origine presque toutes les colonies étoient soumises à ce despotisme. Le Maryland, la Pensylvanie et les trois comtés de la Delaware, ont conservé long-tems cet abus et ce principe vicieux de gouvernement. Il fut ensuite changé, et une nouvelle législation, fondée sur la justice et

AN. 1760. l'égalité, rendoit ces colonies heureuses et florissantes.

Le gouvernement des chartres formoit une constitution plus libre, plus utile et plus conforme à la dignité de l'homme. Cette forme d'administration, qui étoit une véritable démocratie, sans en avoir ses dangers et ses abus, régissoit les provinces de la Nouvelle-Angleterre; mais avant la révolution actuelle, elle ne subsistoit que dans le Connecticut et Rhode-Island.

Les émigrans anglais apportèrent dans les colonies les préjugés de leur siècle, et les erreurs de leur ancienne patrie; cependant elles prospéroient malgré les abus de leur législation. On doit attribuer ces succès à cette politique sage et éclairée, d'éloigner de l'administration publique la puissance ecclésiastique : ils rejetèrent avec mépris et avec horreur les dogmes de la religion anglicane : ils se rappeloient les maux et les calamités qu'avoient produits en Angleterre le fanatisme et l'intolérance.

La législation civile de l'Amérique septentrionale n'a jamais eu une base solide; elle a varié suivant le tems et les circonstances. Plusieurs lois, qui fesoient partie du code civil de la métropole, étoient suivies dans

les colonies ; mais les révolutions changent Am. 1768. les mœurs , les opinions , le caractère et les lois des peuples. Les États-Unis de l'Amérique ont créé une constitution qui frappe par sa simplicité philosophique et honore l'humanité. Leurs lois sont fondées sur la liberté politique , sur la liberté religieuse , sur la liberté du commerce et de l'industrie. L'asyle qu'ils ouvrent à tous les opprimés de toutes les nations , doit consoler la terre. Les droits du peuple et les grands principes des conventions sociales y sont établis de la manière la plus énergique et la plus solennelle. La liberté de la presse , la tolérance civile et religieuse , le jugement par ses pairs , la subordination de la puissance militaire à la puissance civile ; voilà les bases principales sur lesquelles reposent les fondemens de la république naissante. Le magistrat est sous la dépendance de la nation qui peut le révoquer et qui peut lui faire rendre compte de son administration , lorsqu'il est sorti de charge : usage qui l'invite à remplir avec fidélité les fonctions qui lui sont confiées , et qui est bien propre à le rendre fidèle observateur des lois et de la justice.

Les nations européennes gémissent sous des lois dures , barbares et contradictoires : leur

AN. 1760. législation a été créée dans des tems d'ignorance, d'erreur et de convulsion. Les Américains ont profité des lumières des savans et des observations des philosophes pour faire un code législatif propre à prévenir les crimes. Le châtiment est proportionné au délit, et on n'insulte point la nature et l'humanité par des supplices et des tortures inventés par des tyrans. La Pensylvanie a ordonné de rendre les punitions moins sanguinaires. Plusieurs provinces ont détruit ces restes grossiers d'une féodalité oppressive : elles permettent la chasse, la pêche sur toutes les terres qui ne sont pas encloses, et sur toutes les rivières navigables qui ne sont pas une propriété particulière. D'autres ont aboli la servitude et l'esclavage, que des écrivains méchans et hardis ont osé justifier. Que l'assemblée des représentans est auguste, s'écrie un philosophe, ami de l'humanité, quand elle brise les liens qui l'asservissent et la dégradent ! Voilà donc un peuple qui signale les premiers essais de sa puissance, en déclarant à la face de l'univers, qu'il ne veut plus être complice de l'infâme trafic des Nègres. Que la voix qui a promulgué dans le nord de l'Amérique, cette voix émanée du ciel, retentisse au fond du cœur de tous les rois de

l'Europe ! que la main qui l'a consignée An. 1760. dans les archives d'un peuple nouvellement libre, imprime en même tems l'ignominie sur le front de tous les marchands d'hommes ! Les décrets de l'être suprême sont immuables et éternels ; l'ouvrage des hommes est fragile et sujet aux variations et aux changemens. Les lois sages d'un siècle deviennent vicieuses dans un autre ; elles doivent suivre les mœurs des peuples : si ces mœurs changent, la législation doit changer aussi. Si les lois contrarient le caractère et le génie de la nation, les abus se multiplient, la société se dégrade, l'anarchie et la corruption égarent et infectent tous les ordres de l'état. Ces grands principes ont été reconnus et adoptés par les législateurs américains ; ils ont déclaré que leur constitution n'étoit ni immuable, ni éternelle, et qu'on la changeroit, lorsqu'elle ne plairoit plus au peuple. Cette stipulation annonce les lumières et le génie de la nation américaine. Elle vient de s'occuper d'une nouvelle constitution qui est le chef-d'œuvre de la raison et de la sagesse. Ce code instruit l'univers en répandant parmi les nations ces idées grandes et sublimes de liberté qui agrandissent l'ame, en semant ces opinions saines sur les droits du genre humain et sur la nature d'un gou-

AN. 1766. vernement légitime; en exilant cet esprit de système de la tyrannie qui flétrit et dégrade l'humanité.

Avant de présenter à nos lecteurs le tableau rapide de cette guerre qui va ravager et ensanglanter le globe, qu'il nous soit permis d'examiner les causes et les motifs de la révolution actuelle.

Les colonies anglaises doivent leur origine au fanatisme, aux guerres de religion et aux malheurs de l'Europe. Les Anglais, persécutés et opprimés par un gouvernement violent et sanguinaire, quittèrent leur patrie pour aller habiter de nouvelles régions et vivre libres et indépendans. Ils achetèrent des Indiens un terroir immense qu'ils défrichèrent; des déserts arides et incultes furent changés en des champs fertiles et en des campagnes riantes; la face de la nature fut changée et embellie; et la terre arrosée des sueurs de ces nouveaux habitans, produisit d'abondantes moissons. Les colons formèrent ensuite des établissemens, construisirent des édifices, bâtirent des cités; et réunis en société, ils créèrent une législation particulière sur la foi des chartres qui leur avoient confirmé les droits, les honneurs et les privilèges des citoyens anglais.

Les

Les premiers Colons qui peuplèrent l'Amérique septentrionale furent des cultivateurs. Leur industrie, leurs travaux augmentèrent leur population. Il fallut pour la prospérité et la sûreté des colonies, établir un gouvernement civil ; et, pour le soutenir, il étoit nécessaire de créer des taxes et des impôts. Ils formèrent des assemblées particulières et fixèrent avec une juste répartition les sommes que chaque citoyen devoit payer pour le besoin de l'état. Mais le produit de leur agriculture et leurs exportations ne suffirent point pour former un revenu public. Ils s'occupèrent à élever quelques manufactures grossières. Ce commerce alarma la métropole ; elle exigeoit que les colons fussent cultivateurs et non point commerçans. L'Angleterre, dans son orgueil, ou plutôt dans son délire politique, vouloit laisser ses colonies dans l'enfance, et en faire cependant des esclaves robustes sans cesse occupés à fournir à son insatiable avidité de nouvelles sources de richesses. Eh ! qu'avoit à craindre la métropole des colonies ? un système de manufacture ne pouvoit point convenir à une population immense et à un peuple agricole. Comment pouvoit-elle redouter que les colons devinssent les émules d'une nation commerçante par principe, par goût, par in-

AN. 1660. téré, par politique et par sa situation locale ?
 • l'habitant de l'Amérique septentrionale n'au-
 roit point abandonné ses possessions territo-
 riales pour se livrer à un genre de commerce
 pénible, incertain et peu lucratif. Tranquille
 possesseur d'un champ, il peut promener ses
 regards satisfaits sur son domaine, et dire :
 « ici j'ai planté, là j'ai creusé un canal pour
 arroser ». L'Américain, par les lois de la na-
 ture, par la situation physique des lieux et
 par l'opinion morale, sera toujours un culti-
 vateur. L'Angleterre, dirigée par un génie
 malfaisant, avoit mis des entraves à l'indus-
 trie des colons ; elle les avoit soumis à une
 dépendance honteuse et humiliante pour les
 forcer à abandonner un commerce où elle
 ne vouloit ni rivaux, ni concurrens. Graces
 à la justice et au courage de quelques défen-
 seurs des colons américains, la métropole leur
 permit de manufacturer leurs habillemens ;
 mais elle changea leurs chartres, forma de
 nouveaux gouvernemens, suspendit leurs lé-
 gislateurs, enchaîna leur industrie par des
 prohibitions arbitraires ; restreignit leur com-
 merce, interdit leurs pêcheries, les força de
 verser en Angleterre toutes leurs productions,
 même celles qui ne devoient point être con-
 sommées, et à tirer de la métropole les mar-

chandises, même celles qui lui venoient des Nations étrangères : enfin les colonies furent sacrifiées à l'avidité fiscale de quelques compagnies qui avoient obtenu des privilèges, source féconde d'injustice, de rapine et de déprédation. De-là, naquirent la contrebande, le commerce interlope, les réglemens prohibitifs, les punitions, la méfiance, les haines et le despotisme. Cette violation des droits de la nature et des nations a produit cette révolution qui vient de démembrement un empire puissant, d'affaiblir la marine et le commerce de l'Angleterre, d'augmenter la dette nationale et d'ôter à cette puissance les moyens et les ressources d'attaquer et d'humilier sa rivale. Les Tyriens n'attendoient de leurs colonies qu'une amitié libre ; les Grecs les oublièrent bientôt : les Romains en faisoient des garnisons ; les Carthaginois les opprimoient par des lois injustes. L'Angleterre, qui affecte de suivre les principes politiques de cette dernière puissance, et qui, peut-être, subira un jour sa destinée, voulut assujétir ses colonies à un monopole oppressif, et à des taxes arbitraires.

Cependant il étoit de la justice, de l'intérêt, de la politique, de la reconnaissance, de défendre et de protéger les colonies : elles

AN. 1660. avoient contribué à la grandeur de la métropole, et diminué sa dette nationale : elles s'étoient épuisées pour la soutenir dans ses revers, ou pour étendre ses conquêtes et la gloire de ses armes. Elles s'étoient soumises à une infinité de restrictions dans l'acquisition des propriétés. Le commerce exclusif avoit été une des principales sources de la prospérité et des richesses de la Grande-Bretagne : elles avoient souffert patiemment le joug que leur imposoit l'acte de navigation. Elles avoient vu sans murmure toutes les nations étrangères exclues du commerce de leurs denrées, et l'Angleterre tenir seule la balance des prix dans tous leurs échanges. N'étoit-ce pas assez de tous ces sacrifices ; falloit-il, s'écrie un orateur philosophe, aggraver ce fardeau par une multitude d'impôts arbitraires, et par des actes réitérés de violence et d'oppression ?

L'union de la Grande-Bretagne avec l'Amérique présentoit un spectacle imposant. On a beau promener sa vue sur le cercle étendu qu'embrasse le commerce de l'Amérique et de l'Europe, on ne voit nulle part une indication plus décidée de la nécessité d'une telle union ; la nature même la sollicitoit vivement. Il étoit impossible de former des nœuds plus forts que ceux du penchant uni

avec l'intérêt. Ils subsisteroient encore sans An: 1688. les erreurs et les passions des ministres de la Grande-Bretagne. L'injustice produit l'indépendance, et l'oppression détruit ces liens formés par l'amour et la politique. Les colons étoient attachés à la mère-patrie; ils avoient versé leur sang, sacrifié leurs soldats, leurs matelots, leurs trésors pour combattre et humilier les ennemis communs. « Il fut un tems, disoient-ils aux ministres qui les opprimoient, où nous étions remplis d'une affection vraiment filiale pour le roi et pour le peuple de la Grande-Bretagne; nous nous intéressions à leur gloire; nous partageions leur joie et leurs revers; nous versions avec plaisir dans le sein de notre ancienne patrie les fruits de tous nos travaux; les colonies s'enorgueilloient d'appartenir à un empire puissant et redoutable: contentes des richesses et du bonheur que leur procuroient sa culture, le commerce et leurs lois, elles étoient liées à la nation britannique par la fierté et par la reconnaissance. Elles ne songeoient point à se séparer de la métropole; mais tout tend à sa destruction. Les générations passent, les empires s'écroulent, les peuples disparaissent, les grandes sociétés s'anéantissent, et de vastes tombeaux s'élèvent sur les ruines des cités et

AN. 1666 des monumens superbes ». L'Amérique devoit se séparer de la métropole. Que de petites îles qui ne peuvent se défendre elles-mêmes, soient gouvernées par des royaumes, cela est naturel : la foiblesse doit obéir à la force et réclamer la protection du puissant ; mais il est absurde de vouloir qu'un continent soit éternellement soumis à une île. La nature qui suit toujours un système d'équilibre et d'égalité, et qui tend sans cesse à réparer les maux physiques et moraux, n'a point fait le satellite plus grand que la planète. Un peuple cultivateur, séparé par des mers immenses, ne doit pas être éternellement l'esclave d'une nation commerçante qui veut l'opprimer. L'agriculture élève l'ame et lui donne une nouvelle énergie ; le commerce l'affoiblit et éteint le courage : le commerçant ne verse point son sang pour secourir sa patrie : l'agriculteur défend ses possessions et sa liberté, les armes à la main ; il périt, ou est vainqueur.

Fin du Tome second.



